



L'agitation nationaliste dans les pays socialistes

Fronde serbe

Sur la profonde crise économique que traverse la Yougoslavie se greffent de nouveaux conflits interethniques qui accroissent les tensions déjà existantes entre les six Républiques du pays et menacent la fragile stabilité politique de la fédération. C'est avant tout la renaissance du nationalisme serbe qui est à l'origine de ces antagonismes. Depuis le début du mois de juillet, il ne se passe pas une semaine sans que des rassemblements réunissant des dizaines de milliers de personnes soient organisés en divers endroits de la République de Serbie et dans d'autres régions par des comités de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo.

Le Kosovo, province autonome de la fédération, est peuplée à 90 % d'Albanais, mais fut le foyer national serbe. La minorité serbe et monténégrine qui y reste estime être victime de persécutions continuées - contre les femmes et les enfants - de la part des nationalistes et séparatistes albanais, qui les ont obligés à quitter la région par dizaines de milliers au cours des vingt dernières années.

A l'heure actuelle, la moindre agression, prouvée ou non, contre un Serbe est prétexte à une manifestation. La situation tendant à s'aggraver, la présidence collégiale de la Yougoslavie a décidé mercredi de dépêcher de nouveaux renforts de police dans la province pour « assurer la paix et la protection des Serbes et des Monténégrins ».

Mais ces impressionnantes mesures de sécurité visent aussi à consolider la position du chef du parti serbe, M. Stobodan Milosevic. Cet homme jeune, énergique et ambitieux, en qui beaucoup voient le réel instigateur de ces manifestations « spontanées », ne cache pas que la solution du problème du Kosovo passe à ses yeux par la révision radicale de la Constitution yougoslave de 1974 qui donnait une très large autonomie à cette province ainsi qu'à la Voïvodine, elle aussi partie autonome de la Serbie. M. Milosevic veut que l'on restitue aux Serbes l'ensemble de leurs pouvoirs sur ces territoires pour mettre définitivement fin aux courants nationalistes albanais qui revendiquent depuis 1981 le statut de république à part entière pour le Kosovo. En Voïvodine, on s'oppose farouchement aussi aux nouvelles prétentions serbes.

E n Croatie et en Slovénie, deux régions qui réclament davantage de décentralisation, d'autonomie et moins de directives centrales de Belgrade pour sortir du marasme économique, M. Milosevic n'a pas bonne presse. On y dénonce sa politique populiste et démagogique, on lui reproche d'attiser un nationalisme serbe aussi dangereux que tout autre et de vouloir redonner à la Serbie le rôle de « gendarme du royaume de Yougoslavie » qu'elle jouait avant la guerre.

M. Josip Vrhovec, représentant de la Croatie à la présidence collégiale, vient de déclarer que ces meetings étaient intolérables dans une société civilisée. Selon M. Jozo Smole, le dirigeant très libéral de l'Alliance socialiste de Slovénie, les marches pro-serbes constituent une attaque contre le système politique et menacent l'unité du pays. Les manifestations de ces derniers mois ont été également condamnées par les plus hautes responsables de la présidence et de la Ligue des communistes à Belgrade, mais les autorités centrales disposent de pouvoirs trop limités en Yougoslavie pour enrayer la fronde actuelle.



Moscou envoie des renforts en Arménie

Des renforts de l'armée ont été envoyés dans la nuit du mercredi 21 au jeudi 22 septembre, à Erevan, capitale de la République soviétique d'Arménie, où des soldats ont pris place autour des bâtiments officiels.

Des dizaines de milliers de personnes se sont à nouveau rassemblées jeudi matin dans la ville. Depuis mercredi 21 septembre, le Haut-Karabakh et le district limitrophe d'Agdam vivent sous « état spécial ». Un couvre-feu y a été imposé.

Des mesures de sécurité draconiennes ont été prises par les autorités soviétiques pour tenter de rétablir le calme en Arménie et dans la région autonome du Haut-Karabakh, qui connaissent depuis le week-end dernier une nouvelle vague d'agitation.

Selon une source officielle locale, citée par l'Agence France-Presse, l'armée a déployé, jeudi matin 22 septembre, plusieurs centaines d'hommes appuyés par

des chars autour des bâtiments officiels de la capitale arménienne, Erevan. La ville avait de nouveau été interdite, mercredi, aux correspondants de presse étrangers, qui avaient pu s'y rendre depuis le début septembre.

Parallèlement, l'« état spécial » a été décrété mercredi dans le Haut-Karabakh et dans le district limitrophe d'Agdam.

(Lire la suite page 6.)

Un article de M. Shimon Pérès

A la veille de sa visite à Paris, le ministre israélien des affaires étrangères estime que les Palestiniens devraient se prononcer clairement pour la paix.

Report de l'élection au Liban

Faute d'un accord sur la succession de M. Gemayel, le scrutin présidentiel a été retardé de vingt-quatre heures.

Page 2

Le projet de loi de finances pour 1989

Un budget sans l'Europe

par Alain Vernholes

Le projet de budget pour 1989, rendu public mercredi 21 septembre, prévoit de réduire, à nouveau, le déficit public pour le ramener à 100 milliards de francs l'année prochaine, contre 115 milliards de francs cette année et 153 milliards de francs en 1985. Cet assainissement des finances publiques de la France est rendu possible par l'abandon des recettes fiscales : TVA, impôt sur les sociétés, impôt sur le revenu. En même temps, le gouvernement accorde une forte augmentation aux crédits allant à l'éducation nationale, à la recherche, à la culture et à l'emploi.

Alors que l'économie française s'apprête à réaliser cette année son taux de croissance le plus élevé depuis dix ans, le gouvernement vient de rendre public un projet de budget pour 1989 sans grand relief et pour tout dire un peu ternes. Quelques baisses de taux de TVA, rien ou presque rien sur l'impôt sur le revenu, une baisse légère de l'impôt sur les sociétés. L'imagination semble avoir fait défaut même si l'on trouve ici et là quelques mesures plus hardies comme l'exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises nouvellement créées ou - côté dépenses - un crédit formation de 1,5 milliard de francs offert aux jeunes ayant

besoin d'un supplément de qualification professionnelle.

Il y a un an, à la même époque, on pouvait légitimement s'interroger sur les audaces du gouvernement Chirac qui annonçait tout à la fois plus de 30 milliards de francs de baisses d'impôt et une réduction du déficit budgétaire de 130 à 115 milliards de francs. Tant de largesse et tant d'ambition, n'était-ce pas trop ? N'allait-il pas falloir dès après l'élection présidentielle reprendre d'une main plus ferme un budget qui semblait avoir été bâti pour séduire, négligeant l'état de fragilité dans lequel se trouvait notre économie ?

(Lire la suite page 32 et la présentation de la loi de finances pages 32 à 35.)

Une enquête sur les écrivains de la rentrée

La double vie des romanciers

Pour être publié lorsqu'on est écrivain il vaut mieux être de sexe masculin, habiter Paris, avoir entre quarante et quarante-cinq ans et exercer une profession intellectuelle. Tels sont les résultats de l'enquête que nous avons menée sur ceux de la rentrée romanesque 1988.

Plus de deux cents romans auront été publiés entre le 20 août et le 10 novembre, écrits par deux cent huit auteurs. Lorsque viendra, en novembre, le temps des prix, une trentaine d'entre-eux, au mieux, sortiront de cette mêlée confuse ; les autres retourneront au quasi-anonymat. Mais, pris dans leur ensemble, ces romanciers petits et grands, débutants ou vieux routiers de la littérature, qui sont-ils, où habitent-ils, quel métier exercent-ils lorsqu'ils ne vivent pas des seules ressources de leurs droits d'auteur, quelles ont été leurs études, quelle est leur situation familiale ? Nous avons essayé d'en savoir plus sur le profil social et personnel de chacun d'entre-eux. Nous avons reçu deux cent deux réponses sur deux cent huit. Avec, parfois, quelques trous dans l'information : quand des romanciers,

par exemple, refusaient obstinément d'indiquer leur âge ou que des romanciers répugnaient à s'étendre sur un passé scolaire médiocre.

L'image ainsi dessinée de la population romanesque française dénote certaines pesanteurs sociales. Non seulement parce que les auteurs sont sensiblement plus âgés que la population active, mais aussi parce que les hommes y dominent massivement les femmes, que le centralisme parisien écrase

la province (58 % d'auteurs vivent à Paris, 28 % dans les régions, 14 % à l'étranger) et que l'écriture romanesque s'y révèle l'appanage presque exclusif des privilégiés de la vie culturelle : enseignants, journalistes, hauts fonctionnaires. Le roman français manque de sang neuf.

PIERRE LEPAPE.

(Lire notre enquête dans « Le Monde des livres », page 18.)

Le Monde

DES LIVRES

« Génération intellectuelle », de Jean-François Streltzi. « La Part du fond », de Christiane Rochefort. « Les Derniers Jours de Charles Baudelaire », de Bernard-Henri Lévy. « Giovanni Macchia, un Montaigne italien », de « La Signification de l'existence », de Frutero et Lacertini.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « L'Exposition coloniale », d'Erik Orsenna. La chronique de Nicole Zand : Cynthia Ozick.

Pages 15 à 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 10 pt. ; Espagne, 125 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 120 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,00 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصول

Etranger

LIBAN : faute d'un accord sur la succession de M. Gemayel

L'élection présidentielle reportée de vingt-quatre heures

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

« Pour permettre aux efforts et aux méditations en cours d'aboutir et aider le Liban à sortir de la crise dans laquelle il se débat depuis quinze ans, nous avons reporté de vingt-quatre heures la séance électorale de ce jeudi 22 septembre, qui aura lieu vendredi à la même heure dans les mêmes lieux. » C'est par un bref communiqué, lu au nom du chef du législatif, M. Hussein Husseini, par le secrétaire général du Parlement, que le suspense sur l'élection d'un nouveau président libanais dans le délai constitutionnel a été levé. Celle-ci ne peut plus avoir lieu dans les temps puisque le mandat du président Gemayel expire à minuit, et ce report risque donc de soulever quelque polémique.

Quoi qu'il en soit, il pose au président Gemayel un difficile problème, car ne s'agit-il de ce jeudi qu'il pouvait encore nommer un gouvernement de son choix pour assurer la vacance de l'exécutif. S'il ne le faisait pas, ce serait le gouvernement démissionnaire de M. Salim Hoss qui prendrait, dès vendredi, les choses en main. Les négociations en cours et la décision que prendra M. Gemayel à cet égard seront une indication de l'évolution de ses contacts de dernière minute avec Damas.

« Visite surprise du président Amine Gemayel à Damas, rencontre-réconciliation spectaculaire entre le commandant en chef de l'armée, le général Michel Aoun, et le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea, appel à Damas des principaux dirigeants de Beyrouth et de l'ancien président Soleiman Frangie, à quelques heures de la fin officielle du mandat de M. Gemayel : le

Liban avait vécu, le mercredi 21 septembre, une folle journée.

Accueillie avec surprise et beaucoup de scepticisme dans les milieux pro-syriens de Beyrouth, la visite de M. Gemayel à Damas, où il ne s'était plus rendu depuis l'échec du sommet du 14 janvier 1986, n'avait pas permis, mercredi soir, de débattre la situation. Il semble que les

La tenue de l'élection au palais Mansour, sur la ligne de démarcation entre les deux secteurs de Beyrouth, où avait eu lieu la séance avortée du 18 août, est considérée comme un préalable par les députés chrétiens, qui ne veulent pas se rendre dans l'ancien siège du Parlement, situé à Beyrouth-Ouest sous contrôle syrien. Mais ceux-ci, ne voulant pas porter la responsabilité

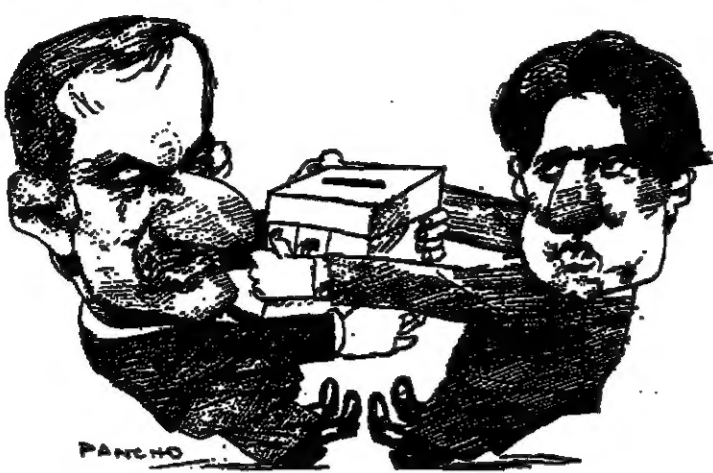
de M. Gemayel à Damas une précaution supplémentaire prise par le président qui, pressé par Washington, et Paris dit-on aussi, d'accepter l'accord syro-américain sur l'élection de M. Daher, a voulu épuiser toutes les possibilités avant de former un nouveau gouvernement dont Washington conteste a priori la représentativité.

On indique aussi que la réunion qui a eu lieu mercredi au ministère de la défense entre le général Aoun et le chef des FL, M. Samir Geagea, dirigée ensuite à plusieurs membres du Front libanais (coalition des partis chrétiens hostiles à la Syrie), n'a pas facilité la tâche du président Gemayel à Damas. Les dirigeants syriens n'oublient pas qu'ayant, à peine signé, en décembre 1985 avec le chef des FL, alors M. Elie Hobeika, un accord global susceptible selon eux de mettre fin à la guerre, ce dernier s'était fait évacuer par le camp chrétien après de sanglants combats.

A l'issue de cette réunion, plusieurs participants devaient d'ailleurs faire savoir qu'ils n'acceptaient pas un accord sans avoir été consultés. Dans la matinée, le général Aoun avait, pour sa part, déclaré à ses officiers supérieurs, réunis au ministère : « Vous êtes les seuls capables de sauver la situation. Les prochains jours vont montrer que vous êtes l'avant-garde du salut et de la libération du Liban. L'armée et le peuple combleront le vide ».

Le dernier quart d'heure pour trouver un terrain d'entente doit-il s'avérer plus bénéfique que les nombreux mois de stériles discussions ? En attendant, à Beyrouth, les commerçants ont, pour la plupart, préféré fermer boutiques, et nombre d'activités sont suspendues dans la crainte que le vide à la tête de l'Etat n'entraîne une reprise des combats.

FRANÇOISE CHIFFAUX.



contacts se soient poursuivis dans la nuit entre Beyrouth et Damas.

Reçu et accompagné à l'aéroport militaire de Damas par le président Assad entouré de nombreux membres de son gouvernement, le président libanais a eu quatre heures et demie d'entretiens en tête à tête avec son hôte sans obtenir, dit-on de source libanaise, la moindre concession en ce qui concerne, d'une part, le transfert du lieu de la séance électorale et, d'autre part, la possibilité d'envisager un autre candidat que M. Mikhael Daher, sur lequel Syriens et Américains étaient tombés d'accord à l'issue de la visite de cinq jours à Damas du secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy.

des conséquences de la non-tenue d'un président, affirmant qu'ils se rendraient tous au palais Mansour, sans préciser, toutefois, pour qui ils voteraient alors, le camp chrétien ne s'étant toujours pas mis d'accord sur un candidat unique. On indique toutefois de bonne source que la Syrie pourrait revenir sur ce point si des assurances étaient données pour l'élection de M. Daher.

Voyage de la dernière chance

Voyage de la dernière chance, tentative de dernière minute, il faut sans doute voir aussi dans la visite

Un article de M. Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères

Les Palestiniens doivent se prononcer clairement pour la paix

M. Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères, est attendu à Paris, le vendredi 23 septembre, pour une visite « privée » au cours de laquelle il rencontrera les principaux dirigeants français. Avant ces entretiens, il rappelle ci-dessous le point de vue d'Israël sur les perspectives de paix au Proche-Orient.

Les différences d'opinion en Israël sur l'avenir du pays sont profondes. Pour certains, la solution passe par le territoire, l'intégrité du territoire, pour d'autres — dont je suis — la géographie n'a pas de sens à elle seule si la démographie n'est pas prise en ligne de compte. En d'autres termes, les hommes déterminent le destin de leur terre, autant que la terre détermine le destin des hommes.

Pendant deux mille ans, le peuple juif a constitué une minorité dans presque tous les pays du monde. Voici cent ans, le mouvement sioniste s'est consacré à la réalisation d'une majorité juive dans un seul pays, le pays du peuple juif. L'Etat juif, cela signifie un Etat où les juifs sont une majorité claire. Si cette majorité vient à être ébranlée, c'est l'Etat même et sa sécurité qui sont mis en cause.

Mais si Israël connaît de sérieuses différences d'opinion, la manière de les résoudre, elle, fait l'unanimité. Tel est l'avantage d'un régime démocratique. On peut trancher avec des bulletins de vote, il n'est pas nécessaire d'avoir recours aux baïonnettes. Le 1^{er} novembre, les citoyens israéliens sont appelés aux urnes pour décider de leur avenir. Même si le résultat du scrutin est net, Israël devra affronter la situation dans le monde arabe, qui, elle, est moins claire.

Pour faire progresser la stratégie de la paix, deux questions sont actuellement à l'ordre du jour : la solution du problème palestinien et l'édification de la paix entre le royaume de Jordanie et l'Etat d'Israël. Israël est prêt à participer à la solution du problème palestinien. Nous ne souhaitons pas dominer un autre peuple, nous ne voulons pas humilier les Palestiniens. Le mouvement que je représente — il s'agit là du parti qui a obtenu le plus grand nombre de votes, tant aux élections de 1981 qu'à celles de 1984 — est prêt à un compromis historique qui comprendrait également un élément territorial, et cela dans le but de résoudre le problème palestinien.

Pour ma part, je suis convaincu qu'une telle solution doit être l'aboutissement de négociations. Les pays arabes ne disposent pas de la force nécessaire pour dicter une solution à Israël, et Israël n'est pas disposé à accepter un diktat. Pour arriver à la paix, je suis prêt à des concessions. Je refuse cependant de m'incliner sous la contrainte.

L'OLP : une canisole de force

L'ouverture de négociations dépend des positions de départ. Il ne peut y avoir de négociations si définitives. Dans notre cas, l'ouverture des négociations se fera alors que les positions des uns et des autres sont fort éloignées, le seul point d'accord étant la conduite même de ces négociations. Celle-ci ont pour but, précisément, de surmonter les différences d'opinion. La grande question est de savoir qui représentera les Palestiniens. De nombreux Palestiniens insistent pour que l'OLP soit leur seul représentant. Cependant, le problème est que cette organisation prétend qu'il est possible de mener des négociations et de donner des conférences de presse, tout en se livrant à des actes de terrorisme et de violence.

Aucun israélien sérieux ne mènera des négociations face à un revolver brandi. Qui dit revolver dit champ de bataille. Celui qui veut négocier posera ses armes et viendra armé de propositions politiques. Les dirigeants de l'OLP peuvent se mettre d'accord. Le peuple palestinien ne dispose pas de procédures démocratiques pour prendre des décisions, et les différentes composantes de l'OLP ne sont pas d'accord sur la solution souhaitée. Voilà les raisons profondes de ce mélange inadmissible de terreur et de déclarations vides de sens. Ahmed Jabril, Abou Moussa et leurs patrons syriens revendiquent l'intégralité du territoire, l'Etat d'Israël compris, tout comme ils prétendent représenter tous les Palestiniens, y compris ceux qui vivent en Jordanie.

L'aimable accueil réservé en Europe à Arafat est vain. Ce n'est pas l'Europe qui empêche Arafat de prendre une décision ni même Israël. L'institution qu'il a créée est devenue une canisole de force, une entrave à sa liberté.

Le prix, ce sont les habitants des territoires qui le payent. L'OLP a tenté de tirer profit de la misère des habitants de ces territoires pour leur

soutenir une option militaire contre Israël. Les habitants, pour leur part, ont tenté de soutenir à l'OLP une solution politique. Une solution qui n'a pas encore été trouvée, car cette organisation est incapable de trancher.

La Jordanie a été profondément blessée lors du sommet des dirigeants arabes à Alger, en juin. Ces derniers lui ont nié le droit de représenter les Palestiniens, et ont présenté comme un obstacle à la solution de leurs problèmes. La Jordanie a donc décidé — temporairement — de couper ses liens avec les Palestiniens des territoires. Et cela malgré le fait que le roi Hussein ait déclaré qu'il ne se dissociait pas du processus de paix. L'OLP devra, en fin de compte, choisir entre deux options : l'appui de la Syrie — pays qui ne souhaite pas la paix et qui n'accepte pas l'existence d'Israël — ou le dialogue avec la Jordanie. Compte tenu des divisions au sein de l'OLP, ce n'est qu'avec ce pays que l'organisation peut mettre au point une politique de négociations avec Israël.

Dangereux « stat quo »

La Jordanie, pour sa part, a une décision à prendre : si elle abandonne la cause palestinienne et le conflit qui en résulte, nous pourrions négocier nos points de désaccord bilatéraux. Si elle reste attachée au conflit palestinien — elle doit rester attachée aux efforts pour y trouver solution.

La Jordanie se doit de sortir de la clandestinité en ce qui concerne le paix. Elle se doit de dire tout haut si elle ne représente qu'elle-même et, dans ce cas, quel Etat elle souhaite être, un Etat à la recherche de la paix ou un pays figé dans le statu quo, ce dernier pouvant dégénérer en guerre.

Le moment est en fait venu pour que les pays arabes et les Palestiniens ne se contentent plus de clamer leurs revendications à l'égard d'Israël. Ils doivent déclarer publiquement et clairement la contribution qu'ils sont prêts à faire pour la paix. Pour la paix avec Israël, les Israéliens iront aux urnes, Israël prendra sa décision, ainsi n'aura l'option israélienne. Même si elle n'est pas suivie d'un écho arabe immédiat, Israël mènera l'initiative d'un processus de paix et refusera de se laisser entraîner dans un processus de guerre. Faire la paix n'est pas une faveur. Celui qui a besoin de la paix doit agir pour l'obtenir.

Je crois profondément que nous avons tous besoin de paix — Israël et Etats arabes — juifs, musulmans, chrétiens, druzes et fidèles de toutes les autres religions. Le temps est venu de faire la paix. De la faire dans un monde qui a découvert la futilité de la guerre, son prix tragique pour les hommes et pour la société. Le temps est peut-être venu que les grandes puissances interviennent, qu'elles assument leur rôle dans un monde de « démissionnisme » de la politique étrangère, dans un monde de « politisation » des conflits armés. Un monde où la sagesse remplace la violence.

SHIMON PÉRÈS.



LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

1982-1988 du consensus à la solitude

BEYROUTH

de notre correspondant

Qui l'eût dit ? Le président Amine Gemayel a achevé son mandat. C'est, dans son cas, une sorte d'exploit.

Dès février 1984, à peine plus d'un an après son entrée en fonctions, sa démission, plus, sa destitution était esquivée par des adversaires pugnaces, qui, s'appuyant sur la Syrie, lui avaient arraché la moitié de sa capitale et les trois quarts de son pays que, d'ailleurs, ils ne devaient jamais restituer à son autorité.

Arrivé à la tête de l'Etat sous le signe du consensus, il laisse le pays quasi éclaté : ce raccourci est tentant pour définir son règne. Il n'est pas nécessairement exact. Quand M. Gemayel est élu à la présidence de la République, le 21 septembre 1982, dans le siège de son frère Bachir, assassiné la semaine précédente, l'unanimité autour de son nom est fille de l'émotion, du désespoir et de la conjonction, non d'une unité nationale cimentée par une vision commune des intérêts de la patrie. La restauration de l'autorité de l'Etat est le fruit d'une donnée pécuniaire, l'invasion israélienne, et d'une illusion, le fermement de l'engagement occidental à travers sa force multinationale.

Le jeune président — il a alors tout juste quarante ans — se croyant investi d'un pouvoir fort, agit comme tel. L'erreur est fatale. Etait-elle évitable lorsque votre interlocuteur est le président des Etats-Unis qui vous dit d'aller de l'avant, et que les années de l'Occident s'étaient dans Beyrouth réunies, au pied de votre palais ?

M. Gemayel devient vite victime de ses propres maladresses dans sa façon de traiter avec ses ennemis potentiels, principalement le chef druze, M. Walid Joumblatt, le premier à faire sécession, des septembre 1983, et le chef de la milice chrétienne, M. Bachir, qui lui envoie un coup de boutoir le 8 février 1984, tous deux récupérés et soutenus par la Syrie, qui opère ainsi un retour en force sur la scène libanaise.

« Période syrienne »

Il est aussi victime d'une épreuve de force israélo-américaine sourde mais violente. Convaincus d'avoir mené à bien une tâche ardue et utile pour tout le monde avec la conclusion de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, les Etats-Unis se heurtent à une fin de non-recevoir syrienne et à une mauvaise foi patante d'Israël qui attise le conflit druzo-maronite dans la montagne libanaise et fait s'empêtrer Washington jusqu'à ce que, écartés, les Américains libèrent pied et partent avec armes et bagages.

La « période américaine » de son mandat, celle où il se rendait à Washington à tout propos — trois fois en un an — et où le conseiller du président Reagan, M. MacFarlane, se tenait constamment à ses côtés, s'achève dans l'amertume.

Il ne reste à M. Gemayel qu'à opérer un renversement de politique : abandonner son intention d'abroger l'accord libano-israélien, il s'allie sur Damas, ce qui lui vaut d'être solennellement reçu le 29 février 1984. Commence alors sa « période syrienne » qui durera deux ans. L'appui de Damas est décisif : il met un terme à la dégradation de son pouvoir, notamment à la

campagne de l'opposition pour sa destitution, et lui donne les moyens, après la conférence inter-libanaise de Lausanne, de constituer un gouvernement d'union nationale le 30 avril.

Il devient alors l'interlocuteur privilégié du président syrien Hafez El Hessed, qu'il rencontrera onze fois, dans des conditions d'abord cordiales puis de plus en plus grinçantes. M. Hessed entend bien obtenir à travers lui des concessions institutionnelles pour arrimer solidement le Liban à la Syrie, sur les plans de la politique, de l'économie, de l'armée et de l'enseignement.

Constatant les premières résistances du président libanais, il prend les devants et réunit le tour de force d'inciter la milice chrétienne, far de lance du nationalisme libanais, ombrageux, dans un accord dit « tripartite » que, pense-t-il, M. Gemayel n'aura plus qu'à sanctionner. Celui-ci le refuse. Et c'est, le 14 janvier 1985, la rupture entre les deux hommes.

Les années de stabilisation

La troisième et dernière phase du mandat du président Gemayel, 1986-1988, est celle de la maturité et de la solitude : il n'a plus de parapluie, ni américain ni syrien, pour s'abriter, et son père est mort, le privant d'une couverture jusqu'à la fin dans le camp chrétien, Camille Chamoun, qui prend la relève dans ce rôle, mourra à son tour en 1987. Sombres années de crise économique et de paralysie gouvernementale.

Ce sont aussi, pourtant, des années de stabilisation : le résidu de pouvoir qui demeure entre les mains de M. Gemayel, après toutes ces vicissitudes, n'est plus remis en question : la guerre du Liban entre en léthargie et ses lignes de front s'assoupissent ; des équilibres s'établissent entre le pouvoir druze et le pouvoir maronite ; les passages entre les secteurs de Beyrouth prennent une certaine régularité : le cabinet fonctionnaire mais son aile musulmane boycotte le président.

Même les événements aussi potentiellement porteurs de troubles que l'assassinat d'un premier ministre, M. Rachid Karamé, pourtant « irremplaçable », ne provoquent pas de secousses majeures. C'est le temps des remises au ordre à l'intérieur de chaque camp, la Syrie revenant dans le secteur musulman de Beyrouth, investissant ses bandes, résiliant à sa merci les camps palestiniens. Seul échappe à sa mainmise le réduit chrétien, qu'elle laisse, il est vrai, survivre sans chercher à l'éteindre.

Pour tous les Libanais, lorsque commence 1988, l'année de l'élection présidentielle, l'affaire est entendue : la guerre est finie. Mais par un enchaînement inattendu de développements, la situation dérape à nouveau, et le Liban se retrouve en pleine impasse, dans l'impossibilité de se doter d'un président. M. Gemayel, qui a traversé le feu et le goût du coup d'état, trouve l'occasion de tenter une sortie en beauté : alors que, dans une ambiance d'intense angosse, ses compatriotes ont le sentiment que tout s'écroule autour d'eux, il surprend tout le monde en se rendant à Damas.

C'est un retraité de quarante-six ans qui quitte aujourd'hui la présidence du Liban. Mais un retraité qui entend bien demeurer le principal pôle du pouvoir en pays chrétien.

LUCIEN GEORGE.

REVUE INTERNATIONALE D'HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE

Directeur : Alain de Mijolla

PSYCHANALYSE ET PSYCHANALISTES DURANT LA 2^E GUERRE MONDIALE DANS LE MONDE (1917-1945)

Cette revue recueille et diffuse les études nouvelles, les réflexions originales et les documents inédits consacrés dans le monde à l'histoire du mouvement psychanalytique et à ses fondateurs.

Revue dirigée par Alain de Mijolla. 484 pages - 250 F.

PUF

Diplomatie

Malgré les critiques contre son discours de Bruges

M^{me} Thatcher récidive au Luxembourg contre l'union européenne

Deux fois valent mieux qu'une et M^{me} Margaret Thatcher a réitéré mercredi 21 septembre à Echternach, au Luxembourg, ce qu'elle avait proclamé la veille avec une certaine vigueur à Bruges, à savoir la république que lui inspire l'idée d'une union politique européenne supranationale. « Un gouvernement européen centralisé serait un échec », a-t-elle lancé devant le premier ministre luxembourgeois, M. Jacques Santer. Celui-ci a suivi le premier ministre britannique, bien qu'avec plus de modération.

Après avoir visité les locaux de la Société européenne des satellites, à Echternach, qui doit lancer au mois de décembre le satellite luxembourgeois ASTRA, M^{me} Thatcher a quitté le Luxembourg pour Madrid mercredi soir.

Après le discours de Bruges, un porte-parole de M. Jacques Delors a fait savoir que le président de la Commission avait réagi en soulignant simplement que ce qui unit les Européens est plus fort que ce qui les divise. Le ministre belge des affaires étrangères, M. Tondreau, s'est déclaré pour sa part « déçu, mais pas désespéré » par les propos de M^{me} Thatcher. En tant que représentant du pays qui préside actuellement la Communauté, M. Papadimitriou, hospitalisé à Londres, a souhaité que le premier ministre britannique donne des éclaircissements sur « la signification exacte de sa vision de l'Europe ». « Il n'est difficile de croire que M^{me} Thatcher ait prêté à remettre en question fondamentalement l'acte unique européen ».

La plupart des grands quotidiens britanniques insistent, jeudi, sur les effets négatifs que pourrait avoir le discours de Bruges chez les partenaires européens de la Grande-Bretagne. L'éditorialiste de l'Independent, par exemple, met ce discours sur le compte d'un mouvement d'humeur du premier ministre qui, réagissant pas ses conseillers, aurait voulu tout simplement se venger de décisions prises récemment par M. Jacques Delors devant le congrès des syndicats britanniques. Le Times raconte, pour sa part, que les ambassadeurs britanniques en poste dans les pays de la CEE, tentent de « limiter les dégâts », ont envoyé le texte du discours de Bruges à diverses personnalités du monde des affaires et des milieux politiques en les incitant à en lire les passages les moins négatifs. Le Guardian, enfin, estime que, pendant que M^{me} Thatcher avance « sa croisière personnelle » contre l'union européenne, « on a pu prendre la mesure de son isolement ».

La visite à Madrid : une première

M^{me} Thatcher est le premier chef de gouvernement britannique à se rendre en visite officielle à Madrid. Dans quelques semaines, la reine Elizabeth et le prince Philip l'y suivront, deux ans après la visite au Royaume-Uni du roi Juan Carlos, qui avait scellé la réconciliation entre les deux pays.

On déclarait, mercredi, du côté britannique, à propos de la question de Gibraltar qui reste le seul vrai contentieux entre les deux pays, qu'elle « ne saurait trouver de solution en son sein ».

« voyage ». M^{me} Thatcher doit rencontrer le roi Juan Carlos et, à deux reprises, le président du gouvernement, M. Gonzalez. Elle devrait souligner devant ses interlocuteurs le rôle important de l'Espagne dans l'OTAN et s'assurer de la volonté de Madrid de participer à la construction de l'union européenne. La coopération dans la lutte contre le terrorisme (IRA et l'ETA, en particulier) devrait être également parmi les thèmes de ces conversations.



Dessin paru dans The Independent du 22 septembre

Nouvelle visite de M. Chevardnadze à Washington

Faute d'accord sur les armements stratégiques...

WASHINGTON de notre correspondant

Une fois de plus — la sixième en un an — M. Edouard Chevardnadze est à Washington, et une fois de plus — la vingt-huitième — il retrouve George Shultz pour deux jours d'entretiens, où, comme d'habitude, seront abordés les négociations sur le contrôle des armements, les questions dites « régionales », comme l'Afghanistan, — les droits de l'homme et les affaires bilatérales.

Le ministre soviétique des affaires étrangères sera aussi reçu, vendredi 23 septembre, par le président Reagan. Tous les éléments désormais classiques de ses visites seront donc réunis, sauf un : le suspense. Il n'y a plus de sommet en vue, et personne n'espère plus à Washington la conclusion, avant que le mandat du président Reagan n'arrive à son terme, d'un accord START sur la réduction des armements stratégiques. M^{me} Rozanne Ridgway, secrétaire d'Etat adjointe, l'a reconnu explicitement à la veille de l'arrivée de M. Chevardnadze.

Cela ne signifie pas que cette visite sera sans objet. D'abord, la fréquence et la régularité de ces entretiens soviéto-américains confirment à elles seules à quel point les relations entre les deux superpuissances ont évolué ces dernières années : fautes de traité START, M. Reagan pourra léguer cet héritage à son successeur, en complétant le traité FNI sur l'élimination des missiles intermédiaires.

De plus, on tentera de progresser sur certains des points qui bloquent

la négociation START. M. Chevardnadze a fait savoir qu'il arrivait avec des propositions nouvelles (non spécifiées) en ce domaine et dans celui des armes chimiques. Les Américains pour leur part souhaitent avancer sur la question des ALCM (missiles de croisière lancés d'avion) et évoqueront à coup sûr la question du radar géant de Krasnotarsk, en Sibirie, qui viole selon eux le traité ABM sur les défenses antimissiles. Mais, à vrai dire, on doute que des progrès spectaculaires puissent être réalisés.

Au moins les Américains espèrent-ils parvenir à un résultat concret sur les protocoles de vérification du traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques (FNET) et aussi du traité « du seuil » qui limite à 150 kilomètres la puissance des expériences nucléaires. Ces deux affaires « traînent » depuis respectivement 1976 et 1974.

Une rencontre avec George Bush

Un chapitre des problèmes régionaux, c'est peut-être l'Afghanistan qui risque de se révéler le plus épineux. Peut-être par souci tactique, comme ils le font souvent avant les rencontres bilatérales, les Soviétiques ont récemment durci le ton et accusé aussi bien les Pakistanais que les Américains de violer les accords de Genève, en continuant à armer et à conseiller la résistance afghane, et un certain doute pèse toujours sur leurs intentions réelles d'ici au 15 février, date limite fixée pour

l'évacuation de l'ensemble de leurs troupes.

Naturellement, il sera aussi question des droits de l'homme, que les Américains mettent régulièrement en tête de leurs préoccupations. C'est M. Reagan lui-même qui devrait attirer l'attention de M. Chevardnadze sur ce point, évoquant en particulier le maintien en détention de plusieurs membres de groupes soviétiques pour l'application des accords d'Helsinki.

Mais, signe des temps, l'événement le plus marquant de cette visite, du moins en termes médiatiques, sera vraisemblablement une autre rencontre du ministre soviétique, cette fois avec le vice-président George Bush. C'est le candidat républicain qui a demandé à rencontrer M. Chevardnadze, estimant trouver là une occasion opportune d'affirmer sa « stature » internationale.

M. George Bush semble témoigner de beaucoup moins d'empressement à rencontrer M. François Mitterrand, qui sera à Washington à la fin du mois. Pour l'instant, son entourage continue à faire valoir que le candidat républicain fera campagne loin de la capitale quand le président français s'y trouvera. Une solution sera peut-être trouvée d'ici là, mais en tout état de cause M. Mitterrand rencontrera au moins le candidat démocrate, Michael Dukakis, au cours d'un petit déjeuner à New-York. Et M. Dukakis, lui, n'a pas demandé à rencontrer M. Chevardnadze.

JAN KRAUZE.

Une démarche inhabituelle du Foreign Office

Londres demande à la Roumanie d'arrêter le programme de « systématisation » des campagnes

LONDRES de notre correspondant

Un porte-parole du Foreign Office a confirmé, le mercredi 21 septembre, que Sir Geoffrey Howe avait écrit au ministre roumain des affaires étrangères, M. Ioan Tom, à propos du « regroupement » des populations rurales décidée par Bucarest. « La lettre a été envoyée la semaine dernière. Il s'agit d'une initiative purement britannique, même si le sujet a été évoqué lors de conseils européens », a précisé le porte-parole.

Le chef de la diplomatie britannique demande au gouvernement roumain d'arrêter le programme dit de « systématisation », qui consiste à démolir huit mille des treize mille villages du pays pour rassembler de force leurs habitants dans des « centres agro-industriels ». Le secrétaire au Foreign Office exprime la préoccupation britannique devant cette « violation des droits de l'homme » qui aboutirait à « causer un tort irréparable à notre patrimoine

culturel et architectural commun en tant qu'Européens ».

Cette démarche du Foreign Office est très inhabituelle, puisqu'elle porte sur une affaire intérieure roumaine. Le « systématisation » des campagnes est une épreuve supplémentaire pour la communauté hongroise de Roumanie forte de deux millions de personnes en butte à une tentative forcée d'assimilation. Elle porte également préjudice aux minorités allemande, juive, arménienne et tchèque du pays.

Le gouvernement britannique est également agacé par l'obstruction roumaine dans la mise au point du communiqué final de la conférence de Vienne sur la coopération et la sécurité en Europe. Bucarest refusait jusqu'à ces derniers jours d'accepter les termes du document rédigé par les pays neutres et non alignés, mais a levé des objections au moment même où lui parvenait la lettre de Sir Geoffrey.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Lors d'une escale à Copenhague

Le ministre soviétique des affaires étrangères n'a pas exclu une ultime rencontre Reagan-Gorbatchev

COPENHAGUE de notre correspondant

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a fait, le mercredi 21 septembre, une brève visite à Copenhague pour s'entretenir avec son collègue danois, M. Ellemann-Jensen.

A la télévision danoise, M. Chevardnadze n'a pas exclu l'éventualité d'une ultime rencontre Reagan-Gorbatchev cet automne. « Tout dépend, a-t-il ajouté, des résultats de la conférence de Vienne », et il a insisté ensuite sur « la nécessité d'abolir le plus tôt possible le fossé qui coupe en deux notre continent afin de construire réellement « la maison européenne » — expression dont la paternité revient à M. Gorbatchev.

« Dans cette maison européenne du futur, chacun devra pouvoir circuler librement d'une pièce à l'autre », lui avait dit juste avant M. Ellemann-Jensen, au cours des conversations en suggérant « que

l'URSS permette aux jeunes du monde occidental de circuler sur son territoire à leur guise avec une carte d'Ident Rail, en que tous les jeunes Soviétiques de leur côté, aient l'autorisation d'en faire autant chez nous, en Europe de l'Ouest ». M. Chevardnadze ne semble pas avoir donné encore de réponse précise à cette proposition.

Sa visite au Danemark avait surtout pour but de redonner un nouvel élan au message du discours de Mourmansk (1^{er} octobre 1987) où, s'adressant aux pays nordiques, M. Gorbatchev avait présenté aux Scandinaves et aux Finlandais un vaste projet de coopération pour l'exploitation des richesses arctiques, à la protection de l'environnement polaire et la réduction des activités des flottes de guerre en Baltique, en mer du Nord, en mer de Barents et le long des côtes du Groenland. Jusqu'ici, ce plan n'avait suscité aucune réaction particulière en Scandinavie.

CAMILLE OLSEN.

ÉGYPTE

Entretiens Arafat-Moubarak

La question de l'éventuelle création d'un gouvernement provisoire palestinien a été au centre des entretiens qu'ont eus, mercredi 21 septembre, le président égyptien Hosni Moubarak et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Arafat, a indiqué que l'Égypte était favorable à la création d'un gouvernement palestinien provisoire. Le chef de la diplomatie égyptienne, M. Essam Abdel Meguid, tout en confirmant que l'Égypte soutenait une telle initiative, a toutefois déclaré que cette création devrait s'accompagner d'un programme politique bien défini.

Les conséquences juridiques et économiques de la rupture par la Jordanie de ses liens avec la Cisjordanie ont également été examinées lors des entretiens du chef de l'OLP avec le vaï et M. Abdel Meguid. L'Égypte s'est engagée, selon de bonnes sources, à aider l'OLP à combler le vide laissé par la Jordanie. Le Caire a fourni à l'OLP des conseillers juridiques. Les Égyptiens ont toutefois souligné l'importance d'une coopération palestinienne-jordanienne.

La visite de M. Arafat en Égypte, la première à titre officiel depuis 1966, intervient à quelques heures du départ de M. Moubarak pour une tournée européenne qui doit le mener à Paris, Londres, Bonn et Belgrade, et à quelques jours des entretiens que doit avoir aux États-Unis le chef de la diplomatie égyptienne avec le président Reagan et le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres. — (Corresp.)

GUINÉE ÉQUATORIALE

Le président Obiang « sollicite l'entrée dans la francophonie »

En visite privée en France, le président de la Guinée équatoriale, M. Teodoro Obiang, a été, mercredi 21 septembre, l'hôte à déjeuner de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, et Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie. Il a rappelé à celui-ci que les français avaient été élevés au rang de langue de travail dans l'ancienne colonie espagnole et qu'il était enseignant dans les écoles.

« Seul pays bantou hispanophone de l'Afrique équatoriale, a-t-il dit, nous nous sentons orphelins. Les autres pays bantous de cette région étant tous francophones, c'est pourquoi nous sollicitons notre entrée dans la francophonie ».

Premier donateur, la France a accordé à la Guinée équatoriale, au titre de 1988, 16 millions de francs d'aide budgétaire. Frappée par la crise mondiale et la détérioration des termes de l'échange, notamment à cause de la baisse du prix du cacao, la Guinée équatoriale a sollicité l'appui de la France auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale avec lesquels un accord pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

DIDIER VAN CAUWELAERT

DIDIER VAN CAUWELAERT

L'orange amère

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Depuis Vingt ans et des poussières, Poisson d'amour et Les vacances du fantôme, Didier van Cauwelaert était bien placé pour occuper la place laissée vacante par la disparition d'Aymé, de Queneau, de Nimier, et le silence de Blondin... Voici assuré le maintien d'une tradition bien française.

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde
de l'Académie française

Une impeccable leçon de style. Van Cauwelaert est un vrai écrivain et Didier un grand artiste.
Jérôme Garcin / Le Provençal

Une vraie gourmandise.
Claire Gallois / Paris Match

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Amériques

CANADA : avant les élections

Remous autour de l'accord de libre-échange ratifié par le Sénat américain

MONTREAL
de notre correspondante

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, vient de recevoir un sérieux coup de pouce du Sénat américain, qui a ratifié, lundi 19 septembre, par 83 voix contre 9 le traité de libre-échange conclu en janvier dernier entre les États-Unis et le Canada.

Lorsque M. Mulroney a lancé l'idée, il y a tout juste trois ans, de négocier cet accord visant la suppression progressive de toutes les barrières douanières entre les deux plus importants partenaires commerciaux du monde, tous les Canadiens s'accordaient à penser qu'il s'agissait d'une cause perdue d'avance : le projet s'était déjà abîmé, serait battu en brèche par le Congrès acquis aux vertus du protectionnisme.

Contre toute attente, c'est à Ottawa que les plus gros obstacles se sont dressés. L'accord, approuvé fin août par la majorité conservatrice de la Chambre des communes, est actuellement bloqué par le Sénat, dominé par l'opposition. Les membres, non élus, de cette Chambre ont en effet décidé d'obéir à la consigne de M. John Turner, chef du Parti libéral, qui entend forcer M. Mulroney à proclamer au plus vite des élections sur le thème du libre-échange.

Le premier ministre canadien avait promis de dévoiler ses intentions au début de semaine à l'occasion du quarantième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Fort de la

bénédiction américaine, il a choisi de faire durer le suspense.

Cédant à la pression des milieux d'affaires, largement favorables au libre-échange, M. Turner a infléchi sa position sur le sujet : s'il est élu, il ne « déchirera » pas — comme il l'avait clamé — le traité, dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier prochain ; il se contentera d'exiger la renégociation de certaines clauses. Ce revirement n'a pas contribué à améliorer l'image de marque de M. Turner, déjà régulièrement critiqué par ses troupes pour ses incertitudes et son manque d'autorité morale. Le successeur de Pierre-Elliott Trudeau a ensuite dû faire face à une série de révélations qui tendent à le faire passer pour un dilettante influençable.

L'opinion publique n'est pas restée indifférente à ces remous. Pour la première fois en deux ans, le Parti libéral a perdu son avance dans les sondages au profit du Parti conservateur, crédité de 37 % des intentions de vote. C'est encore trop peu pour espérer former à coup sûr un nouveau gouvernement majoritaire et M. Mulroney, qui vient de procéder à un mini-remaniement ministériel pour équilibrer le poids de chaque province au sein de son cabinet, ne ménage aucun effort pour augmenter son capital. Il pourrait bien attendre la fin du mois avant de se lancer officiellement en campagne, de manière que les élections canadiennes aient lieu fin novembre, après que les États-Unis se seront donnés un nouveau président.

MARTINE JACOT.

CHILI

Arrestation de militants... favorables au régime

Santiago-du-Chili. — Dix arrestations, intervention des carabinieri lançant des gaz lacrymogènes et utilisation des lances à eau : la manifestation, qui a eu lieu mercredi 21 septembre, à Santiago, s'est déroulée sans incident. Les slogans scandés n'avaient été que « Vive le Chili » ou encore « Le Chili est et sera un pays libre ».

C'est en effet pour l'anniversaire des consignes de vote favorables au président Augusto Pinochet pour le plébiscite du 5 octobre que trois cents personnes s'étaient réunies à proximité du palais présidentiel de La Moneda. La manifestation était organisée par le Front uni des jeunes pour le « oui », qui n'avait pas reçu l'autorisation nécessaire.

Par ailleurs, le parti chrétien-démocrate et cinq autres formations de l'opposition chilienne ont créé, mercredi, une coalition du centre destinée à appuyer un candidat présidentiel et un gouvernement élu démocratiquement, après le plébiscite. Les six formations de cette coalition font également partie du comité national pour le « non », qui regroupe seize partis. — (AFP.)

Asie

BIRMANIE : la répression menée par l'armée

Chasse à l'homme à Rangoun

BANGKOK
de notre envoyé spécial

L'ordre est loin d'être rétabli en Birmanie quatre jours après la reprise du pouvoir par les militaires, le 18 septembre. Mais pour peu qu'elle demeure unie, l'armée paraît ne rien avoir à craindre dans l'immédiat. Les soldats tirant sans sommation, la direction de l'opposition et les hommes ont demandé aux gens de rester chez eux et ont appelé à l'ouverture d'un dialogue avec le général Saw Maung, premier ministre, mercredi, premier ministre d'un cabinet de neuf membres, dont huit officiers, qui avait été formé la veille.

Aucune manifestation n'a donc eu lieu mardi et mercredi à Rangoun, où l'armée a commencé, dans le centre, à fouiller les maisons et arrêter des suspects. Les forces de sécurité de la capitale ont abattu des pillards aux abords d'entrepôts, d'entreprises et de marchés. Si le couvre-feu est généralement respecté, les militaires ne sont pas encore parvenus à pénétrer dans certains secteurs de Rangoun.

Les nouvelles du reste du pays sont beaucoup plus confuses. Des affrontements ont lieu à Mandalay, deuxième ville du pays, où une douzaine de soldats auraient été tués dans l'attaque du véhicule qui les transportait. Dans le sud, à Mergui, quinze soldats ont été blessés, de source officielle, par l'explosion d'une grenade lancée dans leur direction.

Le bilan de la répression varie selon les sources. Officiellement, on aurait compté cent quarante-quatre morts. Des diplomates estiment que le nombre des tués s'élève au moins à quatre cents. Dans l'opposition, certains pensent que le cadavre du millier de morts a déjà été franchi. Selon des témoins, les militaires auraient enterré, à la sauvette, des dizaines de corps dans trois charniers creusés au cimetière militaire de Rangoun.

Pour l'instant, l'armée se préoccupe avant tout de s'assurer le contrôle du pays. Entre le 24 août, date de la levée de la loi martiale, et le coup d'État de dimanche dernier, ses services de renseignement ont largement eu le temps de réprimer l'encadrement du mouvement popu-

laire en faveur du rétablissement de la démocratie. Des centaines de personnes, sinon davantage, ont été répertoriées et fichées, à commencer par les communistes, très peu nombreux cependant à s'afficher lors des défilés.

Une chasse à l'homme est donc menée, notamment pour tenter de neutraliser les réseaux clandestins mis en place par les organisateurs des manifestations monstres dont les villes de Birmanie ont été le théâtre pendant des semaines. Les militaires recherchent, en particulier, les éléments les plus radicaux du mouvement populaire et les soldats qui ont déserté pour se joindre aux défilés en faveur de la démocratie. En revanche, les principales personnalités de l'opposition, — U Nu, les anciens généraux Aung Gyi et Tin U, ainsi que M^{me} Aung San Suu Kyi — ne semblent pas avoir été inquiétées pour l'instant.

U Nu, dont le domicile à Rangoun serait protégé par un important contingent d'hommes, a en fait profité pour proposer la formation d'un « gouvernement parallèle » et la réunion des survivants parmi les députés qui formaient l'Assemblée dissoute lors du putsch du général Ne Win, en 1962. Les autres figures de proue de l'opposition ont demandé un entretien avec le général Saw Maung, qui a gardé le portefeuille de la défense et s'est attribué celui des affaires étrangères dans un nouveau gouvernement.

Remettre la machine en marche

Mais la direction de l'armée, restée fidèle au général Ne Win, a d'autres préoccupations pour l'instant. Le pays est paralysé depuis le début du mois d'août. Le général Saw Maung a donné jusqu'au 3 octobre aux fonctionnaires et employés des entreprises nationales le temps de reprendre le travail. Il lui faut non seulement rétablir l'ordre mais remettre un peu la machine en marche. Le succès de son entreprise est, — ce qui est plus crucial, — l'unité de l'armée dépendant de sa capacité à vaincre la force d'insurrection qui lui oppose, actuellement, tous les employés de l'État caloteurs chez eux.

L'armée a attendu plus d'un mois pour reprendre le pouvoir pour au moins deux raisons. Il lui a fallu d'abord un peu de temps pour constater que le blocus, notamment alimentaire, de Rangoun ne fonctionnait pas entièrement, boîtes et étudiants ayant trouvé les moyens de faire entrer du riz dans la capitale. En outre, pour s'assurer de la simultanéité et de l'efficacité d'une intervention dans une centaine d'agglomérations, il lui a fallu de sérieux préparatifs.

Le succès, même relatif, de cette opération de police donne maintenant aux généraux le temps de voir venir, qu'ils aient continué de tirer à vue et à maintenir le couvre-feu nocturne décrété le 18 septembre. Même quand des armes circulent entre les mains de l'opposition, cette dernière est contrainte de faire le dos rond. La population est terrorisée. Tout dépend désormais de la fermeté des soldats : combien de temps, encore, seront-ils prêts à tirer sur des gens désarmés réclamant leurs libertés ? Il y a déjà eu des milliers de morts. On se situe les bords que les généraux Ne Win, Sein Lwin et Saw Maung ne pourront franchir sans risquer de voir des unités faire défection ? L'alle le plus dur du mouvement insurrectionnel s'emploie déjà, de son côté, à faire monter les enchères en tentant d'entretenir un climat d'insécurité, au moins dans les villes.

L'armée, enfin, fait face à une dernière échéance. Fin octobre-début novembre, avec l'arrivée de la saison sèche, les minorités ethniques insurgées, séparatistes ou autonomistes, et le PC vont reprendre leurs activités militaires. Ils s'y préparent tous déjà, pour profiter de l'affaiblissement du pouvoir central. A Rangoun, les dirigeants de l'opposition ont de nouveaux refusé la main tendue par ces mouvements en lutte depuis une quarantaine d'années à la périphérie du pays. Mais ces derniers — qui allient souvent les trafics en tout genre, notamment de drogue, à leurs revendications politiques — vont sans doute peser d'un poids plus lourd dans l'avenir, ne serait-ce que parce qu'ils contrôlent le contrebande d'opium.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

JAPON : en raison de l'état de santé de Hirohito

Le prince héritier Akihito assume les fonctions officielles de l'empereur

TOKYO
de notre correspondant

Malgré les communiqués laconiques de la mission impériale sur l'état stationnaire mais grave de l'empereur, l'opinion publique paraît désormais prête à sa disparition et le gouvernement prend les dispositions nécessaires pour organiser l'événement.

A partir du jeudi 22 septembre, le prince héritier Akihito assume les douze fonctions dévolues au souverain. Il s'agit d'un rôle officiel, mais qui, aux termes de la Constitution et du Code de la famille impériale, ne correspond pas encore à une régence. La Constitution prévoit l'instauration d'une régence en cas d'incapacité de l'empereur ; mais la décision, qui revient au premier ministre, n'a pas encore été prise.

Les membres du gouvernement ont annulé ou ajourné leurs déplacements : M. Uno, ministre des affaires étrangères, a notamment retardé son départ pour New-York, où il doit assister à l'Assemblée générale des Nations unies. Quant à l'ex-premier ministre Nakasone, il a écourté sa visite en Europe et il est rentré mercredi à Tokyo. Le calen-

drier diplomatique des prochaines semaines a, d'autre part, été remanié : la visite de M. De Mita, président du conseil italien, qui était attendue dimanche prochain à Tokyo, a été ajournée.

On ignore encore quelle sera la durée de la période de deuil national (deux semaines, un mois) au cours de laquelle les activités officielles, à commencer par la vie parlementaire, seront suspendues. Le gouvernement s'abstient de faire la moindre déclaration impliquant la mort de l'empereur, les ambassades n'ont pas encore été informées des dispositions protocolaires prévues pour les funérailles.

Mais tout le monde ne s'y prépare pas moins. Une à une, toutes les manifestations prévues dans les prochaines semaines (fête de la ville de Yokohama, centième anniversaire du quotidien Asahi...), ont été annulées. La télévision nationale, NHK, prévoit des programmes de soixante-douze heures lors du décès de l'empereur, et les chaînes privées suspendront la publicité pendant une semaine.

Des registres ont été ouverts au palais impérial et dans les trois villes impériales détachées en province.

y compris celle de Tochi où se trouvent les pèlerages impériaux d'où provient le lait destiné à l'empereur, — afin que les citoyens qui le désirent puissent y inscrire leur nom, témoignant ainsi qu'il sont venus souhaiter au monarque une prompt guérison. Jeudi, des personnes de tout âge et de toute condition, en plus grand nombre que la veille, venaient s'inscrire ou se prosterner sur les graviers de l'esplanade en face de l'entrée principale du palais.

La presse critique le manque d'informations sur l'état du souverain. Plus que jamais le « rideau de chrysanthèmes » est maintenant strictement fermé. Selon le *Mainichi Shimbun*, la Maison impériale diffuse les mêmes communiqués dilatoires que lors de la mort du précédent empereur, Taisho, le 25 décembre 1926. L'hémorragie interne qui s'était déclarée lundi semble arrêtée mais, selon les médecins s'occupant pas à la Maison impériale interrogés par les journaux, l'empereur, placé sous perfusion, développerait des symptômes de jaunisse qui pourraient se traduire par une crise d'urémie.

PHILIPPE PONS.

Télérama, à la pointe du progrès.
La télé en barres, c'est dans Télérama.



Magnétoscopes, avec les codes à barres pour tous les films de la semaine, Télérama va incroyablement vous simplifier la vie. En 2 secondes, décidez vos enregistrements de la semaine : un coup de crayon magique suffit. Finies les erreurs de chaîne, d'heure ou de jour. La télé en codes à barres c'est dans Télérama dès cette semaine.

Télérama

Le premier hebdo avec la télé en codes à barres.

Paris-Savoies, 8 vols directs par jour, ça vous intéresse? Tél: 05.05.50.05

TAT

LA TRAJECTOIRE DES AFFAIRES.

Hommes d'affaires, TAT relie 8 fois par jour Paris et les Savoies. Choisissez l'heure de votre vol et appelez-nous.

Asie

BANGLADESH : les conséquences des inondations

Toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait une famine grave

DACCA
de notre envoyé spécial

Coulons et escaliers sont encombrés, incroyable concentration humaine où dominent des enfants nus. Beaucoup d'entre eux pleurent de faim, de froid, de fièvre. Allongés à même le ciment, ils sont souvent victimes des effets d'une diarrhée devenue incontinente. Le sol est glissant, jonché d'ustensiles de cuisine, ces « trésors » sauvés de la débâcle, de corps endormis, parfois enchevêtrés.

Les salles de ce qui était il y a peu une école sont devenues de véritables villages : l'une d'elles abrite sur 25 mètres carrés douze familles, soit soixante-douze personnes. Dans les couloirs, des regards pleins d'espoir s'accrochent au visiteur. Des mains tendues vers son bras, croyant qu'un médecin étranger est arrivé. Trois mille cinq cents personnes sont entassées sur trois étages, dans une effrayante promiscuité. Le cycle n'est pourtant pas interrompu. Des morts sont évacués, et des nouveaux arrivés au village de vieillards vont essayer de vivre.

La nuit, les habitants du « village » du premier étage se relaient pour dormir, faute d'espace suffisant. Au rez-de-chaussée, des centaines de personnes attendent à l'entrée d'un petit réduit où deux médecins bangladais examinent des malades et distribuent quelques médicaments. Le diagnostic est rapide : diarrhées, dysenteries, pneumonies ou « fièvres ». Dans cette dernière catégorie sont classés les patients qui auraient mérité un examen plus approfondi.

A l'hôpital central de Dacca, le personnel médical a renoncé à pratiquer des analyses et, faute de temps et de moyens, se contente d'examen clinique. Le petit médecin bangladais, qui a bien retenu les conseils, répond qu'il ignore s'il y a des cas de choléra. Le président Ershad, en effet, demande que le mot « choléra » soit banni au profit de celui, plus convenable, de « diarrhée ». Son souci est d'éviter des réactions de panique et de ne pas effrayer les donateurs d'aide internationale, qui, c'est bien connu, n'aiment pas les pays « à choléra ». Les faits étant là, il y a, selon des sources médicales sérieuses, 20 à 30 % des admissions hospitalières dues au choléra. Cette proportion devrait, à cause des épidémies, vraisemblablement passer à 50 % dans les prochaines semaines.

L'école de Badda abrite de six mille à sept mille personnes, « surveillées » par deux médecins bangladais et une dizaine d'infirmières. Dans toute la capitale existent près de quatre cents centres de réfugiés de ce type. La plupart sont d'anciennes écoles, et chacune abrite environ deux mille cinq cents personnes. Dans un autre couloir, une queue est formée devant un petit bureau gardé par un soldat. A l'intérieur sont entassés des sacs de riz de 50 kilos : chaque famille reçoit deux sheers (deux fois 1 kilo) tous les deux jours. Il y a en moyenne six à sept personnes par famille.

Des femmes, les bras chargés de gamins aux yeux gonflés et souvent atteints de maladies de peau, attendent parfois plusieurs heures avant de pouvoir obtenir, contre un bout de papier, une ration. Le « comptable » relèvera soigneusement le nom des bénéficiaires. Quelques appartements, membres du parti présidentiel, le Jatiya, sont là. Cette « mise en fiches » apparemment anodine sera bien utile lorsque, l'intermittence des inondations rétrogradée, la politique reprendra ses droits. « Qui s'est aidé à nourrir sa famille ? L'opposition ou le gouvernement ? »

La faute de l'Inde...

Selon les témoignages de plusieurs médecins occidentaux, les rations de Lactogen, qui est un aliment de « riches », très prisé par les femmes, sont vendues et non données. Le prix d'une boîte peut atteindre 60 takas (1), soit deux fois le salaire quotidien de ces journaliers agricoles qui forment plus de la moitié de la population des campagnes. Pour ceux-là, trop pauvres pour avoir des économies ou des réserves

alimentaires, les inondations, faute d'une aide rapide, équivalent à un arrêt de mort pour une partie de la famille.

« En temps normal, explique un médecin, ces gens-là survivent à peine. Le moindre déséquilibre, c'est la catastrophe ; les femmes et les enfants meurent en premier. » « C'est pour cela, ajoute-t-il, que les gens vont « remplacer » leurs enfants au cours des prochains mois. Cet hiver, il va y avoir un « boom » sur les naissances. »

L'aide est parfois perverse : dans la plupart des cas, le Lactogen sera dilué avec une eau polluée, sans respect des proportions, et il remplacera brusquement le lait maternel, entraînant des réactions d'intolérance. L'aide humanitaire arrive massivement, mais sans beaucoup de coordination ou de concertation. Chacun sait ici que dans les marchés de Dacca on pourra bientôt se procurer une partie des denrées et des médicaments domés. Le gouvernement souhaiterait que toutes les contributions étrangères, comme les collectes nationales, soient versées sur le fonds présidentiel, et s'efforcent de les payer rapidement à ce que leurs propres organisations

humanitaires se chargent de la distribution.

Les autorités, d'autre part, s'en tiennent à un discours à la logique contestable, niant qu'il y ait le moindre risque de famine, tout en prévenant l'opinion internationale que, faute d'une aide massive, le pays court à la catastrophe. Elles s'obstinent à publier des statistiques d'une précision chirurgicale sur le nombre des victimes, les surfaces inondées, les routes endommagées - 3 269 km -, alors même que Dacca est coupée du reste du pays par la route ou le chemin de fer depuis plus de deux semaines ! La famine ? Un spécialiste de la recherche médicale nous dit ceci : « Elle n'est pas encore patente. Disons que toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait une famine grave. On peut se tromper mais, en tout cas, aujourd'hui, nous avons le devoir de dire que le risque est réel. »

S'agissant, d'autre part, des causes de la catastrophe, la presse et les autorités de Dacca s'en tiennent à l'explication - facile - de la culpabilité de l'Inde. Le Bangladesh incrimine le barrage de Farakha, situé à quelques kilomètres de la

frontière sur le Gange, dans l'Etat indien du Bihar : les Indiens inonderaient sciemment leurs voisins alors même que le barrage est un ouvrage de dérivation et non de retenue d'eau.

New-Delhi se serait, par ailleurs, livrée à des expériences de fonte des neiges de l'Himalaya qui auraient provoqué ces inondations. Enfin, il y a la thèse du tremblement de terre... Soulignant que les eaux qui inondent le Bangladesh proviennent de trois fleuves (Gange, Brahmapoutre et Meghna) dont les crues prennent naissance à l'extérieur de son pays, le président Ershad ne cesse de réclamer une coopération régionale au sein du SAARC (2). Mais jamais il n'est question d'une quelconque responsabilité purement nationale. Or, il semble avéré que les autorités de Dacca n'ont rien entrepris de sérieux pour draguer les fleuves et les rivières. Il y a beaucoup de bateaux de dragage au Bangladesh, affirme un expert agricole, « mais ils sont tous rouillés ».

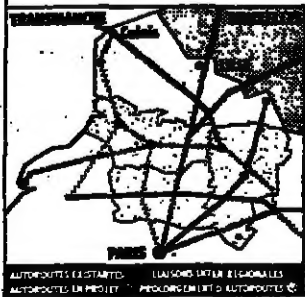
LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc vaut 5 takas.
(2) SAARC : Association sud-asiatique pour une coopération régionale, composée de sept pays : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri-Lanka, Népal, Bhoutan, Maldives.

Engagés volontaires



Réussir c'est d'abord une question de volonté... Au-dessus de la moyenne nationale pour la création d'entreprises, la Picardie s'adjuge aussi la 8^e place au palmarès des régions exportatrices.



A la seconde place des régions agricoles de France, la Picardie a su faire fructifier son « héritage vert », pour preuve, la puissance de l'agro-alimentaire et le développement des biotechnologies.

Prioritaire, la recherche occupe 130 laboratoires privés, publics ou universitaires, suscite l'innovation et accompagne les industries de pointe de la productique, de la robotique, des matériaux composites.

Ce dynamisme est communicatif. Passez à l'offensive avec la Picardie, à une demi-heure de Paris.

Photo réalisée avec l'aimable participation de Scopin, Berger Picard.

SACRÉE PICARDIE



L'aide française est-elle bien adaptée ?

DACCA
de notre envoyé spécial

Y a-t-il un médecin bangladais qui sache piloter un ULM à flotter ? Variante : y a-t-il un instructeur français d'ULM à flotter ? Si la réponse à ces deux questions est négative, il y a aussi d'autres lacunes. Comment de temps en temps former un Bangladais au pilotage d'un ULM à flotter, et en combien de temps un instructeur français d'ULM apprendra-t-il à parler le bengali ? Plus de temps qu'il n'en faudra aux inondations qui ravagent actuellement le Bangladesh (le Monde du 15 septembre) pour refuser ? Et que peut-on emporter dans les soutes d'un ULM à part de bonnes intentions ? Cette idée de venir en aide aux sinistrés à bord d'ULM (et qui émane de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat aux affaires humanitaires) n'est-elle pas ultra-locale ?

Autre sujet : sachant que les bateaux en caoutchouc ont tendance à se décoller dans les pays à forte chaleur et humidité, comme le Bangladesh, qu'ils crévent facilement, que les moteurs hors-bord d'importation sont ici très vus et que peu de gens savent les réparer, est-il judicieux d'en fournir plus de soixante-dix au titre de l'aide d'urgence française ? Sachant que l'on construit localement des barques en fibre de verre très résistantes et peu coûteuses, n'aurait-il pas été plus judicieux et plus symbolique pour la France, d'acheter d'un coup plusieurs centaines de ces embarcations ?

Autre sujet : sachant, selon des médecins qualifiés, que l'administration de vaccins est, dans une période de crise, globalement inefficace ; que les réfugiés sont surtout atteints de choléra, de diarrhée, de dysenterie

et de pneumonie ; que la plupart des vaccins nécessitent trois injections à un mois d'intervalle plus un rappel un an après, et que, vu la situation, il est illusoire d'espérer une telle discipline ; sachant enfin que les vaccins se conservent grâce à une « chaîne de froid » (réfrigération), était-il pertinent que l'aide humanitaire française soit notamment composée de deux cent mille doses de vaccin contre la typhoïde et la dysentérie ; deux maladies dont on ne craint nullement des épidémies graves au Bangladesh ?

Autre sujet : sachant qu'un véhicule à chenilles amphibie, ultra-sophistiqué et de fabrication suédoise, ne pourra pas être réparé au Bangladesh, son envoi sur les bords du Brahmapoutre est-il justifié par la nécessité de disposer d'une « dépanneuse » pour les ULM qui tomberont en panne d'essence ? Dormez, donc, que l'aide française n'ait fait l'objet d'une meilleure réflexion préalable.

Cette assistance, heureusement aussi composée de riz et de médicaments adaptés à la situation, aurait pu, par exemple, prendre la forme d'un prêt d'hélicoptères qui auraient été bien utiles. Faute d'hélicoptères, restent donc les ULM. Lors du séjour de M. Mitterrand, il avait été annoncé que quinze de ces derniers seraient livrés. Les « dégâts », si l'on peut dire, ont été limités à deux exemplaires.

A Dacca, les mauvaises langues comparent les ULM français aux chasse-neige que les Soviétiques avaient livrés, il y a quelques années, à la Guinée de Sékou-Touré.

L.Z.

[On indique au secrétariat d'Etat aux affaires humanitaires que, dans le cas des récentes inondations au Soudan, des ULM équipés de flotteurs s'étaient révélés bien adaptés à la situation.]

هكذا من الأصل

Afrique

ALGÉRIE : après la mise en garde du président Chadli

Les mères françaises d'enfants algériens cessent leur mouvement de protestation

Alger. — Les mères françaises d'enfants binationaux ont cessé, mercredi 21 septembre, leur mouvement d'occupation de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA), décidé le 3 septembre pour obtenir la liberté de circulation de leurs enfants. Le collectif des mères, qui a retiré les banderoles tendues à l'entrée du bâtiment, sur le site de l'ambassade de France, est toujours présent dans le hall de l'OUCFA, mais cette fois pour tenir une permanence destinée à rechercher des solutions pour les enfants concernés.

La décision de cesser l'occupation de l'OUCFA a été prise à la suite du discours prononcé lundi par le président Chadli. Celui-ci affirmait que la récupération des établissements scolaires français était « une question de souveraineté qui ne se plie à aucun marchandage, quelles que soient les circonstances ».

« Il n'y a pas de binationaux, avait-il ajouté, ces enfants sont algériens et sont soumis à la loi algérienne. » (Le Monde du 21 septembre.)

Le message a été entendu par les mères qui ont donc décidé, avec le soutien de l'ambassade de France et de l'OUCFA, d'étudier les solutions les plus appropriées selon le désir des familles : inscription dans le lycée algérien installé dans les anciens locaux du lycée Descartes et dont la rentrée est effectuée comme prévu le 20 septembre, inscription en France ou dans les lycées français des pays voisins. Mais désormais, compte tenu de la fermeté des propos du président

Chadli, l'inscription des enfants binationaux au lycée français qui a été dénoncée à Ben-Aknoun, sur les hauteurs d'Alger, semble improbable. La rentrée dans cet établissement devrait se dérouler, le 24 septembre, avec les seuls élèves français et tiers étrangers (environ six cents).

Pour les lycées Pierre-et-Mario-Curie d'Annaba et Pasteur d'Oran, une solution transitoire de partition des élèves a été négociée entre l'OUCFA et les autorités algériennes. Cette solution, destinée à appliquer, consiste à créer en quelque sorte deux établissements dans le même lycée : l'un pour les Algériens et les binationaux, l'autre pour les Français et les tiers étrangers. — (AFP.)

La visite de M. de Beaucé à Rabat

Discussion sur des établissements français au Maroc

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat français chargé des relations culturelles internationales, est arrivé, le mercredi 21 septembre, à Rabat pour une visite de deux jours. Parmi les dossiers qu'il devait évoquer avec ses interlocuteurs marocains figure notamment celui de la trentaine d'établissements français au Maroc, scolarisant quelque quinze mille élèves, dont neuf mille Marocains.

Un accord entre la France et le Maroc — le premier intervenant en ce domaine avec un pays de langue

arabe — a permis de créer cette année des sections internationales aux lycées Lyauté, de Casablanca, et Descartes, de Rabat, débouchant sur l'option internationale du baccalauréat français, valorisant les études de langue et de littérature arabe et comportant une épreuve spécifique d'histoire-géographie. La France vient également d'ouvrir à Casablanca une école française des affaires, visant à assurer une formation professionnelle pour les cadres du secteur économique et commercial. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Cinq attentats dont deux ont fait 28 blessés à Johannesburg

Johannesburg. — Cinq attentats à la bombe — dont deux ont fait vingt-huit blessés (quatorze Blancs et quatorze Noirs) — ont été perpétrés en Afrique du Sud, mercredi 21 septembre, dans la nuit de mardi à jeudi, a annoncé la police sud-africaine.

Les deux plus graves ont eu pour cadre Johannesburg. Le premier de la série, après 17 heures locales, avait fait quinze blessés (quatorze Blancs et un Noir) lorsqu'une minibus venant d'explorer à un terminus de bus. Ensuite, un engin explosif à l'intérieur d'une discothèque du centre de Johannesburg fréquentée essentiellement par une clientèle noire. Trois Noirs ont été blessés.

La boîte de nuit, le Why Not ? — se trouve à Hillbrow, l'un des quartiers « gris » (c'est-à-dire de facto multiraciaux, en dépit de la loi) de la ville « blanche » de Johannesburg.

Un politicien indien visé

Les trois autres attentats, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont été perpétrés dans la soirée et dans la nuit à Fort-Benfont et King-William's-Town (est de la province du Cap), ainsi qu'à Pretoria, a précisé la police.

A Pretoria, l'explosion survenue jeudi à l'aube dans la township indienne de Laudium visait le domicile d'un homme politique indien candidat aux élections municipales du 26 octobre.

Quelques heures auparavant, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, dénonçait une « intensification de l'attaque révolutionnaire » destinée à perturber le déroulement de ce scrutin, dont le rôle est capital pour la réussite de la politique de « réforme » du pouvoir.

Un engin placé contre un grillage a explosé près d'une bibliothèque de Fort-Benfont, dans le sud du pays, endommageant le bâtiment. Un autre engin a explosé devant un tribunal de King-William's-Town, une ville voisine.

Depuis le début de l'année, au moins vingt-deux personnes ont péri et près de deux cent cinquante ont été blessées au cours d'une centaine d'attentats visant de plus en plus des endroits fréquentés par le grand public (bars, cinémas, restaurants...).

La quasi-totalité de ces actions sont imputées par le pouvoir au Congrès national sud-africain (ANC, clandestin), le principal mouvement anti-apartheid. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

Les « révélations » de Jim Wright

Le président démocrate de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, a-t-il transgressé un accord dans ses déclarations sur les activités de l'agence américaine du renseignement au Nicaragua ? Il avait affirmé, le mardi 20 septembre, que la CIA avait installé au Nicaragua des agents pour susciter des manifestations de mécontentement et inciter les autorités sandinistes à la répression. « Il est impossible de se tromper », avait-il précisé, en ajoutant que « les sandinistes avaient été déraisonnables de répondre à ces provocations ».

Les membres républicains du Congrès ont demandé, mercredi, que les commissions sur l'éthique et le renseignement de la Chambre des représentants enquêtent sur le comportement de M. Wright. Il est estimé qu'il a violé les règles de la Chambre. Le président américain est intervenu lui-même pour critiquer M. Wright : « Nous ne devons sous aucun prétexte parler publiquement des opérations des services de renseignement, quelles qu'elles soient », a déclaré M. Reagan, la CIA se refusant, pour sa part, à tout commentaire.

Un porte-parole du président de la Chambre des représentants, M. Wilson Morris, a démenti que M. Wright ait violé le moindre règlement. « L'implication de la CIA au Nicaragua a été reconnue par la CIA et la Maison Blanche », a-t-il indiqué, en précisant que cette affaire relevait donc « du domaine public ». — (AFP.)

Haïti

Huit généraux destitués

Après avoir nommé le général Hérard Abraham commandant en chef de l'armée haïtienne, le chef de l'Etat, le général Prosper Avril, a mis à la retraite, mercredi 21 septembre,

huit généraux, dont William Regala, considéré comme le numéro deux du régime d'après le général Henri Namphy. Trois colonels, considérés comme des modérés, ont été promus au rang de général et nommés aux plus hautes fonctions de l'armée.

Ces promotions ont été décidées après consultation avec les sous-officiers qui sont à l'origine du coup d'Etat, notamment leur leader, le sergent Joseph Heubert. Les sous-officiers et les soldats de plusieurs unités poursuivent le « nettoyage » de l'armée par le bas, en limogeant les officiers les plus impopulaires et en choisissant eux-mêmes leurs successeurs. — (AFP.)

Grèce

« Statu quo » dans les négociations sur les bases américaines

Les Etats-Unis et la Grèce n'ont pas modifié leurs positions dans les négociations sur les bases américaines en Grèce, estimant-on, le mercredi 21 septembre, à Washington, à la suite d'un entretien entre le secrétaire d'Etat George Shultz et le ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias.

La décision grecque de fermer la base américaine d'Hellenikon est « définitive », et les responsables américains ont, de leur côté, réaffirmé leur position, a indiqué M. Papoulias à l'issue de l'entretien, que le département d'Etat s'est refusé à commenter.

Washington n'avait pas réagi publiquement à la décision annoncée par Athènes de fermer la base d'Hellenikon après l'expiration, le 21 décembre prochain, de l'accord américano-grec en vigueur (Le Monde du 8 septembre). M. Papoulias a affirmé que les négociations, suspendues à la demande de la délégation américaine, reprendraient début octobre à Athènes, a indiqué un porte-parole de l'ambassade de Grèce. — (AFP.)

Europe

URSS : l'agitation nationaliste

Moscou envoie des renforts en Arménie

(Suite de la première page.)

Un couvre-feu a été imposé. La télévision arménienne a annoncé, mercredi soir, qu'il s'appliquait de 21 heures à 6 heures du matin sur l'ensemble de la région, et non pas seulement dans la seule ville de Stepanakert, comme on avait pu le croire après l'intervention du représentant du comité central du Parti communiste soviétique dans la région, M. Arkadi Volski, à la radio et à la télévision locale. Cette intervention a été longuement citée mercredi par l'agence Tass, qui faisait état d'une situation « tendue » malgré les mesures prises pour prévenir les incidents inter-ethniques. L'agence rapportait que des maisons et des voitures avaient été brûlées dans la nuit de mardi à mercredi et qu'il y avait eu des coups de feu par endroits, sans faire de victimes. Dimanche dernier, un Arménien avait été tué et une vingtaine de personnes avaient été blessées lors d'affrontements entre Azeris et Arméniens.

« Provocateur »

Dans un appel au calme, les instances locales du Parti estiment que « les incidents de ces derniers jours suivent un scénario écrit par des provocateurs qui cherchent à déstabiliser la situation, à aggraver la tension, par ceux qui poursuivent l'objectif de dénigrer la « perestroïka » et la démocratie, qui veulent nous détourner de la juste voie ».

« Dans cette conjoncture, ajoute cet appel, toutes sortes de meetings, manifestations, défilés, réunions peuvent envenimer davantage la situation. C'est pourquoi le comité régional du Parti et l'exécutif du conseil de la région trouvent inadmissible la tenue de telles manifestations à l'heure actuelle ».

Le couvre-feu avait été décrété entre février et mars derniers à Soumgaït, en Azerbaïdjan, où avait eu lieu un pogrom anti-arménien, mais encore jamais dans le Haut-Karabakh. Annonçant l'instauration de l'état spécial, l'agence Tass a expliqué qu'il ne s'agissait pas tout à fait d'un « état de siège », terme jugé trop fort pour décrire la situation.

Accusations contre l'ancien chef du PC en Azerbaïdjan

A Brevan, la capitale de l'Arménie, des milliers de personnes s'étaient rassemblées, mercredi en fin d'après-midi, devant le Soviet suprême pour exiger une réunion d'urgence du Parlement. A meeting, présidé par le comité Karabakh, s'est également tenu sur la place de l'Opéra, s-t-on appris de source arménienne. Les Arméniens demandaient que le Parlement local s'adresse aux autorités de Moscou afin d'obtenir des garanties sur la sécurité de ceux qui résident en Azerbaïdjan, et notamment dans le Haut-Karabakh.

Selon le militant nationaliste Rafael Popoyan, des soldats patrouillaient dans les rues de la

ville et avaient reçu l'autorisation de fouiller les maisons. « Les gens restent chez eux et ne sortent pas et, naturellement, ils ne vont pas au travail », a-t-il ajouté.

L'hebdomadaire *Literaturnaja Gazeta* a par ailleurs accusé, mercredi, l'ex chef de Parti communiste d'Azerbaïdjan, M. Gueidar Aliev, d'être responsable de la situation qui a mené au pogrom de Soumgaït, où vingt-six Arméniens ont trouvé la mort en février dernier.

L'historien Arkady Vaisberg, qui reprend par cette accusation l'opinion de nombreux Arméniens, publie, pour la première fois dans la presse soviétique, une virulente critique contre M. Aliev, qui avait « démissionné pour raisons de santé » du bureau politique du PC soviétique en octobre 1987 mais assistait encore à la conférence du Parti en juin dernier. Il dénonce le culte « divin » qui était rendu à M. Aliev en Azerbaïdjan, république où il fut chef du KGB puis du Parti jusqu'en 1982, avant d'être promu à Moscou.

L'historien accuse aussi M. Aliev de s'être fabriqué une fausse biographie, occultant notamment qu'il s'était dérobé à la mobilisation durant la guerre. Il dénonce par ailleurs l'exécution sous son « règne », après procès « sommaire » pour corruption, du chef des enquêtes au parquet local, Ibrahim Babayev. — (AFP, Reuters, AP.)

■ La centrale nucléaire d'Arménie sera fermée en 1991. — La centrale nucléaire d'Arménie, dont la fermeture immédiate a été réclamée lors de manifestations à Erevan et qui fournit plus du tiers de l'énergie de la République, sera fermée en 1991, a affirmé le premier secrétaire du Parti communiste arménien, M. Souran Avakoukian, dans un récent rapport parvenu, le mercredi 21 septembre, à Moscou. Deux abandons de projets nucléaires dénoncés par la population ont été annoncés en URSS en septembre : celui d'un troisième réacteur en Lituanie et de la station prévue à 37 kilomètres de Minsk, en Biélorussie. — (AFP.)

■ CHYPRE : nouvelle rencontre Vassiliou-Denkash. — Le président chypriote, M. George Vassiliou, et le leader chypriote turc, M. Rauf Denkash, se sont rencontrés le mercredi 21 septembre à Nicosie, pour la troisième fois depuis la reprise, la semaine dernière, du dialogue inter-communautaire sur l'avenir de l'île, a indiqué le porte-parole de l'ONU, M. Charles Gaultin.

Les deux dirigeants ont eu deux entretiens, d'une durée de quatre heures et demie, en présence du représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour Chypre, M. Oscar Carrillo. Ils sont convenus de se retrouver lundi prochain, a précisé M. Gaultin. Les chefs des deux communautés ont échangé « très utiles » conversations.

La rencontre a eu lieu à la résidence de M. Carrillo, qui est situé à la périphérie de Nicosie, dans la zone tampon contrôlée par les « casques bleus » de l'ONU qui sépare les deux secteurs de l'île. MM. Vassiliou et Denkash avaient décidé vendredi de poursuivre le dialogue en tête-à-tête et de lui garder un « caractère confidentiel ». — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Saut.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Consultation gratuite des journaux
et publications, pp 57 437
ISSN : 0395-2637
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

TRIM	FRANCE	REUNION	SUÈDE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	364 F	467 F
6	672 F	763 F	712 F	1 337 F
9	954 F	1 099 F	1 064 F	1 953 F
12	1 290 F	1 398 F	1 398 F	2 530 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO.

Changements d'adresse :
prévoir un délai de 15 jours
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

BADMO 88

VOUS AVEZ DIT INNOVATION ?

AMSTRAD

Europe

Moscou envoie des troupes en Arménie

Politique

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Bernard Pons penche pour le « non »

mais appelle à la « non-participation »

Dans un entretien publié dans le numéro de l'hebdomadaire monarchiste *Aspects de la France*, daté du 22 septembre, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, commente le bilan de la politique qu'il a conduite en Nouvelle-Calédonie, de mars 1986 à mai 1988, quand il était le ministre des DOM-TOM du gouvernement de M. Jacques Chirac, et il précise sa position à l'égard du référendum du 6 novembre.

Il affirme notamment que, au printemps 1986, il a « trouvé en Nouvelle-Calédonie une situation dramatique » à cause de la politique menée par les socialistes à partir de mai 1981, et il rappelle dans quelles circonstances il a préparé, après le référendum du 13 septembre 1987 — « organisé, dit-il, dans des conditions de calme absolu » — le statut promulgué le 8 janvier 1988 : « J'ai trouvé en face de moi un RPRC dur et déterminé qui ne souhaitait faire aucune concession à la minorité indépendantiste, raconte M. Pons, alors que dans mon projet je prévoyais d'ouvrir l'excédent du territoire à la minorité (...). Qu'est-ce que je n'ai pas entendu de la part du RPRC ! Il considérait que je faisais la part trop belle au FLNKS. J'ai tenu bon. Le texte a été voté. »

L'ancien ministre des DOM-TOM explique qu'il avait alors jugé « raisonnable », comme « nombre de ses amis », de ne pas mettre en place les nouvelles institutions avant l'élection présidentielle. « Mais je me suis à nouveau retrouvé en présence du RPRC qui voulait à tout prix mettre en place les institutions avant l'élection présidentielle, indique M. Pons. Et Jacques Lafleur a fait le siège de mon ministère pour que je fixe la date des élections régionales en mars 1988. J'ai fait valoir que faire voter les Calédoniens en septembre 1987 puis les faire voter en mars 1988 pour les régionales, en avril pour le premier tour de l'élection présidentielle et en mai pour le second tour, cela faisait beaucoup. Cependant, cédant aux pressions du RPRC, j'ai décidé de faire coïncider les élections régionales avec le premier tour de l'élection présidentielle. »

M. Pons réaffirme que le FLNKS a été alors « encouragé » par les socialistes à passer « du boycott passif au boycott actif » et que l'attaque de la gendarmerie de Fayao, « avait commencé deux mois avant, à Tripoli, dans le bureau de M. Kadhafi ». « En effet », déclare-t-il, le chef du commando

qui a attaqué la gendarmerie faisait alors un stage en Libye. »

« S'il fallait refaire ce que j'ai fait, ajoute le président du groupe RPR, à propos de l'assaut du 5 mai à Ouvéa, qui a fait ensuite vingt et un morts, je le referais (...). Je me suis efforcé d'extraire cette prise d'otages du contexte politique puisqu'on se trouvait entre le premier et le second tour de l'élection présidentielle (...). J'ai épuisé toutes les possibilités de négociation. C'est lorsque j'ai vu que la situation devenait dramatique et que la vie des otages était en jeu que j'ai décidé de recourir à la force après avoir reçu l'accord du premier ministre et du président de la République. (...) » « Je n'ai donc absolument pas mauvaise conscience, souligne M. Pons. Et s'il fallait reconduire la politique que j'ai conduite pendant deux ans en Nouvelle-Calédonie, et à propos du drame d'Ouvéa, s'il fallait reprendre les décisions que j'ai été amené à prendre, je les reprendrais dans les mêmes conditions. Une seule chose, je ne déciderais pas de précipiter la mise en place des institutions comme je l'ai fait. »

Considérant que l'accord de Matignon constitue « un marché de dupes car les positions fondamentales du RPRC et du FLNKS sont aux antipodes », l'ancien ministre des DOM-TOM estime que le plan Rocard ne résout « absolument rien » et que le projet référendaire est « monstrueux sur un certain nombre de points ». « Ce n'est pas parce que les responsables politiques locaux ont pris des libertés avec la Constitution que nous devons les suivre », dit-il avant de conclure sur ce point : « Normalement nous devrions voter « non » [au référendum du 6 novembre]. Mais je ne veux pas avoir le même comportement que les socialistes quand ils étaient dans l'opposition. Nous ne devons pas apparaître comme ceux qui gênent le gouvernement dans son entreprise. Cependant je dénonce cette entreprise car je suis persuadé qu'elle n'a pas à son terme (...). Si ce texte est voté il n'y aura plus un seul Français qui voudra aller là-bas car il saura que l'indépendance à terme est programmée (...). L'abstention, en l'occurrence, se justifierait parfaitement, ou la non-participation. Je préfère la non-participation parce que c'est une décision plus positive qui démontre qu'il y a un dévouement de l'utilisation du référendum et que ce référendum ne règlera rien. »

M. Lafleur se déclare « stupéfait »

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, s'est déclaré « stupéfait », dans une déclaration faite à l'AFP, jeudi 22 septembre, à Nouméa, par les propos de M. Pons. « L'enjeu métropolitain concernant le référendum est tel que Bernard Pons donne le sentiment de se défaire de ses responsabilités », a-t-il affirmé. Il y a quelques jours à peine il expliquait sa façon de voir les choses beaucoup moins agressivement. Aujourd'hui, il se défait méchamment sur ses amis du RPRC. »

Estimant que M. Jacques Chirac « avait ouvert le dialogue » en Nouvelle-Calédonie, à partir de mars 1986, le président du RPRC reproche à M. Pons et à son entourage de « n'avoir » pas su le prolonger. « Lui-même et d'autres n'ont pas su non plus proposer une autre attitude que celle que j'ai adoptée à Matignon, ajoute-t-il. Nous sommes navrés que Bernard Pons adopte un tel comportement car à l'époque où il exerçait les responsabilités, il nous avait habitués à des attitudes différentes. »

Il est curieux de constater que deux missions parlementaires — l'une du PR et du RPR — arrivent sur le territoire pour tenter de mieux comprendre la situation au moment même où leurs deux chefs de groupe donnent des positions tranchées. »

M. Juppé : aucune idée préconçue

La délégation RPR, envoyée en Nouvelle-Calédonie à la fin du mois de septembre, a quitté Paris mercredi 21 septembre. Elle sera de retour le 28 septembre. Composée de MM. Masson, sénateur, Kaspereit et Sarkosy, députés, et accompagnée de M. J.-J. de Peretti, chargé de mission auprès du secrétaire général. Des rencontres sont prévues sur place avec le haut commissaire, avec les responsables militaires, également avec une délégation du FLNKS et, bien sûr, du RPRC. A son retour, la mission devra remettre un rapport à M. Juppé, secrétaire général du mouvement. Le comité central, vers le 15 octobre, décidera ensuite, par vote à bulletin secret, l'attitude officielle du RPR pour le référendum du 6 novembre.

M. Juppé a assuré, mercredi, que « les membres de la mission partent pour Nouméa sans aucune idée préconçue », ajoutant que « sur ce sujet difficile il ne fallait pas trancher ex abrupto », justifiant ainsi que le RPR ait choisi de débattre longuement avant d'arrêter sa position.

M. Juppé désavoue l'ancien ministre des DOM-TOM. « Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, qui était, jeudi matin 22 septembre, l'invité de RTL, a désavoué implicitement la prise de position de l'ancien ministre des DOM-TOM. « Dans cette affaire, j'ai une ligne de conduite très claire, a-t-il déclaré. Je crois que le meilleur juge de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, ce sont tous ceux qui se trouvent sur le territoire et qui se battent depuis des années pour le maintien de ces territoires dans la République. Je déclare ici ma totale solidarité avec Jacques Lafleur, Dick Ukwaivé, Maurice Nenou et tous nos amis là-bas. »

Un ministre à la mémoire courte

Si M. Pons ne présidait pas le groupe RPR de l'Assemblée nationale, et n'exerçait donc, à ce titre, d'importantes responsabilités législatives, ses déclarations à l'organe de la très maurassienne Action française n'appelleraient que commisération, tant il est désolé de voir de nouveau l'ancien ministre des DOM-TOM accumuler autant de contre-vérités en essayant de rejeter sur M. Lafleur la responsabilité de ses errements personnels dans la politique conduite par le gouvernement de M. Chirac en Nouvelle-Calédonie, de mars 1986 à mai 1988.

M. Pons réécrit l'histoire à sa façon quand il dit avoir « trouvé en Nouvelle-Calédonie une situation dramatique », au printemps 1986, alors que, au contraire, la réforme institutionnelle mise en place sur le territoire, à l'automne 1985, sous le gouvernement de M. Laurent Fabius, y avait ramené le calme au terme d'une longue période insurrectionnelle. C'est la remise en cause de ce statut par M. Pons qui a alors remis le feu à la poudrière.

Il serait tout aussi inutile de souligner que l'ancien ministre des DOM-TOM s'enfonçait dans une vaine tentative de désinformation, à propos de son rôle dans la tragédie d'Ouvéa, lorsqu'il va jusqu'à affirmer entre autres énormités, d'une part, que l'attaque de la gendarmerie de Fayao fut un « commando » du FLNKS, le 22 avril, avait « commencé deux mois avant à Tripoli », d'autre part, qu'il décida de « recourir à la force », contre les indépendantistes preneurs d'otages, parce qu'il avait « épuisé toutes les possibilités de négociation ».

Il est depuis longtemps établi, en effet, que l'opération Fayao avait été préparée de longue date par certains membres de l'état-major de l'Union calédonienne, parti de M. Tjebou, et qu'elle devait, à l'origine, être suivie, le même jour, d'actions similaires dans les autres îles Loyauté, ainsi que sur la Grande-Terre — comme on l'a vu à Canala — pour contraindre le déroulement des élections régionales imposées par M. Pons à la date du

24 avril en dépit de tous les cris d'alarme.

De même, non seulement toutes les possibilités de négociation n'avaient pas été épuisées avant l'assaut du 5 mai contre la grotte d'Ouvéa, mais l'opération Victor a été lancée au moment même où le climat était plutôt à la détente, à l'intérieur de cette grotte, contrairement aux indications fournies a posteriori par les chefs militaires. Les preneurs d'otages avaient préparé une cérémonie coutumière qui devait se concrétiser par la libération d'un ou deux de leurs prisonniers en échange de la venue promise d'une équipe d'Antenne 2. Le fait que l'ancien ministre des DOM-TOM déclare que s'il fallait refaire tout ce qu'il a fait en Nouvelle-Calédonie il le refait sans hésiter alors que, à son départ du gouvernement le territoire était au bord de la guerre civile, suffirait à rendre tout commentaire superfluo.

Mais M. Pons est le chef de file des députés RPR et sa prise de position en faveur d'un « non » à peine camouflé au référendum du 6 novembre mérite donc qu'on s'y

arrête. Avec d'autant plus d'intérêt qu'elle vise à démolir un processus de paix qui devrait aboutir pourtant à un statut reprenant certaines dispositions que l'ancien ministre des DOM-TOM défendait lui-même, il y a un an — comme M. Jacques Chaban-Delmas le soulignait opportunément le 14 septembre devant le comité central du RPR — contre, les « pressions » de M. Lafleur.

Car il n'est pas sans conséquence de noter que l'argumentation du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale rejoint celle soutenue sur le territoire et en métropole par l'extrême droite. M. Juppé, qui s'emploie courageusement à dégager l'état-major du RPR de l'influence du Front national, l'a bien compris.

Reste à savoir si le désaveu implicite infligé, jeudi matin, par le secrétaire général du mouvement chiraquien à l'ancien ministre des DOM-TOM suffira à ramener les députés RPR à une vision moins politicienne des enjeux de la consultation du 6 novembre.

ALAIN ROLLAT.

Tenues de combat



Elle tient une sacrée forme la Picardie ! Que voulez-vous, quand on y tombe la veste c'est pour enfiler le maillot ; tous les maillots car, en Picardie les sports ne sont pas uniformes. On peut s'y dépenser sans compter : user ses souliers en randonnée, courir à perdre haleine sur les sentiers banalisés, se renvoyer la balle sur les courts appropriés, faire voler sa planche sur les flots déchaînés.



En Picardie, le golf marque des points : 34 terrains attendent les aficionados des greens et si vous êtes à cheval sur les clubs, sachez que les centres équestres s'y comptent par centaines.

Au culte de l'effort vous préférez peut-être la sérénité ! La Picardie vous fera mordre à l'hameçon : en mer et en rivière

cette région est depuis toujours le pèché mignon des pêcheurs. Et si ces histoires d'eaux vous lassent, changez votre fusil d'épaule pour appuyer sur la détente : chasse à cour, chasse en plaine... La chasse vous mettra aux abois... En Picardie, à une demi-heure de Paris, tous les sports sont dans la nature.

Photo réalisée avec l'aimable participation de Scapin, Berger Picard.

SACRÉE PICARDIE

Conseil Régional
Picardie

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La campagne pour les élections cantonales
Les batailles les plus serrées

Rarement élections auront si peu passionné les élus-majors politiques que ces cantonales. Décentralisation aidant, en effet, l'essentiel n'est pas tant ce qui se passe dans un canton ou un autre que la possibilité de gain ou de perte, de la présidence d'un ou de plusieurs conseils généraux. Or, tout calcul fait, ni la gauche ni la droite ne peuvent espérer de grands changements à ce niveau. Les craintes seraient peu, pourtant, être sévères au PS. Après

ses revers des précédentes cantonales, de 1982 et de 1985, il se détient plus que vingt présidences, ses alliés en ayant sept (quatre pour le MRG, deux pour le PC, plus un divers gauche, M. Gilbert Baumet dans le Gard). Or les présidents de gauche ne sont souvent élus qu'avec une faible avance. Ainsi, dans les Alpes-de-Haute-Provence, le PS n'a gardé, il y a trois ans, la présidence qu'au bénéfice de l'âge, et n'a obtenu qu'une courte majorité dans la Creuse, le

Gers, le Puy-de-Dôme et la Vaucluse. Les inquiétudes des socialistes ne sont, pourtant, pas trop grandes. Le cru de 1982 ayant été particulièrement mauvais, il leur paraît difficile de tomber plus bas, et ils espèrent même regagner quelques cantons perdus de peu. C'est la raison pour laquelle ils pensent conserver les Alpes-de-Haute-Provence et le Vaucluse. Mais la situation reste, pour eux, serrée dans le Tarn, où dans l'assemblée sortante la gauche n'a

qu'une voix d'avance sur la droite. Celle-ci est, en revanche, en position particulièrement délicate dans deux départements qu'elle avait arrachés au PS en 1985 : la Gironde et l'Isère. Leur perte serait particulièrement symbolique du fait de la personnalité de leurs patrons actuels : M. Jacques Valade, dauphin de M. Jacques Chaban-Delmas, et M. Alain Carignon. Deux anciens ministres RPR du gouvernement Chirac.

Gironde : M. Valade, dauphin menacé

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

La carrière politique de M. Jacques Valade ressemble à une montagne russe. En janvier 1987, il respirait l'air des sommets : M. Jacques Chaban-Delmas venait de nommer ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur le dauphin de M. Jacques Chaban-Delmas qu'il est depuis dix ans. Président du conseil général de Gironde, il était aussi sénateur RPR et premier adjoint au maire de Bordeaux. Plus duré risque d'être la chute. Octobre 1988 s'annonce mal, en effet, pour cet universitaire venu à mi-vie à la politique et qui y a pris goût. Ayant abandonné le palais du Luxembourg pour entrer au gouvernement, il n'est plus ni sénateur ni ministre. La présidence du conseil général de Gironde risque de lui échapper le 2 octobre, et M. Chaban-Delmas n'envisage pas de décaler de sitôt. « Il mourra maître de Bordeaux », prédisent les sages locaux.

Dominié pendant près d'une décennie par les socialistes, la Gironde a basculé à droite après les cantonales de 1985. Mais, au second tour de l'élection présidentielle, M. François Mitterrand y a recueilli 56,95 % des suffrages exprimés. Du coup, la présidence de M. Valade est sérieusement menacée. Chaque camp a calculé et recalculé ses chances et tout le monde, à peu près, est d'accord. La victoire est « à portée de main », affirme M. Philippe Madrelle (PS), neuf ans président du conseil général et destiné, si tout va bien pour lui, à le redevenir. « La situation est difficile », confirme, en écho, M. Chaban-Delmas, qui, mal-

gré tout, ne se veut pas « complètement pessimiste ».

Le mariage du président Valade et de la Gironde pourrait ainsi n'avoir été qu'une passade de sa destinée, le maire de Bordeaux.

M. Valade lui doit tout et il le sait. La fidélité et la prudence lui commandent de s'en souvenir à chaque pas et cela le dessert. Qu'il tente de s'affirmer comme président du conseil général, et des esprits charitables d'évoquer aussitôt le meurtre du père. Qu'il se montre discret, le voilà accusé de l'être trop après tout, le patron de la Gironde, c'est lui.

Ses trois ans de présidence auront ainsi été marqués par des spéculations sur son autonomie et ses capacités à être lui-même. Ses qualités et ses défauts lui sont comptés, toujours, par référence à « Chaban ». Le maire de Bordeaux est un charisme, gaillard pour l'histoire, mais radical, façon Sud-Ouest, de caractère et de comportement. M. Valade est, par contraste, jugé froid et distant. « Chaban » fait confiance et dégage, trop disent certains. Son dauphin, à l'inverse, est accusé de chicaner : il veut tout voir et tout contrôler. Ce qui, chez un autre que M. Chaban-Delmas, serait tant de manque d'humanité est resté à son actif. Au lieu de passer pour scrupuleux, M. Valade est, à l'opposé, jugé pincel.

Le besoin d'exister

La Gironde, en tant que département, aurait, comme son patron, besoin d'exister. Pas plus que l'Aquitaine, elle ne constitue une entité

spontanée. L'agglomération bordelaise est bâillonnée en une myriade de communes. Les villages et bourgs ruraux sont tenus par autant de roitelets, jaloux de leurs pouvoirs et de leurs particularismes. Pour qui l'ignore, le Médoc n'est pas l'Entre-deux-Mers et le Libournais le basile d'Ancien. A l'ombre tutélaire de M. Chaban-Delmas, M. Valade pouvait-il jouer les fédérateurs ? En avait-il les moyens ?

Il a essayé, en organisant diverses opérations estampillées « Gironde », suscitant du même coup des bavardages sur la jalousie qu'en auraient conçue M. Chaban-Delmas et surtout son épouse Micheline, qui a eu la poise.

Juger sous cet angle trois ans de présidence Valade, c'est poser la question autrement : un dauphin peut-il rester éternellement dauphin sans inconvénients pour la survie de la dynastie, la droite locale en l'espèce ?

M. Valade a eu la chance d'être désigné comme héritier. Il a du mérite à le demeurer. En 1970, le suppléant à l'Assemblée nationale de M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, mourut brusquement. L'élection partielle à laquelle le maire de Bordeaux s'appretait à se présenter s'annonça facile, lorsqu'il apprit que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, alors au faubourg de gloire médiatique, a décidé de mener bataille contre lui. Le défi gironde de « JSS » et son équipe bordelaise finirent pitoyablement, mais « Chaban » a eu pour Jacques Valade, quarante ans, beau garçon, entreprenant d'office de la faculté des sciences, Bordala de gauche, n'est-il pas le suppléant politique idéal pour contre le parachutage du tout-truait « JSS » ?

Tarn : M. Jacques Limousy, « le baroudeur » à l'assaut

TOULOUSE
de notre correspondant

M. Jacques Durand, président socialiste du conseil général du Tarn, a conservé un bon coup de fourchette. La perspective d'élections que l'on dit difficiles pour le PS ne lui a pas plus coupé l'appétit que les deux opérations chirurgicales qu'il a dû subir récemment. Ce professeur de collège en charge du département depuis 1982 croit pouvoir conserver son fauteuil, bien qu'il admette que le scrutin sera serré.

Dans ce département, il est vrai, la gauche ne compte que 22 élus contre 21. Et sur les 21 cantons en compétition dimanche, 14 sont tenus par la première. Il suffirait qu'un seul canton bascule pour que la présidence soit mise en compétition et que s'ouvrent des tractations où la politique locale, les ambitions et les intérêts particuliers prennent le pas sur toute autre considération. Or dans trois ou quatre cantons, les jeux sont loin d'être faits.

A Violmer, où le conseiller sortant (divers droite) ne se représente pas et où PS et MRG présentent chacun un candidat. A Veaur, encore, où le sortant (divers gauche) est cette fois investi par le PS, mais où il devra affronter un autre candidat de gauche qui portait les couleurs socialistes lors du précédent scrutin.

BERTHOLD LE GENDRE.

dent scrutin. A Vabre, c'est la droite qui n'a pas su trouver une candidature commune pour remplacer le conseiller sortant UDF, ce qui donne quelque espoir au candidat socialiste. Autre primaire à droite, dans le canton de Rabastens. Les socialistes ne sont pourtant pas assurés de conserver le siège, le sortant ne se représentant pas.

Mais c'est la ville de Castres qui va polariser l'attention, et surtout son canton est. Pour tenter de conserver ce siège, dont le titulaire socialiste sortant ne se représente pas, le PS a fait descendre dans la fosse M. Arnaud Mandement, un jeune loup de vingt-huit ans. Mais M. Bernard Reynaud, vice-président départemental du MRG, lui disputera une partie des voix de gauche. A droite, un candidat unique, le RPR Jean-Pierre Antoni, qui aura pourtant quelques difficultés pour faire, dès le premier tour, le plein de son électoral dans un canton où le Front national a obtenu plus de 21 % des voix lors des deux dernières consultations nationales.

L'aide du Front national

Contre toute attente, M. Bernard Antoni, un proche de M. Jean-Marie Le Pen, n'a pas cru devoir tenter sa chance. Il préfère officiellement se réserver pour les municipales et a décliné dans le canton est M. Marie-Christine Boutoumié, qui est loin d'avoir son charisme et sa popularité. Certains en ont immédiatement conclu que cela sentait l'accord secret - ou tacite - entre M. Antoni et M. Jacques Limousy, conseiller général du canton nord, député et ancien ministre RPR.

A Sabatou, celui qui exhiba devant un parterre de députés rigolards des colliers de femme - *Made in Corea* - afin d'attirer l'attention sur l'industrie textile française n'a rien perdu de sa façon de ni de ses ambitions. Surnommé « le Baroudeur » par ses amis politiques, il s'est très tôt affirmé comme le champion de l'union UDF-RPR revendiquant la place de patron des droites. Une victoire de celles-ci aux cantonales en ferait un président du conseil général à moins que son rival, le sénateur UDF Louis Brives, ne lui soufflé le fauteuil que dans la dernière ligne droite.

Mais l'ambition de M. Limousy ne s'arrête pas aux portes de l'hôtel du département ; la mairie de Castres, ville où l'armée constitue un appréciable réservoir de voix, démontre pour l'instant par le socialiste Louis Deyvaux, est dans sa ligne de mire, même s'il affirme ne pas être de ceux « qui courent deux femmes à la fois ». Les voix du Front national seront alors déterminantes. M. Antoni pourrait bien alors se rappeler au souvenir de M. Limousy.

GÉRARD VALLES.

Isère : M. Alain Carignon, l'ouverture pour conserver

GRENOBLE
de notre correspondant

« La pire qui puisse m'arriver c'est d'être député », commente le socialiste RPR de Grenoble et président du conseil régional de l'Isère, M. Alain Carignon, qui mène l'une des campagnes les plus dures de sa jeune carrière. En 1983, face à M. Hubert Dubedout (PS) alors maire de la ville, puis en 1985, contre M. Louis Mermaz (PS) qui « tenait » le conseil général, M. Carignon disposait des atouts propres à un challenger. Aujourd'hui, il lui faut conserver son fauteuil à la tête de l'assemblée départementale pour conforter sa position de maire du chef-lieu.

L'environnement politique ne lui est pas particulièrement favorable. Sa ville, avec 55,10 % des suffrages, comme son département, avec 55,60 % des voix, ont donné une confortable majorité à M. François Mitterrand lors de l'élection présidentielle, résultats confirmés aux législatives où, lors du second tour, la majorité présidentielle a recueilli 52,64 % des voix.

La majorité départementale sortante, qui dispose de 32 sièges sur 37, voit ses cantons les plus fragiles soumis à renouvellement et pourrait perdre, notamment, ceux de Fontaine-Seyssinet, de l'Isle-d'Abeau, du Touvet, de la Tour-du-Pin ou encore de Domène, où se présente le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avice. En revanche, la droite est en mesure de reconquérir celui de Bourgoin-Jallieu Nord et plus sûrement encore celui de Pont-de-Chéruy où le candidat RPR a reçu le soutien appuyé du Front national.

La candidature surprise dans le cinquième canton de Grenoble de M. Raymond Tuzi, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs du gouvernement Laurent Fabius, a, selon l'intéressé, une explication technique - il souhaite poursuivre et amplifier l'opération « Isère département pilote dans le domaine des risques majeurs » menée depuis 1986. Pour M. Carignon, ce « parachutage » est la manifestation sur le terrain de « l'ouverture à la société civile » ; plus sûrement elle devrait permettre à la majorité départementale de conserver un siège menacé dans un canton de gauche « tombé » à droite en 1982.

Emporté dans le tourbillon de la campagne, M. Tuzi ne comprend pas, dit-il, « les attaques injustes de ses amis socialistes ». En conseiller régional, il entend rallier le groupe de la « nouvelle gauche », constitué il y a six mois, pour réunir au sein de l'assemblée départementale sortante un conseiller jusqu'alors apparenté socialiste, M. Maurice Pissaut, et un communiste rénovateur, M. Alain Arrin-Bérod.

Ce petit groupe pourrait précisément jouer, lors de l'élection du président du conseil général, un rôle déterminant. M. Carignon a déjà pris les devants en proposant à l'ancien apparenté socialiste la première vice-présidence du conseil général.

La « retraite » - inattendue - du conseil général de M. Louis Mermaz n'empêche pas cependant le maire de Vienne de mener une campagne active pour les candidats PS dans tous les cantons soumis à renouvellement. Au-delà de la volonté de réparer les affronts de 1983 et 1985, M. Mermaz a aussi besoin de démontrer qu'un élu de droite ne peut pratiquer - avec succès - l'ouverture.

CLAUDE FRANCLION.

Alpes-de-Haute-Provence : la présidence à l'arraché

DIGNE
de notre correspondant

Les Alpes-de-Haute-Provence, vieux département de gauche, veulent basculer à droite ? Le PS peut le craindre puisque, en 1985, la gauche n'avait plus la majorité, il n'avait conservé la présidence qu'au bénéfice de l'âge. Il comptait dans ses rangs le doyen de l'assemblée et bénéficia du ralliement objectif des trois conseillers indépendants. En quelque sorte l'ouverture avant l'heure... Trois ans plus tard, le RPR et l'UDF, qui présentent dans chaque canton un candidat commun, mais qui n'ont pu éviter des premières « surprises », repartent à l'assaut avec l'expérience d'un échec douloureux.

Un sérieux handicap leur a toutefois été imposé par M. Pierre Joxe. Le ministre de l'Intérieur a, en effet, supprimé deux cantons (Saint-Paul-sur-Ubaye et Senez) pour insuffisance de population, et tous les deux étaient détenus par le RPR. Il reste

que, au vu des précédents résultats, il est parfaitement envisageable que le conseil général soit, à nouveau, parfaitement coupé en deux blocs égaux après ce renouvellement de quatorze de ses sièges.


Les comptes sont simples : la droite est en situation délicate dans trois cantons, la gauche dans deux. L'enjeu l'est tout autant. En progression constante depuis 1982, la première, après le coup d'arrêt qui lui fut porté lors des dernières législatives, alors que deux ans plus tôt, avec l'addition des voix du Front national, elle était - pour la première fois de son histoire - majoritaire dans le département, tente un second départ. La seconde, à l'inverse, dans le giron de la dynamique présidentielle, a pour ambition, après avoir repris, pour le PS, les deux sièges de députés du département, d'achever de restaurer la prépondérance radicale et socialiste dans les Alpes-de-Haute-Provence.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

Au Grand Palais à Paris
du 22 Septembre au 9 Octobre 1988

La XIV^e Biennale internationale des Antiquaires

avec
la Haute Joaillerie de France
et le Livre rare



Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h
et le dimanche de 10 h à 20 h
métro : Champs-Élysées-Clémenceau

J. & M. Wobler

Politique

Le grand dessein

par EDGAR MORIN (*)

III. La confédération des nations

Après « Liberté, égalité et la suite », et « La démocratie cognitive et la réforme de pensée » (le Monde du 22 septembre) nous achevons la publication des articles d'Edgar Morin :

Nous n'avons pas seulement à établir de nouvelles solidarités proxémiques et locales. Nous devons aussi nous engager dans des solidarités qui dépassent le cadre de la nation. Ainsi, devons-nous nous situer aujourd'hui dans le cadre européen. Mais l'Europe ne saurait être seulement un Marché commun, lieu de compétitions et d'activités économiques, elle doit aussi se réaliser comme communauté de destin afin de faire émerger sa communauté de dessein.

Toutes les grandes solidarités nécessitent la conscience d'un destin commun, dans le passé, dans le présent et pour le futur. En fait, au cours de l'histoire moderne, un destin européen, qui nous est devenu commun, s'est forgé dans et par la civilisation née en Europe ; la seconde guerre mondiale nous a donné un destin commun de déchirance et de fragilité ;

l'avenir nous demande d'affronter en commun notre destin de province de l'ère planétaire.

La fécondité historique de l'État-nation est aujourd'hui épuisée. L'État-nation, invention de l'Europe occidentale, s'est répandue aujourd'hui dans le monde entier, pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur est que la formule de l'État-nation a permis l'accession à l'indépendance du monde colonisé. Le pire est que le pouvoir de l'État-nation peut imposer, aux populations qu'il a émancipées du joug étranger, ses propres servitudes, dictature ou totalitarisme. Les États-nations sont par eux-mêmes des monstres parasitaires incontrôlables, sinon par la menace mutuelle. Un premier dépassement des États-nations ne peut être obtenu que par la confédération, qui respecte les autonomies en supprimant l'omnipotence. L'Europe, qui a forgé sa puissance et produit sa déchirance à travers les guerres entre ses États, est aujourd'hui apte à effectuer le premier dépassement confédéral.

Il y a trois niveaux d'eurocentrisme qu'il ne faut pas confondre :

— le premier est celui de l'Europe culturelle, qui a été sécularisé par un marché commun de l'esprit. Si la réforme gorbatchévienne dépasse le seuil d'irréversibilité, on peut penser que les libres communications seront rétablies entre toutes les parties de l'Europe, et que même certaines initiatives prévues pour les pays du Marché commun (comme l'accroissement des échanges d'étudiants et d'enseignants, l'équivalence des diplômes, etc.) pourront être étendus bien au-delà ;

— le second est celui du Marché commun : celui-ci, nous l'entrevoions déjà, peut s'élargir au-delà des pays européens proprement dits, et sans doute ce sera là sa vocation future. En attendant, il doit être le propulseur, non seulement d'une unité économique, mais aussi d'une confédération politique ;

— c'est là le troisième niveau : le dépassement des États nationaux dans une confédération métanationale : une telle confédération serait à l'origine plus étroite que le Marché commun, mais elle pourrait constituer un

modèle ouvert, auquel pourraient plus tard se joindre d'autres nations européennes, y compris du Centre et de l'Est.

L'idée confédérative est une idée de valeur non seulement européenne, mais universelle. Ainsi, il serait souhaitable que l'empire de facto qu'est l'URSS devienne ce qu'enonce sa constitution : une confédération de républiques associées. De même, la France se grandirait à favoriser la confédération des États francophones d'Afrique qu'elle a empêchée, ou la confédération maghrébine qui essaie de s'amorcer. L'idéal à annoncer au monde n'est plus l'indépendance des nations, c'est la confédération des nations, qui leur assure l'autonomie dans l'interdépendance. En mémoire de la journée du 14 juillet 1790, qui fut la grande fête de la Fédération, ne pourrions-nous prendre l'initiative, pour juillet 1990, d'états généraux pour la confédération européenne, et, au-delà, pour toutes les confédérations possibles ?

IV. La Terre-Patrie

Nous sommes entrés dans l'ère planétaire depuis la découverte de l'Amérique, et après une diaspora de dizaines de milliers d'années, tous les peuples de l'humanité se trouvent de plus en plus en communications, interactions et interdépendances. Mais nous sommes encore dans « l'âge de fer planétaire » : bien que solidaires, nous demeurons ennemis les uns des autres, et le déferlement des haines de race, religion, idéologie, entraîne toujours des guerres, massacres, tortures, haines, mépris. Le monde est dans les douleurs agoniques de quelque chose dont on ne sait si c'est naissance ou mort. L'humanité n'arrive pas à accoucher de l'humanité.

Une conscience nouvelle nous est venue depuis la fin des années 60. Tout d'abord, l'écologie nous a montré que la biosphère constituait une sorte d'organisation naturelle, et que sa dégradation aurait des conséquences irréversibles non seulement pour la vie, mais pour l'homme. En même temps, comme l'a montré notamment Claude Allègre (*L'Écume de la terre*, Fayard), la Terre elle-même est un système qui a sa vie propre, et la conception systématique de la Terre permet de coordonner les sciences de la Terre jusqu'alors dispersées.

La planète Terre avec sa biosphère et son humanité forme un système complexe. Dans quelle mesure l'homme pourrait-il dégrader et stériliser son milieu vital, se condamnant ainsi au suicide ? Y a-t-il dans la biosphère de très puissantes forces de régulation qui sont aptes à corriger les effets destructeurs des dégradations de toutes sortes ? Ou, au contraire, arrivons-nous vers des seuils irréversibles de destructions massives ?

Avant d'envisager ce problème, considérons d'abord le complexe extraordinaire Terre-biosphère-Humanité dans un Cosmos dont nous avons appris l'immensité fabuleuse : nous ne savons pas s'il est d'autres vides, d'autres intelli-

gences en d'autres planètes ou d'autres galaxies, mais nous n'en connaissons point, et il semble que nous soyons seuls vivants et humains dans la Voie lactée ; nous savons que l'espace est invivable dans sa froideur extrême, et que le Soleil est invivable dans sa chaleur extrême ; nous pouvons envisager quelques colonies humaines encapsulées dans l'espace ou sur la Lune, mais cela nous fera encore mieux comprendre que la Terre est pour nous le seul lieu vivable et aimable dans le Cosmos ; c'est notre habitat, notre Arche dans l'immensité cosmique, non seulement notre Patrie, mais aussi notre Terre.

Nous avons objectivé la Terre, « bleue comme une orange », comme le prévoyait Eluard, à partir des images retransmises de la Lune sur nos écrans de télévision. Nous devons la subjectiviser, y inscrire l'idée de Patrie. Nous devons y fonder notre religion, qui reprend l'héritage de toutes religions universelles : nous sommes frères. Mais la religion terrestre nous dit, à la différence des religions célestes : nous devons être frères, non parce que nous serons sauvés, mais parce que nous sommes perdus, perdus dans cette petite planète d'un Soleil de banlieue dans une galaxie dispersée d'un univers sans centre, perdus parce que promis à la mort individuelle et à l'anéantissement final de la vie, de la Terre, du Soleil. Aussi devons-nous ressentir une infinie compassion pour tout ce qui est humain et vivant, pour tout enfant de la Terre...

Ici de façon étonnante se rejoignent dans une formulation renouvelée les deux grandes idées-forces qui s'étaient liées en l'aube de 1789 : l'idée des philosophes des Lumières centrée sur l'homme rationnel, l'idée romantique devenant romantisme centrée sur la nature vivante. Il nous faut abandonner l'humanisme qui fait de l'homme le seul sujet dans un univers d'objets et lui propose pour idéal la conquête du monde ; cet humanisme-là peut faire de l'homme tout au plus le Gengis Khan de la banlieue solaire, et il conduit à l'autodestruction de l'humanité par les pouvoirs qu'elle aura déchaînés. Il nous faut abandonner le naturalisme qui nie et dissout l'homme dans la nature. Cependant, nous devons régénérer l'idée d'homme et celle de nature ; l'homme n'est pas une invention arbitraire dénuée de sens par le structuralisme, mais un produit singulier de l'évolution biologique qui s'autoproduit dans sa propre histoire ; la nature n'est pas une image de poète, c'est la réalité écologique même, c'est celle de notre planète Terre. Nous devons aujourd'hui re-associer, re-allier l'homme, la vie, la nature dans l'idée de Terre-Patrie.

La Terre n'est pas seulement le mythe matripatriotique où nous devons inscrire notre destin. C'est la rationalité même qui nous ramène à la Terre : les deux trous d'ozone qui se sont formés dans

l'Arctique et l'Antarctique, l'« effet de serre » provoqué par l'accroissement du CO₂ dans l'atmosphère, les déforestations massives des grandes forêts tropicales productrices de notre oxygène commun, la stérilisation des océans, mers et fleuves nourriciers, les pollutions sans nombre, les catastrophes sans frontière, tout cela nous montre que la patrie est en danger. L'ennemi n'est évidemment pas extraterrestre, il est en nous-mêmes...

« Là où croît le péril, croît aussi ce qui s'élève », a dit Hölderlin. Le péril nous suggère une haute autorité planétaire, supérieure aux nations et aux empires, qui aurait pouvoir sur les problèmes écologiques vitaux de la Terre. N'est-il pas dans le prolongement de 1789 que la France, qui avait annoncé la liberté aux nations, leur annonce la fraternité terrestre ?

Plutôt que des commémorations fades et conformistes, il nous faut songer à reprendre et régénérer, en fonction de ce que nous avons appris et compris, l'héritage inouï de la dialogique culturelle européenne, qui a produit les idées de la Révolution française.

Il nous faut de toute façon repenser et complexifier l'idée de Révolution, qui est devenue réactionnaire et camoufle le plus souvent domination et oppression. Il faut lier l'idée nouvelle de révolution à l'idée de conservation, qu'il nous faut elle-même purifier et complexifier. Nous devons conserver la nature, conserver les cultures qui veulent vivre (comme l'homme, toute culture est digne de vivre et doit savoir mourir), conserver le patrimoine humain du passé parce qu'il détermine les germes du futur. Et il faut en même temps révolutionner ce monde pour le conserver. Il nous faut conserver l'idée de révolution en révolutionnant l'idée de conservation.

La mission que pourrait se proposer le tandem complexe Mitterrand-Rocard (si remarquablement complémentaire qu'il ne pouvait être qu'antagoniste en un premier temps) serait non pas de réaliser le grand dessein, irréalisable par décret et à courte échéance, mais de le proclamer, de l'expliquer, de préparer sa mise en œuvre. Le trait commun aux idées diverses que nous avons exposées est *solidarité* : nécessité d'une pensée qui puisse concevoir les solidarités qui lient parties et tout, choses « causées et causantes, médiateurs et immédiates », et cela également au niveau de la planète Terre : régénération des solidarités dans le tissu concret de la société civile ; institution d'une solidarité européenne fondée sur notre communauté de destin ; revitalisation des formules fédératives et confédératives pour dépasser l'État-Nation ; animation de l'idée vitale, pour le troisième millénaire, du patriotisme terrestre.

FIN.

(*) Directeur de recherches au CNRS.

Un combat passionné

Pr ÉMILE PAPIERNIK
LE PRIX DE LA VIE

L'inspiration est inlassablement la même : celle qui donne à l'exercice médical la dimension sociale, économique et humaine qui lui manque, hélas !, trop souvent.

Dr Escoffier-Lambiotte / LE MONDE

Collection « Réponses »

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Pour en savoir plus sur...

L'ECONOMIE REGIONALE

- ☐ Je désire recevoir une documentation sur l'économie régionale de Picardie.
- ☐ Je m'intéresse particulièrement au secteur suivant :

LES LOISIRS

- ☐ Je désire recevoir une documentation sur toutes les possibilités de loisirs en Picardie.
- ☐ Je m'intéresse plus particulièrement à :

☐ L'Art Gothique en Picardie et le Son et Lumière en la cathédrale d'Amiens

LE FESTIVAL DES CATHEDRALES

- ☐ Je désire recevoir le programme des concerts du Festival des Cathédrales - Musiques d'Europe en Picardie - du 16 septembre au 2 octobre 1988.

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

TEL :

SACRÉE PICARDIE

A renvoyer à
CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE
11, Mail Albert-1^{er}
80026 AMIENS CEDEX
Tél. 22.97.30.37



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

Amputé de quelques informations classifiées

Le rapport parlementaire sur le Rafale est rendu public

Le programme du Rafale, avion de combat commun à l'armée de l'air et à la marine, n'est réalisable de façon satisfaisante que si deux postulats de départ sont remplis, à savoir un engagement financier des industriels français concernés et une participation d'associés étrangers. C'est la conclusion du rapport de M. Michel Bernard, ancien député RPR de la Haute-Vienne, que l'actuel président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS), a rendu public, jeudi 22 septembre.

A la fin de la semaine dernière, l'Express, se référant à l'existence de ce rapport parlementaire, avait consacré un dossier à la construction du Rafale, qualifié de « gouffre à milliards ». Le premier ministre, M. Michel Rocard, avait réchéri en expliquant qu'il avait découvert, à son arrivée à l'Hôtel Matignon, un dossier Rafale « en état de sinistre avancé ». Seul le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré qu'il continuerait de financer ce projet.

Non réçu au printemps dernier au Parlement, et aujourd'hui redevenu professeur de physique à l'université de Limoges, M. Bernard avait rédigé, en janvier et février, un projet de rapport d'information pour le compte de la commission de la défense, dont il était membre. Comme tout document parlementaire n'ayant pas encore été présenté à l'approbation de la commission spécialisée habilitée à donner son avis, ce prérapport n'a pas été diffusé du fait de l'interruption de la législature en 1988. Deux exemplaires incomplets (sans la conclusion générale du député) sont demeurés dans les coffres de la commission. En raison de la polémique en cours, M. Boucheron a décidé de rendre public le rapport, avec l'accord de son auteur et après l'avoir amputé des développements

jugés confidentiels sur le radar de l'avion. En près de deux cents pages, M. Bernard rappelle l'ampleur du programme Rafale : deux cent cinquante appareils pour l'armée de l'air et quatre-vingt-six pour la marine, soit, dans l'hypothèse où la France en vendrait presque autant à l'exportation, une dépense globale (développement et industrialisation, production de série et rechanges) estimée à 117,4 milliards de francs sur environ vingt-cinq ans.

34 % des crédits d'équipement

Le rapporteur considère que le poids financier du programme Rafale, à l'exception des années 1997 et 1998 qui exigent un effort supplémentaire, ne sera pas plus lourd à supporter que l'actuel programme Mirage 2000 pour l'armée de l'air. Il ne représentera jamais plus que 34 % des crédits annuels d'équipement des forces aériennes, quand, déjà, le programme Mirage 2000 mobilise 32 % de ces mêmes crédits. Pour la marine, en revanche, M. Bernard ne se prononce pas puisque l'un des points les plus importants en discussion, à savoir le remplacement des Crusader sur les porte-avions à partir de 1993, n'est pas réglé par l'entrée en service opérationnel d'un Rafale naval qui ne se fera pas avant 1998.

Mais, observe le rapporteur, l'Etat français ne pourra consentir un tel effort budgétaire qu'à la double condition que les industriels concernés apportent leur quote-part financière et que des pays étrangers y soient associés.

A propos du premier point, M. Bernard considère que c'est une innovation, voulue par le précédent gouvernement, que de demander aux industriels concernés (Dassault-Breguet, Thomson-CSF, SNECMA et Electronic Serge Dassault) de financer, entre 1987 et 1991, jusqu'à 25 % du coût de développement du Rafale. L'engagement est révisable

chaque année et assorti de clauses de sauvegarde. Selon le rapporteur, les industriels ont émis des réserves et, notamment, ils souhaitent que leur participation soit allégée si elle devait mettre directement en danger la survie des sociétés.

Une coopération internationale problématique

A propos du second point, M. Bernard observe qu'une éventuelle contribution de partenaires étrangers, à hauteur de 20 % des dépenses de développement (version navale du Rafale exclue), est plus que problématique. L'Espagne et l'Allemagne fédérale, auxquelles la France a songé, ne se laisseront pas facilement distraire du projet d'avion européen concurrent, pour lequel elles discutent de longue date avec la Grande-Bretagne et l'Italie. Seule la Belgique, note le rapporteur, semble réellement intéressée par le Rafale.

M. Bernard dresse, de ce point de vue, un historique des négociations entreprises à cinq, lorsque la France discutait, au début de cette décennie, avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne de la possibilité de concevoir un avion de combat commun. La « casure » s'est faite en août 1985, à Turin, lorsqu'il est apparu que les cinq pays n'avaient finalement ni les mêmes besoins militaires ni, surtout, les mêmes arrière-pensées pour ce qui regarde leur ambition à disposer d'une industrie aéronautique nationale préservant l'emploi et la technologie. Et même une éventuelle coopération avec les Etats-Unis est grevée par la volonté de domination de l'industrie américaine qui cherche à reléguer les Européens au rang de sous-traitants. « Prédateurs des coopérations », écrit M. Bernard des industriels américains qui se lancent sur le marché européen. « Il est clair que, si les industriels ou les partenaires étrangers faisaient défaut, le financement du programme ne pourrait être considéré comme assuré », conclut M. Bernard.

Le nouvel avion de combat ne sera pas prêt à temps pour remplacer les Crusader des porte-avions

Devant les députés de la commission de la défense au Palais Bourbon, qui l'ont auditionné mardi 20 septembre, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Bernard Louzeau, a catégoriquement exclu la perspective de voir le Rafale pouvoir remplacer le Crusader des porte-avions, compte tenu du calendrier différent des deux opérations.

Les avions Crusader, de conception américaine, sont en service depuis 1964 sur le Clemenceau et sur le Foch, dont ils assurent la protection anti-aérienne pendant que les Super-Etendard embarqués remplissent la mission d'attaque au sol ou en mer. Ces avions anciens ne sont pas bisoniques et ils pourraient, le cas échéant, être engagés contre des appareils beaucoup plus modernes qu'eux désormais.

C'est la raison pour laquelle, à l'état-major de la marine, on estime nécessaire le remplacement des Crusader à partir de 1993. Or l'avion de combat « marine » (ACM), dérivé du « démonstrateur » Rafale, ne sera pas prêt au mieux avant 1996 et, plus probablement, à partir de 1998. Il existe donc une période, entre 1993-1994 et 1996-1998, pendant laquelle les porte-avions risquent d'être sans protection.

L'amiral Louzeau s'est montré très préoccupé, devant les députés, par cette différence de calendrier entre le départ à la retraite des Cru-

sader et l'arrivée en service opérationnel du Rafale, dans sa version navale. Il a estimé que, compte tenu de ce hiatus dans le temps, le Rafale n'était pas en mesure de remplacer les Crusader. Le chef d'état-major de la marine a reçu l'appui du chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, qui a été, lui aussi, entendu devant les députés lors d'une réunion antérieure.

En commission de la défense, l'amiral Louzeau n'a évoqué aucune des solutions envisagées pour régler ce problème.

On sait seulement que l'aéronavale écarte, à son niveau, la proposition de Dassault-Breguet de rénover les Crusader. Se rapportant à un avion ayant trente ans d'âge, la modernisation du Crusader, en attendant le Rafale, offrirait une remise à niveau technologique, implique le changement de son système d'armes. Pour la marine, en effet, le Crusader a fait son temps.

Le projet de la marine est plutôt d'acheter aux Etats-Unis des F-18 (neufs ou d'occasion). Une vingtaine d'exemplaires serait la commande minimum, en attendant le Rafale qui remplacerait les Super-Etendard. Dassault-Breguet considère que cette acquisition serait interprétée, à l'étranger, comme un désaveu technique et commercial de son avion.

Le PS : la France peut et doit construire le Rafale

« Le Parti socialiste, qui sait que l'indépendance nationale est la clé de la défense et que la mesure des conséquences d'un éventuel abandon du projet d'avion de combat futur, est convaincu que la France, conformément à la loi de programmation militaire, peut et doit construire le Rafale », a déclaré, mercredi 21 septembre, M. Pierre Guigoni, secrétaire national du PS aux relations internationales.

Dans l'opposition, M. Jean François, sénateur (centriste) des Bouches-du-Rhône et rapporteur spécial du budget de la défense, et M. Hervé de Charette, ancien ministre et député UDF-PR du Maine-et-Loire, membre de la commission de la défense, ont appuyé publiquement leur soutien au programme Rafale.

Enfin, la fédération CGT des travailleurs de l'Etat devait organiser, le jeudi matin 22 septembre, une manifestation devant l'Hôtel Matignon pour demander au premier ministre de mettre tout en œuvre pour construire le Rafale et « combattre l'offensive américaine ».

Communication

La grève dans l'audiovisuel public

Les dirigeants d'A2, de FR3 et de Radio-France attendent les arbitrages budgétaires

La grève s'installe dans les sociétés publiques de l'audiovisuel. Après une première journée de grève très suivie, et plusieurs réunions et assemblées générales, Antenne 2 a voté, mercredi 21 septembre, la poursuite d'un mouvement auquel FR3 et Radio-France se sont désormais ralliés. Un service minimum — notamment les journaux télévisés — sera cependant assuré sur les antennes par un personnel « requis ». Les principales revendications des salariés portent sur les rémunérations et mettent l'accent sur les disparités importantes de salaires au sein d'une même société, entre les sociétés elles-mêmes, et entre le public et le privé.

Les ministres de tutelle suivent de près l'évolution des négociations entre les syndicats et les directeurs généraux des chaînes, lesquels attendent des arbitrages budgétaires susceptibles de

satisfaire certaines revendications. Les personnels d'Antenne 2 souhaitent, quant à eux, rencontrer rapidement le ministre du budget, M. Michel Charasse ; ceux de FR3 ont fait une demande identique auprès de M. Tasca, ministre délégué de la communication.

Cette extension de la grève (Radio-France-International et TDF pourraient se joindre au mouvement) et le risque d'un dérapage sur un terrain politique, embarras le gouvernement, au moment même où le premier ministre entame ses consultations sur le projet de loi. Après M. Pierre Mauroy, c'est M. Pierre Méhaignerie qui était reçu, mercredi, à Matignon. Le président du CDS a, dit-il, demandé qu'il n'y ait « pas de dérapage sur les chaînes publiques ». Il a expliqué le souhait que FR3 devienne une « véritable chaîne régionale fédérale ».

Les frustrations. Quelques journalistes, sur la soixantaine, venus de Sotir, du « 19-20 » et de l'édition régionale, expliquent : « Treize ans, cinq ans d'ancienneté, 8 300 F net par mois ; quarante ans, sept ans et demi d'ancienneté, 9 600 F net ; quarante-cinq ans, vingt ans de maison, chef de service adjoint, 11 000 F net ; présentateur à Nice, 10 000 F net, sans augmentation depuis dix ans... Il faut dire que je suis délogé, qu'on me fait passer de la nuit à la nuit, que l'on nous fait travailler en horaires décalés... ».

Antenne 2 dans la tourmente... Antenne 2 malade de son image, de ses programmes, de ses salaires. « A2, allume la passion », proclament les affiches publicitaires. Ah, de la passion la chaîne n'en manque certes pas ! Il y en aurait même trop, doivent aujourd'hui penser le directeur de l'information, Elie Vannier, accablé la semaine dernière à la démission au cours d'une réunion agitée de la rédaction ; ou le PDG, Claude Cussani, vivant, dit-on, qu'il par M. Charasse pour avoir « court-circuité » le contrôleur d'Etat et fixé lui-même le salaire de Christine Ockrent ; ou encore M. Francis Brun-Buisson, directeur général adjoint de la chaîne, nommé au début de l'été, et lancé depuis quelques jours dans un marathon de négociations.

Rude épreuve en vérité. Car l'effulgence est à son comble et la grève largement suivie. Mercredi, la direction de la chaîne a pourtant fait quelques propositions significatives. Propositions concernant les salaires et permettant d'augmenter le plus des deux tiers d'environ 300 francs brut par mois ; proposition sur l'emploi (embauche de sept à huit pigistes à la rédaction, autant pour les autres services, et étude des carrières) ; « Le maximum d'efforts a été fait », estimait M. Brun-Buisson, tout ce qui concerne une augmentation générale des salaires relevant, selon lui, du collège employeurs de

l'audiovisuel public et non de la chaîne.

Emplois et salaires

Réunis dans l'étrange décor d'une crypte de l'église italienne située, en face d'Antenne 2, les personnels n'ont pas apprécié et ont voté, dans la soirée, à la quasi-unanimité, la poursuite du mouvement. Une autre assemblée générale a réuni ensuite les membres de la rédaction. Et alors que Christine Ockrent et une poignée de journalistes assuraient vaillamment les 20 heures, les journalistes s'empouvaient sur la question des salaires. Sur quelle base fixer les revendications ? Dans quelles limites ? Et avec quel souci de réalisme ?

Depuis deux ans, les salaires d'embauche ont bousculé toute la hiérarchie et les disparités sont effrayantes. Fini en tout cas le secret des négociations individuelles... tout apparaissait au grand jour et chacun s'envoyait son salaire à la figure. Dans la confusion générale, et dans une certaine bonhomie, étant donné l'étrangeté de la situation, une liste était finalement dressée des salaires accordés lors de récentes embauches, qui devaient servir de références « voire de minimum » : 12 000 F pour un reporter débutant ; 23 000 F pour un grand reporter de service étranger ; 18 000 F pour un chef de service adjoint ; 22 000 F pour un rédacteur en chef ; 31 000 F pour un rédacteur en chef.

Les chiffres valaient, corrigés au fil de nouvelles informations glissées par quelques confrères particulièrement bien informés. « C'est une base de travail », expliquait un journaliste. « Irréaliste ! » déclarait un autre. « Qui pourrait accepter des augmentations échelonnées de 3 000 F à 12 000 F ? Nous partons de si bas ! ».

« Et alors ! vitupérait un autre. C'est le moment où jamais de remettre tout à plat. Cette affaire envenime nos rapports. Assurons une fois pour toute la question. La liste rédigée, il s'en est repartie, inquiète des conséquences de la grève sur l'audience de leur journal, et sans trop d'illusions. « Domage », souriait un jeune présentateur. « L'alignement de mon salaire sur celui de la dernière présentatrice embauchée... me satisfaisait pleinement... ».

Des négociations séparées à Antenne 2 ? Rien ne serait pire aux yeux des journalistes de FR3. « Nous voulons un règlement global du conflit, mettant à plat l'ensemble des salaires pour rétablir l'énorme disparité entre Antenne 2 et FR3 », insiste Jean-Luc Martens, délégué syndical SNJ, en alignant les statistiques élaborées par son syndicat : 18 200 F mensuels en moyenne à Antenne 2 contre 13 800 F seulement à FR3. Un manque à gagner de 4 300 F. « Que la tuelle, règle d'abord le conflit entre la maison d'en face, et cet écart ne fera que croître... ».

Au cinquième étage du cours Albert-I^{er}, siège des journaux nationaux de la chaîne et de Paris-De-France, l'argument fait mouche. Car elles sont vives les rancœurs et

La CGE dément vouloir vendre l'Express

L'Express serait en vente : mercredi 21 septembre, les couloirs de la rédaction de l'hebdomadaire bruisaient de cette rumeur. A l'origine, les confidences faites au bimensuel l'Expansion du 9 septembre par le patron de la CGE, M. Pierre Suard. Selon ce dernier, M. Ambroise Roux, PDG de la Générale occidentale, filiale de la CGE et propriétaire de l'ensemble de ses activités éditoriales, dont l'Express, quitterait bientôt son poste. « A la CGE, on ne peut être président de filiale après soixante-huit ans. Cette règle a été instaurée quand il était PDG du groupe », confiait alors M. Suard. Elle s'appliquerait dans son cas comme dans les autres. M. Ambroise Roux vient d'avoir soixante-sept ans.

A cette précision se sont greffées diverses informations concernant la modification du « noyau dur » mis en place à la CGE par le gouvernement de M. Chirac. Le départ simultané de certains administrateurs de la CGE et de M. Roux, assorti du retour hypothétique mais toujours annoncé de l'ancien PDG de la firme de 1984 à 1996, M. Georges Pébereau, signerait la mise en vente de l'Express.

D'autant qu'au sein de la CGE les activités presse et édition, contrôlées depuis un an par la Générale occidentale, font parfois figure d'activités annexes. M. Suard a pourtant toujours démenti sa volonté de vendre l'Express. « Il n'est pas question de le céder, déclare un porte-parole de la CGE, pas plus que les autres sociétés d'édition du groupe. En revanche, il est vrai que nous nous séparons des activités forestières et pétrolières que détenait la Générale occidentale lorsqu'elle appartenait à Jimmy Goldsmith ».

Au sein de la Générale occidentale, l'assurance est identique. « M. Suard a envie de développer autour de la Générale occidentale une véritable œuvre de communication, affirme-t-on. Celle-ci est liée à CEP Communication dans le groupe de la Cité. Le prix de vente dont on parle pour le groupe Express — 250 millions de francs — est de surcroît sous-évalué. Avec le retour prévu à un bénéfice de l'ordre de 40 millions de francs, l'Express serait vendu, si c'était le cas, aux alentours de 1 milliard de francs. Nous n'avons pas eu d'offre à ce prix. Mais si nous cherchions, nous trouverions sans aucun doute... ».

TF 1 contre la cession des images des JO à la Cinq et M 6

TF 1 a saisi en référé, le mercredi 21 septembre, le tribunal de grande instance de Paris pour lui demander d'interdire à FR3 la cession à la Cinq et à M 6 des images des Jeux olympiques. TF 1 et les deux chaînes publiques, Antenne 2 et FR3 ont en effet acquis, voici deux ans, l'exclusivité des droits de retransmission en France. Une exclusivité en « propriété indivise », estime la première chaîne. Or FR3 revend actuellement ces images à la Cinq et à M 6. L'audience au tribunal a été fixée à vendredi 23 septembre.

CEP Communication prend le contrôle de l'éditeur de presse italien AGEPE. Le groupe CEP Communication vient de prendre une participation majeure dans la société milanaise AGEPE. Celle-ci édite deux publications professionnelles dans le secteur de la distribution, l'Alimentarista (155 000 exemplaires) et Distribuzione organizzata (60 000 exemplaires).

Reactions

Le RPR déplore « les déclarations que les initiatives intempestives et maladroites de M. Tasca provoquent ». Selon M. Dominique Perben, secrétaire national à la communication du RPR, « ces maladroites et cette brutalité sont le signe incontestable d'une remise au pas du monde audiovisuel ».

Le « groupe des professionnels socialistes de l'audiovisuel » apporte « un soutien total au personnel des sociétés de service public engagé dans un conflit qui peut être décisif pour l'avenir » ; c'est toute la finalité du service public qui est en jeu.

La FTILAC-CFDT indique qu'il elle que « le gouvernement peut intervenir de manière positive en mettant fin au blocage des emplois dans le cadre du budget » ; et il n'est pas dans le rôle de l'Etat et des ministères concernés de se mêler de conflits sociaux pour régler ou anticiper le rôle et la fonction du futur Haut Conseil de l'audiovisuel.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 21 septembre au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1989 (Lire pages 32 à 35.)

CONVENTION INTERNATIONALE Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

OUVERTURE PAR LES AVOCATS DE BUREAUX SECONDAIRES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Ce texte a pour objet de réglementer l'ouverture par les avocats de bureaux secondaires, que ces bureaux soient situés dans le ressort du barreau auquel l'avocat est inscrit ou en tout autre lieu du territoire français.

M. Jobert satisfait du plan gouvernemental pour l'emploi. — M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a estimé, le mardi 20 septembre, que « la présentation du plan emploi par Michel Rocard va dans la bonne direction ».

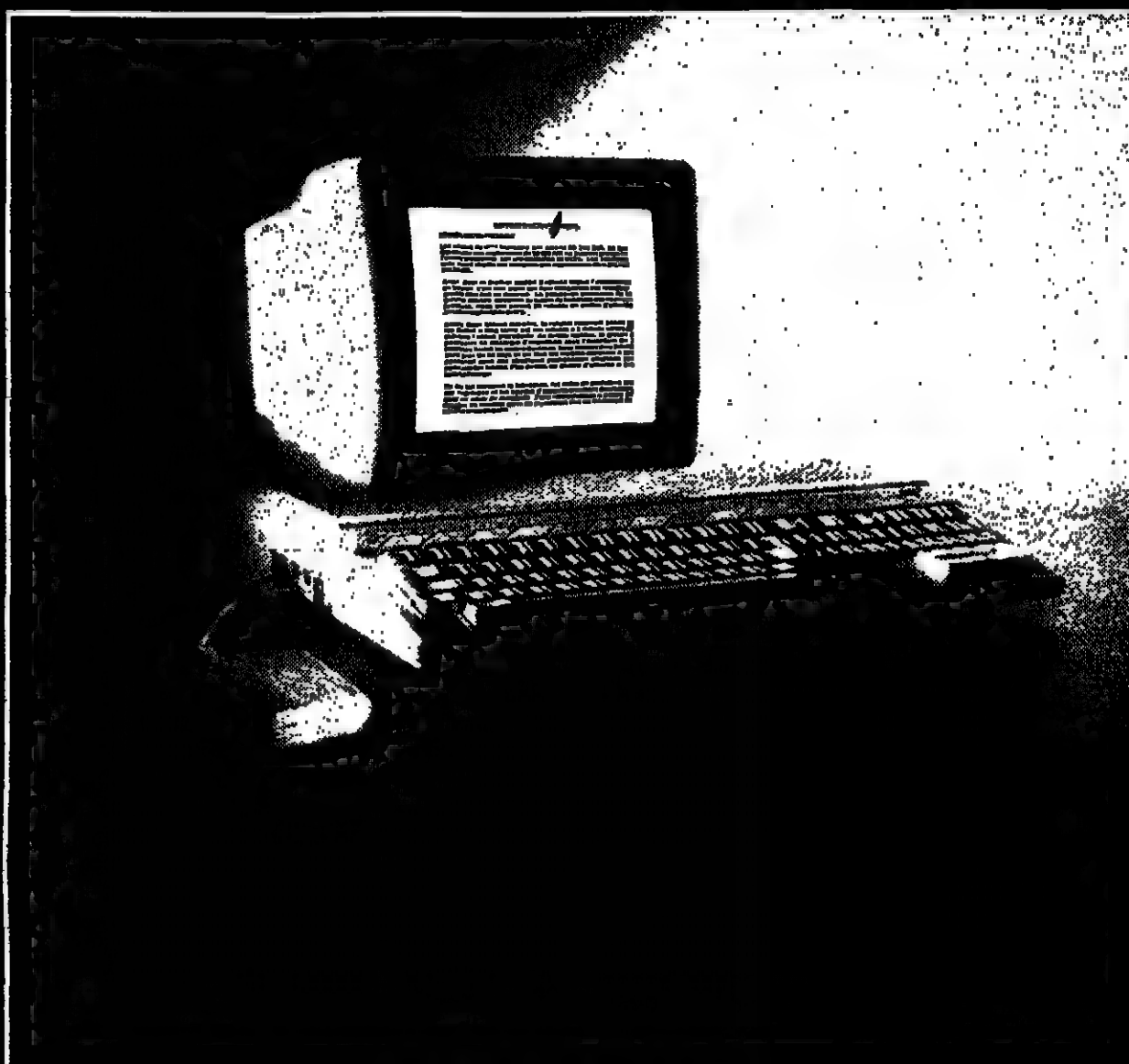
Communication

de FR 3 et de Radio-France
arbitrages budgétaires

Le Monde • Vendredi 23 septembre 1988 11

ATARI 1040 ST

Il exécute le traitement de texte des clients
les plus pointilleux, les plus tatillons,
les plus coupeurs de cheveux en 4 qui soient :
les journalistes.



5100 FHT

- Puissant (1 méga de Ram)
- Rapide (16/32 bits)
- Confortable (écran monochrome haute résolution)
- Convivial (souris, environnement Gem)
- Nombreux logiciels disponibles : traitement de texte, gestion de fichier, tableur graphique.

L'Atari 1040 ST a été adopté par la rédaction de plusieurs journaux dont Libération et Ouest France.

Pour tous renseignements téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à Atari France : 9 rue Sentou, 92150 Suresnes. * Prix public conseillé 5990 F TTC.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR
DE L'ARME INFORMATIQUE.**

ATARI®

هكذا من الأصل

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul



Coups bas

« La boxe et la lutte sont des sports caractérisés par la violence et la barbarie. Je suis convaincu qu'ils disparaîtront le jour où l'humanité atteindra un degré supérieur de civilisation. » Encore un message d'une des centaines de sectes qui foisonnent en ce moment autour des arènes olympiques, a dû penser M. Park Se-Jik, président du Comité organisateur des Jeux de Séoul (SLOOC), avant de lire le nom du signataire : colonel Moissamur Kadhafi.

En envoyant ce télégramme, le mercredi 21 septembre, le numéro un libyen, qui ne doit pas être indifférent à cette discipline sportive qu'est le tir, croyait-il si bien dire ? Il a, en tout cas, devancé un événement grave qui s'est produit, jeudi matin, sur l'un des deux rings de boxe du gymnase Chamsil : une bagarre générale provoquée par un entraîneur et des officiels sud-coréens et à laquelle se sont mêlés des spectateurs, après que le chouchou de la salle et du pays, le poids coq Jaeng Il-Byun, eut été déclaré battu aux points par quatre juges sur cinq.

Bouteilles et chaises ont volé sur le ring, pris d'assaut par des officiels — on le répète — qui ont malmené l'arbitre, le Néo-Zélandais Keith Walker, avant que la police intervienne. Ce pugilat a duré deux minutes. M. Walker, qui n'a fait qu'annoncer le verdict des juges et la victoire (apparemment méritée) du Bulgare Alexander Hristov, s'est publiquement remis de ses émotions pour dire : « Je n'avais encore jamais vécu une scène pareille ». Les Sud-Coréens seraient-ils en train de faire preuve d'un chauvinisme à l'occidentale ? Car ce n'est pas le premier incident en seule-

ment cinq jours de compétition. Mercredi, plusieurs responsables de délégations étrangères se sont plaints des « troubles de la vue » des juges locaux dans les épreuves de tir. « Nous avons remarqué que de nombreux scores réalisés par des Sud-Coréens ne correspondaient pas à ce que nous pouvions observer avec nos jumelles », a assuré M. Jean-Richard Germon, directeur technique national français.

En particulier, An Byung-Kyun avait fermé le mauvais œil et raté complètement la cible. « En plein dans le mille », ont décrié les juges et le Sud-Coréen s'est retrouvé finaliste du tir à la carabine à la place d'un Hongrois.

Où alors, quand un enfant du Pays du Matin... calme, gagne à la régulière, c'est un délire à la sud-américaine, comme celui qui s'est emparé des spectateurs et de l'entraîneur après la victoire, en lutte gréco-romaine, de Kim Young-Nam. Comme quoi, aucune foule n'échappe à l'hystérie collective lorsque des intérêts nationaux sont en jeu.

On ignore si Kim Young-Nam avait ou non un fort taux de ginseng dans le sang. De toute façon, cet « élizir de l'Orient », qui a un succès fou au village olympique chez les athlètes et les... journalistes, n'est pas interdit par le CIO. En revanche, la furosemide l'est et, pour avoir absorbé ce diurétique, l'athlète bulgare Mikko Grabiev va devoir rendre sa médaille d'or obtenue lundi. Ce n'est pas le premier champion olympique qui est ainsi convaincu de tricherie dans l'histoire des Jeux, mais c'est le premier scandale de cette nature à Séoul. La direction de la délégation bulgare a « condamné fermement cet acte, qui contrevient aux principes et idéaux olympiques », en précisant que Grabiev avait « agi seul ». Comme un vulgaire solitaire de la cambriole.

Assumant, lui, les incidents du gymnase Chamsil, M. Kim Seung-Yon, président de la Fédération coréenne de boxe amateur, a annoncé jeudi midi son intention de démissionner. Mais M. Park Se-Jik aura quand même quelque chose à répondre au chef d'Etat libyen.

MICHEL CASTANG.

Les résultats

CYCLISME	
Messieurs	
Vitesse	
Fabrice Colas a été éliminé en repêchages des huitièmes de finale.	
GYMNASTIQUE	
Dames	
Concours général par équipes	
1. URSS, 395,475 pts.	
2. Roumanie, 394,125.	
3. RDA, 390,875.	
Messieurs	
Concours général individuel	
1. V. Artemov (URSS), 119,125 pts.	
2. V. Loukine (URSS), 119,025.	
3. D. Bilozertchev (URSS), 118,975.	
(...) 29. C. Chevalier (Fra.), 115,875 ; (...) 31. P. Mattioni (Fra.), 115,450 ; (...) 36. C. Carmona (Fra.), 114,925.	
ESCRIME	
Messieurs	
Fleuret individuel	
1. S. Cerioni (Ita.).	
2. U. Wagner (RDA).	
3. A. Romankov (URSS).	
4. U. Schreck (RFA) ; 5. Z. Ersek (Hon.) ; 6. M. Numa (Ita.) ; 7. J. Owe (RDA) ; 8. M. Gey (RFA).	
LUTTE GRÉCO-ROMAINE	
Catégorie des 52 kg	
1. J. Ronningen (Nor.).	
2. A. Miyahara (Jap.).	
3. J. Tracz (Pol.).	
(...) 5. M. Mischler (Fra.).	
Catégorie des 100 kg	
1. A. Wronski (Pol.).	
2. G. Himmel (RDA).	
3. D. Koslowski (E-U).	

PENTATHLON MODERNE	
Classement individuel final	
1. J. Martinek (Hon.), 5 404 pts.	
2. C. Massole (Ita.), 5 379.	
3. V. Iagorciavili (URSS), 5 367.	
4. A. Mizser (Hon.), 5 281.	
5. C. Ruer (Fra.), 5 242 ; 6. R. Phipps (G-B), 5 229 ; 7. L. Fabian (Hon.), 5 201 ; 8. J. Bouzou (Fra.), 5 198 ; (...) 38. B. Genard (Fra.), 4 828.	
Classement final par équipes	
1. Hongrie, 15 886 pts.	
2. Italie, 15 571.	
3. Grande-Bretagne, 15 276.	
4. France, 15 268 ; 5. URSS, 15 214.	
SPORTS ÉQUESTRES	
Concours complet : classement individuel	
1. M. Todd (N-Z), 42,60 pts.	
2. I. Stark (G-B), 52,80.	
3. V. Long (G-B), 62.	
4. C. Erhorn (RFA), 62,35 ; 5. T. Pottinger (N-Z), 65,80 ; 6. M. Baumann (RFA), 68,80 ; 7. J. Teulère (Fra.), 69 ; (...) 27. V. Berchet (Fra.), 202,20 ; (...) 29. P. Morvilliers (Fra.), 227,60 ; 30. M.-C. Duroy (Fra.), 233,80.	
Classement par équipes	
1. RFA, 225,95 pts.	
2. Grande-Bretagne, 256,80.	
3. Nouvelle-Zélande, 271,20.	
4. Pologne, 389,60 ; 5. Australie, 457,60 ; 6. France, 498,80.	
TENNIS	
Dames	
Premier tour	
N. Tauziat (Fra.) bat C. Bassett-Seguso (Can.), 7-6, 6-1.	
Messieurs	
Premier tour	
H. Locoate (Fra.) bat V. Anzures (Inde), 4-6, 6-4, 6-4, 3-6, 6-3.	

ATHLÉTISME : l'entrée des artistes

Carl Lewis, l'âge du doute

SÉOUL
de notre envoyé spécial

On l'on respire. Carl Lewis est en ville. Débarqué de l'avion dans les boucades, et l'air blasé, comme il se doit, de la star. Obsédé à être le meilleur du monde d'abord par l'image, une coupe de cheveux à amener Michael Jackson à porter plainte, une mise de scène de beauté noire avec ce qu'il faut d'équilibre pour alimenter les gazettes. Avec des querelles obligées avec son rival américain du 100 mètres, Calvin Smith, et naturellement son complice de l'antagonisme permanent, sans lequel Lewis ne serait rien, — en tout cas beaucoup moins — le Canadien Ben Johnson.

Carl Lewis est aux Jeux comme d'autres vont aux bains. Et avec lui, avec « fast Carl », le spectacle, c'est sûr, va pouvoir continuer. Plus question d'angélisme olympique, cette sorte de grande convention des anonymes, bien sympathique, surprenante parfois, mais inutilisable pour les fabricants de légendes. Lewis est le show retrouvé. Une roue de la fortune de la gloire et de la gloire pour le fric. La mise en spectacle total, « tellement pro », diraient les faiseurs d'or, une façon si rare de mélanger les ingrédients les plus forts du sport. Négritude, sprint et narcissisme.

Carl Lewis apprête Séoul comme il a embouissonné Los Angeles. Avec la fausse route de Jesse Owens, le passe de quatre, le 100 mètres, le 200 mètres, le saut en longueur et le relais quatre fois 100 mètres. Comme en 1984, et, si l'on peut, mieux qu'en 1984. Ce pari fou attire les foules de photographes qui traquent l'idole sur les stades d'entraînement. Lorsque Lewis paraît, dans ses vêtements futuristes à minusculements choisis, il s'adresse bien

Super-star des Jeux de Los Angeles, l'Américain Carl Lewis entre en scène le vendredi 23 septembre au stade olympique de Séoul. Départ en fanfare pour les compétitions d'athlétisme. Sur fond de rivalité avec son vainqueur des championnats du monde, Ben Johnson, Lewis tentera d'être égal à lui-même, au champion qui, il y a quatre ans, avait rejoint Jesse Owens au palmarès.

sur de l'invasion. Pourquoi une star ne pourrait-elle pas avoir la paix ? Colères feintes, réglées comme un ballet par une armée de coachs, d'agents et d'avocats. Fausses sorties, simplement pour permettre au favori des Jeux un geste de lassitude où de mauvaise humeur, avant d'aller s'entraîner, comme prévu, sur la piste d'une base américaine voisine.

Cet entretien de la gloire était attendu, monnayé d'avance, car, olympisme ou pas, business is business. Nul n'est choqué. L'après-amateurisme, cet apprentissage de règles édictées plus complètes, se porte bien à Séoul. Même le très sage Edwin Moses, champion du 400 mètres haies, a pu déclarer sans risquer les foudres du CIO qu'il était là pour affaires. Déjà, d'autres courses s'organisent, notamment au Japon, pour que Lewis et Johnson s'affrontent à un million de dollars les dix secondes, et ce quel que soit le vainqueur de ces Jeux.

Lewis est donc dans son rôle, insupportable et fascinant. Il n'a d'ailleurs pas à rajouter. Séoul d'un coup, les deux Coréens s'annoncent les affiches de « fast Carl ». Les files interminables dans la rue vous le donnent à dix contre un comme le plus bel homme du monde, après tous les athlètes coréens, bien sûr.

Paris anticipe

Il y aurait même comme une malédiction à prétendre passer d'une joue à l'autre, de Los Angeles à Séoul, comme si de rien n'était, comme si les années n'avaient plus prise. Comme si Biondi, Moses, Lewis, pouvaient être éternels. Paris de publicistes, on le sait, propose de vanares moins sûrs d'eux, au fond, James Connors s'annoncent les affiches de « fast Carl ». Les files interminables dans la rue vous le donnent à dix contre un comme le plus bel homme du monde, après tous les athlètes coréens, bien sûr.

Et même si Lewis gagne contre Ben, même si, par miracle, il parvient à multiplier Los Angeles par deux dans les

PENTATHLON : victoire hongroise, déception française

Les comptes à rebours de Joël Bouzou

SÉOUL

de notre envoyé spécial

« Nous avons été battus par de grands sportifs. Ce n'est pas le cas de tout le monde. » Joël Bouzou n'arrive pas à cacher son amertume. Après un rapide calcul mental, il a fait ses comptes : une seconde ici plus deux secondes là moins quelques centèmes de ci, de là, le résultat ne faisait pas de doute, les Britanniques prenaient la troisième place sur le podium. Il n'y a plus qu'à attendre la proclamation officielle pour confirmation du résultat.

De grands sportifs, donc, ces Britanniques. Mais à qui ou à quoi fait allusion le champion du monde en titre, qui se trouve relégué à la septième place individuelle du concours olympique ? Il n'en dit pas assez. Il ne veut pas en dire plus. Mais c'est déjà beaucoup. Le pentathlon, à sa triste habitude, a dérapé à Séoul dans la tricherie.

Trois petites secondes : c'est ce qu'il a manqué le jeudi 22 septembre aux pentathlètes français pour monter sur le podium olympique au terme du cross-country. L'équipe hongroise a obtenu la médaille d'or. Un échec collectif des Français qui est aussi un échec personnel pour le champion du monde en titre, Joël Bouzou, septième au classement individuel. Le Hongrois János Martinek a pris la première place.

Ce sport qui avait été voulu par Coubertin comme symbolique du gentilhomme moderne, capable de se tenir en selle, de tirer à l'épée, de nager, de toucher une cible au pistolet puis de courir à travers champs, bref du parfait sportsman, ne s'est fait connaître du grand public que par le scandale.

C'était à Montréal en 1976. Un concurrent soviétique avait triché son épée. Grâce à un interrupteur dissimulé dans la coquille de l'arme, il s'attribuait des victoires d'autant plus faciles qu'elles sont acquises sur une seule touche. La supercherie avait été découverte. C'était la première fois que le pentathlon faisait parler de lui. Depuis il n'a presque jamais quitté la rubrique des faits divers. La principale préoccupation des gens qui réfléchissent à la manière d'améliorer les performances semble en effet la recherche de moyens pour tricher.

Et c'est la pharmacopée qui offre l'essentiel des possibilités. Tirer à l'épée, nager, tirer au pistolet, courir, cela requiert des qualités apparemment incompatibles. Il faut être un jour agressif, le lendemain résistant, le surlendemain hypercalme, et le dernier jour vélocité. Le dopage est un raccourci simple pour parvenir à conjuguer ainsi les contraires. Est-ce pour cela qu'il affecte ce sport presque autant que l'athlétisme ? Le précédent champion olympique, un Hongrois qui avait été couronné à vingt ans, n'est pas à Séoul : il a été suspendu pour deux ans après un contrôle positif. Et l'Australien Watson a quitté la capitale sud-coréenne précipitamment : une trop forte concentration de caféine a été

trouvée dans ses urines après le tournoi à l'épée.

Mais ce n'est pas à cela que Joël Bouzou fait allusion. Il a été surpris comme beaucoup par les résultats des Italiens au pistolet. Tous les trois ont tapé dans le mille, marquant le maximum de points. Une telle réussite a de quoi surprendre. Les Transalpins n'avaient pas été au cours de la saison, d'autant fins gilets. Or on a remarqué dans leur sillage le professeur Conconi, le médecin qui avait « préparé » Francesco Moser au record du monde de l'heure. Le diable pour les uns, le bon dieu pour les autres. Ce docteur dit à tous ceux qui veulent l'entendre qu'il ne fait pas de mal puisqu'il fait du bien.

Partage de responsabilités

Où commence le dopage, où s'arrête la préparation biologique et chimique ? Le doute est un ver dans le fruit argent des Italiens. Mais pour l'heure il ne change rien au résultat : les Français ont perdu la médaille de bronze qu'ils avaient conquise à Los Angeles. Une déception de plus à mettre au compte des équipes France. Un échec personnel pour celui qui est le leader de cette spécialité en France.

Car Bouzou est champion du monde en titre. Et à Séoul il a bénéficié de conditions relativement favorables, alors qu'il avait été écarté de la course au podium individuel dès la première épreuve à Los Angeles. Ici, le cheval qu'il a monté après tirage au sort, *Dilettante*, ne s'est pas avéré la came qu'il craignait. Les jambes un peu raides certes, mais rien à voir avec les rosses d'autres favoris ont hérité. Sur le curriculum de certains chevaux avec lesquels les compétiteurs avaient vingt minutes pour se familiariser avant de sauter, on a lu : « bon cheval mais ne sait pas sauter » ou bien « cheval dangereux ». Bref Bouzou a pu marquer plus de mille points alors que d'autres retournaient au paddock sans avoir pu décider leur monture à sauter la moindre barre. C'était un bon départ.

Il avait l'occasion de le confirmer le lendemain à l'épée. Fils d'un maître d'armes, il excelle habituellement dans cette discipline. Mais ce jour-là il n'a été que bon. Il s'est classé deuxième en remportant deux victoires pour trois assauts. Sa moyenne était de trois victoires sur quatre combats lorsqu'il a décroché le titre mondial. S'est-il alors mis à douter ? Le Français a été en dessous de sa valeur en natation. Pas de beaucoup. Assez pour ne pas se détacher du peloton et rester à la hauteur du Hongrois János Martinek.

quatre disciplines d'Owens. Il se sait déjà renvoyé hors du stade, biont à la retraite, par la seule force de l'âge. Avant même de courir, on lui pose déjà plus de questions sur sa reconversion que sur ses chances. Le show, le comportement sportif pour une grande chaîne américaine, la charbon... il ne sait pas encore. Il verra. Oui, mais après, insistent les curieux ? Il ne sait pas, il voudrait arrêter un temps qu'il a lui-même dérogé.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de contentieux, les enquêtes sur ses gains. Il s'incruste, enfin Owens était vraiment un pur. Sous-entendu : plus pur que lui. Tardive recherche de virginité. Il n'est pas le seul. Griffith, la lionne du 100 mètres, Edwin Moses, se sont aussi attardés en compagnie de la presse, comme si, pour la première fois, celle-ci pouvait vraiment les séduire. Lewis, à se jeu des nouvelles olympiques, est en clair, pourrait tourner au désavantage des deux blocs, des grands, des stars.

PHILIPPE BOGGIO.

Carl Lewis, depuis deux jours, semble chercher à conjurer le sort. Il est toujours le plus fort, laisse-t-il entendre. Ben ne tiendra pas les 100 mètres. Mais Lewis se fait soudain plus attentif au regard des autres. Il se rappelle au bon souvenir de la presse, veut oublier toutes les saies rumeurs, quatre ans de

Séoul

Le doute

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

Le Monde • Vendredi 23 septembre 1988 13

NATATION : Stephan Caron en finale du 100 mètres nage libre

SPORTS ÉQUESTRES : Mark Todd conserve son titre au concours complet

Battements de cœur

Lors des séries éliminatoires du 100 mètres nage libre, le jeudi 22 septembre à la piscine du parc olympique de Séoul, Stephan Caron s'est qualifié pour la finale prévue à 12 h 30 (heure française). Le nageur rouennais a réalisé le troisième temps, derrière le détenteur du record du monde, l'Américain Matt Biondi, et son compatriote Christopher Jacobs.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Dans les tribunes, très loin au-dessus du bassin, Guy Boissière commence à s'agiter. L'entraîneur rouennais tripote nerveusement sa casquette. L'homme qui a longtemps préparé Stephan Caron, comme il l'avait fait dans les années 70 pour Michel Rousseau, est assis devant l'entrée dans la piscine des nageurs de la neuvième série du 100 m. A ses côtés Maurice Villard, le médecin de l'équipe de France, veille. Victime de plusieurs crises cardiaques, le patron des Vikings de Rouen est l'objet de tous les soins de ses amis.

Guy Boissière ne peut s'empêcher de fixer le grand jeune homme qui enfonce avec nonchalance son torse. Comme des dizaines de Français présents ce jeudi matin autour

de la piscine olympique, il pense aux crises de tachycardie qui ont plusieurs fois cloué le vice-champion du monde sur son plot de départ. Lui, le malade, tremble en regardant son élève. Il ne réussit même plus à tenir le chronomètre qu'il avait apporté. C'est sa compagne Catherine Grosjean qui, en plus des apaisements qu'elle tente de lui apporter, devra officier.

Lois de toutes ces inquiétudes, Caron s'apprête pour sa course. Un faux départ, un retour en arrière, puis de nouveau le nageur reprend sa position, courbé sur le plot. « Stephan ne s'effrite pas habituellement lors des départs », lance Guy Boissière comme pour se rassurer lui-même. Mais lorsque le coup de sirène éclate toutes les angoisses disparaissent.

S'appliquer
sans forcer

Caron, le nageur qui n'aime pas se tremper le matin, a surmonté ses appréhensions. Malgré un départ peu brillant, il attaque l'eau avec force. Lancé à la poursuite des secondes et des deux nageurs qui le précèdent, le viking s'applique sans forcer. « Rien ne sert de s'épuiser dans les premiers 50 mètres, il est plus important de nager la course à son rythme, en ménageant

ses possibilités pour la partie finale », Guy Boissière tente de dissiper les doutes qui pourraient naître la deuxième place de son poulain à mi-parcours, derrière l'Australien Andrew Baildon.

La dernière ligne droite offre au Normand l'occasion de réaliser les principes de son entraîneur. Sans donner l'impression de précipiter ses mouvements il remonte en tête. La mécanique Caron fonctionne sans faille, avec une régularité de métro-nome. Les derniers mètres, plus relâchés, n'empêchent pas le grand gaillard de toucher le bord le premier. Temps : 49 s 37, soit 2 centièmes de plus à peine que le record européen qu'il a établi en août 1987 à Strasbourg.

Un Caron égal à ses meilleurs prestations a donc réussi à se qualifier pour l'épreuve reine de la natation. Dans la série suivante, d'autres gros poissons des palmiers mondiaux sont venus glisser leurs écailles. Matt Biondi, avec un temps de 49 s 04, s'est adjugé la meilleure place, en précédant de 16 centièmes son compatriote Christopher Jacobs. Deux difficultés adversaires pour Stephan Caron, qui partage cependant avec eux le privilège de se situer au-dessous des 50 secondes. « Ces deux gaillards ne sont pas des enfants de chœur », soupire Guy Boissière, légèrement déçu après la fin des premières épreuves.

SERGE BOLLOCH.

Le cheval du foyer

Le Néo-Zélandais Mark Todd sur Charisma a facilement conservé, jeudi 22 septembre, son titre de champion olympique de concours complet. C'est la première fois qu'un même couple cavalier-cheval réussit le doublé. Il devance les Britanniques Ian Stark sur Sir Wattie et Virginia Leng sur Master Craftsman. La médaille d'or par équipe est revenue à l'Allemagne de l'Ouest devant la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande. Hormis Jean Teulière sur Mohican V, septième en individuel, les Français ont déçu, ne terminant que sixièmes par équipe.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

« Déçus ! » - Aux n'a rien vu venir. Piloté par un minuscule Coréen bardé de talkies-walkies, la princesse s'était postée le long du parcours de cross. Coiffée d'un bibi gris, en jupe plissée et soukettes blanches, elle attendait son champion de mar. Malheureusement, Mark Philippe n'est pas venu, arrêté par les commissaires avant même de procéder au départ. Son cheval, Cartier, était sorti en boitant du steeple et du premier parcours routier. Impossible

de le lancer ainsi dans l'impitoyable parcours de 7,5 km tracé sur un terrain très vallonné au nord de la ville.

Un coin charmant ce ranch de Wondang. Au loin, les montagnes pourraient être suisses. Les prairies tondues de frais et les bosquets fleuris en font un décor pour promenade dominicale. Sous les fleurs toutefois, l'enfer. Deux cavaliers seulement ont franchi les trente-deux obstacles sans la moindre pénalité. Ni refus ni chute, ni dépassement de temps pour l'Anglais Virginia Leng sur Master Craftsman. La jeune femme était rayonnante à son arrivée alors que tant de cavaliers ont terminé aussi épuisés que leur monture. Virginia a réparé avec le sourire la défection du lieutenant-colonel Philips et préservé l'honneur britannique dans une spécialité où les Allemands reviennent en force. Raison supplémentaire pour les supporters anglais d'annexer la victoire individuelle du Néo-Zélandais Mark Todd, déjà champion olympique à Los Angeles avec le même cheval, Charisma le bien-nommé.

Après avoir vendu sa ferme pour aller aux Jeux de 1984, Mark Todd n'est pas retourné dans son île. Il a décidé de s'installer en Angleterre, le berceau du complet, un sport bien ancré dans la culture britannique. Cette discipline, prise par la famille royale, est l'extension sportive de la très anglaise chasse au renard. Beaucoup de cavaliers britanniques rodent d'ailleurs leurs montures à la chasse avant de se risquer dans des compétitions nationales qui valent par leur difficulté bon nombre de concours complets internationaux. Le concours complet international de Badminton, qui a servi de sélection olympique pour les Anglais en mai dernier devant deux cent mille spectateurs, comportait des obstacles plus difficiles que ceux de Séoul.

A femmes
égales

Ce sont souvent des femmes, comme Virginia Leng ou Karen Straker, qui luttent à égalité avec les cavaliers étrangers. Selon Jean Teulière, le meilleur Français à Séoul, la raison en est la tradition équestre britannique : « Ce sont pour la plupart des filles qui ne possèdent qu'un seul cheval. Elles l'ont à la maison depuis qu'il est tout jeune. Elles le soignent tous les jours. Dans un parcours de cross, le cheval doit être en totale confiance. Une seule année qu'il connaît bien peut l'aider au moment de franchir un gros obstacle. Moi, j'ai beaucoup de chevaux à monter dans mon écurie, je ne peux m'intéresser à eux que

sous l'aspect du travail sportif. Le cavalier de Saumur a malgré tout réussi une bonne performance sur Mohican V, un cheval qui n'a que deux saisons de compétition dans les pattes.

Après quatre années infructueuses de dressage, Mohican avait été remis à la disposition de l'Ecole nationale d'équitation (ENE). Toujours malade, personne n'en voulait. « C'était la nourriture automatique de l'ENE qu'il ne supportait pas », explique Jean Teulière. Depuis qu'il est chez moi, il n'a plus de problèmes digestifs et il a gagné les deux CCI auxquels il a participé. Un heureux hasard en somme, qui apporte de l'eau au moulin de Jean-Marc Dufosse, le directeur technique national. Parmi les raisons de l'échec des Français, candidats à une médaille par équipe, il incrimine la qualité des chevaux. Les Néo-Zélandais et les Anglais élèvent et dressent des chevaux spécifiques pour le concours complet. Les Allemands leur en achètent au prix fort. Tandis qu'en France les chevaux de complet sont les rebuts du saut d'obstacles et du dressage.

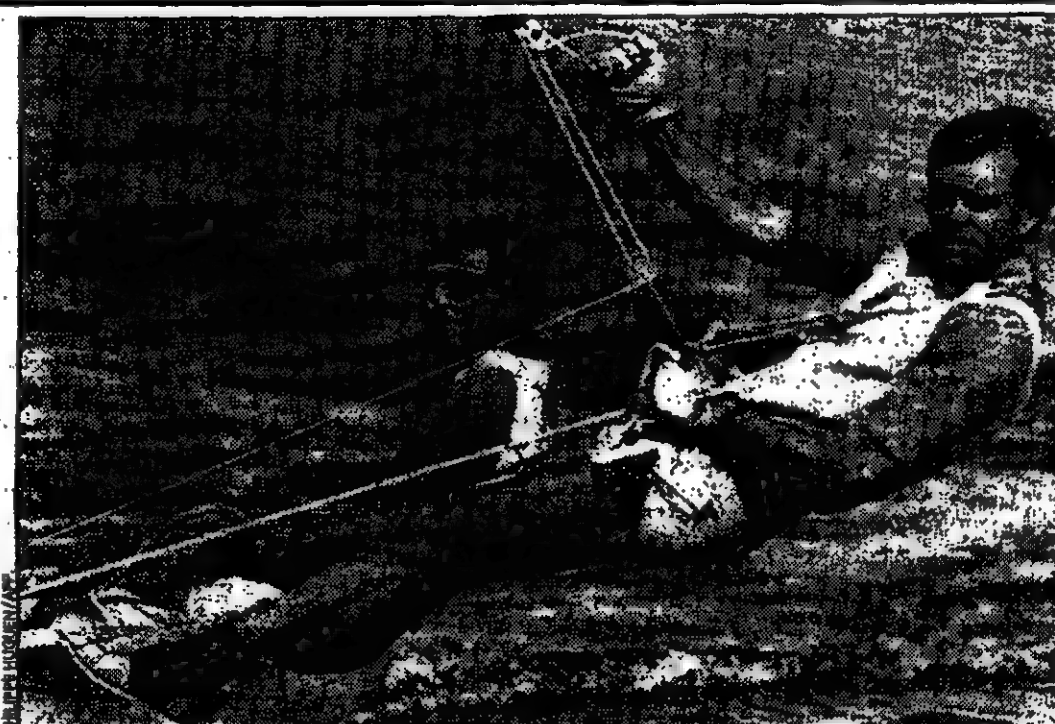
Réputés moins nobles que les autres, cette discipline équestre pourtant spectaculaire ne motive pas les éleveurs. « Tant qu'il n'y aura pas la volonté de sélectionner des chevaux spécifiques, nous aurons du mal à gagner au plus haut niveau. Comment inciter les gens à investir dans le concours complet ? », s'interrogeait le DTN sous le coup de la déception. Pour être compétitifs, les Français devront-ils se servir, à l'instar des Allemands, dans les écuries anglaises ou acquiescer les merveilleux galopiers néo-zélandais qui puisent leur souffle dans ces longues courses de stayers (plus de 4 000 m) de moins en moins organisées sur les hippodromes de l'Hexagone ? Pascal Morvilliers, l'un des piliers de l'équipe de France, reconnaît : « Nos chevaux ne nous autorisent qu'une marge d'erreur limitée. » Ils ne peuvent approcher les meilleurs que lorsqu'ils sont au sommet de leur condition.

A Séoul, ce n'était pas le cas. Harvey, le vieux compagnon de Marie-Christine Duroy relevait d'une longue convalescence. Les autres ont souffert d'une préparation olympique bâclée. Créé pour la circonstance, le centre de préparation de Rodez s'est avéré impraticable. Il avait coûté plus de 5 millions de francs. Pour refaire les pistes, il en faudrait trois autres. A ce prix, on trouve, paraît-il, de très bons chevaux sur le marché.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Bon vent !

Le vent et les courants, réputés capricieux, du plan d'eau de Pusan, réussissent plutôt bien aux Français. En 470, Thierry Pèpouzet et Luc Filit (notre photo) ont remporté, jeudi 22 septembre, leur deuxième victoire en trois régates et se détachent au classement général. En Tornado, Jean-Yves Le Deroff et Nicolas Hénard sont presque aussi bien partis. Deuxièmes de la troisième régate, ils confortent leur position de leaders. Après deux premières régates ratées, Robert Nagy, le grand favori en planche à voile, s'est ressaisi jeudi en prenant la deuxième place. Il devra toutefois confirmer dans les prochains jours pour décrocher une médaille.



A la télévision

Vendredi 23 septembre

1 h 05-3 h 30 (direct, A 2) : athlétisme séries 100 m, 800 m, 1 000 m, 400 m laies, poids, triple saut messieurs (séries 400 m et 3 000 m dames ; heptathlon dames ; marathon dames ; 20 km marche messieurs et finale poids messieurs), natation (séries 100 m papillon, 100 m brasse et 800 m libre dames ; 400 m libre, 200 m brasse et relais 4 x 100 m libre messieurs).

6 h-7 h 20 (résumé et direct TF 1) : aviron, athlétisme, natation, tir, boxe, tennis (1^{er} tour double messieurs et 2^e tour dames simples), escrime (épée, sabre), avec des séquences en direct sur l'athlétisme et la gymnastique (concours général individuel féminin).

13 h-14 h 30 (résumé, FR 3) : badminton, basket-ball (messieurs), boxe, sports équestres, escrime, gymnastique, aviron, tir, natation, water-polo, tennis de table, tennis, volley.

14 h-30-37 h (différé, A 2, sous réserve) : natation, cyclisme, escrime.

18 h-19 h (résumé, FR 3) : athlétisme, basket-ball, boxe, cyclisme, sports équestres, escrime, handball, hockey sur gazon, tir, natation, water-polo, tennis de table, volley-ball.

19 h-19 h 30 (A 2) : « Journal des Jeux ».

Samedi 24 septembre

1 h 20 (direct, A 2, sous réserve) : athlétisme (séries 100 m, 400 m, 800 m, 1 000 m, 1 500 m, 2 000 m, 3 000 m, 4 000 m, 5 000 m, 6 000 m, 8 000 m, 10 000 m, 12 500 m, 15 000 m, 20 000 m, 25 000 m, 30 000 m, 35 000 m, 40 000 m, 45 000 m, 50 000 m, 55 000 m, 60 000 m, 65 000 m, 70 000 m, 75 000 m, 80 000 m, 85 000 m, 90 000 m, 95 000 m, 100 000 m, 105 000 m, 110 000 m, 115 000 m, 120 000 m, 125 000 m, 130 000 m, 135 000 m, 140 000 m, 145 000 m, 150 000 m, 155 000 m, 160 000 m, 165 000 m, 170 000 m, 175 000 m, 180 000 m, 185 000 m, 190 000 m, 195 000 m, 200 000 m, 205 000 m, 210 000 m, 215 000 m, 220 000 m, 225 000 m, 230 000 m, 235 000 m, 240 000 m, 245 000 m, 250 000 m, 255 000 m, 260 000 m, 265 000 m, 270 000 m, 275 000 m, 280 000 m, 285 000 m, 290 000 m, 295 000 m, 300 000 m, 305 000 m, 310 000 m, 315 000 m, 320 000 m, 325 000 m, 330 000 m, 335 000 m, 340 000 m, 345 000 m, 350 000 m, 355 000 m, 360 000 m, 365 000 m, 370 000 m, 375 000 m, 380 000 m, 385 000 m, 390 000 m, 395 000 m, 400 000 m, 405 000 m, 410 000 m, 415 000 m, 420 000 m, 425 000 m, 430 000 m, 435 000 m, 440 000 m, 445 000 m, 450 000 m, 455 000 m, 460 000 m, 465 000 m, 470 000 m, 475 000 m, 480 000 m, 485 000 m, 490 000 m, 495 000 m, 500 000 m, 505 000 m, 510 000 m, 515 000 m, 520 000 m, 525 000 m, 530 000 m, 535 000 m, 540 000 m, 545 000 m, 550 000 m, 555 000 m, 560 000 m, 565 000 m, 570 000 m, 575 000 m, 580 000 m, 585 000 m, 590 000 m, 595 000 m, 600 000 m, 605 000 m, 610 000 m, 615 000 m, 620 000 m, 625 000 m, 630 000 m, 635 000 m, 640 000 m, 645 000 m, 650 000 m, 655 000 m, 660 000 m, 665 000 m, 670 000 m, 675 000 m, 680 000 m, 685 000 m, 690 000 m, 695 000 m, 700 000 m, 705 000 m, 710 000 m, 715 000 m, 720 000 m, 725 000 m, 730 000 m, 735 000 m, 740 000 m, 745 000 m, 750 000 m, 755 000 m, 760 000 m, 765 000 m, 770 000 m, 775 000 m, 780 000 m, 785 000 m, 790 000 m, 795 000 m, 800 000 m, 805 000 m, 810 000 m, 815 000 m, 820 000 m, 825 000 m, 830 000 m, 835 000 m, 840 000 m, 845 000 m, 850 000 m, 855 000 m, 860 000 m, 865 000 m, 870 000 m, 875 000 m, 880 000 m, 885 000 m, 890 000 m, 895 000 m, 900 000 m, 905 000 m, 910 000 m, 915 000 m, 920 000 m, 925 000 m, 930 000 m, 935 000 m, 940 000 m, 945 000 m, 950 000 m, 955 000 m, 960 000 m, 965 000 m, 970 000 m, 975 000 m, 980 000 m, 985 000 m, 990 000 m, 995 000 m, 1 000 000 m, 1 005 000 m, 1 010 000 m, 1 015 000 m, 1 020 000 m, 1 025 000 m, 1 030 000 m, 1 035 000 m, 1 040 000 m, 1 045 000 m, 1 050 000 m, 1 055 000 m, 1 060 000 m, 1 065 000 m, 1 070 000 m, 1 075 000 m, 1 080 000 m, 1 085 000 m, 1 090 000 m, 1 095 000 m, 1 100 000 m, 1 105 000 m, 1 110 000 m, 1 115 000 m, 1 120 000 m, 1 125 000 m, 1 130 000 m, 1 135 000 m, 1 140 000 m, 1 145 000 m, 1 150 000 m, 1 155 000 m, 1 160 000 m, 1 165 000 m, 1 170 000 m, 1 175 000 m, 1 180 000 m, 1 185 000 m, 1 190 000 m, 1 195 000 m, 1 200 000 m, 1 205 000 m, 1 210 000 m, 1 215 000 m, 1 220 000 m, 1 225 000 m, 1 230 000 m, 1 235 000 m, 1 240 000 m, 1 245 000 m, 1 250 000 m, 1 255 000 m, 1 260 000 m, 1 265 000 m, 1 270 000 m, 1 275 000 m, 1 280 000 m, 1 285 000 m, 1 290 000 m, 1 295 000 m, 1 300 000 m, 1 305 000 m, 1 310 000 m, 1 315 000 m, 1 320 000 m, 1 325 000 m, 1 330 000 m, 1 335 000 m, 1 340 000 m, 1 345 000 m, 1 350 000 m, 1 355 000 m, 1 360 000 m, 1 365 000 m, 1 370 000 m, 1 375 000 m, 1 380 000 m, 1 385 000 m, 1 390 000 m, 1 395 000 m, 1 400 000 m, 1 405 000 m, 1 410 000 m, 1 415 000 m, 1 420 000 m, 1 425 000 m, 1 430 000 m, 1 435 000 m, 1 440 000 m, 1 445 000 m, 1 450 000 m, 1 455 000 m, 1 460 000 m, 1 465 000 m, 1 470 000 m, 1 475 000 m, 1 480 000 m, 1 485 000 m, 1 490 000 m, 1 495 000 m, 1 500 000 m, 1 505 000 m, 1 510 000 m, 1 515 000 m, 1 520 000 m, 1 525 000 m, 1 530 000 m, 1 535 000 m, 1 540 000 m, 1 545 000 m, 1 550 000 m, 1 555 000 m, 1 560 000 m, 1 565 000 m, 1 570 000 m, 1 575 000 m, 1 580 000 m, 1 585 000 m, 1 590 000 m, 1 595 000 m, 1 600 000 m, 1 605 000 m, 1 610 000 m, 1 615 000 m, 1 620 000 m, 1 625 000 m, 1 630 000 m, 1 635 000 m, 1 640 000 m, 1 645 000 m, 1 650 000 m, 1 655 000 m, 1 660 000 m, 1 665 000 m, 1 670 000 m, 1 675 000 m, 1 680 000 m, 1 685 000 m, 1 690 000 m, 1 695 000 m, 1 700 000 m, 1 705 000 m, 1 710 000 m, 1 715 000 m, 1 720 000 m, 1 725 000 m, 1 730 000 m, 1 735 000 m, 1 740 000 m, 1 745 000 m, 1 750 000 m, 1 755 000 m, 1 760 000 m, 1 765 000 m, 1 770 000 m, 1 775 000 m, 1 780 000 m, 1 785 000 m, 1 790 000 m, 1 795 000 m, 1 800 000 m, 1 805 000 m, 1 810 000 m, 1 815 000 m, 1 820 000 m, 1 825 000 m, 1 830 000 m, 1 835 000 m, 1 840 000 m, 1 845 000 m, 1 850 000 m, 1 855 000 m, 1 860 000 m, 1 865 000 m, 1 870 000 m, 1 875 000 m, 1 880 000 m, 1 885 000 m, 1 890 000 m, 1 895 000 m, 1 900 000 m, 1 905 000 m, 1 910 000 m, 1 915 000 m, 1 920 000 m, 1 925 000 m, 1 930 000 m, 1 935 000 m, 1 940 000 m, 1 945 000 m, 1 950 000 m, 1 955 000 m, 1 960 000 m, 1 965 000 m, 1 970 000 m, 1 975 000 m, 1 980 000 m, 1 985 000 m, 1 990 000 m, 1 995 000 m, 2 000 000 m, 2 005 000 m, 2 010 000 m, 2 015 000 m, 2 020 000 m, 2 025 000 m, 2 030 000 m, 2 035 000 m, 2 040 000 m, 2 045 000 m, 2 050 000 m, 2 055 000 m, 2 060 000 m, 2 065 000 m, 2 070 000 m, 2 075 000 m, 2 080 000 m, 2 085 000 m, 2 090 000 m, 2 095 000 m, 2 100 000 m, 2 105 000 m, 2 110 000 m, 2 115 000 m, 2 120 000 m, 2 125 000 m, 2 130 000 m, 2 135 000 m, 2 140 000 m, 2 145 000 m, 2 150 000 m, 2 155 000 m, 2 160 000 m, 2 165 000 m, 2 170 000 m, 2 175 000 m, 2 180 000 m, 2 185 000 m, 2 190 000 m, 2 195 000 m, 2 200 000 m, 2 205 000 m, 2 210 000 m, 2 215 000 m, 2 220 000 m, 2 225 000 m, 2 230 000 m, 2 235 000 m, 2 240 000 m, 2 245 000 m, 2 250 000 m, 2 255 000 m, 2 260 000 m, 2 265 000 m, 2 270 000 m, 2 275 000 m, 2 280 000 m, 2 285 000 m, 2 290 000 m, 2 295 000 m, 2 300 000 m, 2 305 000 m, 2 310 000 m, 2 315 000 m, 2 320 000 m, 2 325 000 m, 2 330 000 m, 2 335 000 m, 2 340 000 m, 2 345 000 m, 2 350 000 m, 2 355 000 m, 2 360 000 m, 2 365 000 m, 2 370 000 m, 2 375 000 m, 2 380 000 m, 2 385 000 m, 2 390 000 m, 2 395 000 m, 2 400 000 m, 2 405 000 m, 2 410 000 m, 2 415 000 m, 2 420 000 m, 2 425 000 m, 2 430 000 m, 2 435 000 m, 2 440 000 m, 2 445 000 m, 2 450 000 m, 2 455 000 m, 2 460 000 m, 2 465 000 m, 2 470 000 m, 2 475 000 m, 2 480 000 m, 2 485 000 m, 2 490 000 m, 2 495 000 m, 2 500 000 m, 2 505 000 m, 2 510 000 m, 2 515 000 m, 2 520 000 m, 2 525 000 m, 2 530 000 m, 2 535 000 m, 2 540 000 m, 2 545 000 m, 2 550 000 m, 2 555 000 m, 2 560 000 m, 2 565 000 m, 2 570 000 m, 2 575 000 m, 2 580 000 m, 2 585 000 m, 2 590 000 m, 2 595 000 m, 2 600 000 m, 2 605 000 m, 2 610 000 m, 2 615 000 m, 2 620 000 m, 2 625 000 m, 2 630 000 m, 2 635 000 m, 2 640 000 m, 2 645 000 m, 2 650 000 m, 2 655 000 m, 2 660 000 m, 2 665 000 m, 2 670 000 m, 2 675 000 m, 2 680 000 m, 2 685 000 m, 2 690 000 m, 2 695 000 m, 2 700 000 m, 2 705 000 m, 2 710 000 m, 2 715 000 m, 2 720 000 m, 2 725 000 m, 2 730 000 m, 2 735 000 m, 2 740 000 m, 2 745 000 m, 2 750 000 m, 2 755 000 m, 2 760 000 m, 2 765 000 m, 2 770 000 m, 2 775 000 m, 2 780 000 m, 2 785 000 m, 2 790 000 m, 2 795 000 m, 2 800 000 m, 2 805 000 m, 2 810 000 m, 2 815 000 m, 2 820 000 m, 2 825 000 m, 2 830 000 m, 2 835 000 m, 2 840 000 m, 2 845 000 m, 2 850 000 m, 2 855 000 m, 2 860 000 m, 2 865 000 m, 2 870 000 m, 2 875 000 m, 2 880 000 m, 2 885 000 m, 2 890 000 m, 2 895 000 m, 2 900 000 m, 2 905 000 m, 2 910 000 m, 2 915 000 m, 2 920 000 m, 2 925 000 m, 2 930 000 m, 2 935 000 m, 2 940 000 m, 2 945 000 m, 2 950 000 m, 2 955 000 m, 2 960 000 m, 2 965 000 m, 2 970 000 m, 2 975 000 m, 2 980 000 m, 2 985 000 m, 2 990 000 m, 2 995 000 m, 3 000 000 m, 3 005 000 m, 3 010 000 m, 3 015 000 m, 3 020 000 m, 3 025 000 m, 3 030 000 m, 3 035 000 m, 3 040 000 m, 3 045 000 m, 3 050 000 m, 3 055 000 m, 3 060 000 m, 3 065 000 m, 3 070 000 m, 3 075 000 m, 3 080 000 m, 3 085 000 m, 3 090 000 m, 3 095 000 m, 3 100 000 m, 3 105 000 m, 3 110 000 m, 3 115 000 m, 3 120 000 m, 3 125 000 m, 3 130 000 m, 3 135 000 m, 3 140 000 m, 3 145 000 m, 3 150 000 m, 3 155 000 m, 3 160 000 m, 3 165 000 m, 3 170 000 m, 3 175 000 m, 3 180 000 m, 3 185 000 m, 3 190 000 m, 3 195 000 m, 3 200 000 m, 3 205 000 m, 3 210 000 m, 3 215 000 m, 3 220 000 m, 3 225 000 m, 3 230 000 m, 3 235 000 m, 3 240 000 m, 3 245 000 m, 3 250 000 m, 3 255 000 m, 3 260 000 m, 3 265 000 m, 3 270 000 m, 3 275 000 m, 3 280 000 m, 3 285 000 m, 3 290 000 m, 3 295 000 m, 3 300 000 m, 3 305 000 m, 3 310 000 m, 3 315 000 m, 3 320 000 m, 3 325 000 m, 3 330 000 m, 3 335 000 m, 3 340 000 m, 3 345 000 m, 3 350 000 m, 3 355 000 m, 3 360 000 m, 3 365 000 m, 3 370 000 m, 3 375 000 m, 3 380 000 m, 3 385 000 m, 3 390

Société

ÉDUCATION

M. Jospin veut réformer l'inspection générale

L'inspection générale de l'éducation nationale est en émoi. Le saint des saints de l'édifice scolaire français, depuis que M. Lionel Jospin a manifesté, discrètement mais fermement, sa volonté de bousculer la vieille maison. Un groupe de réflexion s'est réuni pour la première fois, lundi 19 septembre, sous la présidence de M. Yves Martin, doyen de l'inspection générale, afin de préparer pour le début novembre, comme le lui a demandé le ministre, des propositions en vue d'une profonde réforme.

Le lendemain, la défection de dernière minute de M. Jospin aux journées d'études organisées par l'amicale des inspecteurs généraux, au Centre international d'études pédagogiques de Sèvres, a été ressentie comme une dérobade par un corps inquiet de son avenir, qui guettait son premier rendez-vous avec le nouveau ministre. Mais celui-ci, a-t-on fait savoir, était retenu par une réunion à Matignon. En réalité, les inspecteurs généraux imaginent trop bien les projets du ministre, qu'ils rapprochent inévitablement des tentatives fustigées à leurs yeux de M. Savary et même de M. Monory, pour rationaliser et recentrer leur activité. Tentatives repoussées à chaque fois par des jeux d'influences aussi subtiles qu'efficaces.

L'inspection générale tire en effet sa puissance de sa situation totale-ment atypique dans la pyramide de l'éducation nationale. Dépourvu de tout statut et de missions réglementaires, ce corps, composé de quelque 140 anciens enseignants chevronnés, fonctionne entièrement sur une tradition non écrite.

Clé de voûte du système scolaire, il détient des pouvoirs considérables appuyés par un puissant réseau d'influence, qui irrigue le cabinet et les directions du ministère.

Les inspecteurs généraux... inspectent et notent les professeurs de classes préparatoires et de l'ensemble du secondaire. Ils jouent un rôle prépondérant dans leur affectation et leur promotion. Ils ont la haute

main sur les concours de recrutement d'enseignants du second degré, dont ils choisissent les sujets et président nombre de jurys. Enfin, ils conçoivent tous les programmes et les instructions pédagogiques qui les accompagnent. Pareille emprise sur chaque maillon de la chaîne éducative est source de dysfonctionnement et suscite de nombreuses critiques. On reproche à l'inspection générale son isolement et sa composition : ses membres sont cooptés, mais cette tradition, maintenue au nom de l'indépendance, en fait un cercle fermé, qui souffre d'un « excès de consanguinité », comme l'écrit un observateur très averti du système dans un livre qui vient de paraître (1).

De plus, le corps, ouvert sans aucune condition précise de profil ni de diplôme, est devenu, depuis une dizaine d'années, le refuge désigné des membres de cabinet en disgrâce, ce qui facilite les recensements, mais ne contribue pas à la cohérence.

De mauvais esprits remarquent aussi que les inspecteurs généraux jugent les professeurs sur la mise en œuvre de programmes qu'ils ont eux-mêmes conçus, et à partir desquels ils ont souvent eux-mêmes rédigés des manuels. Juges et parties en quelque sorte. On leur reproche encore de freiner l'innovation et le travail en équipe, par le jeu de l'inspection individuelle et leur influence sur les carrières. On stigmatise enfin le découpage rigide de ce corps en disciplines, qui sont autant de chaires, et de groupes de pression engagés dans des combats internes qui favorisent l'encyclopédisme, compromettent la cohérence de l'enseignement et son adaptation aux réalités.

L'inspection de ce lourd procès a commencé depuis longtemps. Après les premières tentatives de MM. Guichard, Haby et Beullac, Alain Savary avait vigoureusement, et vainement, tenté de moderniser l'institution. M. René Monory, lui, a

d'abord voulu s'en concilier les bonnes grâces, comme M. Jean-Pierre Chevènement avant lui, mais il a déchaîné après que l'inspection générale ait torpillé son projet de réforme des lycées, qui prévoyait un allègement du nombre d'heures de cours et « affaiblissait » ainsi certaines disciplines. Aucun ministre n'a même réussi à imposer un décret statutaire à ce corps, qu'il n'est, en définitive, jamais bon pour un ministre de braver contre soi.

C'est dire la difficulté de l'entreprise menée aujourd'hui par M. Jospin. L'ambition du ministre semble être de faire de l'inspection générale le grand corps d'évaluation du système éducatif dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité au moment où l'éducation nationale s'efforce d'améliorer la qualité et son efficacité, découvre son incapacité à juger les effets de ses réformes, à apprécier ses forces et ses faiblesses et à diagnostiquer ses maux.

Des commissions pour les programmes

Il s'agit donc de « libérer » les inspecteurs généraux des tâches d'inspection individuelle des enseignants, confiées aux seuls inspecteurs pédagogiques régionaux — pour leur confier la tâche d'évaluer le fonctionnement des principaux rouages du système — les établissements notamment — et le système pris globalement. De grands dossiers, comme la formation des maîtres, la structure des enseignements généraux, ou la place de l'enseignement professionnel, les conséquences du marché unique européen pourraient leur être confiés plus systématiquement. De plus, M. Jospin souhaiterait que l'inspection générale s'ouvre sur l'international et tire les conséquences de la décentralisation et de la déconcentration.

De plus en plus de régions et de départements font appel à des sociétés privées pour réaliser des audits de leurs établissements scolaires. Les inspecteurs pourraient jouer ce rôle et se mettre au service des académies, tout en restant directement attachés au ministre. Celui-ci souhaite aussi étudier le rapprochement entre l'inspection générale de l'éducation nationale et sa sœur aînée, l'inspection générale de l'administration, et faire passer la distinction artificielle et pesante entre les domaines pédagogique et administratif.

Point crucial : les inspecteurs généraux perdraient leur monopole sur l'élaboration des programmes scolaires. Des commissions élargies inspirées de celles créées par M. Savary et supprimées par M. Monory pourraient en être chargées. Elles seraient ouvertes, non seulement à des universitaires et à

des syndicalistes, mais au monde de l'entreprise et de l'économie. La présence, à côté de sept inspecteurs généraux, d'un recteur et d'un inspecteur des télécommunications, de M. Daniel Bloch, président du Haut Comité éducation-économie et de M. Jean-Pierre Boisvion, directeur de l'évaluation et de la prospective à l'éducation nationale, mais aussi ancien directeur de banque, parmi les onze membres de la commission de réflexion, est significative de cette préoccupation de faire entrer les exigences professionnelles dans la réflexion sur les contenus des enseignements.

Les avis de l'inspection générale ne seraient plus rendus par l'actuel « collège des doyens », où s'affrontent les représentants de chaque discipline mais par un groupe de conseillers, choisis non pas en fonction de leur spécialité, mais aussi de leur représentativité de l'ensemble.

Ces ambitieux projets supposent aussi une refonte du mode de recrutement du corps. Par souci de déconcentration, les inspecteurs généraux devraient désormais prouver leurs compétences, non seulement dans leur discipline, mais dans une spécialité complémentaire (philosophie et informatique, par exemple). Déjà, des observateurs prévoient qu'un tiers au moins des inspecteurs en fonction se trouveront dans l'incapacité de s'adapter à ces nouvelles exigences et qu'il faudra appeler du sang neuf, ce qui n'est guère fait pour rassurer les « anciens ». Ce ne sera pas la première soufflée que nous verrons retomber », commente sardoniquement un membre de la docte assemblée.

Reste, en effet, à connaître la dose d'habileté et de détermination dont fera preuve M. Jospin dans le traitement de ce dossier à haut risque. Tâche pour laquelle il sera aidé par le doyen Yves Martin, favorable à cette nouvelle orientation, qui prendra sa retraite en avril prochain. Reste à savoir aussi, jusqu'où le ministre est prêt à jouer le jeu de la transparence dans la désignation des inspecteurs et dans la publication de leurs travaux, trop souvent censurés ou mis en placard lorsqu'ils contredisent la ligne politique de l'heure. Car si l'inspection générale symbolise à elle seule les principaux blocages de l'éducation nationale, elle concentre aussi une somme de compétences et un potentiel de réflexion qu'un ministre ne peut dédaigner.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Bernard Toulemonde, *Petite Histoire d'un grand ministère : l'éducation nationale*, Albin Michel, 302 p., 120 F.

FAITS DIVERS

Viol et vols dans le Val-d'Oise

Un enseignant inculpé et écroué

Professeur de sciences naturelles dans un établissement privé non confessionnel, Philippe Bienassis, vingt-sept ans, a été inculpé de vols et de viol et écroué à Pontoise (Val-d'Oise).

Porteur d'une perruque, le visage en partie dissimulé par des lunettes noires, il avait, dans la nuit du 16 au 17 septembre à Cergy-Pontoise, contraint deux jeunes femmes âgées de vingt-cinq et vingt-six ans à monter dans leur propre voiture pour d'abord les obliger à lui remettre leurs sacs à main et leurs bijoux. Ensuite il avait ordonné sous la menace à l'une d'elles, titulaire d'une carte bancaire, d'aller retirer à un distributeur une somme de 2 800 F qu'il s'appropriait aussitôt. Enfin, il avait commencé les deux jeunes femmes à l'extérieur de la ville, où il viola l'une d'elles et imposa à l'autre de satisfaire d'autres exigences sexuelles. C'est alors que l'une de ses victimes parvint à le désarmer profitant de sa situation du moment. Les deux jeunes femmes alertèrent alors le commissariat de Pontoise et lui fournirent le numéro d'immatriculation du véhicule de leur agresseur.

Avec Philippe Bienassis ont été inculpés de complicité mais laissés en liberté sa mère Odette Vanderdrech, quarante-sept ans, et sa compagne Christèle Vandenberg, vingt et un ans. Toutes les deux avaient accompagné le professeur, le suivant en voiture, dans la première partie de son expédition. C'est à elles qu'il avait alors remis les produits de ses vols. Mais au lieu de garder l'argent, la mère, qui avait relevé l'adresse d'une des victimes dans son sac à main, devait déposer le butin dans la boîte aux lettres de celle-ci.

JUSTICE

Adopté en conseil des ministres

Un projet de loi accorde aux avocats le droit d'installer un cabinet secondaire

Le conseil des ministres du 21 septembre a adopté un projet de loi présenté par le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, autorisant les avocats à installer des cabinets secondaires. Jusqu'ici, les avocats, s'ils le souhaitaient, étaient autorisés à ouvrir un deuxième cabinet exclusivement dans une ville du ressort de leur bureau d'origine.

Le texte présenté par le garde des sceaux et qui était en fait dans les cartons de la chancellerie depuis longtemps permettra aux avocats, lorsqu'il sera voté, d'installer un deuxième cabinet n'importe où sur le territoire français. Il leur faudra pour cela faire une déclaration auprès du conseil de l'ordre de leur bureau d'origine et de demander l'autorisation du conseil de l'ordre du bureau, où ils ont l'intention d'établir une installation complémentaire, étant entendu que l'avocat devra justifier d'une activité professionnelle effective.

Si la procédure reste assez lourde, elle l'est pourtant moins que dans le projet initial, qui prévoyait de sou-

mettre la création d'un cabinet secondaire à la double autorisation du bureau d'origine et du bureau d'accueil. Né d'un évident besoin de souplesse, réclamé de longue date par la profession, ce texte permettra désormais aux avocats parisiens de s'installer en province, et vice-versa.

Le projet, dont on comprend mal quelle urgence le pousse à l'acte de 1993 — on sera contraint, Europe oblige, d'admettre la liberté d'installation — a été adopté malgré des réticences du Conseil d'Etat.

Il paraît d'ores et déjà clair que les bureaux conservateurs peu soucieux de s'ouvrir à la concurrence extérieure, garderont ainsi la haute main sur leur domaine et que le texte favorisera par l'appât de sang neuf, il bénéficiera au premier chef aux gros cabinets d'affaires suffisamment solides financièrement pour supporter les frais de gestion d'un deuxième cabinet. Désormais, les avocats qui choisiront ce schéma devront, sur le plan disciplinaire, rendre des comptes devant les ordres des deux bureaux où ils auront élu domicile.

Ce projet de loi ne concerne pas les avocats des tribunaux de grande instance de Paris, Boulogne, Créteil et Nanterre qui souhaiteraient ouvrir un bureau secondaire dans l'un de ces tribunaux autre que celui du bureau auquel ils appartiennent.

AGATHE LOGEART.

■ **Mécontentement chez les surveillants de la Santé.** — Le personnel de surveillance de la maison d'arrêt de la Santé à Paris a décidé le 21 septembre, à l'issue d'une assemblée générale appelée par l'intervindical, d'observer un « retard à l'appel », le matin du jeudi 22 septembre, afin de manifester son mécontentement.

Le personnel, qui répond d'ordinaire à l'appel au rond-point des différents quartiers de détention, a répondu aux différents appels dans la cour d'honneur de la maison d'arrêt, dans l'attente d'être reçu par le directeur, a déclaré l'intervindical FIO, UFAP, SNAPP, CGT et SFI.

Les syndicats de surveillants de la Santé, qui s'étaient au préalable réunis en interyndical le 18 septembre, protestent contre le manque d'efficacité et les conditions de travail, et demandent une revalorisation des salaires.

■ **Remise en liberté d'un pompier après la mort d'un cambrioleur.** — M. Patrick Jacquemin, quarante ans, gérant d'une station-service d'Eragny (Val-d'Oise), qui avait été écroué le 2 septembre, sous l'inculpation d'homicide volontaire après avoir tué le cambrioleur blessé Didier Le Penven qui tentait de cambrioler sa station (le Monde du 3 septembre), a été remis en liberté mercredi soir 21 septembre.

En progression de 5,6 %

Le budget pour 1989 prévoit la création de plus de 12 000 postes

Le budget 1989 « doit être à la fois la préfiguration de ce que nous ferons et un test de notre volonté », avait annoncé M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, en juillet. Avec 209,3 milliards de francs, soit une progression de 5,6 % (contre + 4,1 % en 1988), le projet de budget de l'éducation, présenté mercredi 21 septembre au conseil des ministres, entend traduire la volonté du président de la République et du gouvernement de faire de l'éducation une priorité.

Spectaculaire, puisqu'il prévoit la création de 12 382 emplois supplémentaires à la rentrée 1989, il risque pourtant de décevoir tous ceux qui attendaient du gouvernement une revalorisation significative du métier d'enseignant.

Le ministre réaffirme l'objectif de conduire « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » et d'« amener notre enseignement supérieur à mieux tenir sa place dans la compétition internationale ». Le budget est donc consacré pour l'essentiel à la création de postes d'enseignants supplémentaires dans les écoles, les lycées et les universités : 1 300 emplois d'élèves instituteurs ; 6 379 postes nouveaux ouverts aux concours de recrutement externes et internes du

second degré, dont 500 pour l'agrégation interne dont la première session aura lieu en septembre 1989 ; enfin création de 500 emplois dans l'enseignement supérieur. Pour améliorer l'accueil des élèves, 4 200 emplois nouveaux sont prévus dans les lycées et les lycées professionnels et 1 000 équivalents-emplois devraient permettre « à terme d'assurer le remplacement de toutes les absences égales ou supérieures à quinze jours ». Enfin, le ministre entend relancer la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP) avec un crédit de 100 millions de francs.

Mais s'il réaffirme que « la revalorisation de la situation matérielle et morale des enseignants est la condition indispensable de réussite d'une politique éducative », M. Lionel Jospin n'en a pas encore convaincu le gouvernement : il n'a réussi à obtenir qu'une provision de 400 millions de francs (dont 100 millions pour le supérieur) destinée à prouver la bonne volonté du gouvernement et à faciliter le « dialogue » qui va s'ouvrir avec les syndicats. Compte tenu de l'ampleur de la masse salariale de l'éducation nationale — de l'ordre de 190 milliards de francs — ce coup de pouce reste symbolique.

6 379 postes supplémentaires

	1988	1989
Agrégation externe	2 100	2 500
Agrégation interne	—	500
CAPES et CAPEPS externe	6 405	9 004
CAPES interne	2 550	3 630
CAPEP externe	1 300	1 410
CAPEP interne	700	868
Cycle préparatoire externe	440	544
Cycle préparatoire interne	150	223
Concours PLP 2 externe (1)	900	1 100
Concours PLP 2 interne	900	1 100
Concours PLP 1 externe	880	1 415
Concours PLP 1 interne	—	330
	16 245	22 624

Aux CAPES et CAPEP externes, les augmentations les plus importantes concernent les disciplines suivantes :

	1988	1989
Mathématiques	1 100	1 589
Sciences physiques	840	1 343
Histoire-géographie	950	1 450
Anglais	787	1 260
Espagnol	210	488
Education physique et sportive	355	533
Economie et gestion	454	655

(1) PLP : professeurs de lycées professionnels.

SPORTS

Championnat de France de football

Paris-SG et Auxerre se détachent

Première division (treizième journée)

Toulon et Toulouse... 1-1
Cannes b. Metz... 2-1
Caen b. Nice... 2-1
Paris-SG b. Saint-Etienne... 3-1
Auxerre b. Montpellier... 2-0
Lille b. Sochaux... 2-0
Bordeaux b. Lens... 4-1
Metz et Laval... 0-0
Nantes et Marseille... 1-1
Mousson b. Strasbourg... 4-1

Classement. — 1. Paris-SG, Auxerre 27 pts ; 2. Marseille 24 pts ; 3. Bordeaux 23 pts ; 4. Monaco 22 pts ; 5. Nice 21 pts ; 6. Nantes, Cannes 20 pts ; 7. Montpellier, Toulon 18 pts ; 8. Sochaux, Metz, Lille, Toulouse 17 pts ; 9. Metz-Racing 16 pts ; 10. Laval 15 pts ; 11. Lens 6 pts ; 12. Saint-Etienne 5 pts.

Deuxième division (treizième journée)

Brest b. La Roche-AFB... 4-0
Mulhouse b. Dunkerque... 4-0
Rennes b. Nancy... 2-1
Guingamp b. Crétail... 1-0
Quimper b. Guingamp... 3-2
Rennes b. Reims... 2-1
Le Mans et Angers... 1-1
Valenciennes b. Le Touquet... 1-1
Abbeville b. Beauvais... 1-0

Classement. — 1. Brest 31 pts ; 2. Mulhouse 28 pts ; 3. Rennes 25 pts.

Groupe B

Lyon b. Bastia... 4-1
Nîmes b. Rodez... 2-0
Lorient b. Le Havre... 1-0
Dijon b. Annecy... 2-0
Marignac b. Montceau... 2-0
Grenoble b. Ais... 2-0
Cusset b. Clermont... 1-0
Sète et Nîort... 0-0
Le Puy et Orléans... 1-1

Classement. — 1. Lyon 30 pts ; 2. Nîmes 28 pts ; 3. Le Havre 22 pts.

La vie est triste.

C'est ça qui est drôle.

Pisse-vinaigre.

d'Edgar Smadja.

Quand à 70 ans passés, vous vous retrouvez seul, battu, larmé par une existence morne et sans joie, que reste-t-il pour trouver la force de continuer à vivre ?

« La haine » répond avec une indomptable énergie madame Fournier qui travaille de toutes ses forces à plonger tous ceux qu'elle croise dans l'effusion, l'embarras ou le désespoir.

Mais un destin entêté s'obstine à transformer toutes ses manigances en bonnes actions. Quel qu'elle invente, quels que soient les ruses féroces, les manœuvres dénonciatrices, les complots affreux qu'elle entreprend, ses victimes s'en tirent que pite, bénéfiques et félicités.

Edgar Smadja, dont c'est le premier roman, brosse avec un humour décapant et une allégresse rare un superbe portrait de « vieille dame indigne ».

Éditeur : Bernard Bataille, 68 F.

Le Monde DES LIVRES

Virulente et tendre Rochefort

La Porte du fond,
un « roman d'éducation »,
à la fois noir et comique.

ELLE n'écrit pas des histoires à l'eau de rose, Christiane Rochefort, quand elle pose son oeil bleu sur le monde qui nous entoure ou sur l'humaine condition. Elle y aperçoit des carnages de chair fraîche et d'illusions. Car c'est souvent de l'enfance qu'elle part pour en dire le malheur et en prendre la défense. Il y a quelque trente ans, pour son deuxième roman qui suivait l'éclatant succès du *Repos du guerrier*, elle avait jeté sa jeune héroïne dans l'univers des « grands ensembles » et la frénétique ronde des naissances qui provoquaient les allocations familiales, la « Sécu » et notre société de consommation. C'était l'éclat des *Petits Enfants du siècle*, un chef-d'œuvre.

Elle s'en rapproche aujourd'hui et par certains côtés, par la forme notamment, elle la dépasse, même si son héroïne n'est plus la proie des mères, mais celle des pères. On jubile de la retrouver ainsi dans ce que nous croyons être sa meilleure veine : un réalisme où la raillerie, la satire, se mêlent au poétique. Elle l'avait abandonnée à plusieurs reprises pour se chercher sur d'autres voies : elle a tâté de l'utopie, du fantasme défilant, voire de l'écriture automatique. On l'a moins suivie, mais elle a gagné dans ces exercices une liberté de composition, une maîtrise de ses dons, telles que la *Porte du fond*, ce « roman d'éducation », à la fois noir et comique, scandaleux et pudique, en devient tout à fait étonnant.

Elle raconte... Mais non, il ne raconte pas. Une femme anonyme y parle d'un bout à l'autre, à des âges différents. Elle a sept ans, puis trente, puis neuf, puis quinze. On avance, on recule, on repart de l'avant. Tantôt c'est l'enfant qu'elle fut, tantôt la femme qu'elle deviendra...

Ce discours éclaté, chaotique, charnière aussi tous les genres : des bribes de récit, des scènes de la vie, des commentaires de lectures, celle de Freud notamment, des réflexions philosophiques assénées en slogans primaires. « Tout est tapin » conclut-elle un moment. Elle apostrophe, elle injective. Des dialogues se filent ou claquent au contraire comme des

« Ton père
est une ordure »

Il raconte... Mais non, il ne raconte pas. Une femme anonyme y parle d'un bout à l'autre, à des âges différents. Elle a sept ans, puis trente, puis neuf, puis quinze. On avance, on recule, on repart de l'avant. Tantôt c'est l'enfant qu'elle fut, tantôt la femme qu'elle deviendra...

Ce discours éclaté, chaotique, charnière aussi tous les genres : des bribes de récit, des scènes de la vie, des commentaires de lectures, celle de Freud notamment, des réflexions philosophiques assénées en slogans primaires. « Tout est tapin » conclut-elle un moment. Elle apostrophe, elle injective. Des dialogues se filent ou claquent au contraire comme des

JACQUELINE FIATIER
(Lire la suite page 19.)

Le nouveau roman de l'auteur de
Atteinte à la mémoire des morts...

DOMINIQUE
SCHNEIDRE

Les
chagrins
d'éternité

Dans une rentrée littéraire,
combien y-a-t-il de bonheurs
d'écriture de ce calibre ?

Gilles PUDLOWSKI
Le Point

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



La promotion 1924 de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm : au premier rang, de droite à gauche, Aron, Sartre puis, avant-dernier de la rangée, Nizan.

Dans Génération intellectuelle, Jean-François Sirinelli reconstitue l'itinéraire politique de jeunes gens nés au début du siècle.

Génération pacifiste

EN revenant à la mode, l'histoire des idées est devenue l'histoire des intellectuels, la recherche en sciences sociales prêtant désormais autant d'attention au comportement des acteurs qu'aux produits de leurs actions. Jean-François Sirinelli est précisément de ceux qui ont contribué, depuis une dizaine d'années, autrement que par des biographies classiques, à l'étude de la vie intellectuelle au vingtième siècle.

Génération intellectuelle, livre issu de sa thèse de doctorat d'Etat, décrit l'itinéraire d'un groupe de jeunes gens nés autour de 1905, élèves (dans les années 20) des classes préparatoires à l'Ecole normale supérieure, section lettres (hypothétiques et khâgne) et, pour les plus chanceux d'entre eux, de l'Ecole elle-même. Ces étudiants doués, précisons-le, ne sont pas d'importance

qui : Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Claude Lévi-Strauss, Maurice Merleau-Ponty figurent dans leurs rangs aux côtés de personnalités qui, moins célèbres, sont tout aussi éminentes, comme Georges Canguilhem, Jean Cavailles ou Albert Lautman, ces deux derniers fusillés par les Allemands en 1944.

Mais ce qui intéresse l'auteur dans cette génération, c'est qu'elle fut la première à s'engager activement dans les combats de son temps, avant même que Jean-Paul Sartre n'en fit la théorie au lendemain de la guerre. Malgré l'affaire Dreyfus, qui vit apparaître le mot *intellectuel*, malgré les crises du début du vingtième siècle, l'intervention des clercs dans la vie de la cité, avant la première guerre mondiale, demeurait en effet l'exception. « Le tournant date bien de l'entre-deux-guerres,

et plus précisément des années 30 », explique Jean-François Sirinelli.

De cette époque cruciale l'auteur dresse un tableau passionnant, en décrivant d'abord avec précision le système éducatif dont sont sortis certains des maîtres à penser du siècle, mais surtout en reconstituant, par une série de portraits individuels ou collectifs, l'image d'une société : dans cette III^e République encore triomphante, où la promotion des élites s'opère, lentement mais sûrement, sur trois générations, les débats politiques conduisent les intellectuels de gauche à se regrouper, face à l'extrême droite, autour de quelques pôles (socialistes, communistes ou héritiers d'Alain) marqués par une puissante idéologie pacifiste. Celle-ci entraînera quelques-uns de ces clercs vers la collaboration, quand d'autres sauront au contraire abandonner à

temps leurs convictions de jeunesse pour combattre dans la Résistance.

Au-delà des informations qu'il apporte ou qu'il confirme avec un luxe de détails exceptionnel, ce qui rend stimulante la lecture de ce livre, c'est la manière dont il permet de suivre l'historien au travail : Jean-François Sirinelli explique minutieusement, en même temps que progresse son enquête, les différentes étapes de sa démarche, la construction de son objet, le choix de ses hypothèses, ses méthodes de recherche. De recoupement et de confrontation des témoignages, ses arguments en faveur de telle ou telle solution. Une belle leçon d'histoire.

THOMAS FERENCZI

(Lire la suite page 20.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

L'Exposition coloniale, d'Erik Orsenna

Un vrai bonheur !

DEPUIS le temps qu'on nous bassine avec le retour aux « grandes sagas » feuilletoniques et autres « traversées du siècle » en famille... le modèle du genre, pas près d'être dépassé, ne cherchez plus : le voici !

Tout à la comédie française, de Fachoda à Dien-Bien-Phu, nos rêves d'Empire purifiés et bientôt frassés, notre penchant incorrigible pour les utopies, les glorieuses et... la queue du loup, tout le bazar qui compose l'histoire des manuels scolaires, mais aussi nos vies quotidiennes, nos amours étouffées, nos objets familiers, notre dinguerie de la bagnole et du vélo, nos rengaines, nos guéguettes et nos guinguettes au bord de l'eau, toute cette époque qui nous colle à la peau, l'Exposition coloniale l'enveloppe en entier comme d'une caresse ; à force de lucidité sur nos naïvetés risibles, de fantaisie bondissante, mais d'abord de tendresse. Cinq cents pages de sourires, de fous rires, et pas une méchanceté ! Rien qu'une cavalcade de cocasseries affectueuses, une gourmandise constante pour les douces de la vie ! Un vrai bonheur, vous dis-je !

LEVALLOIS, fin du siècle dernier. Les odeurs de garage n'ont pas encore vaincu celles du purin. La bande de Zola tend le main à celles de Céline et de Queneau. Marguerite, l'ancêtre, rêve d'espace. Elle aimerait que son fils Louis étienne l'école coloniale et parte civiliser les Jeunes et les Noirs qui peuplent nos lointaines possessions, en rose sur les atlas. Mais Louis craint les microbes tropicaux. Il préfère les femmes et les champs de courses. Il se marie comme on parie. Toute sa vie, il espère mettre les chances de son côté. Un père sauveur : jamais facile à porter.

Son fils Gabriel naît en 1883. C'est le narrateur. Il passe du « il » au « je » avec la souplesse des petits à bouillie ronde. Rebondi, il sait rebondir et manier le rebondissement, comme la balle de mousse fétiche qui ne quittera pas sa poche. Contre la folie familiale des grandeurs, il se veut positiviste. Il quitte la khâgne et ses cliquetis de concepts pour aller enseigner Auguste Comte aux diplomates brésiliens en poste à Londres. Pendant la traversée, dans la salle à manger vidée par le temps, il croise les deux filles, à croquer, d'un organisateur de concerts. Il ne les oubliera jamais. Nous non plus. Clara et Ann l'escorteront jusqu'à la vieillesse du bout de laquelle, retiré à La Bocca, il rassemble ses souvenirs.

DE Londres, où il a été mêlé à la macroéconomie de l'hébraïste — Ne me demandez pas pourquoi, c'est dans le livre, lisez-le, c'est ce qu'on appelle les hasards de

la vie, l'ironie du sort, etc. — de Londres, donc, Gabriel gagne Clermont-Ferrand, où il fera carrière dans cette chose bien à son image et à celle du siècle : le caoutchouc.

Marié à Clara — Ah, ce voyage de noces enfermé dans une cabine scotch du *Wallington* voguant vers Boém, quel morceau de pur charme ! — il se console des fugues de l'épouse, toquée d'une autre invention du siècle, la psychanalyse, en lisant Proust et en couchant avec Ann, dans les ascenseurs ou autres endroits gais, sans un mot, et toujours debout, car saurait-elle ne supporter pas de s'allonger pour ces choses. Il n'y a pas que les suspensions de voitures qui deviennent, en ce temps-là, plus élastiques ; les robes, aussi, et les mœurs.

Du pneu, Gabriel est versé tout naturellement dans les courses automobiles. Il hante les garages de Champoret et les circuits d'Europe, discute schémas, partage la séduction des pilotes trompe-la-mort. Dans les défilés français, l'auto détrône l'Empire. Clara écrit une thèse là-dessus. Elle voit dans la folie du volant un stade intermédiaire entre l'orel et l'anal. Elle court à Vienne dans l'espoir de se faire lire par Freud, en personne. N'y parvenant pas, elle jette son manuscrit par la fenêtre du train de retour, signe évident de guérison, et elle va se passionner — après les profondeurs, la surface ! — pour la photo. Gabriel, lui, retient que Freud, aussi, vit entre deux scours, sans problème, et, comme lui, adore cueillir les champignons.

Où en sommes-nous ? Ah oui : vient l'Exposition coloniale. Louis, le père, organise ce festival de la naïveté farouche et embarrassée. Il récidive, pour l'Expo de 1937. Une Polonoise voudrait qu'il l'aime aussi spectaculairement qu'Aragon Elsa. Lui préfère les Six Jours cyclistes, le Tour de France et la presse sportive, autres engouements français du moment, avec les premiers régimes diététiques, et façons peu raisonnables de voir venir la guerre...

Au congrès des écrivains de 1935, Gabriel essaie d'annoncer que l'Allemagne fabrique du caoutchouc synthétique, preuve qu'elle compte envahir l'Europe ; mais on ne lui laisse pas la parole. L'avant-guerre n'aime pas les Cassandres. Elle court au désastre avec une insouciance résolue.

Vient l'exode et les marteaux sur la tête. Louis survit. Gabriel fait mieux : après avoir bécoté dans l'ersatz de semelle, le pneu d'autobus, et aidé sans le vouloir à la rafle du Vel d'Hiv, il gagne, via Bréhat, Londres, d'où il commande du caoutchouc au monde entier pour les camions alliés.

(Lire la suite page 19.)

هكذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

Polémique autour de « Belle du Seigneur »

Il n'est pas facile de tenir une œuvre littéraire célèbre à l'écart de la curiosité des admirateurs indiscrets ou, pire, des écho-

tiers bien ou moins bien intentionnés. Sur-tout lorsque l'auteur n'est plus là pour écar-

ter lui-même les importuns. Paru il y a vingt ans et ayant suscité l'engouement que l'on sait, le roman d'Albert Cohen, *Belle du Seigneur* (1), ne pouvait rester longtemps à l'abri de telles mésaventures. Prévenue de la sortie pro-

chaine d'un livre de Nathalie de Saint-Phalle qui raconte la vie de Jane Fillion (2), amante de l'écrivain à la fin des années 20, et présente celle-ci comme le modèle de l'Ariane du roman, Bella Cohen, veuve d'Albert Cohen, a décidé de riposter.

Elle le fait ici avec une ironie roborative — proche de celle d'Albert Cohen —, plaçant son propos sur le terrain des principes, au-dessus, nous semble-t-il, du souci de défense frileuse et jalouse de la statue du « grand écrivain ». Quant au livre de Nath-

alie de Saint-Phalle, il sera temps, lors de sa parution, début novembre chez Laffont, de le juger sur pièces.

P. K.

(1) Le roman d'Albert Cohen a été repris dans « La Pléiade » en 1986. On célébrera le 17 octobre le septième anniversaire de la mort de l'écrivain.

(2) Nathalie de Saint-Phalle et Georges-Marie Beaumou avaient retrouvé la vieille dame en 1986 et publié un article dans le magazine *Globe*. Agée de quatre-vingt-dix ans, Jane Fillion vit toujours à Paris.

Les prédateurs

par BELLA COHEN

Le prédateur-perfide ressem-ble, à bien des égards, au prédateur-auto-promoteur. Comme ce dernier, il hante les médias. Lui aussi encense Albert Cohen et s'affiche en ami de l'écrivain. Mais c'est le pire de tous les prédateurs. Ayant persuadé son public qu'il est un fer-

vent, il s'en persuade lui-même. Ce qui lui permet de démolir insidieusement Albert Cohen en toute bonne conscience. Car le prédateur-perfide est un envieux. Son inconscient n'aime pas Albert Cohen. Deux exemples, qui citent des textes d'un prédateur-perfide et les opposent aux faits, suffiront à démasquer son mode d'opéra-

De minables exploits

A la fin de sa vie, alors qu'il était épuisé par la maladie, on s'est acharné à lui faire dire le contraire. Procédé bien connu et qu'on a utilisé, parait-il, contre Sartre aussi. Que pèsent de tels minables exploits face au témoi-

gnage de toute une vie ? Ceux qui s'y livrent occupent brièvement le devant de la scène. Mais on a tôt fait de les juger. Les premiers juges sont des pairs : des journa-

listes soucieux de l'honneur de leur profession. Ce refus de croire à l'imagina-

tion fait qu'on a décrié — et ce malgré les dénégations répétées de l'auteur — que le « modèle » de Solal, c'était Albert Cohen lui-même. Après quoi, on s'est mis à la recherche d'un « modèle » pour Ariane. Pour Ariane, bien sûr. Qui accepterait de se reconnaître en « modèle » de Mme Desmou-

on d'Adrien Desmou ?

On a commencé par moi. Oui, vous avez bien lu, par moi. Incroyable, non ? Je ne suis ni belle ni Genevoise. N'empêche que je me suis entendu dire plus d'une fois : « *Belle du Seigneur*, c'est vous, n'est-ce pas ? » Sans doute à cause de mon prénom et du fait que le livre m'est dédié. Désolée, tout de même. Je ne suis pas candidate.

Il m'est revenu qu'on avait pensé à Marianne, la deuxième

épouse d'Albert Cohen. Marianne était belle, Genevoise, elle avait séjourné à Agay avec Albert Cohen et, comme Ariane, elle aimait les bêtes. Mais Marianne est décédée il y a une quinzaine d'années. Or il faut une candidate bien vivante, une poupée-qui-marche-et-qui-parle ; qui parle surtout. De toute façon, Marianne n'aurait pas accepté d'être un prédateur-soi-disant « modèle ». Marianne avait une grande rigueur morale.

Mais le « filon Ariane » offre tant de possibilités. Poétiques d'abord : le rêve devenu réalité. Publicitaires ensuite et — pour tout dire — matérielles : La recherche continue donc. Peu crédible tout de même, la soudaine décou-

verte d'un « modèle » d'Ariane vingt ans après la parution de *Belle du Seigneur*. Pourquoi ? Il y a des vocations tardives. Et c'est justement le bon moment : le livre est entré dans la « Pléiade » et Albert Cohen n'est plus là pour contester. On fera un scénario accrocheur, et il n'aura droit qu'à des répliques et aux jeux de scène qu'on lui assignera. Le tout est de trouver un prédateur-soi-disant « modèle ». Depuis deux ans, on a quelq'un en vue. Au début, elle renâclait un peu à se proclamer Ariane. Cela existe, la pudeur. Mais on s'en occupe bien et elle finira sûrement par se laisser faire une douce violence. Quel scoop alors ! Comment ? Albert Cohen, a dit : « *Je suis Ariane dans son bain ?* » Taisez-vous, monsieur, vous n'y connaissez rien. Vous n'êtes que l'auteur.

Voilà. C'était, en quelque sorte, l'embryon d'un « Guide de dépi-

tage du prédateur ». A tous ces prédateurs, je dis : Cela suffit ! Cessez ce vacarme. Rangez dans le placard vos miroirs déformants et laissez le lecteur découvrir par lui-même, dans le silence et à travers l'œuvre, le vrai visage d'Albert Cohen. Et dans ce silence revenu, écoutez ce qu'il a dit tant de fois :

« Les hommes ne savent pas qu'ils vont mourir. Sachez que vous allez mourir. Occupez-vous donc de ce qui importe : un être à aimer, une cause à défendre (si possible discrètement, sans les tam-tams de la publicité person-nelle). Je vais, pour ma part, regagner maintenant le domaine du silence. Je n'ai plus de temps à perdre à m'occuper de vous. J'ai une tâche à accomplir. Et je sais, moi, que je suis mortelle. »

Derrida

et « l'affaire

Paul de Man »

En 1983, Paul de Man, profes-seur à l'université de Yale et influent théoricien de la littérature, mourut à l'âge de soixante-quatre ans. En dépit des vives contro-verses suscitées aux Etats-Unis par ses écrits (non encore traduits en français), la communauté académique saurait avec respect sa mémoire. Or, quatre ans plus tard, un jeune chercheur découvrit plus d'une centaine d'articles publiés par Paul de Man dans deux journaux belges, entre 1940 et 1942, sous l'Occupation allemande. L'un d'eux, en particulier, intitulé « Les juifs dans la littérature actuelle », sem-blait témoigner d'un antisémitisme déclaré. Les polémiques se déchê-nèrent aussitôt dans la presse amé-ricaine, d'abord contre la personne de Paul de Man, ensuite, à travers lui, contre la théorie de la « décon-struction » développée dans ses tra-vaux. La récente « affaire Heideg-ger » favorisait, à l'évidence, les rapprochements, voire les amal-games.

Jacques Derrida, qui fut proche, effectivement et intellectuellement, du professeur de Yale, a pris sa défense à travers un long texte paru en anglais, au printemps dernier, dans la revue *Critical Inquiry* et publié aujourd'hui en français aux éditions Gallimard, précédé de trois conférences sur l'œuvre de Paul de Man, qui ont été prononcées à Yale en 1984.

Le philosophe français, qui avoue sa « surprise douloureuse » à la lecture de ces textes inconnus de lui et, notamment, du « plus insour-nable » d'entre eux, met toutefois l'accent sur la contradiction, la « disjonction », qui font que, dans le cadre de l'idéologie alors domi-nante, « le discours de de Man est constamment divisé, disjoint, engagé dans des conflits incessants ». D'une part, il véhicule les stéréo-types qui ont cours, à l'époque, sur les juifs. D'autre part, dans l'article même qui paraît ouvertement anti-sémite, il condamne l'« antisémitisme vulgaire », ce qui certes peut laisser entendre qu'il y a « un anti-sémitisme distingué », mais ce qui peut aussi signifier une condamnation de l'« antisémitisme en tant qu'il est vulgaire, toujours et essen-tiellement vulgaire ». De même sa référence aux « quelques très préci-ieuses » de l'esprit juif » est, comme l'observe Jacques Derrida, « à double tranchant ».

On ne saurait résumer en quel-ques phrases l'argumentation de Derrida, qui est un modèle de subtilité dans l'analyse de texte, mais on doit en retenir au moins l'idée fon-damentale que Paul de Man a rompu radicalement, dans son œuvre ultérieure, avec ces sombres années, non pas en les oubliant, mais « en ne cessant de réfléchir et d'interpréter ce passé ».

A travers les ruptures succes-sives auxquelles il procède, selon Jacques Derrida, « il s'agissait indi-rectement au moins de se deman-der : comment cela a-t-il été possi-ble et comment s'en garder ? ». Ce qui renvoie aux livres même de Paul de Man, dont l'un des plus connus, *Allegories of reading*, paraîtra l'année prochaine, en traduction française, aux éditions Gallimard. Le débat, assurément, n'est pas clos.

T. F.

★ MÉMOIRES POUR PAUL DE MAN, de Jacques Derrida, Gallimard, 237 p., 140 F.

Le retour

d'Anne-Marie Métailié

Après deux ans d'absence, pen-dant lesquels elle a fait des coéditi-ons — avec Alain Michel notam-ment —, Anne-Marie Métailié revient cet automne sous son pro-pre label. Elle reprend la publication d'ouvrages de littérature brési-lienne, domaine qu'elle a largement contribué à faire mieux connaître en France. En octobre vont sortir *La Mort en effigie*, d'Autran Dourado, et *Belmiro*, de Cyro dos Anjos.

Anne-Marie Métailié va, bien sûr, continuer de publier aussi des Por-tugais et des Latino-Américains, en commençant par l'Uruguayen Horacio Quiroga (1878-1937), dont un recueil de nouvelles, *Anacarda*, paraîtra en novembre.

Parallèlement, elle publiera quel-ques essais et documents. Les pre-miers seront *De père en père*, une enquête de Minou Azouli sur les attitudes parentales actuelles, et *Henri Lefebvre et l'aventure du si-cile*, une biographie de Rami Hess, dans une collection dirigée par Pas-cal Dibie.

Première

sélection Médicis

Le jury du prix Médicis vient de rendre publique sa première sélec-tion. Le prix sera décerné le 21 novembre.

Prix Médicis : Aline Rayès *Le Boucher* (Seuil) ; Patrick Deville *Longue Vue* (Minaud) ; Erik Orsenna *L'Exposition coloniale* (Seuil) ; Chris-tine Rochefort *Le Fort du fond* (Grasset) ; Jacques Henri Wajsbman (Grasset) ; Jean Guerschel Montiel *en première ligne* (Julliard) ; Antoine Sips *Le Silence en héritage* (Robert Laffont) ; Eugène Nicole *L'Œuvre des mers* (François Bourin).

Prix Médicis étranger : Harry Mathews *Cigarettes* (POL) ; Eduardo Mendoza *La Ville des prodiges* (Seuil) ; Nina Barabov *Asschev à Paris* (Actes Sud) ; Reinaldo Arenas *Le Portier* (Presses de la Renaissance) ; William Gaddis *Gothique* (champion) ; Christian Bourgois ; Fritz J. Raddatz *Le Buvard de nuages* (Flammarion) ; Vicenzo Consolo *Le Ritratto* (Le Promeneur) ; Cees. Nooteboom *Dans les montagnes des Pays-Bas* (Calmann-Lévy).

Prix Médicis Essais : Alain Cor-bin *Le Territoire du vide* (Aubier) ; Katharina von Bulow *L'Allemagne entre père et fils* (Grasset) ; Claude Olievenstein *Le Non-dit des émo-tions* (Odile Jacob) ; Michel Field *Excentriques* (Bernard) ; Barault) ; Serge Brami *Léonard de Vinci* (J.-C. Lattès) ; Gilles Kepel *Les Ber-lieuses de l'Islam* (Seuil).

EN BREF

• Les prochaines Rencontres poétiques internationales de Bre-tagne se tiendront à Saint-Malo, les 17, 2 et 3 octobre. Un hommage particulier sera rendu à Louis Guil-loume et à Jorge Amado. Rensei-gnements : Beauregard, 35350 La Gouesnière, tél. : 99-58-82-10.

• La faculté des lettres de l'Ins-titut catholique de Paris organise les 29 et 30 septembre un colloque sur le thème : « Écrire le sacré » (Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06).

• Les XVI^{es} Biennales interna-tionales de poésie ont attribué leur Grand Prix 1988 à André de Bocu-chet.

• MARCEL PROUST EN ALABAMA. Pour célébrer la France en avant-première de 1989, la ville de Birmingham et l'univer-sité d'Alabama vont consacrer pen-dant deux mois, du 25 septembre au 20 novembre, un ensemble de man-ifestations prestigieuses en l'honneur de Proust : concerts, lectures, pro-jection d'images et de films, une lecture marathon, enfin une série de conférences qui donnent la parole aux « vedettes » proustiennes, comme Cécile Albaret, Nathalie Mauriac... Renseignements à l'Ins-titut Marcel-Proust International, 11, rue Martel, 75010 Paris. Tél. : 42-46-89-64.

La rentrée chez JULLIARD

ÉRIC NONN

Carlingue

GILLES ROSSET

L'homme qui portait le chapeau

JEAN SAINT-GEOURS

Le taureau masqué

JULLIARD

JULLIARD

JULLIARD

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

L'enfance des pieds-noirs

Une évocation
nostalgique
de l'Algérie
par Marie Cardinal.

ENFIN un livre-album sur les pieds-noirs qui ne verse ni dans le folklore unanimiste ni dans la polémique amère. Cette qualité de justesse et de sérénité tient certes à ce que l'ouvrage n'embrasse que les années 1920 à 1954. Mais elle est surtout due à la beauté du texte, limpide et sensible, de Marie Cardinal.

L'auteur d'*Au pays de mes racines* a choisi d'évoquer la terre familiale, ce sol rouge au sud de Mostaganem où elle a passé la plus belle partie de sa vie. « *La-bas, j'ai connu l'harmonie. Je l'ai éprouvée. Elle m'a marquée pour toujours* », écrit-elle. Elle rend hommage à ceux qui l'ont initiée aux rites de la ferme, en particulier Youssef, le jardinier, le prince des parfums. Il lui a fait partager l'enchantement de l'eau libérée qui, dans la soirée, ouvrait le blanc étoilé des jasmains et le pourpre charnu des grenadiers. « *Les jardins de ma jeunesse sont ce qu'il y a de meilleur en moi* », dit-elle.

Nous la croyons volontiers, car elle reconstitue le foisonnement des couleurs et des senteurs en nous communiquant cette sensation de bonheur « si intact qu'il a vaincu, par sa seule grâce, la nostalgie ».

Elle parvient à recréer l'alliance d'incandescence des sables et de fraîcheur des oliviers, de torpeur et d'allégresse, de courses effolées dans les orages de sauterelles et de repos dans l'ombre des chambres qui est le propre d'une enfance algérienne.

Cette fidélité sensorielle est, à ses yeux, le privilège des femmes pieds-noirs. Proches de la matière, du sauvage, elles acquiescent très tôt à la « science des rythmes primordiaux ». Marie Cardinal montre très bien le paradoxe de leur éducation : les filles étaient libres de se débancher et de séduire sur les aires de parade des



Les terrasses de Bab-el-Oued, là où les hommes s'amusent à parler plus fort que les dieux.

trottoirs d'Alger, mais elles étaient, en même temps, maintenues sous haute surveillance grâce au système de principes, de fables merveilleuses ou terrifiantes qu'on leur inculquait pour que le trésor de leur virginité les rendît pareilles à des « places fortes en danger d'être assaillies ».

Le bateau

La politique se ramenait pour elle à des chants venus de France qui « parlaient de faits et de gens qu'elle ne connaissait pas ». Elle s'enivrait de la musique des défilés et vénérait le drapeau tricolore. Elle cherchoit, à travers la floraison des souvenirs, la date à laquelle elle a pris conscience de son identité pied-noir. Sans doute en 1943 : elle s'est sentie, à ce moment-là, plus française que les Français, car c'est sur le sol algérien que, selon elle, la France moderne s'est légitimement, sinon

légalement, mise à exister. Mais elle ne l'a vraiment éprouvée dans sa chair qu'au moment de partir sur le pont du bateau de l'exil.

Elle aime son peuple mais s'interdit de le juger, car « les affaires de famille se règlent en famille ». Elle préfère s'attarder sur les images des terrasses de Bab-el-Oued, là où les hommes s'amusent à parler plus fort que les dieux, et où les fillettes, en tenues de communiantes, répétaient leurs vœux futures, juste avant l'été. Aussi cet album sentimental, dont les merveilleuses photographies, aux teintes pastels, semblent prises d'une autre rive du temps, nous laisse-t-il une impression de vieux songe ensoleillé.

J.-M. P.

★ LES PIEDS-NOIRS, album de Marie Cardinal, avec de nombreux documents photographiques commentés. Belfond, 291 p., 495 F.

(1) *Au pays de mes racines*, Grasset, 1980.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIBLIOGRAPHIE

● VIRGINIE COULON ET MONIQUE HUGON : 2.500 titres de littérature d'Afrique subsaharienne. — Complétant la n° 64 de *Notre Librairie* paru sur le même sujet en 1982 (1.800 ouvrages), les titres et les auteurs de toutes les œuvres littéraires parues en Afrique et ailleurs dans le monde sous la plume d'auteurs du sud du Sahara de 1983 à 1987 en français, portugais, anglais, etc. Avec de nombreuses adresses utiles sur l'édition et les revues africaines. (Notre Librairie, Claf, 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris, 200 p., grand format, 50 F.)

CIVILISATION

● ALAIN-PIERRE ZIVIE (sous la direction de) : Memphis et ses nécropoles au Nouvel Empire (Nouvelles données, nouvelles questions). — Le point des connaissances actuelles sur l'ancienne capitale de l'Égypte pharaonique, avec une pléiade de chercheurs francophones et anglophones. Avec photos et croquis. (Ed. du CNRS, 135 p., grand format, 180 F.)

HISTOIRE

● LEONCE PEILLARD : L'effaire du Laconin. — Le récit d'une des tragédies qui marquent le chapitre naval de la seconde guerre mondiale. L'auteur fait revivre ces journées de septembre 1942 où un sous-marin allemand vint torpiller, au large de l'Atlantique, le Laconin, paquebot anglais surchargé de soldats, de prisonniers, de femmes et d'enfants. (Robert Laffont, 268 p., 100 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● MARY SHELLEY : Frankenstein. — La réédition de l'une des œuvres les plus connues de la littérature fantastique du XIX^e siècle. Publié en 1817, le célèbre roman de Mary Shelley mêle avec une initiative foudroyante et donne la possibilité à de nouveaux lecteurs de remonter à la source d'un mythe qui a eu la fortune cinématographique que l'on sait. Mais pourquoi ne pas avoir repris le titre exact du roman : Frankenstein ou la Prométhée moderne ? Traduit de l'anglais par Paul Coutureau (Ed. du Rocher, 250 p., 89 F.).

PSYCHANALYSE

● DIDIER ANZIEU : L'Auto-analyse de Freud et la découverte de la psychanalyse. Troisième version d'un livre paru pour la première fois en 1959, enrichi grâce aux nombreuses publications intervenues depuis cette date, en particulier les lettres de Freud à Fliess, l'ouvrage de Didier Anzieu s'attache à reconstituer les origines de la science freudienne à partir de l'auto-analyse des rêves et autres productions inconscientes de son inventeur. (PUF, 554 p., 198 F.)

SCIENCES

● JEAN AUDOUZE, MICHEL CASSE, JEAN-CLAUDE CARRIERE : Conversations sur l'invisible. — Lorsque la science rejoint d'art... Telle est la vocation de cet ouvrage original qui a réuni deux savants et un homme de lettres. Une conversation à trois sur des sujets aussi divers que la naissance de l'univers, les découvertes récentes en astrophysique, les mythes anciens et la chimie... (Ed. Belfond, 294 p., 120 F.)

SOCIÉTÉ

● DE GERMAIN GALERANT : Médecine de campagne. De la Révolution à la Belle Époque. — Un panorama de la médecine, telle qu'elle fut pratiquée dans nos provinces, d'abord par « ces faiseurs de miracles » et autres charlatans, puis par les précurseurs de la médecine moderne. (Pion, 268 p., 150 F.)

RELIGIONS

● JOSY EISENBERG ET ADIN STEINSALTZ : Le Chandelier d'or. C'est sur l'enseignement de Rabbi Chnéour Zalman de Lady, grande figure du hassidisme à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle que le rabbin Steinsaltz s'est appuyé pour commenter, au cours d'entretiens télévisés avec Josy Eisenberg, les sept célébrations qui scandent l'année juive. Une manière d'approfondir, en cette période de Kippour, la signification de fêtes respectées mais souvent méconnues. (Verdier, 362 p., 150 F.)

CHRISTIAN LEHMANN

La folie Kennaway

ROMAN



Avec une maîtrise rare pour un premier roman, et une écriture superbe, Christian Lehmann a su créer un véritable univers romanéscue.

JEAN-CLAUDE FERRIER/FIGARO LITTÉRAIRE

Un Reverzy qui aurait acquis l'extraordinaire sens du suspense des Américains.

JEAN BAPTISTE MICHEL/L'EXPRESS

Christian Lehmann nous entraîne dans un étonnant double voyage dans le cœur des hommes, et déjà le jeune écrivain a bien du métier.

CLAIRE MÈHEUST/MARIE-CLAIRE

Enfin un premier roman qui ne se déroule pas dans une salle de bains.

GERARD HUMBERT GOURY/LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

Premier roman d'une densité rare. Un vrai sujet, un vrai écrivain, un vrai style.

GERARD JULIEN SALVY/LE FIGARO MAGAZINE

Roman troublant, à la fois follement symbolique et anecdotique, « La Folie Kennaway » révèle un auteur à la maîtrise étonnante.

LAURENCE MERMORD/L'HEBDO (LAUSANNE)

Ce premier roman révèle, sans nul doute, un écrivain par sa maîtrise exceptionnelle d'un sujet original, d'une intrigue parfaitement construite et d'une écriture précise et acérée.

LA LIBERTÉ DE L'EST

Presses de la Renaissance

● ENQUÊTE

Un portrait sociologique des romanciers de la rentrée

Pour avoir les meilleures chances d'être publié, il faut être de sexe masculin, habiter Paris, avoir atteint la quarantaine et faire un métier intellectuel.

LES historiens et les sociologues de la littérature nous ont appris beaucoup de choses sur la manière dont s'exerçait le métier d'écrivain aux XVIII^e et XIX^e siècles et dans la première moitié du XX^e siècle. Curieusement, nous en savons moins sur les écrivains de notre époque, selon les critères scientifiques qui désignent de nos jours un savoir assuré. Il existe certes des études économiques et statistiques tout à fait sérieuses : celle de Michèle Vessier, chercheuse au CNRS, sur *Le Métier d'auteur* (Dunod, 1982) demeure la plus fiable des références. Mais ces enquêtes prennent en compte, pour des raisons de méthode autant que d'objet, la réalité économique d'une profession d'auteur que sa réalité littéraire. En d'autres termes, on interroge les créateurs qui relèvent du régime de protection sociale créé à leur intention en 1977, et qui touchent donc des droits d'auteur au moins égaux au plafond de la Sécurité sociale : soit 112 200 F en 1987.

Cela permet de bien connaître le profil des écrivains professionnels — qui peuvent être des « nègres » mensués par des maisons d'édition, des auteurs quasiment anonymes de romans de gare ou des rédacteurs de guides touristiques ou de guides de cuisine — mais pas d'appréhender le monde de ces romanciers qui, en septembre, occupent l'essentiel des vitrines des librairies et des pages littéraires des journaux.

Sans doute n'est-elle pas sociologiquement construite, mais la base que nous avons choisie pour présenter une photographie du roman français est à la fois

On constate que la tendance ne se modifie pas avec les générations : sur les 48 premiers romans publiés, 12 seulement, exactement un quart, sont signés par des femmes. Peut-on en conclure que l'évolution de la condition féminine n'a pas été à ce point effective — même dans les milieux dits « intellectuels » — qu'elle offre aux femmes la disponibilité matérielle et psychologique de se lancer dans la création romanesque ? Un rapide sondage auprès des éditeurs confirme en tout cas qu'ils reçoivent beaucoup moins de manuscrits féminins que de manuscrits masculins.

Seconde remarque : 115 (57 %) des romans publiés sont écrits par des auteurs habitant Paris ou sa banlieue. 29 écrivains (14 %) résident à l'étranger, 59 (29 %) vivent en province.

Cette lourde suprématie de la capitale (20 % seulement de la population active vit dans la région parisienne) souligne un phénomène de déséquilibre qu'accentue encore la concentration à Paris des maisons d'édition. Pour parvenir à être publié, il est, en effet, presque indispensable d'appartenir à l'un de ces réseaux qui, par des voies directes ou détournées, vous mettra en contact avec un éditeur. La proportion de manuscrits publiés après avoir été envoyés par la poste sans la moindre recommandation est infime. Habiter la province, c'est diminuer sensiblement ses chances de pénétrer ces réseaux éditoriaux.

L'écart des chances entre un jeune romancier de province et son équivalent parisien est, d'ailleurs, plus net encore que ne le laissent apparaître les chiffres glo-



ques économiques, n'hésitent pas à publier des auteurs nouveaux et à donner leur chance à des talents débutants. C'est d'autant plus méritoire que les possibilités de s'imposer d'un premier ou d'un second livre, dans la grande mêlée de la rentrée, sont faibles et que les ventes de ces premiers bourgeois ne dépasseront pas, sauf exception, le millier d'exemplaires. Mais l'écart entre la foison des promesses et la maigre confirmation peut aussi se lire en termes de déperdition et d'échec. Soit que nombre d'auteurs aient épuisé en un ou deux ouvrages l'essentiel de ce qu'ils avaient à dire ; soit que l'échec du premier ou du second roman et le silence dans lesquels ils sont tombés aient découragé les auteurs — ou leurs éditeurs — de poursuivre l'aventure.

La chute brutale — de 19 % à 7 % — entre le second et le troisième livre publié désigne un seuil fatidique : on tente assez facilement — trop facilement ? — sa chance avec un premier livre, mais, si la critique et le public n'ont pas manifesté de frémissement à la parution du second, le romancier aura toutes les peines du monde à faire accepter un troisième ouvrage. En revanche, s'il y parvient, une place, même modeste, lui sera promise, sinon assurée, dans la petite cohorte des producteurs réguliers de romans. Une vingtaine (10 %) d'auteurs ont publié dix romans et plus, 9 en sont à ne plus les compter et répondent simplement « plus de vingt ».

Des carrières tardives

Parvenir à « percer » demande, plus que des dons éclatants, de la patience et de l'obstination. Sans doute est-ce l'une des raisons de la moyenne d'âge relativement élevée — près de quarante-cinq ans — des romanciers de cette rentrée, malgré la part qu'y prennent les premiers et seconds romans. Deux écrivains seulement ont moins de vingt-cinq ans : le benjamin, Alexandre Jardin (vingt-trois ans), et Régine Dénat, qui publie deux romans en un seul volume aux éditions Michel de Maule. Treize romanciers seulement (6 %) ont moins de trente ans. En revanche, 34 auteurs (16,5 %) ont plus de soixante ans, la palme revenant à Claude-Henry Leconte qui publie, à quatre-vingt-deux ans, un second roman aux éditions du Rocher. Un examen rapide de la courbe des âges indique une forte proportion de romanciers entre trente-quatre et quarante ans (58, soit 28 %), une chute entre quarante-deux et cinquante ans (35, soit

16 %), et une remontée autour de la cinquantaine.

Même si l'on tient compte du fait que la littérature romanesque ne connaît pas d'âge de la retraite, on découvre que la population des écrivains est sensiblement plus âgée que la population active. Si l'entrée dans la carrière romanesque se fait tardivement, la réussite lorsqu'elle vient ne se hâte pas : 78 % des auteurs ayant publié trois romans et plus ont dépassé quarante-cinq ans. Le phénomène ne concerne probablement pas que la France — et il n'est pas nouveau — mais on assiste depuis quelques années à un sensible rajeunissement des auteurs dans plusieurs pays et notamment aux États-Unis.

Sept énarques

Les auteurs de roman appartenant, par leur éducation et par leur profession, à des catégories privilégiées. Ce n'est pas vraiment une surprise, même si aucun diplôme n'est réclamé pour publier un roman. Une vingtaine seulement (10 %) des auteurs de la rentrée n'ont pas fait d'études supérieures, et seuls six d'entre eux revendiquent une formation d'autodidacte. En revanche, on trouve 42 (20,5 %) licenciés de lettres et de philosophie, une bonne quinzaine d'agréés et de docteurs et sept énarques : François Chandermaor, Marc Lambron, François Sureau, Pierre-Jean Rémy, Jean-François Griblio, Jean Saint-Geours, Henri Chenivière. Sans oublier un saint-cyrien, le général Georges Buis, qui publie, à soixante-seize ans, son troisième roman.

Cette large participation des auteurs aux privilèges de la culture universitaire se traduit évidemment dans l'éventail des professions qu'ils exercent. Quarante (20 %) sont professeurs dans le secondaire, à l'université ou dans des instituts d'études supérieures ; 28 (14 %) sont journalistes ; 20 (10 %) vivent de travaux liés à l'exercice de la littérature — employés de maisons d'édition, traducteurs, scénaristes, dialoguistes, lecteurs, — 36 enfin (18 %) se considèrent comme des écrivains professionnels. Cette revendication souligne le prestige qui continue à s'attacher à la profession d'écrivain davantage qu'elle ne rend compte d'une situation réelle. Les écrivains qui vivent, comme on dit encore, de leur plume sont très peu nombreux. La plupart de ceux qui se présentent comme exerçant le métier d'écrivain pratiquent en fait, de manière plus ou moins régulière, des métiers para littéraires ; d'autres ont pris une ou deux années de congé sabbatique

pendant lesquelles ils subsistent en profitant du salaire du conjoint ou d'un parent ; d'autres encore jouissent d'une fortune personnelle qui leur permet d'attendre sans angoisse excessive leurs éventuels droits d'auteur. Sur les 36 écrivains déclarés, nous n'en avons guère relevé qu'une dizaine dont on peut dire qu'ils gagnent leur vie — parfois bien mal — avec les romans qu'ils publient.

Il n'est resté pas moins qu'enseignants et « gens de lettres » en tout genre représentent deux auteurs sur trois. La création romanesque appartient aux lettrés. On est bien loin chez nous de la tradition américaine ou italienne qui veut que les romanciers viennent de tous les milieux et fassent les métiers les plus divers, de l'ingénieur au fermier et du garçon de café au chercheur de pétrole. Tout juste si, dans notre inventaire, nous trouvons quelques comédiennes, un agriculteur (Claude Michelet), un chauffeur de voiture de maître (Didier Martin), un conducteur de train à la SNCF (Walter Prévost), un directeur de compagnie financière (Jean Saint-Geours), un mannequin (Calixte Beyala), un égyptologue (Christian Jacq), un veilleur de nuit dans un hôtel (François Vallet), et une spécialiste de rénovation immobilière (Bernadette Szapiro).

L'absence des notables

Et revanche, pas de trace ou presque chez les auteurs de cette rentrée de ces métiers de notables qui fournissent autrefois l'essentiel des contingents littéraires : deux médecins (mais pas d'avocat, pas de magistrat, pas d'homme politique), trois diplomates, un conseiller d'Etat. Pas de chirurgien mais deux psychiatres ; pas d'industriel, mais

deux cadres de banque. Lorsqu'ils se veulent encore « hommes de lettres », les notables d'aujourd'hui préfèrent l'essai, l'histoire ou même la poésie au roman.

Moins exhaustive — elle ne porte que sur la moitié des 202 auteurs — l'enquête menée sur la vie familiale des écrivains français de cette rentrée montre que 40 % d'entre eux vivent seuls, qu'ils soient célibataires, veufs ou divorcés, alors que 51 % sont mariés. Ce qui laisse une place assez mince (9 %) pour les couples « irréguliers ». Ces résultats sont à mettre en parallèle avec les moyennes correspondantes pour l'ensemble de la population active française : 24 %, 71 % et 5 %. On pourra en conclure que l'exercice de l'activité romanesque n'est guère favorable à la vie de famille. Ce qui confirme le faible nombre des enfants des romanciers interrogés. Sur 100 : 28 n'en ont aucun, 42 en ont 1, 17 en ont 2, 8 en ont 3, 5 plus de 3 — ce qui donne une moyenne de 1,1, à rapprocher des 1,8 de la moyenne nationale.

Il faut cependant se souvenir que les auteurs habitent très majoritairement Paris et la région parisienne, où l'on se marie moins, où l'on divorce davantage et où l'on fait moins d'enfants que dans les provinces. Cette correction faite, on conclura néanmoins que les écrivains de roman, peut-être parce qu'ils exercent déjà un autre métier et que leurs livres occupent le reste de leurs heures disponibles, ne sont guère doués pour les joies de la famille. Écrire un roman est une activité de coureur de fond, avec la solitude que cela comporte.

PIERRE LÉPAGE

Enquête de Valérie Cadei, Yves Jaeglé et Sandrine Treiner

Coquetteries

LE célèbre débat qui oppose Proust à Sainte-Beuve, sur la nécessité de connaître ou non la biographie d'un auteur pour apprécier sa création, suscite encore aujourd'hui des réactions passionnées. On pourrait supposer que les romanciers qui ne souhaitent pas divulguer tel détail de leur existence sont des écrivains nostalgiques d'un temps où le « tout-médiatique » ne venait pas forcer la porte de leur identité.

On les imagine volontiers romantiques, cultivant le mystère de leur personne, ou bien encore discrets et retirés, davantage soucieux de l'accueil

fait à leur œuvre qu'à leur image. Le doute surgit lorsque l'on en vient à la nature précise des réticences. Deux lignes se dégagent alors très nettement : ces dames — près de 20 % d'entre elles — ont la coquetterie du saloir, et répugnent à communiquer leur date de naissance ; quant à ces messieurs, ils sont quelques uns à se dérober dès qu'il s'agit de déclarer le parcours de leurs études. Il semble bien que les susceptibilités aient la vie dure... Comme si le temps qui passe et l'absence de cursus universitaire faisaient injure à l'écrivain ! V. Ca.

concrète et simple : elle prend en charge 202 des 208 écrivains francophones qui publient un roman entre le 20 août et le 10 novembre 1988 (pour les six autres, nous n'avons pas réussi à obtenir de réponse à nos questions).

Première donnée massive de cette enquête : 75 % des romanciers publiés sont des hommes (149 contre 53 femmes). Ce résultat contredit brutalement l'impression d'une féminisation de la littérature romanesque, qui avait provoqué ces dernières années maints articles de presse, alarmistes ou triomphants. Les femmes, qui représentent 57 % de la population active en France et qui — tous les sondages l'attestent — lisent davantage que les hommes, n'écrivent qu'un petit quart des romans publiés.

Faut-il y voir un effet de la misogynie des éditeurs (beaucoup plus nombreux que les éditrices) ? Si c'était le cas, ce sexisme s'accompagnerait d'une bien mauvaise appréciation économique : les romancières figurent plus souvent que leurs collègues masculins sur les listes de best-sellers et la majorité des plus gros succès romanesques des dix dernières années leur sont dus. Jeanne Bourin ou Irène Frain, Kenize Mourade ou Françoise Chandermaor, Marguerite Duras ou Françoise Dorin devraient faire fondre toutes les réticences à ce sujet.

baux : parmi les 59 romanciers habitant la province, plus de la moitié — 31 exactement — sont des auteurs confirmés qui ont déjà publié trois romans ou plus. On peut vivre loin de Paris lorsqu'on s'appelle Claude Michelet, Jean Raspail, Christian Combaz ou Hervé Bazin. C'est beaucoup plus risqué lorsque l'on débute.

Mais cette difficulté pour les auteurs est également une perte de substance pour l'édition et pour la création dans son ensemble. Combien de créateurs potentiels sont-ils réduits au silence pour la seule raison qu'ils sont éloignés des centres de décision ? Réussite dans d'autres domaines, la décentralisation culturelle est un échec dans le secteur de la littérature romanesque.

La foison des promesses, peu de confirmations

Troisième constat : il y a beaucoup de romans, mais beaucoup moins de vrais romanciers. 48 des 202 romans de cette rentrée (24 %) sont des premiers livres de fiction, 38 (19 %) des seconds. Dès que l'on passe au troisième ou au quatrième roman publié, on tombe à 15 auteurs (7 % de l'ensemble). On peut certes interpréter ces chiffres de manière optimiste. Ils montrent en effet que les éditeurs, malgré les ris-

Rendez-vous
avec Valérian
et Laureline
SUR LES
FRONTIÈRES

VALÉRIAN AGENT SPATIO-TEMPOREL

SUR LES FRONTIÈRES

MÉZIÈRES DARGAUD CHRISTIN

● ROMANS

Quand Bernard-Henri Lévy se raconte en Baudelaire...

Les derniers jours de Charles Baudelaire, le roman d'une vie saisie au moment de son agonie.

FAIRE de Charles Baudelaire le héros d'un roman, il fallait oser. On peut déjà porter au crédit de Bernard-Henri Lévy d'avoir pris ce risque au lieu de se réfugier dans la biographie romancée, manière facile de « contourner l'obstacle ». Bernard-Henri Lévy s'est emparé de la vie de Baudelaire, au travers des quelques jours que le poète a passés à Bruxelles en 1866, à l'hôtel du Grand-Miroir. Rongé par la syphilis, Charles Baudelaire entre dans une interminable agonie. Il a quarante-cinq ans. Il mourra à Paris, quelque treize mois plus tard.

Les Derniers Jours de Charles Baudelaire est un livre très construit, à plusieurs voix, autour d'un narrateur qui ne se dévoilera — partiellement — qu'à la fin, et qui décrit minutieusement le lent glissement de Baudelaire vers la déraison et l'aphasie. Le moment de la mort légale n'aura, ensuite, plus d'importance. Le narrateur affirme avoir recueilli les dernières réflexions du poète sur lui-même, avoir écrit sous sa dictée des fragments de Mémoires, sans toutefois ignorer « qu'il se trouvera toujours des malins pour douter de ce récit » auquel s'ajoutent les témoignages de la logeuse de Bruxelles, M^{me} Lepage, du photographe belge, Charles Neyt, de Jeanne Duval, la maîtresse noire de Baudelaire, de son éditeur, Poulet-Malassis, de sa mère, Caroline Aupick, et enfin d'un prêtre.

On y découvre un Baudelaire à la fois inattendu et plausible, qui a désiré la gloire et les honneurs, qui s'est senti, abaissé, compromis — en vain — pour les obtenir, qui a été méconnu et rejeté par tous... — Gautier, Hugo, Sainte-Beuve, et même Delacroix, — qui a le sentiment de finir sa vie, alors qu'il n'est qu'à l'ébauche de son œuvre, qui a vécu et va mourir sur un immense malentendu.

A propos de malentendu, si vous entendez dire que ce livre est sans intérêt, soyez certains que vous avez affaire à des malveillants ou à des incultes (la conjugaison des deux n'étant pas exclue). La manière qu'a Bernard-Henri Lévy de se raconter en Charles Baudelaire, de



mêler sa fascination pour l'écriture et l'expression, à travers lui, de ses propres préoccupations, est indéniablement talentueuse.

Bien sûr, quand il s'en explique, notamment dans la revue *L'Infini* (1), il le fait de la manière péremptoire qu'on lui connaît. Quant au roman, il n'est, certes, pas exempt de défauts. On ne peut pas dire que le « Monologue de M^{me} Lepage » soit un modèle du genre, et que pour faire parler, à la première personne, une femme du peuple, Lévy ait vraiment l'oreille. De même, Jeanne Duval, dont on lit un journal intime dans la troisième partie, n'est guère crédible. Et puis, on a le sentiment que ce texte manque de chair. Bernard-Henri Lévy, intellectuel brillant, n'est peut-être pas un romancier. Mais, comme il a sans doute prévu ce reproche, il s'en joue par la voix de son narrateur, qui précise, au terme du récit : « Toute cette aventure, on s'en souvient, avait commencé par mon regret

d'être ce débutant parfait, plein d'aisance et de grâce, mais tragiquement dépourvu de l'intime gravité qui donne aux livres leur poids. »

On se dit parfois que ces trois cent cinquante pages sont trop bien faites, trop lisses, qu'on y voudrait sentir un malaise, une fêlure, une blessure, plutôt que d'y voir un exercice de virtuosité, un collage littéraire, même manié avec art.

Le « simple péché d'exister »

De là à conclure que Bernard-Henri Lévy est trop intelligent pour être romancier — comme l'affirme Modiano à propos de Solers — il n'y aurait qu'un pas qu'on doit bien se garder de franchir. Le héros du roman, Charles Baudelaire, a, par avance désarmé cette idée stupide « selon laquelle l'intelligence, qui est la vertu des philosophes et des penseurs, n'est que par accident celle des poètes et des artistes », alors, « qu'un peintre n'est vraiment grand que lorsqu'il a de grandes idées (...) Eloge de l'intelligence. Gloire à l'entendement et à la raison ».

Quelles que soient les failles de cette entreprise, dont Bernard-Henri Lévy est assez subtil pour jouer, on éprouve, si l'on aime Baudelaire, si l'on pense qu'il est « le vrai négatif de la grosse bêtise optimiste-progressive de l'époque (1) », une sorte de jubilation à lire ce livre où s'interprètent « une vie et une œuvre tout occupées à se justifier du simple péché d'exister ». Que les déduc-

tions de Bernard-Henri Lévy, les pensées qu'il prête à Baudelaire, aillent dans le sens de ses propres obsessions, il n'en fait pas mystère, puisqu'il écrit un roman. La seule question est celle de la pertinence. Et la réponse est satisfaisante. Non seulement lorsque sont évoqués les thèmes attendus, l'éloge de l'artifice, du maquillage, mais aussi dans des réflexions plus singulières sur le catholicisme, la filiation : « Fils de prêtre, fils de prêtre », murmure la voix intérieure depuis cette lointaine enfance (...). Malheureux qui, amis ou ennemis, vont chercher dans le général Aupick et dans leurs difficiles rapports l'explication de ses tourments. Il sait, lui, que la piste est fautive. Il sait que c'est chez le prêtre, et dans son crime premier, que sont la plupart des clés. Lâcher l'information ? La révéler aussi crûment ? Il faudra voir. Peser le pour et le contre. Mais l'idée, déjà, lui plat bien. »

Bien entendu, ce roman contient son propre désaveu, dans la lettre de Poulet-Malassis au narrateur, où l'éditeur et ami de Charles Baudelaire affirme : « Sur la méthode qui consisterait (car telle est bien, n'est-ce pas, votre idée ?) à vous introduire ainsi, comme par effraction, dans la tête d'un poète que vous avez à peine connu, puis à le faire parler par votre bouche, avec vos mots et vos préoccupations, souffrez que je vous dise mon extrême perplexité — doublée, et c'est plus grave, des plus expresses réserves quant aux idées d'ensemble que, chemin faisant, vous développez. »

On pourrait ainsi multiplier la recherche de signes, de justifications du projet de Bernard-Henri Lévy, de passerelles entre le héros des *Derniers Jours de Charles Baudelaire* et l'auteur du roman (à commencer par cette incapacité (de Baudelaire) à écrire, ou penser, sa biographie, ou ses remarques sur l'autobiographie, via le narrateur : « Ce récit, s'il l'écrit, ne dira d'ailleurs pas la vérité. Il n'offrira pas une version qui, sous prétexte qu'elle est la sienne, invalidera les autres en les frappant de fausseté ». On pourrait même en arriver à dire que tout cela tourne au jeu de piste. Mais non, on ne va pas, au moment où l'indigence intellectuelle est en train de tout grignoter — la télévision, les journaux, les livres, — boudoir le plaisir d'être invité à jongler avec le savoir et la littérature, dans ce « Baudelaire-roman ».

JOSYANE SAVIGNEAU.
★ LES DERNIERS JOURS DE CHARLES BAUDELAIRE, de Bernard-Henri Lévy, Grasset, 346 p., 99 F.

(1) *L'Infini*, n° 23, automne 1988, Gallimard, 130 p., 72 F.

● LE FEUILLETON DE B. POIROT-DELPECH

Un vrai bonheur !

(Suite de la page 15.)

Bilan du désastre : les beaux-parents exterminés, Clara rescapée après avoir couru les ghettos d'Europe, l'œil à son Leica... Gabriel et Anne la soignent, la sauvent. Le bonheur sans histoires serait-il enfin à portée de main ?

C'EST compter sans l'entêtement de ministres déguisés en pêcheurs de crevettes, et sans un troisième amour de Gabriel, celui qu'il porte à ses parents.

Après s'être absentée de l'existence comme on coupe le son à la télé, la grand-mère Marguerite, toujours folle d'espaces, ira se dissoudre quelque part au-delà de l'île Seguin, en Amérique. Louis, ce sera vers l'Indochine en guerre que se perdra sa trace. Il se pourrait que sa manie de l'espérance et sa passion du vélo l'aient rendu involontairement complice de la victoire cycliste du Viêt-minh. Gabriel devra lui trouver des excuses. Il a l'habitude. L'important est qu'il n'ait pas à lui fermer les yeux. On s'aime tant, chez les Orensens, qu'on ne supporte pas de se perdre. Les aïeux ne meurent pas vraiment, ils s'évanouissent dans la nature comme quand les enfants comptent jusqu'à cent, dans les forêts, pour se faire peur.

Car il y a de la poésie, dans cette façon de dire le temps qui passe, ce que nous faisons de lui, ce qu'il fait de nous. De sa retraite de La Bocca, l'éternel collègue de bureau qu'était Gabriel, l'as du pneu, se change en scribe aérien et attendri. Il chasse le souvenir comme d'autres le papillon. Il le suit de branche en branche, l'épingle, le relâche ; pour notre ravissement.

C'est un tour de force d'attacher tant de charme à une époque dont on connaît les affreux vacarmes et les aveuglements criminels. Jamais on n'avait peint de couleurs si fraîches la double folie de la mécanique et de la guerre.

Le secret de cette transfiguration parfaitement fidèle est à chercher dans une sensibilité frémissante à l'air du temps, aux génies des lieux, à cet impalpable qu'on appelle les mentalités, et auquel, au bout du compte, notre histoire ressemble. Chez Orensens, chaque individu est délicieusement innocent, mais aussi, hors des démagogues pro-lampistes, coresponsable de ce qui l'accable.

ON n'en finirait pas de citer les moments mémorables : le voyage de noces, les silences de Marguerite, les frasques de Louis, les approches de l'âge, l'exode, le départ de Bréhat, Londres et ses intérieurs laqués, de Gaulle, Freud, les refrains fredonnés, la grâce d'une jupe qui glisse, une pluie de printemps à Paris, une tempête en Manche... Et toujours cet effort touchant des Français pour donner à leurs démanches collectives et individuelles le soigné d'un système, d'une exposition, d'un roman abouti ! Je renvoie aux remarques d'historien ou de moraliste qui approfondissent sans cesse le récit, joignent narquoises, jamais injustes ni désolées. Raresment un allié tant d'observation malicieuse à tant de gentillesse !

Mais à quoi bon désaéquer les raisons d'une jubilation ? Les gens qui cherchent des causes métaphysiques au rire ne sont pas gais, disait Voltaire. Il faut se laisser porter par ce flot de talent généreux, comme par une pleine eau. Je m'engage peu souvent à ce point, mais je prends le pari de ne pas être démenti : avec ce déferlement d'humour et de délicatesse à la française, Orensens fait mieux que dominer de haut la rentrée, il nous donne, je trouve, un petit chef-d'œuvre.

★ L'EXPOSITION COLONIALE, d'Erik Orensens, Seuil, 558 p., 120 F.

VU A APOS'

Sous la direction d'Alain NICOLAS - Libraire - Expert

les autographes

Manuscrits et autographes à travers les âges. Identification, acquisition et conservation des documents. Investissements et conseils pour une collection.

Un volume 17x24, 376 pages, illustré, 380 F.

Maisonnette & Larose

Virulente et tendre Rochefort

(Suite de la page 15.)

Elle n'y va pas de main morte, Christiane Rochefort ! *La Porte du fond*, est-ce son « Famille, je vous hais » ? Mais la voilà qui crie gare ! Il ne faut pas se tromper sur ce qu'elle attaque ici. « Le malheur n'est pas le sexe et pas non plus l'inceste. Le malheur c'est le Patron. » Entendez le pouvoir, l'oppression, ce qu'elle appelle l'« infamie ». L'inceste qu'elle met en scène n'en est que la forme ordinaire, « de chambre », comme elle dit. Autrement traiterait-elle avec tant de douceur et de tendresse l'idylle que son héroïne adolescente vit avec son oncle paternel ? Cette partie rose du livre servira aussi à porter l'ironie à son comble : c'est le père qui attaquera l'oncle pour détourner de mineure !

Comme on la retrouve bien, Christiane Rochefort, avec sa liberté militante, sa sensibilité, sa compassion, sa gouaille, ses colères gais, dans ce livre qui, assure-t-elle, ne doit rien à l'autobiographie ! Elle ne raconte pas son histoire, mais c'est elle qu'on entend quand la narratrice s'écrit : « J'aime amuser le monde. Avec ce qui ne s'y prête pas, bien entendu. » Déchaînée, toute continuité de récit rompue, poussant à l'extrême son art du raccourci, trouvant dans la litote, l'allusion, l'expression par la bande, comme une nouvelle source de poésie, elle danse, ici, mieux que jamais, sur l'étré-

crète où le tragique affleure sous le rire.

JACQUELINE PIATIER.

★ LA PORTE DU FOND, de Christiane Rochefort, Grasset, 245 pages, 85 F.



JEAN CAYROL

Jean Cayrol
Œuvre poétique

Ce n'est pas la mer, 1935
Les poèmes du pasteur Grimm, 1936
Le Hollandais volant, 1936
Les phénomènes célestes, 1939
L'Age d'or, 1939
Le dernier homme, 1940
Miroir de la Rédemption, 1944
Poèmes de la nuit et du brouillard, 1946
Passe-temps de l'homme et des oiseaux, 1947
La vie répond, 1948
Le charnier natal, 1950
Les mots sont aussi des demeures, 1952
Pour tous les temps, 1955
Poésie-Journal I, 1969
Poésie-Journal II, 1977
Poésie-Journal III, 1980
Poèmes clefs, 1985
De jour en jour, 1988 (inédit)

840 pages. Relié pleine toile rouge sous jaquette rhodod. 280 F.

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

● ESSAIS

Les gaietés de la philosophie

Quand un intellectuel anglais tourne en ridicule la pensée française...

COMMENT se moquer des intellectuels français, critiquer l'état présent de la philosophie et clamer haut et fort que les livres d'aujourd'hui sont de plus en plus illisibles sans tomber dans le piège de l'essai ennuyeux ? Malcolm Bradbury, né en 1932, professeur de littérature à l'université de Norwich, semble avoir trouvé la réponse avec son dernier livre *Mensonge*. Dès les premières lignes le ton est donné, ce sera celui de l'ironie et de la dérision.

Le structuralisme et la déconstruction...

Comme dans tout « canular » l'auteur a ses victimes attirées. Mais, ne nous y trompons pas, si c'est à deux courants philosophiques, le structuralisme et la déconstruction, qu'en veut particulièrement Bradbury, c'est tout un pan de la société française qu'il condamne.

Ce que reproche le professeur et satiriste anglais à la société française ? D'entretenir une haute couture qui n'habille plus, une nouvelle cuisine qui ne nourrit plus, et une philosophie... qui ne se discute plus ! Bradbury, lui, va la discuter pendant 170 pages, tantôt avec humour, tantôt avec méchanceté, et le plus souvent avec un mélange des deux.

Son personnage, Henri Mensonge, est l'archétype parfait de la déconstruction. Trop parfait même puisque, après « la mort de l'auteur » de Barthes, « la mort du sujet » de Foucault et « la mort du nom » de Derrida, on n'est plus sûr de rien : ni de son existence, ni de son œuvre au titre



pourtant promoteur (*la Fornication comme acte culturel*), ni de son nom. On aura compris qu'Henri Mensonge, auteur d'un livre « aussi rare que la virginité en Californie », cristallise tout l'énervement de Bradbury contre la philosophie française. Bien entendu Mensonge n'existe qu'en un seul exemplaire... mais il y a de lui un peu partout.

On en veut un peu à Bradbury de se moquer de *En attendant Godot*, de Beckett, ou de caricaturer l'œuvre de Lévi-Strauss. Néanmoins, son portrait des jeunes intellectuels parisiens, qui

vivent avec insouciance tout en parlant « angloise » et « néant », est cruel de vérité. Il ne faut attendre de ce livre ni solutions ni révélations, mais plutôt une description pointue du nombrilisme parisien, ainsi qu'une belle leçon de pédagogie pour tous ceux qui n'ont pu aller au-delà des premières pages de Derrida. On rit souvent, on se dit que l'auteur est quelquefois injuste et superficiel, mais on a tendance à le prendre au sérieux quand il s'inquiète d'une philosophie qui en devenant de plus en plus opaque perd sa mission : celle d'une pensée profonde accessible au plus grand nombre.

MARIE-LAURE DELORME.

★ MENSONGE, de Malcolm Bradbury, traduit de l'anglais par Françoise Cartano, Presses de la Renaissance, 280 p., 39 F.

Du bon usage des crises

En un temps mouvementé et incertain, Georges Balandier rappelle que le désordre peut être fécond.

LONGTEMPS, on a cru pouvoir opposer des sociétés « froides », statiques, répétitives, à celles que les embrasements de l'histoire et les révolutions politiques, techniques ou scientifiques entraînaient dans un tourbillon de mutations et de nouveautés. Aux « primitifs », figés dans un temps immuable, appartenait la fixité des traditions et le cycle des coutumes. Aux Européens civilisés revenait le flux des progrès. Une incessante succession d'innovations.

Vision simpliste, et donc fautive. Depuis une trentaine d'années, Georges Balandier a opposé à ces clivages trop commodes une conception dynamiste de toutes les sociétés. Aucune n'est définitivement stable, qu'elle soit traditionnelle ou moderne. Elles ont toujours à gérer l'imprévisible, à composer avec les perturbations venues du dedans ou du dehors. Evidemment, les sociétés de la tradition et celles de la modernité ne maîtrisent pas de la même manière leurs crises. Les Dogons du Mali, ou les Bwas du Burkina, ne manœuvrent pas comme nous. Ils ne sont pas non plus confrontés aux mêmes déséquilibres. Encore faut-il, pour s'en aviser, pouvoir construire une comparaison détaillée. Amorçé par Georges Balandier dans *Anthropologie* (1), l'éclairage de nos temps incertains par *Le Désordre* (2) de l'anthropologie africaine se poursuit avec cet ouvrage, centré sur le *Désordre*.

Quand la tradition gouverne, on ruse avec le désordre, à travers tout un réseau symbolique. Mythes fondateurs, rites d'initiation ou de purification, fêtes des fous et jours de déraison s'en chargent. En les parcourant, d'Afrique en Amérique, et jusque dans l'Europe antique ou féodale, le sociologue montre combien le mouvement des forces déstabilisatrices est à chaque fois cadré, canonné, plutôt que vraiment conjuré. Il n'est pas annulé, mais

recupéré. Autant que possible, on retournera son action dissolvante en processus créateur.

Une vie

sans mode d'emploi

Tout autre est la situation de notre modernité. Elle brouille les cartes. Nous sommes démunis de grands mythes. La connaissance scientifique les a détruits, avant de briser celui de sa propre certitude. Les rites s'effacent, ou perdent leur sens. Les dispositifs d'intégration symbolique ont laissé place à la gestion policière de l'ordre. Privé de ses grands repères biologiques et temporels, l'homme contemporain est devenu un être « mal identifié ». Dans cette apesanteur, les figures contemporaines du désordre — du krach boursier au SIDA, du terrorisme au désenchantement politique — réactivent des fantasmes régressifs.

Ce constat dressé, Georges Balandier ne cède pas aux nostalgies rêveuses. Il brosse le portrait des issues auxquelles les désastres modernes ont eu recours : la vénération totalitaire, toujours présente ; le repli individuel vers la

spiritualité, ravivée : le nouveau pragmatisme des princes qui nous gouvernent, désormais sans illusions. Toutefois, ce livre aux mille pistes est avant tout une leçon de confiance. Malgré tant de turbulences, dit-il en substance, ne paniquons pas. Empruntant aux modèles scientifiques actuels, issus notamment de l'étude des « chaos », il suggère que le désordre peut toujours être fécond, producteur d'un ordre différent et plus souple. Ne tirons donc pas sur tout ce qui bouge. Il y a un bon usage des crises — si on les considère comme un enchevêtrement plutôt qu'une apocalypse.

Comme on voit, son analyse conduit Georges Balandier à un optimisme bien tempéré. On aimerait y croire. Il y a pourtant, entre le portrait qu'il brosse de l'homme d'aujourd'hui et la confiance en l'avenir qu'il veut maintenir ou redonner, un écart difficile à combler.

ROGER-POL DROIT.

★ LE DÉSORDRE, ELOGE DU MOUVEMENT, de Georges Balandier, Fayard, 252 p., 98 F.

(1) Presses universitaires de France, 1974. Voir *Le Monde* du 6 juin 1974.
(2) Fayard, 1985. Voir *Le Monde* du 6 septembre 1985.

Génération pacifiste

(Suite de la page 15.)

Il faut cependant s'interroger sur les instruments d'analyse que retient l'auteur et sur la façon dont il en use. Le premier est le concept de génération. Il ne s'identifie pas à celui de classe d'âge. Pour que se constitue une génération, il faut qu'un « événement fondateur » ait imprimé à ses membres une même marque. Ceux de 1905 ont en commun d'avoir connu la guerre sans l'avoir faite. Ils se distinguent de leurs prédécesseurs, qui y ont participé, et de leurs successeurs, qui ne l'ont ni connue ni faite. Cette expérience particulière suffit-elle à les unir ? La notion de génération a donné lieu chez les spécialistes à beaucoup de débats dont Jean-François Sirinelli se fait l'écho. La discussion demeure ouverte.

La deuxième idée qui oriente le travail de l'auteur est celle du terrain commun que constituent les khâgnes et l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. Celles-ci forment, en effet, un milieu assez homogène — culturellement (par leur fonction de « serre intellectuelle »), socialement (par la prédominance des classes moyennes et, en leur sein, des enfants des fonctionnaires), politiquement (par une orientation à gauche qui teinte le pacifisme ambiant de révolte contre l'ordre établi) — pour être un « bon sismographe » du monde intellectuel.

Elles n'en représentent, bien sûr, qu'une partie : le Quartier latin, à l'époque, penche plutôt à droite. Mais elles y tiennent leur place. Jean-François Sirinelli esquisse, ici et là, quelques utiles comparaisons avec d'autres institutions d'enseignement supérieur : classes préparatoires scientifiques, Sorbonne, Sciences-Po. On aurait aimé, pour mieux comprendre le rôle spécifique des khâgnes et de l'Ecole normale supérieure, que l'ensemble du champ formé par l'Université et les grandes écoles fût étudié plus systématiquement.

La troisième notion sur laquelle s'appuie Sirinelli est celle de « réseau de sociabilité ». Elle lui permet de reconstituer des groupes qui sont autant de « microcosmes » au sein desquels les étudiants construisent leur personnalité. Les socialistes (Georges Lefranc, Jean Le Bail, Claude Lévi-Strauss), les communistes (Georges Cogniot, Jean Bruhat, puis Paul Nizan), les élèves d'Alain (Georges Conquillhem, Simone Weil, voire Raymond Aron), forment les principales familles. L'auteur, en revanche, ne retient pas la mouvance des « talas » (les catholiques), qui ne présente pas d'unité politique. Il s'en tient, en effet, à une définition des intellectuels comme « acteurs de la vie civile ». C'est un choix, que Jean-François Sirinelli assume et qui appelle le débat.

Génération intellectuelle est un livre important. Il l'est non seulement par la masse des faits rassemblés et par la rigueur avec laquelle ceux-ci sont analysés, mais aussi par la mise en œuvre de concepts qui, appliqués par l'auteur avec discernement, font avancer la recherche historique.

THOMAS FERENCZI.

Pour ceux qui s'intéressent aux itinéraires de la « génération intellectuelle » de l'entre-deux-guerres, un colloque est organisé du 27 septembre au 1^{er} octobre sous la direction de Philippe Soulez, maître de conférences à l'université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis, sur le thème « Les philosophes et la deuxième guerre mondiale ». On y retrouvera quelques-uns des personnages étudiés par Jean-François Sirinelli (Aron, Sartre, Cavallès, Simone Weil, Deleuze) à côté d'autres grands intellectuels français (Bataille, Bergson, Kojève, les surréalistes) ou étrangers (Heidegger, Jaspers, Benjamin, les psychanalystes, le cercle de Vienne, Russell, Gentile, Walter Lippmann). Prochaines séances le 27, à 9 h 30, à la Bourse du travail de Saint-Denis ; séances suivantes à l'Institut culturel autrichien, à l'UNESCO, au Goethe Institut, au British Council et à la Maison des sciences de l'homme. Rens. : Centre de recherche de Paris-VIII. Tél. : 48-29-32-28.

★ GÉNÉRATION INTELLECTUELLE, Khâgnes et normales dans l'entre-deux-guerres, de Jean-François Sirinelli, Fayard, 721 p., 250 F.

DES LIBRAIRES LISENT, AIMENT, CONSEILLENT. PARMI LES ROMANS FRANÇAIS DE LA RENTRÉE, ILS VOUS INVITENT À PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR...

L'œil de la lettre

D. Belloc
SUZANNE

PATRICK DEVILLE
LONGUE VUE

LUC LANG
VOYAGE SUR LA LIGNE D'HORIZON

EUGENE NICOLE
EXILÉ DES MEIS

ADX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetterie • BESANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE A LIRE, 18 rue du Parlement-St Pierre • CAHORS, CALLIGRAPHIE, 75 rue Joffroy • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecœur • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • AUTREMENT DIT, 73, boulevard Saint-Michel • COMPAGNIE, 58 rue des Ecoles • PARIS 7^e, L'ARBRE A LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE A LETTRES, 14, rue Boulevard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Buquet • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 39 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay • En Belgique, groupement Profil : BRAINE L'ALLEU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Jourez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 118 rue Saint-Lambert • LA LIGNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOULÈRE, 4 boulevard Augent • LA HULPE, A LIVRE OUVERT, 106 rue des Combattants • WAVRE, CALLIGRAPHES, 7 rue Sambon.

● LETTRES CORÉENNES

Une littérature écartelée

A l'heure de Séoul, voici l'état de santé des lettres coréennes

L'AVIDITÉ des lecteurs semble bien être la première caractéristique de la vie littéraire coréenne : depuis 1980, par exemple, le volume total des publications a augmenté de plus de 12 % par an, pour atteindre 144,5 millions de livres en 1987. Seconde caractéristique : même si la prose se taille la part du lion, quatre cent quinze recueils de poèmes ont été publiés cette année, et ils se sont vendus, au point que deux d'entre eux, *Debout seul* de So Jong Yun et *Tot, la rose trémière* de Do Jung Hwan, se trouvent en tête des best-sellers littéraires, devant *Le Fils de l'homme*, un roman de Yi Mun Yul.

Dans un très fragile contexte de démocratisation, la vitalité de la littérature coréenne n'a donc pas faibli, malgré la censure et l'auto-censure. C'est dans l'évolution même de la littérature qu'il faut rechercher à la fois les limites et les raisons de cette vitalité.

Le réalisme a été et reste le souci majeur des écrivains, héritiers d'une tradition qui les conduisait à insister sur la fonction de l'écriture plus que sur sa signification : dire la Corée, définir ou retrouver l'identité d'un peuple sous tutelle. Les événements dont l'esprit coréen les obligait à rendre témoignage (occupation japonaise, interdiction de la langue coréenne, division du pays, dictatures, industrialisation accélérée) expliquent largement cette attitude. Cela n'allait pas sans produire une forme particulière de censure, celle que Yi Mun Yul a appelée la « censure sous-terrain » : sorte de dictature des lettres : l'obligation de rendre compte. La littérature d'engagement a donné, cependant, des textes intéressants, même quand

à voir avec ce bruit de mitrail- leuse. N'est-il pas aussi celui d'une conscience malheureuse dans un pays divisé, menacé par une guerre toujours possible ?

Le titre de la nouvelle de Yi Mun Yul *l'Image de notre héros défiguré* pourrait être celui de beaucoup d'autres textes. On y voit un jeune citadin qui se retrouve à la campagne après le limogeage de son père. Le héros est confronté à la personnalité despotique d'un petit caïd de village. Il s'oppose à lui, tout en étant fasciné, jusqu'à ce qu'il comprenne comment ce caïd obtient la complicité des autres enfants. Réflexion centrée sur un microcosme que l'auteur estime représentatif, cette nouvelle cherche à mettre à jour les formes de consensus dont une dictature peut profiter. Yi Mun Yul, qui est peut-être le plus important prosateur actuel, prend une distance avec ce qu'il dépeint. Distance sans doute moins marquée chez d'autres auteurs, appliqués à dire l'angoisse des petites gens qui se sentent perpétuellement menacés dans leur sécurité, leur identité, leurs valeurs.

Le passé comme un tatouage

Dans *Un parapluie pas mal fêlé*, de Yun Hyeon Gil, le paraplégiste, le héros, un petit fonctionnaire a reçu en cadeau s'élève ressemblant étrangement à un talkie-walkie. On le prend alors pour un policier, et lui-même se transforme au contact de cet objet de pouvoir. Cette dissociation entre la réalité et la conscience qu'un homme simple (très souvent un déraciné) peut en avoir se

enfant avec un soldat noir américain. Elle lui demande de nettoyer son corps des tatouages que les soldats américains lui ont fait graver. Mais le passé ne s'efface pas : « Toutes les femmes qui ont vécu cette époque de douleur se sont fait tatouer », et quand le médecin se présente pour opérer gratuitement cette prostituée, elle a disparu, sans doute pour retourner dans son pays natal, mettre fin à son déracinement.

Ces obsessions réalistes n'empêchent pas un travail sur le langage et une approche des jeux de la conscience qui n'est pas étrangère au nouveau roman. Choi Su Chol, dans *l'Amorce*, l'enregistrement et la Fosse, met en scène un étudiant qui se rend dans un monastère pour y préparer un examen. Ce personnage y rencontre un autre pensionnaire qui lui abandonne ses affaires, parmi lesquelles se trouvent des textes écrits par cet homme chaque fois que son corps était en mouvement. Texte très ambitieux qui conduit à cette revendication : « La liberté de penser, la liberté d'écrire et par conséquent la liberté de l'homme : Park Chang Do cherchait à posséder ces trois libertés en même temps. »

CHOI HYUN et MOO PATRICK MAURIS

(1) En mai 1980, de violentes manifestations populaires antigouvernementales avaient été réprimées par les parabrutes. Officiellement, il y eut cent quatre-vingt-trois morts. Selon les habitants, le nombre des morts et des disparus s'élevait à deux mille.

Bibliographie

LES traductions de littérature coréenne sont encore peu nombreuses en France. Citons *Liberté sous clé*, nouvelles traduites par R. Leverrier (La Lézarde d'Or), *Une femme à la recherche d'une illusion*, nouvelles traduites par M. Orange (Ébel-Fantac), et *Une approche de la poésie coréenne*, revue Europe, traductions de Kim Hwa-young et Patrick Mauris.

Signalons également la *Grande Histoire de la Corée*, de Louis Frédéric, dans la collection « Le Dictionnaire du voyage » (avec la collaboration de Huguette Rousselet, Ed. du Félin, 470 p., 165 F) et un recueil de poèmes de Han He Un (1919-1975), *La Nuit de la chenille arpeuteuse* (traduit et présenté par Kae Han, Ed. du Naïf, 5, rue des Mimosaes, 86350 Ile-d'Yeu).

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.06.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Pierre BERGOUNIOUX



L'arbre sur la rivière

roman

GALLIMARD

Amour et vagabondage

NÉ en 1915, à Kochang, dans l'actuelle Corée du Sud, So Jong-ju se trouve être un des rares écrivains de la péninsule à avoir traversé la sévère. Il débuta avec le *Mur* qui reçut un prix littéraire. A ce moment-là, c'était une sorte de jeune homme, en colère :

Plus j'avance dans la vie,
plus je rencontre la honte
(...)

Mais je ne me repensais
de rien.

En 1936, il dirige et édite *Sinburak* (le Village des poètes). Il est alors de tendance nettement symboliste, soumise à des influences occidentales, qui contredisent son désir de « dire la Corée ». Mais quelle chemin s'offre à lui, dans une époque où toute culture nationale était réprimée par l'occupant japonais ?

A la fin des années 30, une période d'errance en Mandchourie a donné à So Jong-ju le goût du vagabondage. Elle lui inspirerait plus tard des recueils comme *Poèmes du vagabond* (1976), que l'on vient de traduire en français.

Ayant subi de multiples traumatismes historiques (l'occupation japonaise, la libération manquée, la partition du pays et la guerre de Corée), So Jong-ju s'est efforcé peu à peu de débarrasser l'esprit profond de son pays. Cela a donné *Shilla*

(1961) et surtout les *Mythologies de Chilmajae*, un recueil dont les titres sont très évocateurs : *le Repas et le Visage de la Chilmajae*. Le type qui a inspiré au poète le *Soupir de la mère Grande-Eau*, femme stérile, la Force de pleurer de l'épouse de monsieur Li So-jun.

Qu'on ne se trompe pas pour autant. So Jong-ju est aussi un poète de l'amour :

La clé de ma bien-aimée
[ou fond de mon âme]

Baignée du rêve
[de mes profondes nuits]

Je t'ai posé dans les plis
[dans les cieux]

Un fleuve oiseau volant
[au cœur de l'hiver]

Le sait et le même
[en un vol oblique].

Aujourd'hui, de nombreux lecteurs s'écartent de So Jong-ju, rebutés par son adhésion à la politique gouvernementale. On peut regretter que certains de ses textes à résonance politique soient absents de ce recueil. Soulignons, cependant, que l'excellente traduction des *Poèmes du vagabond* incite d'autres éditeurs français à regarder du côté de la Corée.

CHOI HYUN-MOO.

★ POÈMES DU VAGABOND, de So Jong-ju, traduit du coréen par Kim Hwa-young et Patrick Mauris. Ed. Seuil, *Canada-des-Prés*, 128 p., 66 F.

Il s'agissait de récits dominés par un souci documentaire... parallèles aux documents proprement dits, élaborés par des écrivains, comme *Par-delà la ligne de la mort* de Hwang Suk Young, qui était consacré aux événements de Kwangju (1).

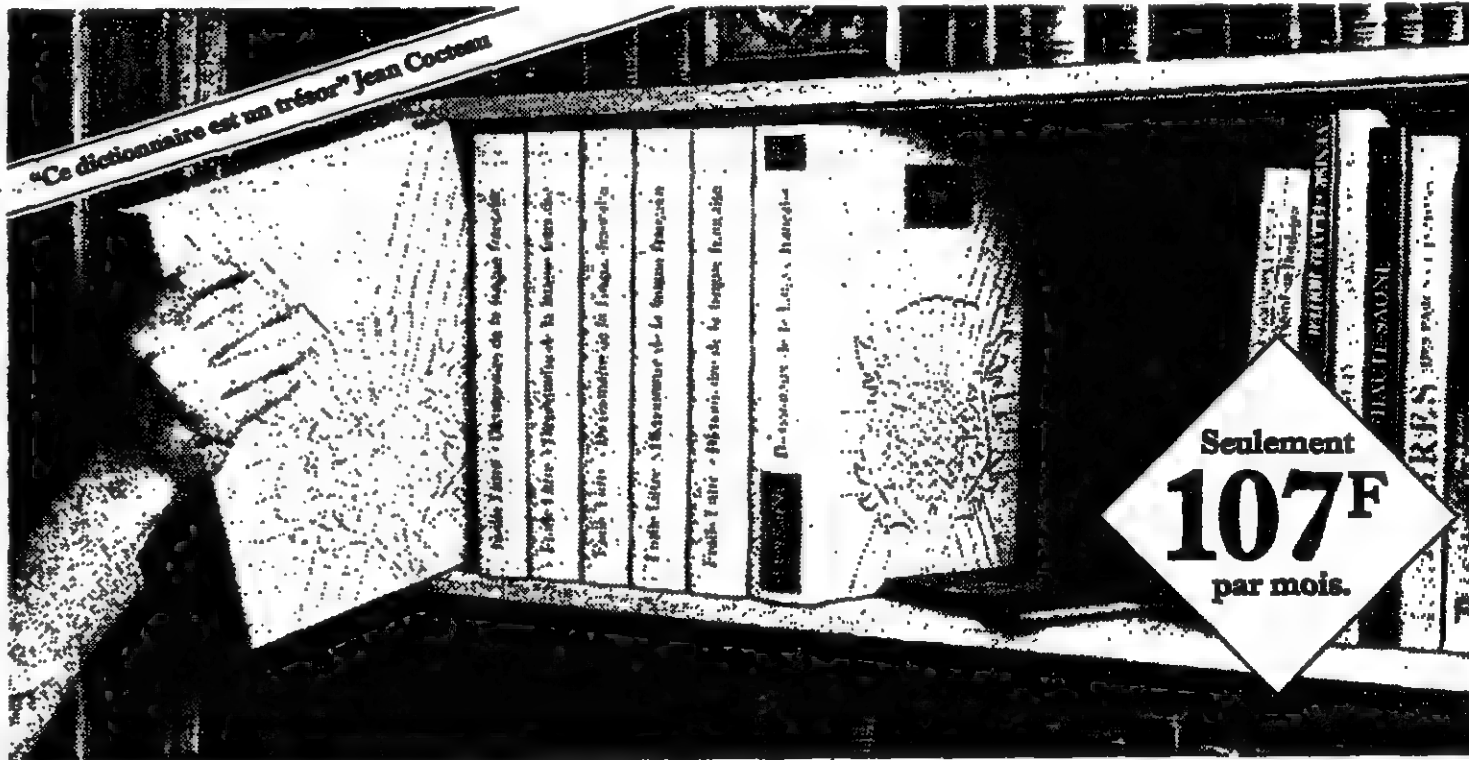
Une mémoire obsessionnelle

L'histoire, si mal vécue, et qui rappelle sans cesse aux Coréens qu'ils n'ont pas eu le droit de prendre en charge leurs propres destinées, traverse pratiquement tous les textes, romans ou nouvelles. Dans le *Bruit de la mitraillette*, Hyeon Gil, Yu Chae Young propose la figure d'un vieillard qui imagine entendre le bruissement d'une mitraillette. Sa mémoire obsessionnelle confond l'émigration de ses enfants aux États-Unis et sa propre fuite vers le Sud pendant la guerre de Corée. Dans les deux cas, deux générations sont séparées, écartelées, à l'image du pays lui-même. Et le héros de conclure : « De toute façon, mes parents que j'ai laissés au Nord et mon fils qui a émigré n'ont rien

retrouve encore chez Yi Mun Yul. Dans *Kuro Arirang* (une sorte de blues de Billancourt, si l'on veut transposer), une jeune ouvrière monologue au cours d'un interrogatoire de police.

Quoi qu'on dise à l'heure du jeune étudiant venu travailler en usine pour y faire de l'agitation politique, elle ne veut conserver de lui que l'image de celui qui a provoqué sa prise de conscience sociale. Dire la réalité telle qu'on la souhaite ou chercher cette réalité dans les non-dits sont deux moyens de mettre en lumière les fragments de conscience écartelée, et de retrouver l'identité coréenne, du moins à l'aune d'une littérature dont le souci majeur est de faire apparaître les effets malheureux d'une industrialisation forcée, cause essentielle de la perte d'identité.

« Ce quartier de bidonville sur la colline semblait un mauvais farouche formé sur ce corps qu'est la modernisation », écrit Mun Yul dans la *Terre des tatouages*. Texte attachant parce qu'il renouvelle la littérature documentaire. Un médecin raconte dans un bidonville une ancienne prostituée qui a eu un



Une édition - événement du Grand Littre !

6 volumes joyaux de votre bibliothèque. Plus un supplément, avec les 5.000 mots les plus récents de notre langue.



Quand, en 1865, Maximilien-Paul-Emile Littré écrit sur le dernier des 415.636 feuillets qui sont déjà le *Littre* « Aujourd'hui, j'ai fini mon dictionnaire », à ce seul travail, il a consacré trente années de sa vie. Mais (ce qui lui-même ignore alors), il vient aussi de signer un des plus beaux et des plus grands monuments de la langue française.

Son dictionnaire est en effet bien plus qu'une immense « cage aux mots ». Avec le même souffle que Hugo dans sa *Légende des siècles*, c'est toute la légende des mots.

Mots incommensurables (ils sont 85.000 !). Disséqués dans leur anatomie. Enregistrés dans leur état-civil. Avec leurs permissions d'emploi, précises comme les Tables de la Loi.

Mais aussi mots de chair et de sang. Sortis dans des centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes.

Comme la Bible, c'est aussi un roman.

Un dictionnaire ? Mais où les mots vivent dans le tissu de la langue. Dans des retrouvailles de chaque ligne avec Voltaire ou Montaigne, Lamartine ou Baudelaire ou tel poète anonyme et précieux du XVIII^e siècle.

Ce qui ne donne pas seulement au *Littre* son accès facile et familier. Mais fait de lui un dictionnaire qu'on lit avec la même passion qu'il a été écrit.

En fait, c'est le joyau rayonnant de toute bibliothèque qui est ainsi résiné... Et qui,

avec le septième volume ajouté ici, fait un *Littre* prenant aussi en compte même les mots les plus nouveaux nés d'aujourd'hui. C'est un ouvrage résolument exceptionnel dans lequel vous pouvez vous plonger dès demain, chez vous. (Mais à condition de le commander très vite, car cette précieuse édition est à tirage limité !...)

Un chef-d'œuvre d'édition

7 volumes in-quarto habillés d'une reliure ivoire grainée. Titres, plats et tranche dorés.

CADEAU

Si vous renvoyez le bon de commande dans la semaine, nous vous ferons parvenir la très belle reproduction d'un lavet d'écaille en couleurs de Victor Hugo : « Paysage aux trois arbres ». Cette gravure de 30 x 40 cm, réalisée sur vélin d'Arches 100 % pur chiffon, est une véritable petite œuvre d'art, au tirage limité à 3.600 exemplaires tous numérotés. Et ce cadeau vous restera acquis, quelle que soit votre décision d'achat.

BON DE COMMANDE PERSONNEL

à retourner dès aujourd'hui à Encyclopedia Britannica, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

OUI, je désire recevoir le *Grand Littre* en 7 volumes. Je vous adresse donc 95 F, soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ Au comptant - Avec un règlement de 1755 F, complétant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 1850 F)

☐ À crédit - En 18 mensualités de 107 F chacune. Soit 1926 F (dont frais de crédit : 171 F ; taux nominal : 11,97 %, taux effectif global : 11,97 %) complétant les droits de réservation...

Veuillez alors me fournir les formulaires de prépaiement automatique (entièrement gratuits)

☐ ccp ☐ banque - ainsi que l'offre préalable de crédit.

Non. Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Signature obligatoire

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour y renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée A.R. Le montant de mes droits de réservation m'étant alors remboursé.

(L'ensemble de cette offre concerne uniquement la France métropolitaine)

• LETTRES ITALIENNES

Giovanni Macchia, un Montaigne italien

Une vie consacrée à la littérature française et à l'histoire du théâtre.

« **N**OTRE plus grand essayiste », disent les Italiens qui sont du bâtiment si on les interroge sur Giovanni Macchia. Ils pourraient tout aussi bien ajouter : « notre Montaigne », de même que le lecteur français qui commence à prendre connaissance de ses œuvres devrait voir en Macchia une sorte de réincarnation du grand Bordelais. En effet, si on écarte un moment le mérite accordé à la primauté — ce dont bénéficient exagérément les classiques — les affinités sont profondes entre l'auteur des *Essais* et l'Italien né à Trani en 1912, dont les dictionnaires signalent que, au cours d'une vie consacrée pour l'essentiel à la littérature française, il s'est aussi occupé d'auteurs italiens et de l'histoire du théâtre.

Les affinités en question ? Les deux hommes ont fait de leur demeure une précieuse succursale de la bibliothèque d'Alexandrie. Par ailleurs, Montaigne est l'inventeur de l'intimité en littérature, le découvreur du moi, qu'il pousse au-devant de la scène. « *Le moi : une entrée de comédiens* », disait Valéry. En revanche, Macchia, lui, ne s'avance que masqué, amical mais distant, jamais acteur, calme, ruminant son savoir, faisant des recoupements. Mais serait-il interdit de voir un aveu, d'entendre un regret dans ce commentaire qu'il fait à propos de son illustre prédécesseur : « *Il nous a appris que si nous ne savons pas écrire un roman, ce n'est pas une raison suffisante pour nous croire, nous les hommes de lettres, des rats ?* »

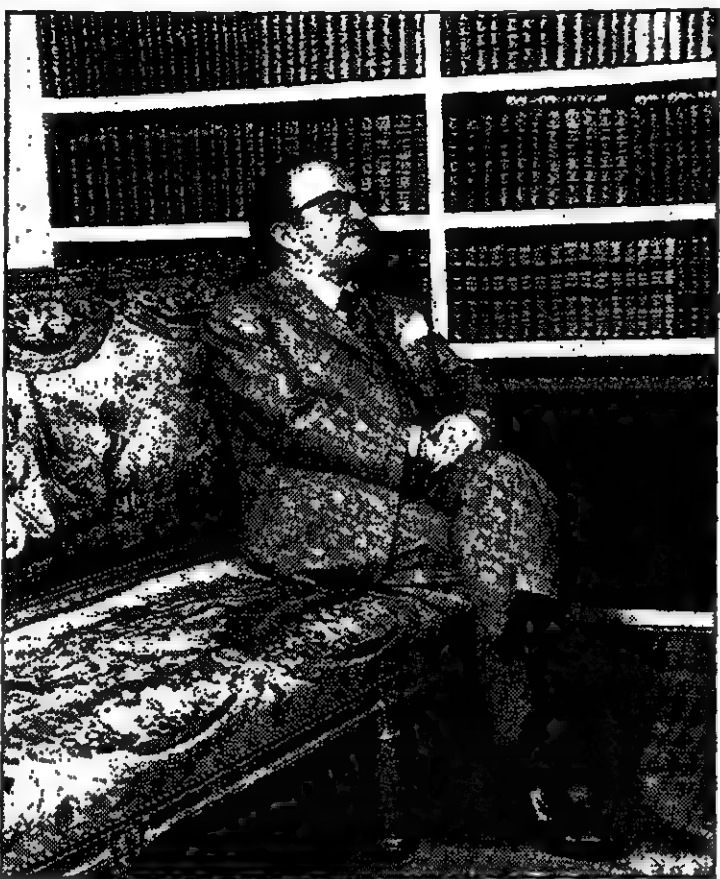
Borges a observé que parmi les textes innombrables consacrés au thème du livre en soi, les plus importants sont l'un de Montaigne, et l'autre d'Emerson. Le premier, qui affirmait qu'il ne faisait rien sans gaieté, dit que s'il rencontre un passage difficile dans un livre, il l'abandonne ; il voit dans la lecture une forme de bonheur. Le second croit qu'une bibliothèque abrite, dans un état d'enchantement, les meilleurs esprits de l'humanité, et que seul un lecteur ouvrant leurs livres saurait les révéler.

Comme Montaigne, Macchia est un lecteur hédoniste ; comme Emerson, il pense qu'il faut secouer les grands esprits, mettre du désordre dans l'ordre figé d'une littérature afin d'aboutir à un ordre nouveau. Car l'histoire d'une littérature est faite de monuments composant un ensemble idéal jusqu'au moment où un très grand lecteur — espèce encore plus rare que celle du grand écrivain — le regarde d'un nouveau point de vue, y creusant d'autres perspectives, rajustant les rapports, la valeur, les proportions des œuvres dans la hiérarchie que l'habitude et les manuels ont acceptée une fois pour toutes. Ce qui se produit quand une nouvelle œuvre d'art voit le jour, disait T.S. Eliot, est quelque chose qui se produit simultanément dans toutes celles qui l'ont précédée. Et c'est ainsi qu'un lecteur comme Macchia modifie le passé au même titre qu'une nouvelle création de génie.

L'énigmatique folie d'un prince palermitain

Paris en ruines est le dernier des recueils d'essais que Macchia a publiés, avant que ne paraisse, il y a quelques mois, le premier volume de ce qui sera sans doute son œuvre majeure, sur la littérature française, de ses origines à nos jours. Et il est le deuxième de ses ouvrages à être traduit en français, après le *Prince de Palagonia*. Oh, sans doute pour se distraire de la France, Macchia a cherché à deviner l'énigmatique folie d'un prince palermitain qui, plus d'un siècle après cet Orsini

du parc des monstres de Bomarzo, fit construire cette villa de Palagonia, que l'on visite toujours, et dont Goethe disait qu'on avait soigneusement évité les lignes horizontales et verticales, de sorte que ce qui se dressait semblait sur le point de s'écrouler. Les lustres étaient faits de tubes de baromètres, d'anses de bouteilles cassées ; les murs, recouverts de débris de miroirs, tout



Comme Montaigne, Macchia est un lecteur hédoniste.

siège étant bancal et, par surcroît, leur velours ou leur broché cachait des aiguilles et des pointes. Les essais réunis dans *Paris en ruines* autour de celui qui donne son titre à l'ensemble, et qui tous ont trait à des auteurs français, sont au nombre de quarante. Si tous fourmillent de remarques et d'aperçus d'une sagacité troublante, on s'en voudrait de ne pas mentionner, au moins, quelques-uns. Celui, si poignant, sur le suicide de Chamfort ; cet autre, sur La Rochefoucauld, l'impossible Archer, où Macchia montre l'approche scientifique de la nature humaine qui est le propre de l'auteur des *Maximes*, au-delà de toute responsabilité morale ou divine, et sa manière de cristalliser ses observations en quelques mots.

On rappellera en passant ce mot à propos de M^{me} de La Fayette : « *Un féminisme aristocratique fondé sur le style* » et ce passage sur Rousseau dans lequel Macchia affirme que la grandeur de l'auteur des *Confessions* n'est pas dans ses idées mais dans la pauvre être malheureux qu'il est, frère des grands malades de la littérature, comme Dostoïevski ou Tchekhov. Puis on s'attardera sur les pages consacrées à Montesquieu découvrant l'art à Rome, alors qu'il a déjà trente-cinq ans, « observant continuellement le marbre comme on regarderait la chair », lui, qui s'est jusqu'à refusé le plaisir que procurent un beau tableau ou une belle façade. On trouvera admirables de justesse les pages sur La Mettrie, qui devait engendrer ce « terrible disciple », Sade.

S'il faut fermer cette maigre revue des enquêtes de Macchia, on ne le fera pas cependant sans signaler le portrait qu'il ébauche de La Fontaine, « qui avait en lui un peu de rat de ville et un peu de rat de champs ». La Fontaine, qui s'ennuie toujours et partout — La Bruyère et Saint-Simon en témoignent, — surtout avec ces virulentes et illustres femmes savantes qui l'entourent. La Fontaine qui fait dire à Apollon, roi des muses, dans sa comédie *Clymène* : « *Enfin nous vieillissons* ». Car il sent, lui, Apollon-La Fontaine, que le temps approche où le

monde ne s'intéressera plus ni aux auteurs, ni aux vers : « *Jouons de ce qui reste avant que ce temps vienne* ». Avant que l'on ne s'engage vers un grand siècle sans poésie : le dix-huitième siècle.

On arrive ainsi à l'essai capital du recueil, *Paris en ruines*. Comme le dit Italo Calvino dans sa préface — en fait, le dernier article qu'il donna à la *Repubblica* avant sa mort —, l'ouvrage

de Macchia vit à Rome. Il a publié son premier livre — *Baudelaire critique* — en 1939. En 1946 et en 1975, il consacrera deux autres ouvrages au poète des *Fleurs du mal*. Mais il ne faudrait pas oublier pourtant le *Paradis de la raison*, *Vie, aventures et mort de Don Juan*, *Pirandello ou la chambre de torture*, *Essais italiens ou le silence de Molière* parmi les autres titres de ce gardien désormais légendaire des livres et l'un des seuls, aujourd'hui, à nous savoir guider dans les dédales ardu de la littérature française.

Et Macchia de voir plutôt dans les ouvertures pratiquées par Haussmann la volonté souterraine d'imposer à Paris l'esprit du Versailles de jadis, « en coupant en équerre les rues comme les allées d'un jardin de Le Nôtre ». Mettant ainsi côte à côte deux villes, deux traditions : la France cartésienne et la France romantique et révolutionnaire. En fait, la France de Rabelais, et celle de Boileau. Qui, toutes deux, continuent d'exister. Car, n'en déplaise à la France qui en fait son credo, et à l'étranger qui y prête foi, Malherbe a beau s'être dérangé et venir, la langue économe, le récit linéaire, l'esprit de clarté n'ont jamais fait ni ne feront qu'une moitié, la plus officielle, de la littérature française ; l'autre étant celle de l'abondance, de la démesure, de l'ombre, du réalisme féroce, de la fureur, voire de la folie.

« Un embellissement stratégique »

Mais pourquoi *Paris en ruines*, demandera-t-on ? Parce que Paris a quelques choses d'une ville absolue, centre du monde ; quelque chose d'achevé, de complet, et que, depuis le dix-huitième siècle, depuis que la découverte de Tyr, de Carthage, de Palmyre, de Persépolis, etc., avait donné lieu au culte des ruines, on se plut — le poète autant que le peintre — à imaginer les débris d'un Paris qui serait pour ainsi dire définitivement immortel.

De Sébastien Mercier — *rewriter*, en fait, du *Vatheck* de Beckford, dont Mallarmé admirait tant le style... — et son « *Tableau de Paris* », en passant par Maxime Du Camp et sa « *Fresque administrative* », et tous les poètes, parmi lesquels Vigny, Hugo et Baudelaire, qui avaient liché sur

la ville les anges de l'Apocalypse. Macchia arrive enfin au destructeur tel qu'on ne l'attendait pas : un haut fonctionnaire en haut-de-forme, préfet de la Seine, le baron Haussmann. Celui qui allait fendre de larges avenues aux maisons uniformes la ville « désordonnée, pleine de ferment, populeuse et séduisante ».

Or c'est sur ce point, surtout, que Macchia, tout en accomplissant, si l'on veut, un projet de Benjamin, s'écarte de celui-ci, qui voyait dans les avenues de Haussmann non seulement la mise en valeur des institutions affirmant le règne de la bourgeoisie, mais avant tout « un embellissement stratégique » pour empêcher les barricades. Sans nier cela, Macchia voit la chose autrement : pour lui, il est impossible de trouver dans un autre pays deux mondes aussi opposés, et prêts à se dévorer l'un l'autre, tels que Paris et Versailles. Paris, la ville moyenâgeuse, tassée, grouillante, la ville-souricière ; Versailles, la raison, le faste, l'ordre, la clarté.

Après avoir résolu ensemble « l'affaire » de la femme du dimanche (1), Fruttero et Lucentini ont commencé de s'interroger à leur tour, sur la signification de l'existence. Publié dans une nouvelle traduction (2), le récit de leurs recherches dissipera les mélancolies d'arrière-saison. Les deux complices italiens abordent cette énigme très âgée avec l'insolence de la jeunesse courtisant la jeunesse. Leur roman débute par un « chapitre zéro ». C'est la moindre des choses quand on s'interroge sur l'existence.

Le goût de la métaphysique est venu à Fruttero et Lucentini durant l'année 1974, lorsque, bénéficiant de leur succès littéraire, ils se sont retrouvés dans la position — enviable mais périlleuse — que connaissent tous les rentiers. Parce qu'elle offre des loisirs, c'est une condition qui entraîne également à méditer sur le voyage que l'on accomplit entre la maternité et le cimetière. Les humains sont des touristes qui s'ignorent, sauf quand ils perdent l'alibi de leur emploi du temps. Déprimés par la soudaine vacuité de leur vie, Fruttero et Lucentini ont consulté les « diverses religions », les « idéologies progressistes », et les « grands systèmes philosophiques », espérant y découvrir l'une de ces réponses qui calment ou trompent le désarroi. Mais rien n'allait convaincre les deux détectives. C'est alors qu'ils ont décidé de conduire leur propre enquête, d'autant qu'elle leur était commandée par Indro Montanelli, le directeur du *Giornale*. Le quotidien milanais publiera, en exclusivité mondiale, ce reportage qui fera la lumière sur « la signification de l'existence ». Promettant de ne céder à aucune « pression » finan-

cière ou politique, Montanelli ne retrancherait du texte aucune des révélations qui seraient faites, même si elles contrariaient les « intérêts » de telle ou telle puissance (3).

Fruttero et Lucentini disposaient d'une arme fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Philosophes et détectives

Quand Fruttero et Lucentini conduisent une enquête sur la signification de l'existence.

SELON Carlo Fruttero et Franco Lucentini, seuls des spécialistes s'occupent, à l'acoustique, de la signification de l'existence : les philosophes, les prêtres, les spéculateurs, les prisonniers sortant de leur cachot ou les actrices, trop distraites, qui survivent à leur suicide... Il convient d'ajouter à ces « professions » les amants délaissés, les basquiers victimes d'une faillite et les chefs d'Etat contraints à la retraite. En outre, on le sait depuis Raymond Chandler : les détectives s'intéressent à la métaphysique. Les incertitudes, les tracas et les égarements de notre époque ont amené Philip Mariowe et ses successeurs à vouloir démasquer le sens profond de notre mésaventure. Ils enquêtent sur l'univers aussi volontiers que sur l'escroquerie de la semaine dernière. Maintenant, il faut se représenter Pascal sous l'aspect d'un linier, un peu gris et souvent fatigué, qui prendrait en filature les fantômes de son imagination philosophique.

Après avoir résolu ensemble « l'affaire » de la femme du dimanche (1), Fruttero et Lucentini ont commencé de s'interroger à leur tour, sur la signification de l'existence. Publié dans une nouvelle traduction (2), le récit de leurs recherches dissipera les mélancolies d'arrière-saison. Les deux complices italiens abordent cette énigme très âgée avec l'insolence de la jeunesse courtisant la jeunesse. Leur roman débute par un « chapitre zéro ». C'est la moindre des choses quand on s'interroge sur l'existence.

Le goût de la métaphysique est venu à Fruttero et Lucentini durant l'année 1974, lorsque, bénéficiant de leur succès littéraire, ils se sont retrouvés dans la position — enviable mais périlleuse — que connaissent tous les rentiers. Parce qu'elle offre des loisirs, c'est une condition qui entraîne également à méditer sur le voyage que l'on accomplit entre la maternité et le cimetière. Les humains sont des touristes qui s'ignorent, sauf quand ils perdent l'alibi de leur emploi du temps. Déprimés par la soudaine vacuité de leur vie, Fruttero et Lucentini ont consulté les « diverses religions », les « idéologies progressistes », et les « grands systèmes philosophiques », espérant y découvrir l'une de ces réponses qui calment ou trompent le désarroi. Mais rien n'allait convaincre les deux détectives. C'est alors qu'ils ont décidé de conduire leur propre enquête, d'autant qu'elle leur était commandée par Indro Montanelli, le directeur du *Giornale*. Le quotidien milanais publiera, en exclusivité mondiale, ce reportage qui fera la lumière sur « la signification de l'existence ». Promettant de ne céder à aucune « pression » finan-

cière ou politique, Montanelli ne retrancherait du texte aucune des révélations qui seraient faites, même si elles contrariaient les « intérêts » de telle ou telle puissance (3).

Fruttero et Lucentini disposaient d'une arme fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

cière ou politique, Montanelli ne retrancherait du texte aucune des révélations qui seraient faites, même si elles contrariaient les « intérêts » de telle ou telle puissance (3).

L'âme de l'Orient-Express

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Il s'agit d'un livre fort efficace pour réussir dans leur entreprise : c'est leur tour d'esprit cocasse et burlesque. On le sait aussi : les humoristes sont les meilleurs métaphysiciens. Car, la vie n'étant qu'une plaisanterie (parfois agréable, parfois détestable), il convient de la considérer comme elle le souhaite ou le méprise. Dans ce roman comme dans leurs autres livres, Fruttero et Lucentini ne cessent d'en rire et de nous en faire rire.

Philippe S. Hadengue

Petite chronique des gens de la nuit dans un port de l'Atlantique Nord

«... la certitude d'avoir physiquement touché la réalité de la nuit.»

Pierre Lepape, *Le Monde*

«La fiction absolue : un monde de mots aussi palpable et bouleversant que le monde des hommes.»

Nazacha Wolinski, *Télérama*

MAREN SELL & CIE
ÉDITIONS



● ARTS

Le mandarin
du merveilleuxQuatre livres paraissent à la fois
avec pour héros le peintre Zao Wou-ki

PEU de peintres semblent plus naturellement rebelles à la confession que Zao Wou-ki, lequel pousse en public la discrétion jusqu'à passer pour insaisissable. Cet artiste secret publie cependant son autoportrait. Mais ces Mémoires ne sont ni narratifs ni narcissiques et traitent bien plus de la peinture que de son auteur. De sa jeunesse et de sa vie. Fils de bonne famille lettrée et fortunée débarqué à Paris en 1948, de ses voyages, de ses aventures et mésaventures intimes, Wou-ki ne mentionne que quelques épisodes.

Il aime à évoquer Hang-Tchéou, ses études, son pays natal et ses aïeux, sans donner libre cours à une nostalgie ou un dépit. Les concessions européennes, l'invasion japonaise, la révolution maoïste, puis l'autre, la supposée culturelle, qui fut cruelle à sa famille et fatale à son père, tout cela passa dans le livre, à demi-mots, sans rhétorique ni effets.

À-propos et digressions, ce qui donne à son texte un air de conversation rythmée et lui permet d'échapper aux conventions et politesses propres au genre du « texte d'ami ». Roy aime et comprend l'art de Wou-ki.

Il lui épargne donc la métaphysique de bazar, les dithyrambes et la psychologie appliquée. Il préfère aller d'une incidente à l'autre, non sans désinvolture et ironie, quitter la biographie, y revenir et parler d'autre chose, du bouddhisme et du taoïsme, de Venise, de Paul Klee et, donc, d'orientalisme, d'imprégnation et d'acculturation. Celles-ci ont aidé le peintre à voir autrement, ni à la chinoise ni à l'européenne, car « il ne recevait pas cet héritage passivement et sous bénéfice d'inventaire. Il l'assimilait — et l'oubliait ». On sait que cette liberté d'attitude, également éloignée de l'innocence commandée et de la révérence servile, distingue d'ordinaire le véritable artiste du



Zao Wou-ki, un peintre discret jusqu'à l'insaisissable.

Wou-ki préfère parler peinture et poésie, peintres et poètes, de ceux qu'il a rencontrés et de ceux qui l'ont cherché. Hommage est ainsi rendu à Michaux, qui défendit le peintre débutant.

D'une incidente
à l'autre

L'essentiel est cependant ailleurs, dans le récit d'une formation et de l'alliance presque insérée d'une culture occidentale et d'une tradition chinoise. Il les a fait se rejoindre en s'aidant de l'exemple de Klee, encouragé par la vogue de l'abstraction lyrique dans les années 50 et convaincu qu'il ne devait ni « siniser » la peinture à l'huile ni « franciser » la peinture à l'encre, mais aller plus profond.

« Qui peut comprendre, demande-t-il, l'énergie qu'il m'a fallu pour écouter, assimiler les leçons de Cézanne et Matisse et revenir ensuite à cet héritage que m'a légué la peinture des Tang et Song, qui reste pour moi la plus belle du monde ? »

Wou-ki marque fortement les difficultés qu'il a éprouvées, ne cache pas ses incertitudes et avoue la méfiance dans laquelle il a tenu longtemps l'encre et le papier, trop « chinois », craignant-il. Qui essaie de savoir comment s'opèrent les mélanges et additions de cultures étrangères les unes aux autres, phénomènes majeurs depuis un siècle, trouve dans cet *Autoportrait* l'analyse très subtile d'une de ces fusions, et de l'une des plus réussies.

Dans l'étude qu'il a mise en préface à une belle et convaincante anthologie commentée du peintre, Claude Roy traite la question à sa manière, en la prenant de loin. Il procède par

médiocrité. Claude Roy le rappelle très justement à propos de Wou-ki.

Par comparaison, facile et obligatoire, le *Zao Wou-ki* de Daniel Abadie et Martine Contenson paraît un peu terne et prévisible. Il résume une fortune critique, une biographie et une esthétique plus qu'il n'entre en elles résolument. Wou-ki est-il absolument l'homme d'une « expérience mystique » et un « abstrait » ? On peut en douter. Reste le mérite, peu douteux celui-ci, d'avoir tenté une initiation à l'usage des « zao-woukiens » néophytes et d'avoir réuni un abondant catalogue d'images.

Dernier hommage, celui que Bernard Noël rend aux encre et lavis de Wou-ki par le moyen d'une composition poétique où alternent fragments de descriptions, citations rapportées et morceaux évocatoires. Les strophes, si l'on peut dire, s'insinuent entre les œuvres et leur font écho, cortège et contrepoint, comme le firent autrefois les poèmes de Michaux écrits d'après les premières lithographies du peintre. Pour l'écrivain, l'exercice est redoutable et, quelquefois, mortel. Mais quand le dialogue « prend », le résultat est séduisant. C'est le cas de cet album, où triomphe dans chaque planche l'admirable élégance du peintre.

PHILIPPE DAGEN.

★ *AUTO-POURTRAIT*, de Zao Wou-ki, Fayard, 210 p., 98 F.

★ *ZAO WOU-KI*, de Claude Roy, Cercle d'art, 202 p., 52 planches, 375 F.

★ *ZAO WOU-KI*, de Daniel Abadie et Martine Contenson, Arts Mundi, 128 p., 70 planches.

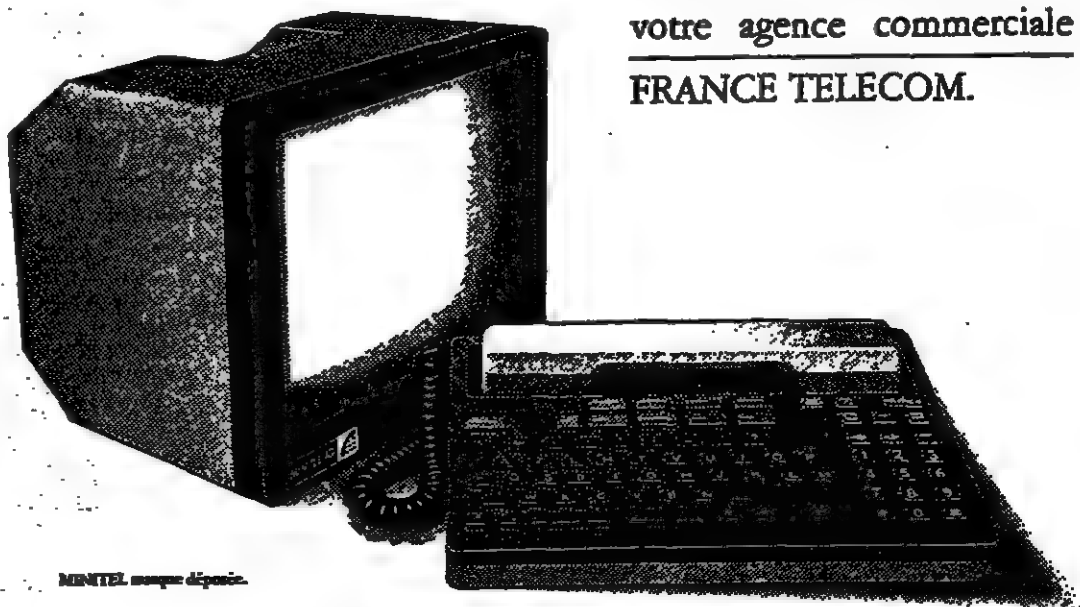
★ *ZAO WOU-KI*, encre et lavis, de Bernard Noël, Seghers, 150 p., 30 planches, 280 F.

36 16 ET 36 17

DEUX ACCÈS PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE.

Avec les 36 16 et 36 17, on peut s'informer, informer, décider, gagner du temps, des marchés et de l'argent... Avec ces deux nouveaux accès du kiosque télématique réservés aux professionnels, vous disposez sans abonnement ni investissements préalables, de banques de données et de services financiers, marketing, juridiques, informatiques. Une source d'informations très performantes à des coûts très intéressants. 36 16 et 36 17, des services à très haute valeur ajoutée pour vous permettre plus que jamais de taper fort en affaires. Pour connaître les nouveaux services professionnels, tapez 36 16 MGS puis **Sommaire**. Pour tous renseignements

complémentaires, consultez
votre agence commerciale
FRANCE TELECOM.



TAPER MINITEL, C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES.

FRANCE
TELECOM

هكذا من الأصل

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Cynthia Ozick, héritière de Bruno Schulz

★ LE MESSIE DE STOCKHOLM, de Cynthia Ozick. Traduit de l'anglais, par Jean-Pierre Carasso. Payot, 236 p., 120 F.

★ LE RABBI PAÏEN, nouvelles de Cynthia Ozick. Traduit de l'anglais par Claude Auzot. Payot, 390 p., 150 F.

Critique de littérature étrangère dans la page culturelle du lundi d'un quotidien de Stockholm, (« Il était établi depuis longtemps que personne n'accordait la moindre attention à la page culturelle du lundi... », note l'auteur des premières pages), Lars, quarante-deux ans, deux fois divorcé, est une âme en suspens, hantée par une obsession : de toute sa volonté, de toute sa culture, de tout son talent à rêver, il s'est pris à imaginer qu'il était le fils d'un grand écrivain, d'un homme assassiné dans une rue de Pologne il y a plus de quarante ans, alors qu'il était encore dans le ventre de sa mère. Lars se prend pour le fils de Bruno Schulz, l'auteur des *Boutiques de cannelle* et de *la Rue aux crocodiles*, un des plus grands écrivains du vingtième siècle, un égal de Kafka, qui aurait mérité la célébrité et qui reste trop ignoré, adulé seulement par les vrais amateurs (1).

Il faut être reconnaissant à Cynthia Ozick, une des critiques et des romancières américaines les plus brillantes et les plus drôles, de restaurer dans le *Messie de Stockholm* Bruno Schulz, le professeur de dessin de Drohobycz, un bourg de Galicie qu'avait évacué dans ses souvenirs une de ses anciennes élèves : « Je n'ai pas connu Bruno Schulz », écrit-elle. Lorsque j'étais petite fille, il était peintre et professeur de dessin (2). Bruno Schulz, admirateur de Kafka — il avait traduit en polonais le *Procès* en 1936 — admiré de Gombrowicz et de Witkiewicz, est resté toute sa vie un provincial, en marge, un écrivain maudit.

Cynthia Ozick, la New-Yorkaise — dont les écrivains évoquent lire souvent les percutantes critiques dans la *New York Review of Books* pour savoir ce qu'elle pense d'eux — se livre là à un périlleux exercice. Elle n'en finit pas de tisser des liens avec la vieille Europe et de broder, avec des points savants, des



Cynthia Ozick, une new-yorkaise qui n'en finit pas de tisser des liens avec la vieille Europe. Un écrivain révolté contre ceux pour qui l'Holocauste n'est plus qu'un sujet littéraire.

piquées et des références d'une complexité extrême, des fables où, comme chez Singer, comme chez Schulz, l'imaginaire et le réel s'emmêlent avec une virtuosité, une exubérance, un sens du bouffon et du drame qui sont une forme supérieure de révolte. Révolte contre l'anesthésie de la mémoire, révolte contre les fossés d'ignorance qui grandissent entre les générations, révolte contre ceux pour qui l'Holocauste n'est

plus qu'un sujet littéraire. A l'opposé d'un Styron et de son *Choix de Sophie*... Une forme supérieure de la littérature.

LARS, l'orphelin de Stockholm, l'enfant sans parents qui s'est choisi un nom au hasard dans les pages d'un annuaire téléphonique et un prénom dans un dictionnaire, Lars Andemning, fils de personne (« C'est très difficile d'épouser un orphelin », lui disait

Ulrika, sa seconde femme), ne saura pas davantage être un père pour sa fille, Karin, qui vit au loin, avec sa mère, en Amérique. Après de Heidi, la vieille librairie allemande, sur les rayons poussiéreux, il retrouve les deux seuls livres de son père qui aient été écrits : il découvre des lettres manuscrites. Il tente d'apprendre le polonais pour se passer de traducteur, accéder aux méthodes de création à jamais inaccessibles de son père. Et comme le dénonçait Bruno Schulz dans une lettre ouverte à Gombrowicz, il choisit de « ne pas prendre le parti de l'infirmité ».

Surtout, cet aimable monomaniacque se lance dans une aventure folle qui devient, entre les heures de travail consacrées à son journal, l'obsession de sa vie : retrouver le manuscrit perdu (brûlé ? détruit ? enterré ?) du dernier livre de Bruno Schulz, *le Messie*. Quête qui va semer la folie, chez lui comme chez les gens qui l'entourent, telle cette Adela qui affirme être sa demi-sœur, ou cet étrange D'Edlund qui est peut-être un imposteur, lorsqu'il confie à Lars le fameux manuscrit qu'un Aladin kabbalistique fera disparaître en fumée dans sa marmite de cuivre... Quête qui va faire sentir le roussi à travers tout Stockholm, comme une hallucination. (« A croire que Stockholm, en brûlant, se transformait lentement en Afrique : l'odeur, l'hiver comme été, du zèbre rôti. »)

Un beau morceau de littérature pour ceux qui comme Cynthia Ozick ne se débarrassent pas de l'Europe centrale, qu'elle-même n'a connue qu'à travers les histoires de sa grand-mère et des voisins du Bronx où elle a grandi. On pourrait croire que Cynthia Ozick prend prétexte de Lars, l'orphelin, pour écrire un roman DE Bruno Schulz, au point de retrouver le style même de cet auteur d'une autre « recherche du temps perdu » ? Au point de reconstruire les rues de Drohobycz et la rue des Crocodiles, alors qu'il ne reste plus un être humain dans la ville, seulement des centaines d'idées : « Les rues et les boutiques étaient bordées et grouillantes de tous ces remarquables totems de bois, de terre cuite, d'argent et d'or. Comme il n'y avait pas d'être humain pour les adorer, ils régnaient une certaine confusion quant à leur destination. » Des bûchers sacrificiels couvrent alors toute la ville,

les idoles les plus vigoureuses s'emparant des plus petites pour les jeter dans les flammes. Jusqu'à ce qu'arrive le Messie...

La ville des Nobel, Stockholm, méditait-elle sa venue ?... Le manuscrit brûle — ou ne brûle pas — comme dans *le Maître et Marguerite*, mais dans les cendres il reste quelque chose de diabolique. Et de diaboliquement intelligent.

EN même temps que le *Messie de Stockholm*, son dernier roman, paraissent en français, chez le même éditeur, sept nouvelles, écrites entre 1961 et 1971, sous le titre d'un des plus célèbres de l'auteur, le *Rabbi païen*, l'homme pieux qui finira par se pendre pour avoir préféré Spinoza à la Torah... Incroyable racontée d'histoires, elle vous transporte dans les communautés juives de la région de New-York, comme si elle passait au microscope la vie familiale (*la Femme du docteur*), rencontre d'étranges oncles dans le port (*le Sorcier des docks*). Ou encore, littéraire jusqu'au bout des ongles, elle vous conte la tragédie d'Edelshtein, yiddishiste, Américain depuis quarante ans, qui dévore « tous les romans d'auteurs d'origine juive », qui n'a jamais mis les pieds en Europe, mais qui parle l'anglais avec l'accent de ses parents, et qui se trouve soudain devant cette tragédie d'avoir perdu sa vie entière puisqu'il ne trouve pas de traducteurs (*le Traducteur invincible*). Après de cette langue qui ne meurt — non sans avoir semé dans la littérature américaine « goy » ses petites graines exotiques (*le Bucher des vanités* de Tom Wolfe et le *New-York Times* sont truffés de yiddishismes), Cynthia Ozick invente une langue anglaise d'une saveur incomparable. Louons aussi, en ce lendemain du Grand Pardon, le travail de ses traducteurs...

(1) Les *Boutiques de cannelle* et le *Seminaire du croque-mort*, deux recueils de nouvelles publiés pour la première fois par Maurice Nadeau en 1961, sous le titre *Trésor des manuscrits*, ont été réédités chez Denoël. Voir aussi le *Procès*, album de dessins et de photographies de B. Schulz. Préface de Serge Fauchereau (Ed. Calligramme, Quimper 1963).

(2) Dans la préface où Maria Cosmides présente *Lettres perdues et retrouvées*, de Bruno Schulz (Payot 1979).

● LETTRES ALLEMANDES

Thomas Bernhard et la supercherie de l'art

Maîtres anciens, un roman où, comme souvent chez le romancier autrichien, voisinent virulence et compassion.

DANS *Des arbres à abattre*, son précédent roman, Thomas Bernhard, témoin acide d'un dîner viennois, dénonçait l'abjection mondaine qui s'y étalait. Comme s'il était secrètement effrayé par l'impact meurtrier de sa propre ironie — ou voulait la rendre plus corrosive encore — Bernhard, dans ce nouveau récit, détecte son pouvoir de virulence à un personnage, Reger, critique musical au *Times*. Celui-ci vient s'asseoir, tous les deux jours, sur une banquette de la salle Bordone, au musée de Vienne, pour regarder l'Homme à la barbe blanche du Tintoret. Prenant l'identité d'un écrivain, Aizbacher, Bernhard, en attendant l'heure d'un rendez-vous avec Reger, auquel le lie une vieille complicité de misanthropes, l'observe depuis l'angle de la salle voisine et se souvient des propos que son ami a tenus, lors de leurs précédentes rencontres.

Une dénonciation de la comédie

Propos au vitriol qui n'épargnent rien du monde, car Reger, emporté par la fièvre de sa véhémence, la jubilation de sa propre férocité, n'en finit pas de dénoncer la comédie, c'est-à-dire tout ce qui est faux-sembant, affectation. Le domaine où règne, par excellence, la supercherie est celui de l'art. Reger attaque l'ignorance des guides, l'hébété excité des groupes de visiteurs qui croient assouvir, en quelques heures, leur faim culturelle, l'avidité des historiens d'art qui « bavardent sur l'art jusqu'à ce qu'ils l'aient tué sous leur bavardage ». Le musée de Vienne continue à incarner, à

ses yeux, le « goût artistique douteux » des Habsbourg ; les maîtres anciens n'ont fait, selon lui, que se plier et se complaire à un art d'Etat, leur « infamie » étant d'avoir obéi à une religiosité dominante : « Pas un seul visage peint au naturel, jamais qu'une face catholique », observe-t-il. Reger, qui ne supporte pas l'idée du « tout et de la perfection », cherche — en la mettant à l'épreuve du temps et de l'analyse — le défaut rédhibitoire de chaque toile ; il éprouve une jubilation amère à le déceler, enchanter de constater, par exemple, que Dürer n'est qu'un « artiste nurembourgeois de la ciselure ».

L'élan

d'une bouffonnerie noire

Sa jouissance du dénigrement systématique et son désir grinçant de saper les fondations de nos admirations s'étendent à tous les créateurs : Mahler, « le type même du compositeur à la mode », Dostoïevski, dont l'enfer est « anodin », et tant d'autres... Entraîné par l'âpre exaltation de son nihilisme, Reger met en question la fonction même de l'art, sa prétention à vouloir rivaliser avec la nature : que sont les cathédrales, dit-il, sinon des tentatives impuissantes et ridicules pour opposer au ciel comme un second ciel ? Cette ronde flamboyante de méchanceté s'épuiserait d'elle-même s'il n'y avait l'Autriche, dont on sait quelle « abomination » elle représente, depuis Gel, pour Bernhard. L'Autriche, où s'éteint la lumière de la culture, et qui, en continuant à respecter ses vieux

démons, devient un « musée d'art ancien catholico-national-socialiste » : toute évolution lui est interdite, car l'Autrichien, qui s'est « marié avec le mensonge », se soumet à l'Etat corrompu comme un « chien couchant opportuniste-né ».

Cette valse haineuse, renversant au passage le mythe de Vienne, décrite comme une capitale brutale et déprimante, pourrait — même soutenue par l'élan d'une bouffonnerie noire — excéder le lecteur et lui communiquer une sensation de vertige révolté. Mais dans les diatribes de la détestation universelle se glissent des aveux furtifs, des tremblements de désarroi crispé et de larmes glacées : nous comprenons peu à peu que la caricature n'est pour Reger — comme pour Bernhard qui nous livre ici une des clefs de son œuvre — qu'une méthode pour supporter les douleurs de l'existence, une force de survie, car « nous ne supportons que ce que nous trouvons finalement ridicule ».

Le sarcasme n'est que le masque du chagrin, l'ultime recours de la souffrance lorsqu'elle refuse la facilité du pathétique et l'abandon au sentimentalisme. Si Reger en veut tant aux maîtres anciens, c'est que, à un point crucial de son existence — la mort récente de sa femme — ils l'ont abandonné et n'ont pas rempli le rôle de consolation et de refuge spirituels qu'il attendait d'eux.

Le roman devient bouleversant quand Reger raconte à Aizbacher, qui vient le rejoindre sur la banquette du musée, ses trajets de vieil homme cassé à travers la pénombre de l'appartement de la Singerstrasse, où il croit retrouver partout l'image de sa femme perdue, butant à chaque pas sur le

souvenir des voyages de l'esprit qu'il accomplissait avec elle. Reger représente ainsi la part la plus amère et désespérée de Bernhard : celui qu'il deviendrait si l'écriture n'était pas là pour le sauver, lui donner ce regard qui permet de sortir du musée et de plonger vers l'enfance. « Puisse ce regard vers l'enfance ne jamais cesser ! », s'écrit le narrateur. Par ses appels de lumière, l'enfance est le seul moyen d'éviter le risque de paralysie de l'ironie. Et c'est de cette tension inégale entre le sarcasme et la pitié, la virulence et la compassion, que naît la grandeur de ce livre — comme de tout l'œuvre de Thomas Bernhard.

JEAN-NOËL PANCRAZI.
★ MAÎTRES ANCIENS, de Thomas Bernhard, traduit de l'allemand par Gilberte Lambrecht, Gallimard, 226 p., 85 F.

— Signalons aussi le poème de Thomas Bernhard : *Je te salue, Virgile* (trad. de l'allemand par Kza Hanet Herbert Holl, Gallimard, 72 p., 60 F.), ainsi que la parution prochaine dans la collection « l'Imaginaire », de Gallimard, de *Peribolion*, dans une traduction entièrement revue.

Un récit ironique de Joseph Roth

Comment Andreas Pum, victime contentée de son sale destin, en arrive à choisir la rébellion sociale.

LA *Rébellion*, deuxième roman de Joseph Roth (1896-1939), a été écrit à trente ans, en 1924, huit ans après son engagement volontaire dans l'armée autrichienne. Très loin, formellement, de la *Marche de Radetzky* et de la *Crypte des capucins* (Points-roman n° 125 et 257) qui décrivent l'écroulement de l'empire et la décadence de la société autrichienne après la première guerre mondiale, la *Rébellion* n'est qu'un long et ironique récit, une façon d'allégorie.

A l'hôpital militaire XXIV, des soldats, aveugles ou amputés, ne luttent plus contre d'autres soldats, représentants de l'ennemi politique, mais contre la douleur, la faim, la paralysie, l'angoisse. Parmi ces grabataires, Andreas Pum qui s'en sort bien avec sa prothèse, sa décoration et sa licence de joueur d'orgue de barbarie, magnaniment accordée aux invalides méritants par le gouvernement, il est satisfait de son sort. Et tous ces gens autour de lui qui ne respectent ni Dieu, ni

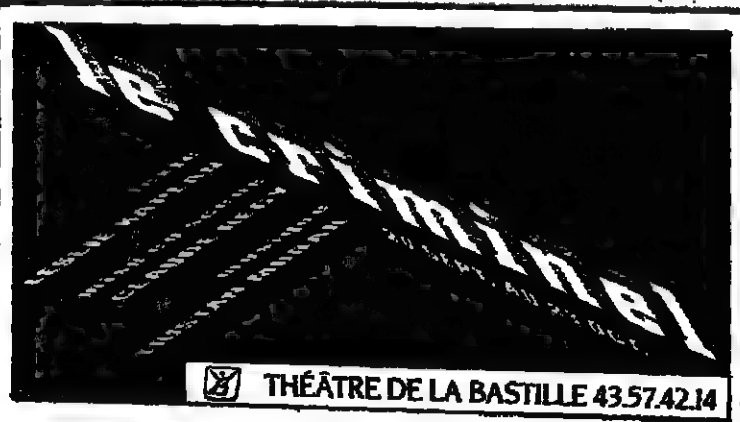
empereur, ni patrie, qui se plaignent et se rebellent, ne sont que de vils « patens »... Comment Andreas Pum, victime contentée de son sale destin, en vient à se promettre lui-même « paten », comment il en arrive à choisir la rébellion sociale contre la reconnaissance, le crime contre la passivité, la violence contre l'indifférence ?

Esclavage de son seul ami

De nombreuses et curieuses constances, toutes plus iniques à son égard les unes que les autres, épuisent sa foi première en l'autorité divine et terrestre. Un jour, « il décida qu'il serait un révolutionnaire qui tiendrait des discours incendiaires et met le pays à feu et à sang afin de lui faire expier son mépris de la justice ». L'on s'en doute, Andreas Pum va mal finir : il survivait victime de l'histoire, il mourra esclave de son seul ami, pion parmi les autres-pions.

Avec cette fable dont la noirceur s'abrite derrière une certaine naïveté de ton et une écriture déjà maîtrisée, l'écrivain libéral et progressiste qu'est Joseph Roth a exercé là ses premiers traits contre une société autrichienne moribonde que Broch, Musil ou Zweig, ses contemporains, ses compatriotes, ont également dépeinte avec la même douloureuse attention.

CLAIRE PAULHAN.
★ LA RÉBELLION, de Joseph Roth, traduit de l'allemand par Dominique Dubay et Claude Richi, Seuil, Collection « Le don des langues », 158 pages, 79 F.



LES AIWA ÇA S'ARRACHE !

La nouvelle ère des systèmes audiovisuels intégrés arrive. AIWA, d'ores et déjà, pour ce nouveau challenge, propose dès maintenant une gamme complète de matériel audio et audiovisuel intégré. Ainsi, AIWA acquiert la réputation de faire profiter les consommateurs des tout derniers progrès technologiques.

AIWA devient ensuite, dans les années 60, la marque de référence en matière d'appareils à cassettes.

En effet, dès 1964, AIWA est le premier fabricant de cassettes.

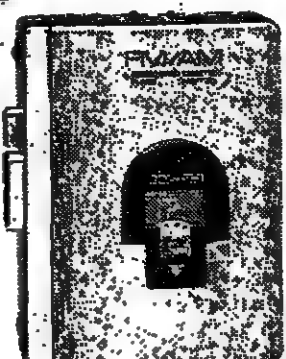
Désormais, la cassette est universellement reconnue comme partie intégrante du monde du Son Hi-Fi.

AIWA propose des appareils capables d'offrir

AIWA est heureux de constater que sa politique internationale est appréciée.

Ensuite, dans la marque de référence d'appareils

lan-



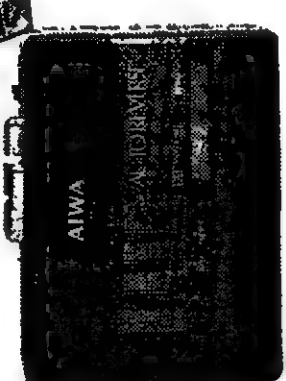
HS - T 26
Lecteur/Radio AM-FM, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - JX 101
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (lecture). Préléctions: 5 FM, 5 AM. Horloge. Touches sensibles. Télécommande à micro incorporé. Noir.



HS - T 120
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur. Préléctions: 5 FM, 5 AM. Recherche automatique des stations. Horloge. Dolby B, Position Métal. Noir/Argent/Blanc.



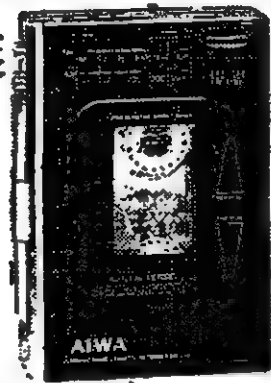
HS - G 37 (successeur du G 34)
Lecteur Auto Reverse, Dolby B, Dispositif "Super Bass". Réglages graves/aigus séparés. Position Métal, Noir/Argent.



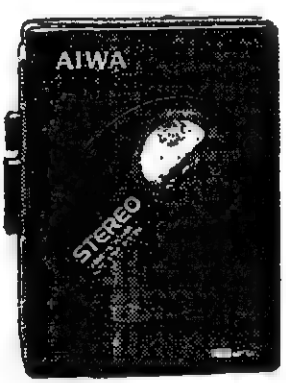
HS - T 202 A
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préléctions: 5 FM, 5 AM. Recherche automatique des stations. Horloge. Dolby B, Position Métal. Batteries rechargeables. Noir.



HS - T 08 MK II
Lecteur/Radio AM-FM, Auto Reverse, 3 bandes, Auto Reverse, Position Métal, Rouge.



HS - J 36
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM, Enregistrement FM stéréo. Micro mono incorporé. Auto Reverse, Dolby B, position Métal (lecture). Noir/Argent/Rouge.



HS - P 12
Lecteur compact, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - PL 101 A
Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSL". Touches sensibles. Télécommande. Dolby B, Position Métal. Batteries rechargeables. Blanc/Noir.



HS - J 150
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (lecture). Préléctions: 5 FM, 5 AM. Recherche auto. des stations. Horloge. Noir/Argent.



HS - P 202
Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSL", Dolby B, Position Métal, Noir/Blanc.



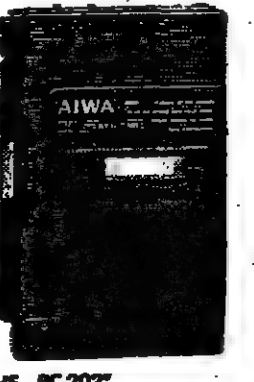
HS - T 23
Lecteur/Radio AM-FM, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



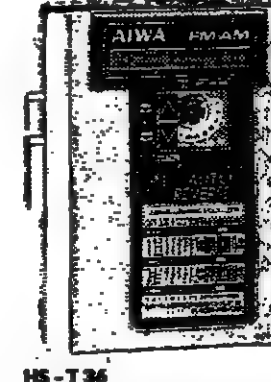
HS - P 14
Lecteur Auto Reverse, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - T 150
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préléctions: 5 FM, 5 AM. Recherche automatique des stations. Horloge. Dolby B, Position Métal. Noir/Argent.



HS - PC 202
Lecteur Auto Reverse, Dolby B/C, Position Métal, Noir.



HS - T 36
Lecteur/Radio AM-FM, Enregistreur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - J 202 A
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (lecture). Préléctions: 5 FM, 5 AM. Recherche auto. des stations. Horloge. Micro stéréo extérieur. Batteries rechargeables. Noir.



HS - G 34 (successeur du G35 MK II)
Lecteur Auto Reverse, Dispositif "Super Bass". Réglages graves/aigus séparés. Position Métal, Noir/Argent.

* Batteries rechargeables en option.

AIWA®
le miracle japonais

AIWA FRANCE SA, 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. (1) 46.04.81.90.

هكذا من الأصل

Culture

CINÉMA

« Trois Sœurs », de Margarethe von Trotta

Les champs de la peur

Libre transposition d'un chef-d'œuvre de la scène à l'écran, par l'auteur et la réalisatrice des *Années de plomb*, autour d'un brelan de grandes dames : Fanny Ardant, Greta Scacchi et Valeria Golino.

Pavie, comme esquissée sur l'infirmité brumeuse de la plaine du Po, sa charnière et sa religiosité, son université et sa quête du savoir. Trois sœurs, trois femmes ou peut-être une seule, saisie à trois âges différents. Vella (Fanny Ardant), l'aînée, professeur, célibataire, l'œil à peine souligné, déjà, par les traits de la résignation; Maria (Greta Scacchi), la cadette, mariée à un fantasiste de la télévision, belle à le rendre laid; Sandra (Valeria Golino), la benjamine, rongée par les incertitudes, coincée entre ses livres de la fac de médecine et les tracts qu'elle distribue car elle veut encore y croire.

Trois femmes pour un autoportrait de Margarethe von Trotta. Comme jadis Tchekhov interrogeait

la déresse d'une Russie qu'allait bientôt bouleverser la Révolution, n'hésitant pour cela à mettre en cause ni lui-même ni sa vie, la réalisatrice interroge son passé proche et l'étrange et récente soumission des êtres de ce temps à une évolution qu'ils ne maîtrisent pas.

Comment, sans renoncer aux combats menés dans la décennie précédente — en schématisant : la lutte des femmes pour leurs droits au savoir, au travail, à l'autonomie — ressentir sans se renier et sans rougir la douce violence du sentiment ? Et, sur un autre plan, quelles réflexions, quelles frictions, quels combats nous faut-il engager pour essayer de dessiner une nouvelle fraternité, une nouvelle générosité et pour relever les défis d'une science effolée ?

Entre *Peur et Amour*, le titre italien de cette coproduction, *Trois sœurs* ouvre quelques chemins — quelquefois maladroitement, toujours très joliment sous la caméra de Giuseppe Lanci — qu'empruntent avec talent trois excellentes comédiennes, la plus jeune, Valeria Golino, n'ayant rien à envier à ses belles devancières.

O. S.

Rencontre avec Greta Scacchi

Confidences d'une optimiste

Dans sa loge du Vaudeville Theater de Londres, où elle est chaque soir Yelena, l'héroïne d'*Oncle Vania*, de Tchekhov, aux côtés de Jonathan Pryce et de Michael Gambon, Greta Scacchi se souvient de *Trois Sœurs* et des prémices d'une carrière déjà riche.

« Je me suis très bien entendue avec Margarethe von Trotta. Elle a cette manière de « confesser » les gens un peu comme les prêtres. Je me suis surprise à lui raconter des choses tellement elle était curieuse, attentive, maternelle, pleine d'affection avec Valeria Golino, Fanny Ardant et moi. Nous n'avons eu aucun mal à nous entendre et commencer de former une famille. Les femmes confidantes, malgré ce que certains disent, n'ont pas de problèmes de communication, pas de

mal à devenir amies. On nous jure que parfois dans les journaux mais on ne se rencontre en fait que très rarement. C'est pour ça que j'avais très envie de faire ce film. C'était enfin la possibilité de travailler avec d'autres actrices de mon âge. C'est une expérience assez rare, vraiment différente des autres.

« L'enseignement que j'ai reçu au Bristol Old Vic de 1979 à 1981 était très classique, complètement centré sur le théâtre, sans ouverture sur le cinéma ou la télévision. On a étudié tous les textes les plus connus, classiques et modernes : Shakespeare, Molière, Tchekhov, Pinter, Osborne, De Filippo, Beckett.

« Mais mon meilleur souvenir, mon rêve, c'était Tchekhov, la *Mouette*, *Nina*, c'est très banal. J'ai appris que La Binoche l'avait joué à Paris. J'aurais bien voulu la voir. Il y a chez Tchekhov une attitude très critique mais aussi très affectueuse vis-à-vis des êtres humains. Il ne crée pas des héros mais les difficultés, les faiblesses de ses personnages nous font aussi des moments

de courage, de force. C'est un interprète très réaliste mais jamais cruel de la vie.

« J'ai lu toutes les lettres de Tchekhov. Je peux le situer au milieu de ses personnages. Il est là, sa famille est là, ses amours sont là. C'est un homme qui a beaucoup souffert, mais qui est toujours plein d'espoir : il semble être pessimiste, mais il est très optimiste : il a un regard très philosophique, plein d'amour sur les gens. C'est une façon de voir la vie qui me correspond. Je suis très cynique, mais très optimiste.

« Je n'ai pas eu beaucoup de mal à trouver mon personnage dans *Trois Sœurs*. A ce moment-là, j'étais très triste, très désemparée, j'avais beaucoup de temps pour penser à Maria, sa peur de la vie, cette tendance à attendre quelque chose qui n'arrivera jamais. Elle croit trouver un amour, elle se jette dedans avec toute la force de sa passion, et puis elle comprend qu'elle a été trahie, que son rêve n'était qu'un rêve.

« Juste avant d'arriver à Pavie, j'avais lu *Madame Bovary* pour la première fois sans savoir que la signification du livre aurait beaucoup d'effet sur mon personnage. Elle s'est révélée presque synonyme de Maria. *Madame Bovary* était peut-être son livre favori. Toutes les pensées d'Emma étaient les miennes à ce moment-là, et celles aussi de Maria. C'est une période où je venais d'avoir vingt-sept ans et où j'ai dû me rendre compte que mes rêves, mes attentes de la vie, de l'amour, de l'homme idéal n'existaient pas, ne pouvaient pas être. J'ai été triste pendant tout le tournage, j'avais atteint au point où Margarethe von Trotta ne pouvait plus m'aider.

« J'ai commencé ma carrière par le cinéma parce que je n'avais pas de propositions de théâtre en Angleterre. J'ai passé trois mois sans travailler. Jusqu'à ce qu'un Allemand qui cherchait un visage nouveau pour son premier film m'ait trouvée dans le répertoire des comédiennes. J'ai fait mon premier long métrage à

Munich à la fin de 1981, le *Deuxième Visage*, de Dominik Graf. Pendant les dernières semaines de ce tournage, James Ivory m'a appelée de Londres. Il préparait *Châleurs et poussières*. Il y a eu un battement de cinq jours entre les deux films. Puis cela a continué. Après le film, j'ai joué une pièce, et tout le monde a voulu voir la nouvelle actrice, moitié anglaise, moitié italienne. J'ai refusé et me suis fait beaucoup d'ennemis mais je préfère attendre plutôt que tourner n'importe quoi.

« Je suis bien décidée à travailler de front sur la scène et à l'écran. Depuis six ans, je suis passée d'un film à l'autre et reste très amoureuse de faire de théâtre. J'ai un peu l'impression que mon travail a été volé par les metteurs en scène et non « offert », créé par moi. Je vois mes films comme des produits finis, je ne m'y retrouve pas. Ils réveillent quelques souvenirs en moi mais pas de réelle reconnaissance. Au théâtre, je n'ai jamais eu cette impression.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

« La Commissaire », d'Alexandre Askoldov

Hors cadre

Il ne faut donc pas s'étonner de l'interdiction de la *Commissaire*. En 1967, le cinéma soviétique n'en était plus au relatif dégel qui avait suivi la désalinisation. Le réalisme socialiste avait repris ses droits et les auteurs artistiques étaient fort mal venus : Paradjanov et Tarkovski allaient en faire les frais. Et, on s'en aperçoit en effet aujourd'hui, le cas de *La Commissaire* était exemplaire. Askoldov y exprime quelques vérités pas bonnes à dire et les films de manière fort peu conventionnelle.

Un humanisme convenu

En 1922, un détachement de l'Armée rouge vient de reprendre aux Blancs une petite ville d'Ukraine. Il est commandé par une maîtresse femme, Klavdia Vavilov, commissaire du peuple (Bonna Mor-dioukova), qui fait régner une implacable discipline. Mais Klavdia est économe. Elle ne désire pas l'enfant, qui va l'encombrer. Comme elle est sur le point d'accoucher, ses supérieurs la font prendre en charge par une famille du village. Les Magzanik sont juifs. Efrim (Rolan Bykov) et son épouse Maya (Raisa Nadachlokaia), chargés d'enfants, aident Klavdia à mettre le sien au monde. La féminité de la rude commissaire s'éveille, son instinct maternel aussi.

Le « message » est, on le voit, d'un humanisme plutôt convenu. Mais le véritable sens déborde les bonnes intentions, et la mise en scène (en Scope noir et blanc) pulvérise le réalisme. Au fanatisme révolutionnaire de la commissaire talonné à coups de serpe s'opposent les forces de vie incarnées par la famille Magzanik (et par la belle

et énergique Maya) pourtant constamment menacée. Askoldov lance sa caméra à la volée, renverse les cadrages pour traduire le chaos de la guerre civile. Pendant son accouchement, le subconscient de Klavdia se libère dans des images hardies. Caméra subjective, souvenirs, visions : on dérangeant les normes cinématographiques le cinéaste dérange l'ordre établi.

La commission découvre le sort fait au juif. Des changements politiques, ils n'attendent que le pogrom. Le scène de l'attente dans la cave est extraordinaire : dépassant le temps de la guerre civile et les années 20, Klavdia Vavilov « voit » le nazisme, les déportations, les camps de la mort. La force des images vient (et la double expérience de l'intolérance et du pouvoir totalitaire par Grossman et Askoldov éclate, là, comme un cri) de ce que, par delà le nazisme, elles s'élèvent contre la haine et réclament les droits de la minorité juive dans l'URSS des années 60.

Qu'importe, alors, si la composition de Rolan Bykov est un peu trop pittoresque. Ne nous y trompons pas : *La Commissaire*, vingt ans après son interdiction, reste un grand film dérangeant sur la liberté et la justice.

JACQUES SICLIER.

Maison de la Poésie

181, rue Rambuteau, 75001 Paris. 42.36.27.53

Jeudi 29 septembre 20 h 30

ARAGON ET L'AMOUR

LECTURE-CONFÉRENCE avec Michel APEL, MICHEL et Charles DORZYNSKI

Accès libre par Jean-Noël SASSA

Jusqu'au 20 décembre

EXPOSITION LOUIS ARAGON

Du « Faucon maltais » à « Asphalt Jungle »

Des goûts des droits et des couleurs

Un film réalisé en noir et blanc aux États-Unis qui a ensuite subi une colorisation, peut-être étonnant en France malgré le refus de l'auteur ou de ses héritiers ? Ce n'est que dans ces limites étroites que la justice française devra se prononcer en statuant sur le conflit qui oppose les héritiers de John Huston à la société américaine « Turner Entertainment Co » à propos du film « Asphalt Jungle » réalisé en 1950.

Un film français ne pourrait être colorisé sans l'accord de son créateur, même si ce dernier a été vendu, ses droits à une société cinématographique car notre législation reconnaît à l'auteur un « droit moral » sur son œuvre, qui est inaliénable. Le cas est différent aux États-Unis où les tribunaux n'admettent que le droit patrimonial, totalement cessible si aucune disposition particulière n'a été prévue au contrat d'origine.

En outre, les producteurs des films réalisés à Hollywood de 1928 à 1960 sont considérés comme auteurs dans la mesure où l'ensemble des participants à l'œuvre cinématographique étaient tenus pour des salariés. Ces circonstances permettent donc au producteur de faire d'un film ce qu'il veut sur la territoire américain, sans craindre une réelle limitation de ses droits.

Mercréd 21 septembre, à l'audience de la première chambre du tribunal civil de Paris, les avocats de la société Turner ont soutenu que les mêmes règles devaient s'appliquer pour le film américain diffusé sur le territoire français, en invoquant un copyright légalement obtenu aux États-Unis le 2 mai 1950 par la Metro Goldwyn Mayer.

Des « caprices imbéciles... »

Quant au droit moral français, ils soutiennent qu'il n'est pas fait « pour servir les caprices imbéciles des auteurs », mais pour éviter les abus, et, en l'occurrence, M^{me} Paul Mathely n'a pas hésité à parler de « caprice condamnable » des héritiers de John Huston. La société Turner estime qu'elle a « gardé l'esprit du film » et « valorisé » l'œuvre à l'égard du téléspectateur « qui ne peut plus supporter le noir et blanc ».

La discussion juridique a atteint un niveau plus élevé lorsque les conseils des héritiers de John Huston ont répondu en faisant appel, non seulement aux textes du droit français, mais aux conventions internationales pour affirmer que le tribunal devait leur reconnaître un droit moral sur le film. M^{me} Olivier Carnet et Henri Choukroun devaient relever que dans le cas contraire les sociétés américaines disposeraient en France de plus de droits que les sociétés françaises.

Les débats se poursuivront le 19 octobre, mais les magistrats garderont en mémoire qu'aucun don ne peut subsister sur les intentions de John Huston, qui avait vivement protesté après la colorisation de son film *Le Faucon maltais*.

Depuis, la technique de mise en couleurs par ordinateur a permis de faire progresser, et Turner précise qu'il était désormais possible de retrouver, avec une grande précision les couleurs d'origine en analysant électroniquement les gammes de gris de la pellicule. Ce procédé, s'il est utilisé avec rigueur, pourrait réserver des surprises car les artistes du noir et blanc n'hésitent pas à employer des couleurs et des maquillages de couleurs intentionnelles, tel que le vert, pour obtenir l'exact ton de gris qui convenait à l'esprit de la scène.

MAURICE PEYROT.

EN BRIEF

● Mort de l'acteur britannique Roy Kinnear. — L'acteur britannique Roy Kinnear est décédé, mardi 20 septembre, dans un hôpital madrilène, d'une crise cardiaque, deux jours après une chute de cheval au cours du tournage d'une séquence du film de Richard Lester, *Le Retour des trois mousquetaires*. Roy Kinnear était âgé de cinquante-quatre ans. Comédien populaire auprès des téléspectateurs britanniques, il était la vedette d'une série humoristique : *That was the Week that was*.

● La mort du batteur Sam Woodyard. — Installé en France depuis une dizaine d'années, le batteur Sam Woodyard est mort à Paris dans la nuit du lundi au mardi 20 septembre des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-trois ans. Sam Woodyard se fit connaître aux côtés de Roy Eldridge et de Milt Buckner. A l'été 1959, il quitta Ellington qu'il retrouvera de temps en temps, et passa d'engagements momentanés en maladies.

● Nuits de Champagne à Troyes. — Le Festival de Troyes, qui se déroule du jeudi 22 au dimanche 24 septembre, sur le thème de la voix, propose jeudi 22 : Barbara Hendricks et Jean-Jacques Goldman; vendredi 23 : Charlotte Coureau; samedi 24 : Nathalie Stummann et le groupe Kassav.

● Zulewskij filme « Boris ». — C'est finalement Andrzej Zulewskij et non Andrzej Wajda qui tournera *Boris Godounov* dans la série des films-opéras produits par Daniel Toscani du Planitor pour Erato Films. Le tournage est prévu début 1989 dans les studios de Belgrade. Le rôle-titre reste confié à Ruggero Raimondi.

● PRÉCISIONS. — Dans l'article « Stockhausen court toujours », paru dans le Monde des arts et spectacles du 22 septembre, il fallait lire à la fin du premier paragraphe : « C'est seulement avec la cuisse » (et non : également). D'autre part, c'est le réceptivité et non la réciprocité des auditeurs qui doit être stimulée. Enfin, c'est désormais Michel de Maule qui publie la revue *Silences*.

THEATRE
ROMAIN ROLLAND
SAM. 24 - 20h30 • DIM. 25 - 15h

C'est dimanche
JEROME DESCHAMPS

18, rue Eugène Varlin - Villejuif
Métro Paul Yvonne-Courcier
LOCATION 47.26.15.02

L'Ecole et le Centre d'art théâtral

organisent

Une journée « portes ouvertes »

le samedi 1^{er} octobre 1988

Pour plus de renseignements
Tél. 42.47.04.66

avant-garde 1910

Biennale de

LE BUREAU DES FA

Culture

ARTS

A Lugano

L'avant-garde russe de 1910 à 1930

En Russie, la révolution dans l'art a précédé la révolution politique et sociale. Cette antériorité des peintres sur les bolchéviques est parfaitement illustrée par l'exposition de quarante toiles que le baron Hans Heinrich Thyssen-Bornemisza consacre dans sa villa des bords du lac de Lugano à l'art révolutionnaire des musées soviétiques. Sensibles à toutes les tendances, eux-mêmes à l'avant-garde de leurs confrères parisiens ou berlinois, ils ont eu l'enthousiasme un court instant pour un autre, brûlant un jour ce qu'ils avaient adoré la veille, les peintres russes du début du siècle se reconnaissent tour à tour en même temps dans le cubisme, le futurisme, le constructivisme et le suprématisme.

L'exposition est censée couvrir les années 1910-1930 : on fait les œuvres les plus tardives datant du début des années 20 ; le visiteur ne peut donc saisir la montée du réalisme socialiste, qui poussera ces peintres, pour beaucoup propagandistes du prolétariat (culture prolétarienne), après octobre 1917, à l'exil ou au reniement. La plupart des œuvres présentées à Lugano ont d'ailleurs croqué pendant des décennies dans les caves des musées de Moscou et de Leningrad. Elles n'en sont sorties que récemment, d'abord pour des salons étrangers avant

d'être proposées par conséquent au regard des Soviétiques.

La disposition des toiles, leur regroupement et leur succession dans la villa de baron Thyssen donnent une impression de désordre. Mais l'occasion est trop rare pour ne pas être gâtée de voir rassemblées des compositions de Vassili Kandinsky, un un de Tatline, les peintures naïves inspirées du primitivisme russe et transférées par le cubisme de Natalia Goncharova ou de son mari Mikhail Larionov, le portrait de la poétesse Anna Akhmatova par Kozima Petrov-Vodkina, et bien d'autres. A côté de neuf œuvres de Malevitch montrant son voyage au bout de l'abstraction, depuis *Marfa et Vanka*, où l'inspiration populaire et paysanne reste présente, jusqu'au *Carré noir* que Malevitch considérait comme « le degré zéro de la forme ». *Le tonneau de vin* est une forme pure de la figure géométrique la plus simple sur un fond vide.

Ce qu'il en adviendra pendant les soixante années de glaciation stalinienne et post-stalinienne est une autre histoire qu'il a paru indécrottable aux organisateurs d'évoquer au moment où un vent de dégel autorise le plaisir de la contemplation.

D. V.

Jusqu'au 2 octobre, Villa Favard, Lugano.

La Biennale des antiquaires

Musée de l'éphémère, la XIV^e Biennale internationale des antiquaires, ouvre ses portes jusqu'au 9 octobre.

Cette manifestation de prestige sans concurrents réels (le Grosvenor Winter britannique et l'Antique Show américain ne réunissent que des antiquaires « nationaux ») devrait attirer quelque 350 000 visiteurs.

Les stands (150 au total) ne sont plus des stands, mais de véritables galeries reconstruites, voire des pièces de châteaux ennoblies par les effets de trompe-l'œil, les tentures de chintz, les drapés et les médaillons de stuc, les parquets de marqueterie qui finissent souvent par donner aux visiteurs l'impression de marcher sur Versailles au début du XVIII^e siècle. On compte trois galeries haute époque et Renaissance pour seize consacrées au XVIII^e siècle de Giampolo à Yves Mikaeloff, lequel présente un magnifique secrétaire à plaques de porcelaine signé Martin Carlin.

Il y a un vocabulaire Biennale papillonnant, sucré (« délicieux »),

« dromes » et d'adorables invitations aux mêmes caprices : « On a aussi de très jolis biscuits à 100 000 F. D'ailleurs, vous avez les mêmes en plus gros au Louvre. » Jean Lupa a reconstruit le cabinet de musique de Louis XVI, paré d'un bonheur-du-jour de Weissweiler (180000 F), d'une tapisserie de Beauvais d'après Schœmber, garnie d'antiquaires et d'armes, d'une table à écrire de Leiden, d'une commode de Benetton, le fourre-tout de Marie-Antoinette, meuble dont on chuchote le nom de l'éventuel acquéreur : le musée Paul-Getty à Los Angeles.

Chez Alain Turco (Aix-en-Provence), deux jolis perruques jouent les mannequins de vitrines vivantes et modifient le décor, question de présenter soixante objets sur une scène réduite. Il est vrai que l'espace coûte cher : 95 000 F les 18 mètres carrés.

Biennale des décorateurs autant que des antiquaires — un faux mur de Venise peint sur le dessus du Syndicat chez Achille Dandois l'éventuellement surprenant aussi par ses merveilles, d'après plus protégé, plus secret : les premiers pots de pharmacie française, perles, italiennes, chez Robert Montagut, un collectionneur passionné, les sublimes terres cuites chinoises de Gisèle Croes dont une joueuse de polo de l'époque Tang, sorte de mouvement immobile pur, mais aussi les statuettes précolombiennes de la galerie Mermoz, tels ces masques surgissant de la pénombre d'un tombeau éphémère.

A ne pas manquer encore : la galerie Les and Son's où le plus ancien objet de la Biennale (un vase thaïlandais de mille ans avant Jésus-Christ) partage le silence d'une demeure japonaise tout en pin avec des tambours de pluie, des vases Ikeshi en orne massif, une tête de divinité composite Hari Hira (Shiva et Vishnu).

Autant d'invitations au voyage plus qu'à la grande parade du luxe, loin, très loin, de la vague parfois clinquante de l'« aristocratie des valeurs », de « bon goût », de la « culture française » qui semble former en 1988 les nouveaux signes extérieurs de richesse.

LAURENCE BERNARD.

★ Biennale internationale des antiquaires, jusqu'au 9 octobre, Grand Palais, du lundi au samedi, de 11 heures à 23 heures, le dimanche de 10 heures à 20 heures.

MUSIQUES

Une semaine pour le quatuor

Chevauchée de seigneurs

La musique la plus passionnée se fait en petit comité. Ainsi du quatuor à cordes, à l'honneur toute cette semaine salle Favart.

La musique de chambre rassemble les cœurs dans ses plus secrets, mais il est des occasions rares où l'émotion débordante. Comme l'an passé, les survivants du Quatuor Amadeus, Norbert Brainin et Martin Lovett, avaient accepté de se joindre dimanche à une formation constituée (cette fois, le quatuor allemand Brandis) dans le *Premier Secours*, de Brahms.

C'était plus qu'un acte d'amitié entre des confrères dont le mort de Peter Schidlof avait achevé la carrière : le bonheur de jouer avec d'autres grands quartettistes, d'ajouter talent sur talent ; et Thomas Brandis ne dédaignait pas de prendre le second alto ni Wolfgang Roetlicher le second violoncelle pour honorer leurs hôtes.

Quelle chevauchée, au grand galop de l'enthousiasme, où chacun jetait ses forces, ses plus belles sonorités, ses rêves, s'exaltait de plus en plus : une vraie tempête couvrait les champs de blé dans l'andante, le schopen d'insaisissable comme une schubertiade, et le final mettait le comble à cette galie. Le public s'émouvait des collines que s'adressaient les musiciens ; parfois, une expression douloureuse passait fugitivement sur un visage au détour d'une phrase, peut-être le souvenir d'un concert passé.

Des musicologues sévères pour- raient froisser le sourcil devant une

exécution qui manquait certes de « modérateur », mais ce brusier de musique ravivait à juste titre la salle Favart, déjà chauffée par deux magistrales interprétations du Quatuor de Beethoven, scintillant, jaillissant du feu de l'esprit, rempli de vent du large, avec une sonorité d'ensemble d'une harmonie exceptionnelle qui nous valait ensuite un *Deuxième Quatuor* de Bartok, profond, intime, exprimant, extrayant les trésors du sublime lent, comme les fruits d'un sommeil profond, réparateur, après la frénésie hétéroclite du scherzo.

Ce forum international du quatuor à cordes, organisé par Georges Zeisel et son association Proquartet jusqu'à samedi salle Favart, comprend non seulement un grand concert chaque soir, mais aussi chaque jour, à 13 heures et à 19 heures, deux quatuors de Haydn joués par dix jeunes ensembles français ; chacun bénéficie par ailleurs, toute la semaine, en Conservatoire de la rue de Madrid, de cours d'interprétation dispensés par de très grands artistes : Brainin, Lovett, Beyerle (altiste du quatuor Alban Berg), Levin (fondateur du quatuor Lesalle) et le fameux Félix Galimir, de Marlboro. La pépinière des quatuors français devrait bientôt donner des plants de haute qualité avec de telles initiatives.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Proquartet, 20, rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris (tel. : 45-04-54-13). Prochains concerts : Quatuors Simon (13 h), Yeage (19 h), Arditi avec la soprano Brenda Mitchell (21 h), jeudi 22 : Quatuors Arpeggione (13 h), Ladvig (19 h), orchestre des jeunes quatuors dirigé par Félix Galimir (21 h), vendredi 23, Opéra Comique.

Barney Wilen au Sunset

« No problem... »

Enregistrer un premier disque à dix-sept ans avec Roy Haynes quand on est français de Nice trace un destin peu ordinaire. C'est celui de ce saxophoniste.

Barney Wilen, resté fidèle à Nice, vit et joue de toute façon dans un temps et un espace à part. A vingt-deux ans, en 1956, il est l'invité du Festival de Newport. Peu de musiciens européens ont connu cette chance. Barney, éternel adolescent, s'est toujours retrouvé, comme naturellement, aux côtés des plus grands : Bud Powell, Thelonious Monk, Dizzy Gillespie, Milt Jackson et Miles Davis, bien sûr, pour la musique d'*Ascenseur pour l'échafaud*.

Dès le début des années 60, il donne au free jazz sa dimension lyrique et conçoit l'étrange idée de doubler sur toute la durée le saxophone *blues* du son infernal des circuits automobiles : c'est l'album *Le Destin tragique de Lorenzo Bandini*. Six ans en Afrique : on dit de lui qu'il a disparu. Mais ce n'est que notre vision pauvre. Lui en revient avec une splendeur, *Moshi*, longtemps avant la mode africaine.

Barney Wilen a la même relation aux modes qu'au style et à l'espace. Il les rate en un sens puisqu'en vérité c'est lui que les fait sans s'en soucier. Ce qu'il aime, ce sont les souliers italiens, les foulards choisis, une élégance d'allure qu'il associe spontanément à la musique, un dynamisme du jeu qui n'est désirable que

parce qu'il en sait autant sans le dire.

Le moindre mal de la vogue des disques compacts, c'est de remettre au goût du jour des enregistrements qui n'auraient pas dû quitter l'acoustique. Des musiques de films policiers ou de films sentimentaux, qui ont été le modèle définitif de trente ans d'illustrations sonores, ressortent aujourd'hui : musique des *Tricheurs*, *Des femmes disparaissent*, avec Oscar Peterson, Stan Getz ou Roy Eldridge, et, bien sûr, les Jazz Messengers d'Art Blakey. Des mêmes Jazz Messengers, avec Barney Wilen en invité d'honneur, ressort aujourd'hui la musique des *Liaisons dangereuses*. Son thème générique est *No Problem*. C'est un air que tout le monde connaît, une musique que l'on siffle dans la rue. L'entrée de Barney après l'exposé du thème est un miracle d'anticipation, d'infime décalage, un de ces jeux avec le temps qui rendent la vie meilleure.

No Problem. A côté de Barney Wilen, la trompette, se trouve Leo Morgan. Celui-là aussi était un dandy. Un soir, en club à New-York, juste comme il attaquait son chorus, il s'est écroulé mort. Sa femme venait de le descendre d'un coup de fusil (la vie, l'amour, la jalousie). *No Problem* ou les liaisons dangereuses.

FRANCIS MARMANDE.

★ Barney Wilen au Sunset, du 20 au 24 à 22 heures. Tél. : 40-26-46-60.

★ Discographie : *Les Liaisons dangereuses*, CD Fontana, 812 017-2. *Des femmes disparaissent* et *Les Tricheurs*, CD Fontana 634 75 3 2.

LE THÉÂTRE NATIONAL CONSACRE A LA CREATION ET AU REPERTOIRE CONTEMPORAIN

88/89 - 9 SPECTACLES DONT 1 OPERA



BILLETDOUX.COPI. LAVELLI ouvrent la saison avec:



Denise Gance



Claude Rich



Anne Prunel



Henri Garcin



Mythen Boyer



Max Vialle



Michel Duchaussey



Gérard Lartigau



Catherine Hiegel



Judith Magre



Philippe Jolis



Pierre Varrin

LA SAISON COLLINE AVEC LA CARTE COLLINE POUR 450F.

1. RÉVEILLE-TOI PHILADELPHIE Bilalouet	2. UNE VISITE INOUPORTUNE Copi	3. LA NUIT DES CHASSEURS Bogel - Muller
4. TIR ET LUR Redonnet	5. MONSTRE AIMÉ Tavernier	6. LA VIEILLE Moren
7. NATIONALITÉ FRANÇAISE Laplace	8. SIT VENIA VERBO Dautch Lacour-Labarthe	9. LA STAR Krause

Pour recevoir VOTRE CARTE qui vous donne entrée à tous les spectacles, renvoyez-nous le modèle ci-joint, accompagné de votre chèque de 450F. 9 spectacles à 450F. au lieu de 1030F.

CARTE COLLINE
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
Direction Jorge Lavelli
15, rue Malte Brun
75020 PARIS (1) 43 66 43 60

Nom : _____
Adresse : _____

88/89
Carte N° _____

AMERICAN CENTER
1987-1991
work in progress
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

DONALD, CLAUDIA, RICK, GARY, MARYANN, RICHARD, GEORGE, MARK ET SEMAY
vous attendent à partir du 18 septembre pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture.

• SESSIONS INTENSIVES :
12-25 Septembre
26 Septembre - 17 Décembre
• INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
• Préparation au TOEFL
10-21 Octobre

1 place de l'Odéon
75006 Paris
TEL 46 35 18 82
Possibilité de prise en charge TTC

VINCENT COLIN et CIE
AU JARDIN DES PLANTES
LE BUFFON DES FAMILLES
Alpha France - 43.57.57.89 - BILLETTEL

Drôle et poétique... VSD - Tendre et malicieux... Télérama - De très bonnes trouvailles... Quotidien de Paris.

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

JE NE REVIENDRAI JAMAIS. Centre Georges-Pompidou (42-74-21-19), 21 h.

LUNA. Arlequin (45-89-43-22) 20 h 15.

L'ANGE GARDIEN. Gymnase Marie-Bell (42-46-79-79) 20 h 30.

TOILE DE FOND. Petit Odéon (42-25-70-32).

SILENCE ÉCRIT. Studio Le Regard-du-Cygne (43-58-55-93) 20 h 45.

LA MOUETTE (en langue russe). Grand Théâtre national de Cluj-Napoca (42-74-21-19) 20 h 30.

THÉODORE. Carré Sylvie-Moufflet (45-31-28-34) 20 h 30.

LE RETOUR AU DÉSERT. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) 20 h 30.

POUR UN OUI, POUR UN NON. Théâtre rouge (Lucernaire Forum) (45-44-37-34).

SI C'EST PAS MONTAGNE, J'EN VEUX PAS. Petit Marigny (42-25-70-32) 21 h.

CAGE D'APRÈS COMMUNICATION À UNE ACADEMIE. Théâtre de la Plaine (42-50-15-65) 20 h 30.

LE MONOLOGUE DE MOLLY BLOOM. Arcane (43-38-19-70) 20 h 30.

L'HOMME PRUDENT. Fontaine (48-74-74-00) 21 h.

AUBERVILLIERS. Les Mafias du théâtre. Théâtre de la Commune (48-34-67-67) 20 h 30 (20).

BOBBY. Le Café Maison de la culture 93 (48-31-11-45) 20 h 30 (20).

LES autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-11). Les Cahiers (42-08-77-11). 20 h 30.

ARCANTE (43-38-19-70). Le Monologue de Molly Bloom (42-56-60-70) 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). o Fando et Lis (20 h 30).

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02). Le Timide au palais (20 h 30).

ARTS-HÉBERTOT (43-87-33-23). o Arlette au Palais (20 h 30).

ATELIER (46-06-49-34). o Baby Boom (21 h).

BOUFFES PARISIENS (42-56-60-24). Une absence (20 h 30).

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). o La Trilogie du mythe (18 h 30).

CARTOUCHE. Théâtre de la Tempête (42-26-36-34). Salle L. Cami, drames de la vie courante (20 h 30).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vous... la guerre L. (21 h).

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revue d'actualité (21 h).

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire Folies (21 h).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. o Esther (20 h 30).

Jeudi 22 septembre

Transalpin et de la petite Jeanne de France: 10 h, 14 h 30 et 20 h 15.

PALAIS ROYAL. (42-97-59-41). Et le spectacle continue: 20 h 30.

PORT-SAINTE-MARTIN (46-07-37-53). Ténor: 20 h 30.

RANELAGH (42-38-64-44). L'Étrange Mister Knight: 21 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). o Le Lézard: 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Dile de couple: 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). Paradoxe, suivi de Va dans le monde au lit: 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse: 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-80). Salle L. o La Trilogie de Pascal: 20 h 30.

Salle II. o L'Étrange Mister Knight: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINIE (42-50-15-65). Cages, d'après Communication à une académie: 20 h 30.

THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-54-34-04). o L'Étrange Mister Knight: 20 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-61-93). L'Étrange Mister Knight: 20 h 30.

TINTAMARE (48-87-33-82). Les majestés se cachent pour mourir: 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-33-82). Identité: 19 h. La Femme rousse: 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guitry, pièces en un acte: 19 h. Répétition dans les laboratoires: 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut de lit: 20 h 30.

Les cafés-théâtres

AU MEC FIN (42-46-29-35). Fou comique Forcassé: 20 h 30. L'Instant Présent: 22 h 15.

BLANCS-MANTEAUX (48-57-15-84). Salle L. Area: MC 2: 20 h 15. Les Épis noirs: 21 h 30. Laurent Violet: 22 h 30.

Salle II. Les Sœurs Monstres: 20 h 15.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiers, valet de chambre: 20 h 15. Mangesons d'hommes: 21 h 30. Jeanne Truchet a disparu: 22 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Nouveau Spectacle de Sima: 20 h 15. o L'un des deux: 20 h 15.

CAVE DU CLOÛTRE (42-39-42-42). Fano Sapiens: 20 h 30.

EDGAR III (42-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 30. o La Chansonne chante: 21 h 30.

LE GRENIER (43-60-66-01). Elly: une univers impitoyable: 22 h.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Les cœurs sont vides: 21 h. Nom, on aime: 22 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). L'Écran du feu: 18 h 30 et 24 h. Jamais vulgaire: 20 h. Nos dévils font dévotion: 21 h 30. Vons avec de l'argent: 22 h 45.

cinéma

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-34-24) JEUDI

Deuxième bureau contre Kommandantur (1939), de René Jayet et Robert Bibal, 16 h; Silent Running (1972, v.a.l.), de Douglas Trumbull, 19 h; Le Gerni (1968, v.a.l.), de James Ivory, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) JEUDI

Le Classique français des années cinquante: Sois belle et tais-toi (1958), de Marc Allégret, 14 h 30; Adorable Créature (1952), de Christian-Jaque, 17 h 30; Les quatre cents coups (1959), de François Truffaut, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (42-26-34-38) JEUDI

Paris: un arrosagelement par jour: 13 arrosagelement: Tours et Pavillons: Balade de la Butte aux Cailles (1984) d'un collectif, Trois tours et puis s'en vont (1977) d'André Volant et Joëlle Chollat, (1977) d'André Volant et Joëlle Chollat, Les Musiciens du ciel (1939) de Georges Lacombe, 16 h 30; Chénouet: Fils de Thé (1986) de J.-M. Michel-Gaëtan, et J. Thé (1986) de J.-M. Michel-Gaëtan, Delamarre, Un ticket de métro pour le Chine (1986) de Michaëla Wauters, 18 h 30; Ombres: la Première journée de Nicolas (1984) de Manuel Poirier, Dernier Douille comme (1969) de José Giovanni, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.): Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).AMÈRE RÉCÔITE (Al. v.a.): Utopia Champollion, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): Cinépolis, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.): 14 Juillet Paribas, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).BAGNAD CAFE (Al. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).LA BÊTE DE GUERRE (Al. v.a.): Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-33-42-26); France 3, 7^e (42-33-42-26); UGC Convention, 8^e (42-33-42-26); Gaumont Convention, 9^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 1, 10^e (42-33-42-26); Saint-André-Arts 2, 11^e (42-33-42-26).BIG (Al. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (42-33-42-26); Rex, 2^e (42-33-42-26); Bretagne, 3^e (42-33-42-26); UGC Odéon, 4^e (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 5^e (42-33-42-26); UGC Biarritz, 6^e (42-

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi sauf dimanche-jour. Signification des symboles : * Signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à vision ; ○ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 22 septembre

TF 1

20.40 Séries : Le manuscrit de Saint-Martin. De Gilles Béhat. 22.10 Clés : Le Chat et le Film français de Pierre Granier-Deferre (1970). Avec Jean Gabin, Simone Signoret. 23.00 Journal et Bouquet. De 0.00 à 5.58 Rediffusion. 6.00 Feuilleton : La ballade. 1.00 Feuilleton : Les Moutons et les Phasos. 1.20 Documentaire : Collection nouveaux mondes. 2.25 Documentaire : Histoire naturelle. 4.20 Musique. 4.40 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.35 Clés : Je hais les acteurs. Film français de Gérard Krawczyk (1986). Avec Jean-Pierre, Michel Blanc, Bernard Blier, Michel Galabru, Pauline Lafont.

FR 3

20.30 Clés : Atlantis, terre engloutie. Film américain de George Pal (1961). Avec Anthony Hall, Joyce Taylor, John Dall. 22.00 Journal et Météo. 22.25 Spécial Jeux olympiques. 22.35 Magazine : Océanographie. 23.00 Feuilleton : La femme « amoral » et la femme « respectable » dans la société indienne d'aujourd'hui. 23.25 Magazine : Espace francophone. De Dominique Gallier. Le théâtre noir francophone. 0.05 Musique. 0.15 Prélude et fugue en sol mineur, de Bach-Mozart, par le Trio à cordes de Paris.

CANAL PLUS

20.30 Clés : Le Légende de saint Isidore. Film italien d'Enrico Olmi (1988). Avec Roger Haas, Anthony Quayle, Sandrine Dumas, Sophie Sigale. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Clés : La Coccolle à Montecarlo. Film américain de Vincent McEvety (1977). Avec Dean Jones, Don Knotts, Julie Sommars. 0.15 Clés : Les Moutons et les Phasos. 1.20 Documentaire : Collection nouveaux mondes. 2.25 Documentaire : Histoire naturelle. 4.20 Musique. 4.30 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

13.40 Feuilleton : Cité ouest. 14.35 Variétés : La chance aux chansons. 15.00 Feuilleton : Aurors et Victoires. 15.15 Séries : Les quatre cents coups de Virgile. 16.15 Jeu : Ordre des. 16.45 Club Dorothée. 17.35 Séries : Clés. 18.25 Avis de recherche. 18.40 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.05 Spécial Jeux olympiques. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 La soirée club. 20.00 Journal. 20.25 Informations aux Jeux olympiques. 20.30 Météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Avis de recherche. 20.50 Michel Boujenah. 21.30 Magazine : Sirocco-express. 22.30 Journal et Bouquet. 22.45 Séries : Les chevaliers. De 0.35 à 5.58 Rediffusion. 6.35 Feuilleton : La ballade. 1.35 Feuilleton : Les Moutons et les Phasos. 2.00 Magazine : Sirocco-express. 2.50 Documentaire : Collection nouveaux mondes. 3.50 Documentaire : Histoire naturelle. 4.20 Musique. 4.30 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

13.45 Feuilleton : Journal de la nuit. 14.30 Spécial Jeux olympiques. 17.30 Flash d'informations. 17.15 Magazine : Variétés. 17.35 Séries : L'homme qui vendait du feu. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Spécial Jeux olympiques. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plateau de



rire. Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Feuilleton : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode).



21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Les lectures d'Hubert Reeves » (astrophysicien, directeur de recherches au CNRS, auteur de la trilogie « L'été et de l'automne », sous le pseudonyme de Michel Cazenave (la Légende d'Arctur), Loti Depecker (les Mots de la francophonie), Joël de Rosnay (l'Aventure du vivant), Yves Laisius (Buffon 1789-1988), 22.55 Journal. 23.10 Clés : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode). 23.15 Clés : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode). 23.15 Clés : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode). 23.15 Clés : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode).

FR 3

13.40 Spécial Jeux olympiques. 14.30 Feuilleton : ABB ! Tu m'as vu. 15.00 Flash d'informations. 15.03 Variétés : Dictionnaire. 15.30 Magazine : TBS-Caroline. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Bambi. 17.15 Dessin animé : Mico. 17.40 The Muppet show. 18.00 Spécial Jeux olympiques. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Dessin animé : Dingo. 20.05 Jeu : La chaîne. De Claude Lelouch. Après le nom de Michel Drucker. Avec Jean Carroul, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (3^e épisode). 20.20 DNC. 20.30 Feuilleton : Terre des gangs. De Richard Sarff. Avec Michel Nouri, Brian Benben, Joe Penny, Richard Castellano (12^e épisode). 21.30 Magazine : Thémis. De Georges Pernoud. Vous avez dit boycott ?

Audience TV du 21 septembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

MOYENNE	POYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	42.4	21.1	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4
19 h 45	50.4	32.0	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4
20 h 18	62.4	32.0	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4
20 h 55	70.3	32.0	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4
22 h 8	56.2	31.4	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4
22 h 44	28.6	17.0	0.0	Actuel. région. 11.0	Top 50 11.0	Pour l'imp. 1.4	Projeté par. 2.4

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 22 septembre à 6 heures et le dimanche 25 septembre à 24 heures UTC.

L'anticyclone qui nous protégeait en début de semaine nous a abandonné. C'est maintenant une dépression installée sur l'Irlande qui fait le jeu. Une perturbation en profitera pour traverser le pays, mais elle ne touchera pas les régions du Sud-Est.

Vendredi : le ciel deviendra peu à peu gris et pluvieux.

Sur la Bretagne et le Cotentin, la journée débutera sous la pluie. Ce temps maussade sera accompagné d'un fort vent d'est en Manche. Il faudra attendre l'après-midi pour voir quelques rayons de soleil.

De la région Midi-Pyrénées au sud du Massif Central, au Jura, aux Vosges et aux Alpes du Nord, le ciel sera très chargé le matin, avec ici ou là une ondée ou parfois même un orage qui peuvent survenir. Les éclaircies reviendront rapidement sauf sur le massif alpin où elles

tarderont un peu, et l'après-midi sera ensoleillé.

Sur les régions méditerranéennes, le soleil prédominera et la journée sera agréable.

Sur les autres régions, nuages et éclaircies se partageront le ciel au lever du jour. A la mi-journée, tandis que le soleil fera encore de belles apparitions des Pyrénées au Centre, jusqu'aux Ardennes et en Lorraine, le ciel couvert et pluvieux aura envahi tout le nord-ouest du pays jusqu'aux Pays de Loire, l'Ile-de-France et le Nord.

Le temps gris, souvent accompagné de pluie, s'étendra le soir du littoral atlantique jusqu'aux frontières du Nord-Est. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort.

Les températures maximales seront assez fraîches : 7 degrés à 11 degrés mais elles ne descendront pas au-dessous

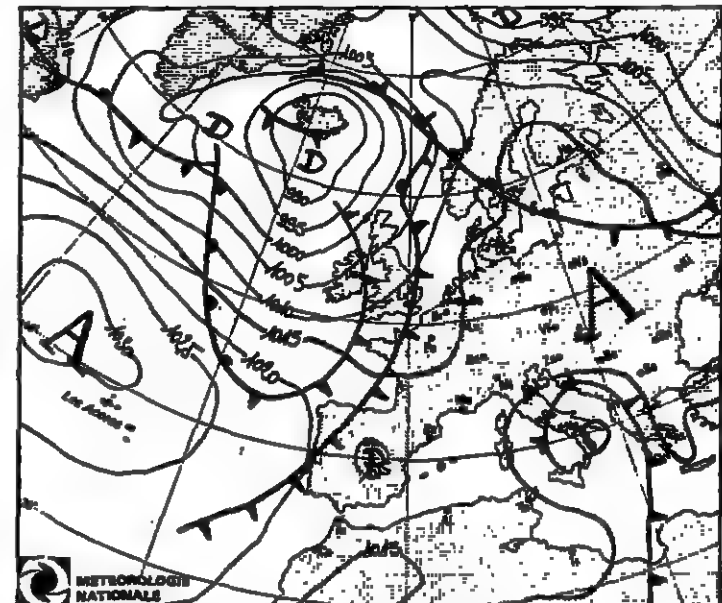
de 13 degrés à 14 degrés dans le Sud-Est.

L'après-midi, les températures s'éleveront de 17 degrés à 22 degrés du nord au sud. Près de la Méditerranée, les températures voisines de 25 degrés seront encore fréquentes.

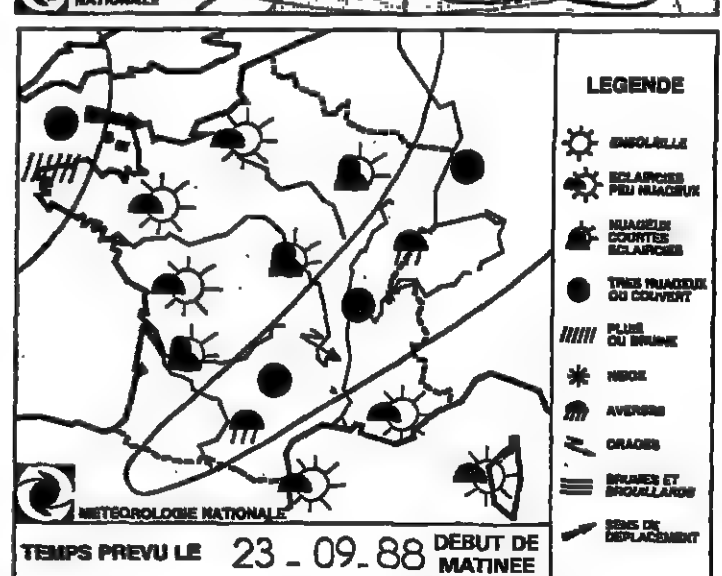
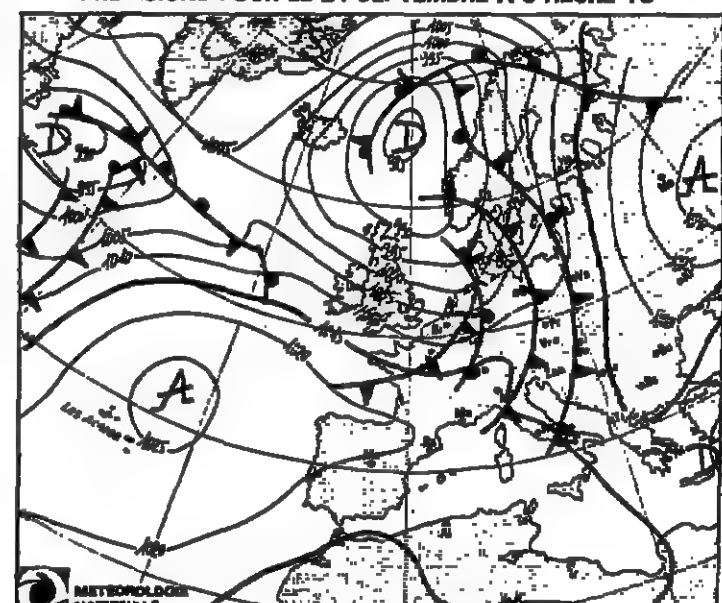
Samedi : Le soleil prédominera sur le bassin méditerranéen, sur Midi-Pyrénées, Aquitaine, Centre, Alpes, le temps restera gris et brumeux. Des éclaircies apparaîtront sur le Sud-Ouest en cours de journée. Sur la moitié nord, le ciel sera très nuageux à couvert avec des pluies intermittentes.

Dimanche : Toujours un temps très nuageux à couvert sur la moitié nord avec des éclaircies apparaîtront cependant dans la journée sur le Val-de-Loire, Bourgogne et Morvan. Sur la moitié sud, les brumes, brouillards et nuages bas se dissiperont lentement.

SITUATION LE 22 SEPTEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 21-9-1988 à 6 heures TU et le 22-9-1988 à 6 heures TU				le 22-9-1988			
FRANCE				ÉTRANGER			
Station	Max	Min	Obs	Station	Max	Min	Obs
ALGER	25	12	D	ALGER	25	12	D
BARCELONE	25	14	N	BARCELONE	25	14	N
BORDO	25	13	C	BORDO	25	13	C
BREIT	19	12	P	BREIT	19	12	P
CADIX	22	13	N	CADIX	22	13	N
CHERBOURG	17	12	N	CHERBOURG	17	12	N
CLERMONT-FERRAND	25	12	C	CLERMONT-FERRAND	25	12	C
DUNKERQUE	21	7	D	DUNKERQUE	21	7	D
GENÈVE	18	9	D	GENÈVE	18	9	D
LILLE	15	7	B	LILLE	15	7	B
LONDRES	23	12	N	LONDRES	23	12	N
LYON	23	10	N	LYON	23	10	N
MAURILLAN	25	12	D	MAURILLAN	25	12	D
NANCY	19	6	B	NANCY	19	6	B
NANTES	24	12	C	NANTES	24	12	C
NICE	23	16	D	NICE	23	16	D
PARIS-MONTAIGNE	21	12	B	PARIS-MONTAIGNE	21	12	B
PARIS-MONTMARTRE	21	12	B	PARIS-MONTMARTRE	21	12	B
PERPIGNAN	25	14	D	PERPIGNAN	25	14	D
RENNES	24	14	P	RENNES	24	14	P
STRASBOURG	23	10	D	STRASBOURG	23	10	D
TUNIS	25	15	D	TUNIS	25	15	D
VALD'AUZ	25	15	D	VALD'AUZ	25	15	D
VANNES	25	15	D	VANNES	25	15	D
VIENTNE	15	13	P	VIENTNE	15	13	P

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4837

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Un homme qui est amené à prendre la mouche. - II. Pour celui qui n'a guère envie de s'exposer. - III. Eventail but à attendre pour qui mène la barque. Capable de frapper un grand coup. - IV. Restent en place même quand on débarrasse le plancher. Adverbe. - V. Marque la séparation. - VI. Ceres pas idéale pour celui qui désire voir plus clair. - VII. Avoir deux compagnons de travail. - VIII. Conjonction. Ne peuvent guère s'exprimer en un mot. - IX. On peut les trouver dans des berceaux. Article. - X. A souvent du monde à ses côtés. Élément de régime. - XI. Qui auraient certainement désiré que le coup soit manqué.

VERTICALEMENT

1. Ça peut nous faire une belle jambe. - 2. A un cœur tendre. Se mit à chasser. - 3. Gourdes de faible capacité. Vise à faire passer à l'acte. - 4. A beaucoup fait cuire. Utile à ceux qui marchent souvent avec une canne. En baisse. - 5. En France. Terre dans l'eau. Totalise vingt et un points. - 6. Employé à la direction. Utile pour celui qui a quelque chose à dire sous le manteau. - 7. Qui peut donc s'estimer heureux. Fait rédiger une ordonnance. - 8. Peut taper sur ceux qui lui ressemblent. Se sépare d'une de ses productions. Sert à dresser. - 9. Font naître un danger. Des araignées peuvent y être suspendues.

Solutions au problème n° 4836

Horizontalement
1. Brillant. - II. Aride. - III. Côte. Acre. - IV. Hue. Alois. - V. Al. Union. - VI. Llapo. Lev. - VII. Alpiniste. - VIII. Nettes. Tu. - IX. Dé. Abel. - X. Est. Cru. - XI. Elidies.

Verticalement
1. Achalandées. - 2. Brouillées. - 3. Rime. Apt. Te. - 4. Ide. Unif. - 5. Le. Anone. Cl. - 6. All. Isard. - 7. Alcools. Buc. - 8. Rénette. - 9. Tuca. Venues.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 septembre 1988 :

UN DÉCRET

N° 88-928 du 19 septembre 1988 fixant les modalités de l'option de bailleurs de biens ruraux pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

UN ARRÊTÉ

N° 12 du 12 septembre 1988 fixant les modalités des concours de l'agriculture.

UN DÉCRET

N° 16 du 16 septembre 1988 portant classement parmi les monuments historiques d'un portrait du duc d'Orléans peint par Ingres en 1842.

UN ARRÊTÉ

N° 21 du 21 août 1988 portant agrément de la convention du 6 juillet 1986 relative à l'assurance chômage et du règlement annexé à cette convention.

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Christophe HOUDART**
et
Béatrice CHAMBAUD,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Alice,
La Rochelle, le 15 septembre 1988.
4, rue Franch-Delmas,
17000 La Rochelle.
— **Chloé et Gérard THALMANN-DUNANT**,
leur fils **Samuel-Antoine**,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Juliette, Noémie, Côme,
le 16 août 1988.
50, rue du Ranelagh,
75016 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Michel Amaler,
François-Régis, Frédéric, Pierre-
Etienne et Sébastien Amaler,
M. et M^{me} Philippe Koechlin,
Sophie et Stéphane Koechlin,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Marguerite Schulz,
M. et M^{me} Charles Schulz
et leurs enfants,
M^{me} Henri Walch
et ses enfants,
Les familles Sézary et de Girard,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} André AMSLER,
née Louise Pauline Schmitt,
survenue le 20 septembre 1988, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le
samedi 24 septembre, en l'église réfor-
mée de l'Oratoire, 4, rue de l'Oratoire,
à 8 h 30.
— Ils se confient, tu les débrailles. —
Ps. XXII, 5.

— Michel Bazelaire,
Bernard Bazelaire,
Jacqueline Bazelaire,
Daniel Bazelaire,
Jean-Pierre Bazelaire,
Jean-Paul Bazelaire
et leurs enfants,
font part du décès de
M^{me} Jean BAZELAIRE,
née Béatrice,
leur mère et grand-mère,
survenue le 19 septembre 1988.
La cérémonie religieuse a été célé-
brée le 21 septembre, en l'église de
Saint-Rémy-de-Vinay (Vosges).
Rue du Lieutenant-Lamy,
88500 Mirecourt.

— M^{me} Louis Charpenet,
Sa fille Lina,
Et toute la famille,
ont l'immeuble peine de faire part du
décès de
M. Louis CHARPENET,
survenue à Paris, le mardi 20 septembre
1988, à l'âge de soixante-cinq ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Notre-Dame-de-Clotilde
(81, rue Haxo, Paris-20^e), le vendredi
23 septembre, à 8 h 30.
Une messe sera dite le même jour à
15 heures, en la chapelle Saint-
Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, route de
Givry, à Saint-Remy (Saône-et-Loire),
suivie de l'inhumation dans le caveau de
famille.
— M^{me} Laurent Dauphin,
M. et M^{me} Jacques Dauphin,
M. et M^{me} Georges Lajoux,
Le Dr et M^{me} Jean Boulay,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès
brutal de
M. Laurent DAUPHIN,
ingénieur INPG
(ENSIMAG),
diplômé ESSEC,
survenue à l'âge de trente-six ans.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.
— M^{me} Henri Dini,
Paul, Muguette, Laurence,
Valérie Dini,
Jean-Pierre, Patricia,
Scarlett Dini,
Claude, Alain, Guillemine,
Flore Trautmann,
ses frères, sœurs, belles-sœurs,
beau-frère, nièces et neveux,
Les familles Dini, Maron,
Trautmann,
Ses amis et collègues,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Michèle DINI,
inspectrice départementale
de l'éducation nationale,
officier des Palmes académiques,
survenue brutalement à son domicile le
21 septembre 1988, à Nanterre, dans sa
cinquantième année.
La levée du corps aura lieu le ven-
dredi 23 septembre, à 17 heures, au
Foyer de l'Union, 42, chemin des Cendres,
à Nanterre. L'inhumation se fera le
samedi 24 septembre, à 13 heures, au
cimetière du Nord (Loire).
Sa famille et ses amis associent son
souvenir à la mémoire de
Henri DINI,
son père,
décédé en 1987.
Chemin de Charbonnières,
69130 Ecully,
2, rue Auguste-Comte,
69002 Lyon.
44, rue Fessard,
75019 Paris.

— M. et M^{me} Alain Fourcaud,
Le docteur et M^{me} Gilbert Fourcaud,
M. et M^{me} François Prost,
M^{me} Marie-Claude Bocquée-
Larguier,
Les familles Boutillier, Fourcaud,
Nègre,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Gérard FOURCAUD,
ancien conservateur des Eaux et Forêts,
survenue le 31 août 1988, dans sa quatre-
vingt-huitième année. L'inhumation a
eu lieu à Flaugnac (Gironde) dans
l'intimité.
Les obsèques auront lieu au cimetière
parisien de Bagneux, le mercredi 28 sep-
tembre, à 10 h 30. On se réunira à
10 h 15, à l'entrée principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Hilda Kahn, née Berger,
Bruno Kahn et Didier Kahn,
ont la douleur de faire part du décès
subit de leur épouse et mère
Raymond KAHN,
survenue le 17 septembre 1988, à l'âge de
soixante-quatre ans.
Les obsèques auront lieu au cimetière
parisien de Bagneux, le mercredi 28 sep-
tembre, à 10 h 30. On se réunira à
10 h 15, à l'entrée principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Pierre Langeard,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
Le docteur et M^{me} Roger Langeard,
Leurs enfants, petits-enfants et
arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Jean Peyré
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
André-Louis LANGEARD,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre,
survenue à Paris, le 14 septembre 1988.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans
l'intimité en l'église Saint-Pierre à
Prébois (Gironde).
2, rue du Capitaine-Olechnicki,
75016 Paris.
Rue Marcel-Cornuillongue,
33430 Bazas.
Parc du Béarn,
36, rue Dailly et de la zone des
92210 Saint-Cloud.

— M^{me} André Menard,
M. et M^{me} Bernard Bissacq,
Eric, Gilles et Marjorie, leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Menard,
Xavier et Hervé, leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Pierre MENARD,
ancien secrétaire général
de la Fédération
des conseils de parents d'élèves,
survenue le 13 septembre 1988, dans sa
soixante-dix-huitième année.
« Sa confiance en l'homme le rendait
existant et faisait de lui une référence.
Son passé de militant dans les œuvres
laïques, son attachement aux pro-
priétés de la vie... »

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par téléphone
24 h/24 h. (1) 45-52-77-77.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Nathat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
M^{me} Germaine NATHAT
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
— M. et M^{me} Martial Timsit
et leurs enfants,
Profondément touchés par les très
nombreux témoignages d'affection et de
sympathie, lors du décès de
D^{re} Jean-Louis TIMSIT,
prirent toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur de bien vouloir
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.
Messes anniversaires
— Il y a un an disparaissait
Michel FICHARD.
Que ceux qui l'ont connu, estimé et
aimé restent fidèles à son souvenir.
Communications diverses
— Le 22 septembre, à 20 heures, à la
Droits de l'Homme, 60, boulevard Latour-
Maubourg, conférence de Roland
Koch : « Zén et vie quotidienne », illus-
trée par le film d'Armand Desjardins :
« Zén, partout et toujours » et avec la
participation de Maître Desbrières.
— Chaque semaine, cours pratique de
Droits de l'Homme par

DEUX NOUVEAUX TOSHIBA

LA PUISSANCE ET LA LIBERTÉ

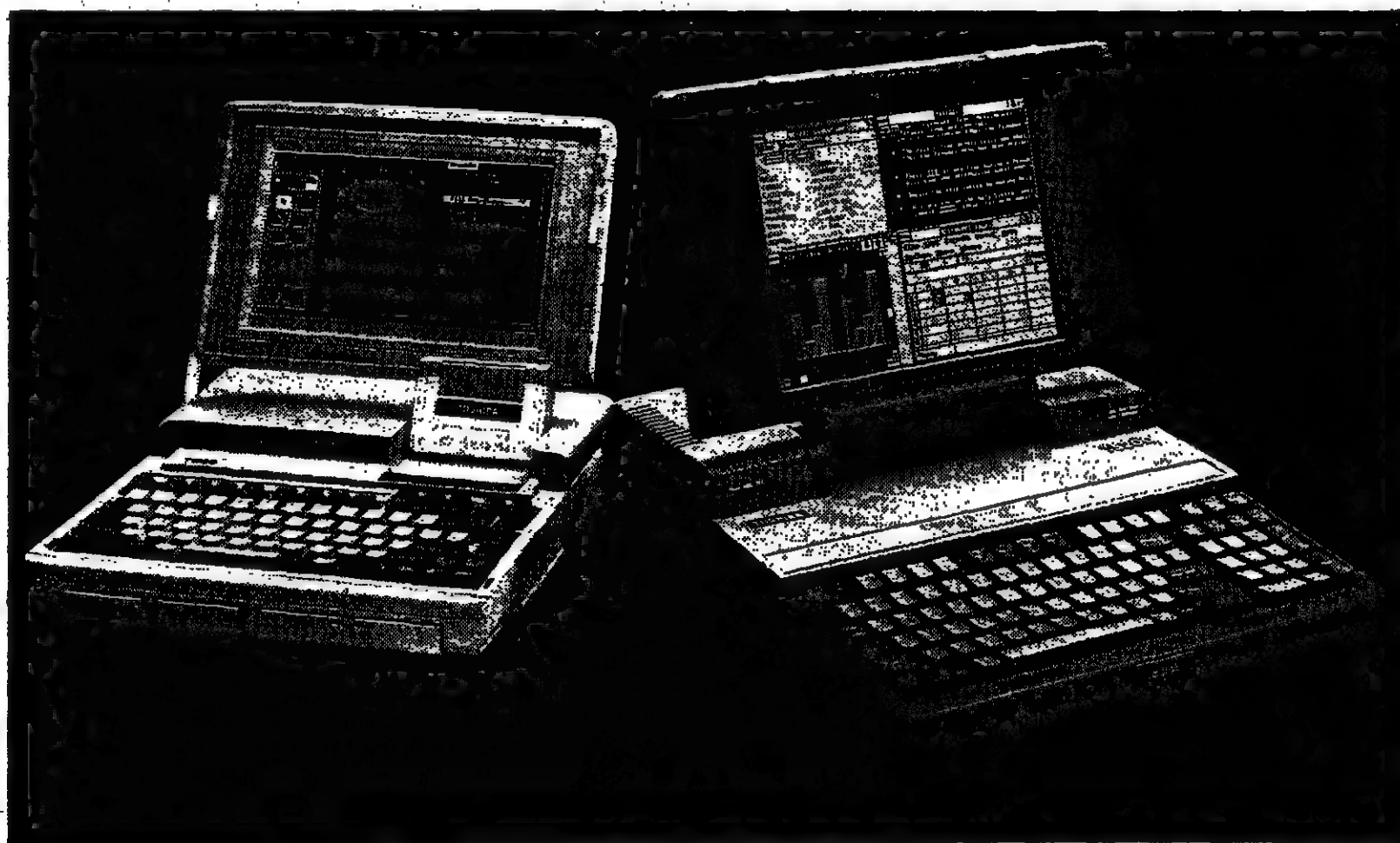
Un mouvement est lancé. Vers plus d'efficacité, plus de puissance, plus de liberté. Et c'est Toshiba qui le conduit. Toshiba qui vous donne de la puissance pour rivaliser avec les ordinateurs de bureau les plus performants : des capacités de traitement où et quand vous en avez besoin : de la liberté là où il y avait des contraintes. La portabilité, pour Toshiba, c'est la puissance plus la liberté. Aujourd'hui, voici deux nouveaux portables Toshiba.

Le Toshiba T1600, avec écran EGA, mémoire vive sauvegardable et disque dur 20 Mo intégré : le tout réuni dans un portable léger et autonome. Et le Toshiba T5200, le portable qui remplace les dinosaures de bureau.

Libérez-vous de la tyrannie des micros traditionnels. Sortez des limites de votre bureau. Brisez les liens de l'informatique immobile. Rejoignez la famille Toshiba. La première famille de micros portables.

T1600

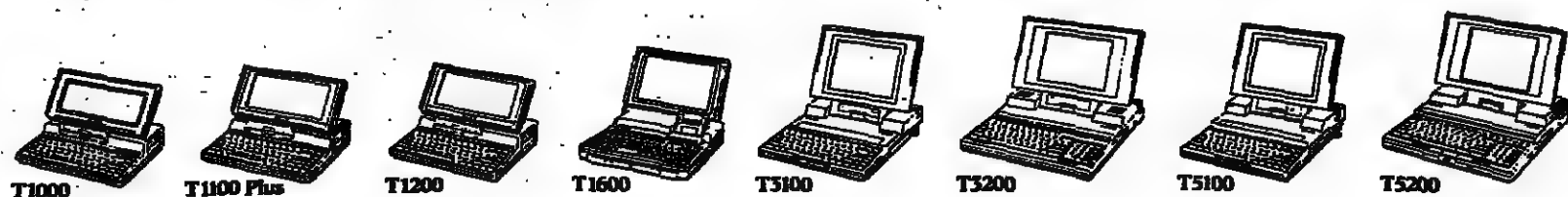
- La liberté à pleine puissance. On disait que c'était impossible. Et pourtant nous l'avons fait. Nous avons fait entrer dans un portable autonome toutes ces caractéristiques :
- Processeur Intel 80C286 à 12 MHz
 - Jusqu'à 5 Mo de mémoire vive sauvegardable
 - Écran EGA détachable rétro-éclairé
 - Disque dur 20 Mo, rapide (29 ms)
 - Autonomie optimisée avec mode veille automatique et batteries amovibles
 - 5,2 Kg avec une batterie



T5200

- La puissance en toute liberté. Le portable des utilisations « lourdes ». Jamais auparavant une puissance aussi considérable n'avait été logée dans un volume aussi réduit.
- Processeur Intel 80386 à 20 MHz
 - Jusqu'à 8 Mo de mémoire vive
 - Écran plasma, VGA, détachable
 - Disque dur (rapide) 40 ou 100 Mo
 - Deux connecteurs d'extension compatibles intégrés
 - Système de sécurité LapLok™
 - Clavier complet avec pavé numérique complet
 - 8,6 Kg

TOSHIBA. LA PREMIÈRE FAMILLE DE MICROS PORTABLES.



Le logiciel Microsoft Works est offert pour l'achat de tout micro-ordinateur portable TOSHIBA entre le 15.9.1988 et le 16.1.1989

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. • Division Informatique • 7, Rue Ampère • BP 151 • 92804 Putaux Cedex • Tél.: (1) 47.28.28.28.

**SALON MICRO 88
STAND N° 1 DE 1060**

هكذا من الأصل

Economie

Le projet de loi de finances pour 1989

Le métier bien appris

M. Bérégovoy n'apprécie pas outre mesure les rappels historiques. L'allusion qui a été faite à la loi de finances de 1982, alors qu'il venait de présenter celle de 1989, mercredi 21 septembre, ne l'a visiblement pas enchanté. Il y a sept ans, les socialistes mettaient en musique leur première loi de finances depuis leur retour au pouvoir. Le gouvernement de M. Mauroy s'assignait alors pour objectif la relance. Son ministre du budget, M. Fabius, n'hésitait pas à augmenter les dépenses de 27,5 % pour une croissance du PIB marchand estimée à 17 %. Il prévoyait de ramener le taux d'inflation de 14 % à 12 %. Il n'était question que de demander aux entreprises un effort contributif important.

Un siècle semble s'être écoulé depuis ce mois d'octobre 1981 où parlait M. Fabius. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget de l'actuel gouvernement socialiste, tenait, mercredi, un tout autre

langage. On le vit préconiser la modération de la dépense publique, souhaiter que le pouvoir d'achat soit seulement préservé, vitupérer les hausses de prix abusives des services et défendre avec talent sa politique de baisse des taux d'intérêt. En l'entendant annoncer la suppression de la taxe sur les encours de banque et affirmer son désir de ranimer la concurrence dans ce secteur, on se demandait s'il n'aurait pas jusqu'à demander comme contrepartie de son geste la suppression du taux de base bancaire.

Les milieux d'affaires n'en seraient pas surpris. Ils connaissent et, dit-on, apprécient maintenant ce ministre des finances qui se donne des airs de Poincaré par son acharnement — justifié — à maintenir un franc fort. M. Bérégovoy est aujourd'hui un homme avisé et même, comme il l'a dit, d'une extrême prudence. A ceux qui lui opposent les

balbutiements des auteurs du budget de 1982, il rétorque en privé : « Nous avons appris notre métier. » En public, il retrouve le froc de l'homme politique pour dénoncer le retard que devait rattraper la gauche ou s'en prendre à la myopie des experts internationaux. Avouant tout de même : « Nous nous sommes trouvés en 1981 à contre-courant. »

La France, cette année, ne rame plus à contre-courant au milieu d'un environnement international très favorable. Car si les experts se sont trompés cette fois encore, c'est dans le bon sens, en prévoyant non pas comme en 1982 une reprise qui n'a pas eu lieu, mais une récession qui ne s'est pas produite. Bien au contraire, puisque le rythme de croissance de l'économie mondiale avoisine 4 % et que les échanges internationaux progressent de 7 % en volume.

L'expérience, là encore, enseigne au ministre des finances qu'il ne faut pas s'en

remettre au seul environnement extérieur, dont on a vu la versatilité, mais compter sur ses propres forces. A cet égard, M. Bérégovoy n'a pas caché l'inquiétude que lui procure un chômage encore beaucoup trop élevé, même si on assiste depuis 1987 à une reprise des créations d'emplois. Le projet de budget de 1989 contient tous les signes des efforts entrepris sur ce point par le gouvernement Rocard.

Reste le commerce extérieur et son déficit persistant. M. Bérégovoy en fait sa préoccupation majeure et le signale comme un des points noirs qui obsèdent. Comme ses prédécesseurs, il n'a cependant d'autre recours que de semer le bon grain en donnant aux entreprises les moyens de se développer. Et attendre que lève la moisson.

FRANÇOIS SIMON.

Un budget sans l'Europe

(Suite de la première page.)

Force est maintenant de dire que les réserves alors manifestées ont été balayées par les événements. L'exécution du budget 1988 a donné raison, et au-delà, à l'équipe alors au pouvoir. Que MM. Balladur et Juppé aient présenté à l'époque ce dont personne ne se doutait, à savoir la forte reprise économique en cours, cela est peu probable. Que la politique budgétaire alors décidée ait été la cause du « boom » économique que nous connaissons actuellement, cela n'est pas plus vraisemblable. Mais qu'importe ! Le cours des choses a justifié l'action de ceux qui gouvernaient. Le budget de 1988 s'exécute avec une étonnante facilité, l'Etat encaissant beaucoup plus de recettes fiscales qu'il n'en escomptait. Il sera alors bien difficile de reprocher telle ou telle décision à l'ancien gouvernement quand son bilan apparaît a posteriori aussi positif.

C'est cet héritage béni, tiré d'une conjoncture internationale florissante, qui par contre-coup rend le projet de budget 1989 assez terne. Cette année, les huit principaux pays industrialisés vont réaliser un taux de croissance économique qui, en moyenne, atteindra presque 4 %. On n'avait pas connu cela depuis très longtemps. Les Etats-Unis qui bouclent leur sixième année consécutive d'expansion vont probablement annoncer un taux un peu supérieur à 4 %, le Japon réalisant quant à lui 5 %. Partout dans le monde, les entreprises investissent des sommes considérables pour innover et accroître leur capacité de production. En France, le taux de croissance réalisé cette année atteindra, dépassera peut-être même 3,5 %. Le gouvernement a préféré afficher une performance moindre (+ 3,2 %) non pas tellement par prudence, mais pour réduire l'écart entre ce qui relèvera en partie du bilan de la droite (1988) et ce qu'on attribuera pleinement à l'équipe socialiste (1989). Peu importe à l'heure que la réalité soit beaucoup plus complexe et les bilans toujours trompeurs : des élections auront beaucoup d'importance quand il s'agira de persuader les électeurs que la politique menée par M. Bérégovoy est meilleure que celle que conduisit M. Balladur. On en est toujours là.

C'est en partie pour les mêmes raisons que l'actuel gouvernement a choisi de ne pas afficher un déficit budgétaire de 100 milliards de francs dès la fin de 1988. L'abon-

dance des rentrées fiscales (40 milliards de plus que prévu) rendait possible cette avance d'un an sur le calendrier. On a préféré charger 1988 de dépenses — des dotations en capital aux entreprises publiques, la baisse anticipée de l'impôt sur les sociétés... — que le budget de 1989 aurait dû normalement supporter.

Que sera la fin de 1989 ?

Il serait injuste de n'expliquer les choix budgétaires de l'équipe au pouvoir que par des considérations subalternes, même si la proximité des élections ou l'obligation dans laquelle se trouve M. Michel Rocard de se faire admettre par l'aile pure et dure du parti socialiste, pèsent d'un bon poids dans les décisions qui sont prises.

Le boom économique qui a succédé dans le monde à l'effondrement des prix pétroliers de 1986 est trop fort pour durer longtemps, tout du moins au rythme que nous connaissons. Si la crise née en 1974-1975 d'une longue période d'hyperinflation aggravée par le premier choc pétrolier, si cette crise-là est bien terminée, les cycles conjoncturels que le monde connaît depuis l'ère industrielle ne sont pas, eux, sur le point de prendre fin. A des périodes de forte croissance continueront de succéder des temps de repli ou de ralentissement. Il est possible que l'année 1989 enregistre ce retournement de cycle même si la baisse actuelle du prix du pétrole (1) éloigne chaque jour cette éventualité. Toujours est-il que les experts retiennent un taux de croissance moyen de 2,7 % pour les huit principaux pays industrialisés, soit de plus d'un point inférieur à celui de cette année.

Ce ne sont là que des ordres de grandeur qui peuvent être à nouveau cruellement démentis par les événements. Mais ils expliquent pourquoi les pouvoirs publics se montrent prudents en France. Le flot des recettes fiscales qui a tout rendu si facile depuis 1986 pourrait se ralentir dans six mois ou dans dix mois. L'objectif que se sont fixé MM. Rocard et Bérégovoy de réduire le déficit de l'Etat — le second ayant convaincu le premier que c'était bien là une priorité essentielle — serait alors beaucoup plus difficile à atteindre.

On aurait mauvaise grâce à reprocher au gouvernement de privilégier la réduction du déficit par rapport

aux baisses d'impôts. Déjà, MM. Balladur et Juppé avaient fait ce choix, qui s'explique par des considérations purement économiques : le stock de la dette publique (1400 milliards de francs) augmentait chaque année et ne se stabiliserait par rapport à la richesse nationale (PIB) que lorsque le déficit budgétaire sera revenu aux environs de 70 milliards de francs. La continuité droite-gauche est sur ce point d'autant plus assurée que la politique de large déficit budgétaire acceptée en 1981-1982 a laissé aux socialistes de cruels souvenirs. D'une façon plus générale, l'Etat doit réduire son déficit pour ne plus être obligé de consacrer chaque année plus d'une centaine de milliards de francs aux paiements des intérêts.

Si le budget de 1989 brille peu par la nouveauté, il n'en supporte pas moins la charge d'un certain nombre de décisions prises par le gouvernement Chirac : abatement supplémentaire sur les revenus des valeurs mobilières, réforme de la fiscalité de groupe, plan d'épargne retraite, mesure d'allègement fiscal en faveur de l'accession à la propriété, déductibilité de la TVA sur le gazole. De même le budget de 1989 va-t-il avoir à financer un certain nombre de dépenses décidées par l'équipe au pouvoir jusqu'à la victoire de la gauche : loi de programmation militaire (1988-1992), loi de programme pour les DOM-TOM, loi pour les rapatriés, loi de programme en faveur du patrimoine culturel et des enseignements artistiques, plan pour les voies navigables. On en passe, sans oublier des dépenses aussi diverses que celles entraînées par la nécessaire reconstruction de la trésorerie de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat), épuisée par les prélèvements de l'équipe précédente ; sans oublier non plus les engagements pris par M. Méhaignerie en matière d'autoroutes (doublement du rythme de construction, qui passe de 100 à 200 kilomètres par an), ou ceux de M. Chirac pour la modernisation de l'avion de combat Rafale.

Des décisions qui pèsent lourd

Tout cela finit par peser lourd : une trentaine de milliards au moins, auxquels s'ajoutent les 4 milliards

de francs de dotations en capital aux entreprises publiques industrielles qui ne pouvant plus être financées sur fonds tirés des privatisations, devront l'être sur des crédits budgétaires classiques.

Autre motif d'inquiétude : la forte croissance des sinistres à l'exportation. Depuis 1975, la France a fait feu de tout bois pour négocier les grands contrats. Depuis les défaites polonaise (1981) et mexicaine (1982), les choses sont allées de mal en pis, beaucoup de pays se révélant incapables de payer leurs dettes. Parmi les grands emprunteurs de la France figurent l'Egypte, le Maroc, le Brésil, le Nigeria, le Mexique.

Jusqu'en 1987, l'Etat s'est défilé sur la BPCE (Banque française du commerce extérieur) de la charge de ces sinistres, puisqu'il faut bien les appeler par leur nom. Un pays ne pouvait plus payer ? De nouveaux crédits lui étaient ouverts, financés par un emprunt de la BPCE. La gravité de la situation a changé ces habitudes douteuses. Les pertes enregistrées sont maintenant plus souvent portées au débit de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), c'est-à-dire finalement du budget. Du coup, alors que les comptes publics n'avaient pendant des années retenu presque aucune dépense à ce titre (rien en 1986, 1 milliard de francs en 1987), le budget de 1988 puis celui de 1989 en portent la marque profonde : 6 milliards au moins cette année, autant l'année prochaine. Encore faut-il savoir qu'une partie de l'énorme stock de crédits à l'exportation consentis par la France (260 milliards de francs) est plus ou moins menacé.

Autre épine : la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux communes, qui atteint des sommes astronomiques (80 milliards de francs) et progresse très rapidement (+ 9,2 %) indexée qu'elle est sur la TVA, impôt particulièrement dynamique. Comment stopper cette hémorragie qui met bien des communes dans l'aisance mais se révèle de plus en plus difficile à supporter par l'Etat ? La solution, la proximité des élections municipales n'a pas poussé aux discussions courageuses.

Tel est l'état des lieux qui justifie la prudence apparente de l'actuel gouvernement.

On ne reprochera donc pas à M. Rocard d'avoir mis un terme à la

baïse de l'impôt sur le revenu. D'autant plus que MM. Balladur et Juppé, en exonérant deux millions de petits contribuables, en réduisant à l'autre bout de l'échelle, jusqu'à 56,8 % le taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu, ont achevé de déformer une fiscalité directe déjà largement déséquilibrée par de nombreuses impositions forfaitaires (sur les obligations et sur la plupart des produits de l'épargne financière). L'impôt sur le revenu pèse lourd sur les revenus intermédiaires — ceux du travail — mais il n'y a plus globalement que 14 millions de contribuables à le supporter alors que 24 millions devraient le payer. Dans ce domaine, la France est, par rapport aux autres pays industrialisés, dans une situation tout à fait anormale.

Risque de dérapage

Fallait-il faire plus sur la TVA et se jeter au devant des désirs de la Commission de Bruxelles qui demande qu'à l'horizon 1993 deux taux — et deux taux seulement — subsistent : un taux réduit compris entre 4 % et 9 %, au taux normal compris entre 14 % et 20 % ? Au risque de pointer M. Jacques Delors et malgré les dénégations de M. Rocard qui jure maintenant ses grands dieux qu'il n'a jamais voulu dire cela, donnons raison au premier ministre première version : l'Etat ne peut pas, en France, démanteler son système fiscal, un système qui repose justement en très grande partie sur la taxe à la valeur ajoutée. Peut-être aurait-il fallu s'interroger, en 1985, à Luxembourg, lorsque furent jetées les bases du marché européen sans frontières : libéral à l'exportation ou conservateur à l'Etat d'importation, moyens d'action les impôts précisément.

C'est bien pour cela qu'on doit se réjouir de voir le gouvernement d'aujourd'hui — assez généreusement, semble-t-il — l'éducation nationale, la recherche, la culture, mais également l'emploi pour lequel des expériences intéressantes d'allègement des charges sociales sont tentées après les dizaines de milliards de francs engloutis dans le traitement social du chômage.

La croissance des dépenses s'accroît d'autant plus nettement dans le budget de 1989 que leur rythme s'était beaucoup ralenti avec MM. Balladur et Juppé. Le freinage de 1987-1988 avait quelque chose de passager — voire d'un peu arti-

ciel — et une remontée se serait, de toute façon, produite. Reste à savoir si les décisions arrêtées par MM. Rocard, Bérégovoy et Chirac ne menacent pas l'équilibre général : + 4,7 % sont-ils annoncés en cumulant dépenses définitives et prêts de l'Etat ? C'est moins que la progression de la richesse nationale (+ 5,1 % en valeur prévue en 1989).

Mais cette présentation officielle minore — volontairement, semble-t-il — la progression réelle des charges publiques (voir encadré).

Si l'on reprend la présentation traditionnelle en ajoutant à l'ensemble des charges de l'Etat les seuls soldes des comptes d'affectation spéciale, les dépenses publiques augmentent de 6,5 % en 1989, soit nettement plus vite que ne progresse la richesse nationale (5,1 %).

Si la réduction du déficit budgétaire est importante et réelle, un certain dérapage de la dépense publique risque bel et bien de se produire, dont la gauche en particulier ne serait d'ailleurs pas entièrement responsable, ayant trouvé en arrivant beaucoup de programmes à exécuter. Il suffit de voir à quelle vitesse progressent presque toutes les grandes catégories de dépenses dans le budget de 1989 pour être convaincu du risque : + 12,6 % pour la dette publique, + 3,2 % pour les dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention, + 16,5 % pour les dépenses civiles en capital. Seul le budget militaire (+ 4,2 %) augmente moins vite que le PIB en valeur (5,1 %).

Approuver les priorités données à certaines actions essentielles (éducation, recherche, emploi...) implique de sérieuses restrictions qu'on ne voit pas vraiment, sinon sur les maigres affectés de la réforme salariale.

Le budget de 1989 est critiquable sur un autre point : on cherche en vain comment les mesures fiscales qu'il nous propose préparent l'Europe de 1993 (2). Mais cela est une autre histoire, dira-t-on. L'ennui est que la France n'a plus que quatre ans pour écrire cette histoire qui s'annonce terriblement compliquée.

ALAIN VERNHOLE.

(1) Le baril de brut sera redonné en moyenne cette année aux environs de 14 dollars après 17 dollars en 1987.

(2) Le passage du taux de TVA de 7 % au taux de 5,5 % est une perte de recettes inutile (plus de 2 milliards de francs) puisque la RFA a un taux réduit de TVA de 7 %, donc supérieur au nôtre.

Les comptes d'affectation spéciale : un trouble...

Depuis des années, aux dépenses du budget général s'ajoutent des comptes d'affectation spéciale (CAS) destinés à lier certaines ressources à la couverture de certaines dépenses. Ces « comptes » vont du Fonds national des heras au Fonds national pour le développement du sport, en passant par le Fonds national forestier ou le Fonds de soutien aux hydrocarbures. Chacun gère des sommes allant de quelques centaines de millions à plusieurs milliards de francs (7,2 milliards pour le compte d'emplois de la redaction de la radiodiffusion sonore et de la télévision). En juillet 1986, un onzième compte d'affectation spéciale avait été créé regroupant les produits de la privatisation : une trentaine de milliards de francs en 1987, une cinquantaine en 1988. Comme l'ensemble de ces comptes était généralement à peu près équilibré par les recettes particulières qui leur étaient affectées, le bud-

get ne retenait généralement dans sa présentation officielle que le solde de ces opérations, c'est-à-dire des chiffres extrêmement faibles, de quelques dizaines ou de quelques centaines de millions.

Le projet de budget pour 1989 innove sur ce point sans justification vraiment convaincante. Il inscrit 31,6 milliards de francs en dépenses pour le compte d'affectation spéciale de 1988 et seulement 11,7 milliards pour 1989, les dotations en capital aux entreprises publiques notamment étant ramenées à la portion congrue l'année prochaine (4,1 milliards de francs) et d'ailleurs replacées dans le budget général.

Le résultat d'une telle présentation n'est pas mince. Les dépenses des CAS gonflées en 1988 se ralentissent beaucoup en 1989. D'où un freinage qui retentit sur l'ensemble du budget de l'Etat.

COMMENT VARIENT LES DIVERS IMPOTS

(en millions de francs)

NATURE DES RECETTES	Résultats 1987	Loi de finances initiale 1988	Évaluation révisée pour 1988	Projet de loi de finances 1989	Progression 1988/1987 en %	1989/1988 en %
I. — RECETTES FISCALES						
Impôt sur le revenu	233 856	220 335	233 000	244 137	- 0,4	+ 4,8
Impôt sur les sociétés	118 477	121 240	134 900	134 851	+ 13,9	+ 1,9
Autres impôts directs	96 907	97 950	97 550	104 283	+ 0,7	+ 6,9
Enregistrement, timbre et Bourse	64 407	69 115	70 570	71 338	+ 9,6	+ 1,1
Produits des douanes	108 233	115 771	118 500	125 033	+ 9,5	+ 5,5
Taxe sur la valeur ajoutée	509 571	522 887	545 500	566 867	+ 7	+ 3,9
Autres impôts indirects	30 557	32 335	33 750	34 685	+ 10,4	+ 2,8
Total du chapitre I	1 162 008	1 179 633	1 233 770	1 281 194	+ 6,2	+ 3,8
II. — RECETTES NON FISCALES	74 832	74 430	79 755	94 783	+ 6,6	+ 18,8
III. — PRÉLÈVEMENTS au profit des collectivités locales et des Communautés européennes	- 153 408	- 164 386	- 177 004	- 183 096	+ 15,4	+ 3,4
IV. — A DÉDUIRE : Remboursements et dégrèvements	- 119 081	- 120 215	- 130 900	- 137 300	+ 9,9	+ 4,9
Total des recettes nettes (chap. I à IV)	964 351	968 862	1 005 621	1 055 581 (1)	+ 4,3	+ 5
Recettes fiscales nettes (chap. I, III et IV)	889 519	894 432	925 866	960 798 (2)	+ 4,1	+ 3,8

(1) Ce chiffre est différent de celui indiqué dans le tableau d'équilibre général qui comprend les recettes des comptes d'affectation spéciale.

(2) Ce chiffre est différent de celui qui est indiqué dans le tableau d'équilibre général, qui, lui, comprend les recettes non fiscales et les recettes des comptes d'affectation spéciale.

Économie

Le projet de loi

Recettes : l'abondance

Les recettes progressent de 6,7% dans le projet de budget pour 1989 passant de 1 000,5 milliards de francs dans la loi de finances initiale de 1988 à 1 067,4 milliards dans le projet pour l'année prochaine. Ces chiffres regroupent à la fois les recettes fiscales et non fiscales. Encore les recettes de 1988 devaient-elles être fortement révisées en hausse après exécution définitive de l'actuel budget.

Ce sont les recettes non fiscales qui progressent le plus vite (18,8% de plus par rapport à 1988), les recettes fiscales augmentent quant à elles de 3,8% par rapport à 1988. Les rentrées fiscales dépassent déjà largement ce qui était attendu cette année : + 12,7 milliards pour l'impôt sur le revenu, 13,7 milliards pour l'impôt sur les sociétés, 2,7 milliards pour les droits de douane, mais surtout 22,6 milliards pour la taxe à la valeur ajoutée. Au total, les plus-values fis-

cales atteignent déjà en septembre 1988 54 milliards de francs.

M. Bérégovoy a annoncé 24,6 milliards d'allègement d'impôts dans le budget de 1989 : 8 milliards provenant des décisions prises par le gouvernement Chirac, 16,6 milliards de celles prises par son gouvernement. Sur ces 24,6 milliards, 14,5 milliards iraient aux ménages (9 milliards mesures Bérégovoy) et 10,1 milliards iraient aux entreprises (7,6 milliards mesures Bérégovoy).

Les principales mesures touchant les consommateurs concernent la TVA : suppression du taux réduit de 7% et regroupement des biens et services qu'il concernait (transports, spectacles, livres, chemins d'hôtel, repas dans les cantines...) sur le taux super-réduit de 5,5% (2,4 milliards de francs). Le gouvernement a également décidé d'abaisser la TVA de 33,3% à

18,6% sur les cassettes vierges et les cassettes vidéo - vierges et enregistrées - pour un coût de 910 millions. De même, la taxe à la valeur ajoutée est réduite sur les abonnements au gaz et à l'électricité (18,6% à 5,5%), pour un coût de 2,4 milliards de francs, mais aussi sur les appareils pour handicapés (taux passé de 18,6% à 5,5%) pour un coût de 200 millions de francs.

Quelques allègements de l'impôt sur le revenu sont décidés : relèvement de 10 000 à 12 000 francs du plafond de déduction des frais de garde (160 millions de francs) pour les enfants âgés de moins de sept ans ; déductibilité des cotisations versées aux syndicats dans la limite de 1% de la rémunération. Enfin, les taxes sur l'essence sans plomb vont être réduites de 20 centimes.

Pour les entreprises, le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené de 42% à 39% sur les bénéfices réinvestis (coût pour l'État 3,9 milliards de

francs), cette mesure prenant effet dès l'acompte du 20 novembre prochain. La taxe sur les encours bancaires variant de 1% à 1,5%, créée en 1979, est supprimée (coût : 1,5 milliard de francs), de même que sont réduites les taxes sur les contrats d'assurance industriels (800 millions). Les droits d'enregistrement sur les cessions de fonds de commerce passent de 16,60% à 14,60% et même à 14,20% si les collectivités locales (départements et communes) réduisent elles aussi leur prélèvement (coût pour l'État : 770 millions).

Les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 1989 bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans. L'exonération sera totale les deux premières années, atteindra 75% la troisième année, 50% la quatrième, 25% la cinquième.

Les ménages

I. - ACTUALISATION DU BARÈME

Toutes les limites des tranches du barème ainsi que la limite d'application de la décade sont relevées de 2,6%, c'est-à-dire dans la même proportion que la hausse prévisible des prix.

La décade s'appliquera à tous les contribuables dont l'impôt n'excèdera pas 4 320 F au lieu de 4 400 F actuellement, le plafond du quotient familial est porté de 14 230 F à 14 600 F et celui de l'abattement par enfant marié, de 19 600 F à 20 110 F.

II. - DÉDUCTIONS ET EXONÉRATIONS

RELEVEMENT DE LA LIMITE DE DÉDUCTION

Portée de 10 000 F à 12 000 F par enfant et par an pour deux enfants quatre-vingt mille francs, avec un coût fiscal de 160 millions de francs par an.

Portée de 10 000 F à 12 000 F pour l'emploi d'une aide à domicile au profit des personnes âgées ou invalides et les parents d'enfants handicapés pour trois cent mille personnes, avec un coût fiscal de 140 millions de francs par an.

III. - DÉDUCTION DES COTISATIONS SYNDICALES

Les salariés pourront déduire de leur revenu imposable leurs cotisations syndicales dans la limite de 1% de leur rémunération. Cette mesure, qui ne prendra effet que pour l'impôt des revenus de 1989, coûtera 250 millions de francs.

IV. - RÉDUCTION D'IMPÔT POUR LES DONNEURS AUX ASSOCIATIONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Les contribuables qui effectuent des dons à des organismes d'aide alimentaire peuvent déduire leurs ver-

sements de leur revenu imposable dans les limites de 5% ou de 1,25%, selon qu'il s'agit ou non d'une association d'utilité publique. Les contribuables dont le taux marginal d'imposition est inférieur à 50% bénéficieront d'une réduction d'impôt égale à 50% des dons effectués, dans la limite des 400 premiers francs versés. Le supplément versé sera déductible selon le régime habituel des dons. Cette mesure concernera les dons faits dès 1988. Son coût sera de 100 millions de francs en 1988.

V. - RELEVEMENT DU PLAFOND D'EXONÉRATION DES TITRES-RESTAURANT

La participation des employeurs aux frais de repas des salariés constitue en principe un complément de rémunération soumis à l'impôt sur le revenu, mais lorsque les salariés bénéficient de titres-restaurant, la participation de l'employeur est exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite de 15 F par titre, depuis le 1^{er} janvier 1986. Cette limite est portée à 18 F.

VI. Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu

Les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu s'élève à 1 300 F sont dispensés du paiement d'acomptes provisionnels. Ce seuil est porté à 1 500 F à compter de 1989. Pour les années ultérieures, ce chiffre sera actualisé dans la même proportion que la hausse prévisible du barème de l'impôt sur le revenu.

Allègements de TVA

I. - DIMINUTION DU TAUX RÉDUIT

Le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée passe de 7% à 5,5% pour les transports publics de voyageurs, les livres, la fourniture de logement dans les hôtels, les villages de vacances, les campings, les maisons de retraite, la fourniture de repas dans les cantines d'entreprises, les établissements hospitaliers et les restaurants pour personnes âgées, les spectacles et droits d'entrée dans les parcs zoologiques, jardins botaniques, parcs à décor animés, jeux et manèges forains, les agences de voyages.

Le coût de cette réduction est de 2,38 milliards de francs par an.

II. - DIMINUTION DU TAUX APPLICABLE AUX APPAREILLAGES POUR HANDICAPÉS

Depuis le 1^{er} janvier 1988, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à certains appareillages pour handicapés a été réduit de 18,6% à 5,5% (3,5% pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion).

Le taux super-réduit, ramené à 2,1% pour les DOM, s'appliquera également aux chaussures orthopédiques et objets de petit appareillage (bandages herniaires, genouillères, corsets orthopédiques, colliers cervicaux...). Le coût de cette mesure sera de 200 millions de francs en 1989.

III. - RÉDUCTION POUR LES SUPPORTS DU SON ET DE L'IMAGE

Depuis le 1^{er} décembre 1987, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique au taux de 18,6% (au lieu de 33,3% précédemment) sur les disques et cassettes préenregistrés. Cette diminution est étendue, à partir du 1^{er} novembre 1988, aux vidéos-cassettes, cassettes bandes et autres supports assimilés (films, pellicules, diapositives, microfilms).

En 1989, le coût de cette mesure sera de 910 millions de francs.

IV. - RÉDUCTION POUR LES ABONNEMENTS D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Le taux de la TVA sur les abonnements d'électricité et de gaz sera

ramené de 18,60% à 5,5% (2,1% pour la Corse, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion). Cette mesure s'appliquera aux factures émises et acomptes payés à compter du 1^{er} novembre 1988. Elle concerne 22,2 millions de foyers pour l'électricité et 8,2 millions de foyers pour le gaz.

En 1989, son coût sera de 2,37 milliards de francs.

Mesures en faveur des entreprises et de l'emploi

I. - CRÉATION D'ENTREPRISES NOUVELLES

A. - Exonération d'impôt sur les bénéfices

Les entreprises nouvelles créées à compter du 1^{er} janvier 1989 bénéficieront d'une exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans. L'exonération est totale les deux premières années. Elle s'applique sur 75% du résultat la troisième année, 50% la quatrième année et 25% la cinquième année. Ce dispositif concerne les entreprises qui exercent une activité industrielle, commerciale ou artisanale, quel que soit le montant des biens amortissables selon le mode dégressif inscrit à leur bilan. Il ne s'applique pas aux entreprises créées par des sociétés préexistantes qui diversifient leur activité ou se restructurent ni aux entreprises détenues, directement ou indirectement, pour plus de 50% par d'autres sociétés.

Ces entreprises nouvelles seront également exonérées, dans les mêmes conditions, de l'imposition forfaitaire annuelle : exonération totale durant les vingt-quatre premiers mois d'activité, exonération de trois quarts la troisième année, de moitié la quatrième année et d'un quart la cinquième année.

B. - Exonération pour la reprise d'entreprises en difficulté

Les sociétés créées pour reprendre une entreprise en difficulté peuvent actuellement étaler sur trois exercices l'imposition des bénéfices réalisés au cours du premier exercice d'activité.

Dorénavant, le bénéfice d'exploitation réalisé par la société nouvelle au cours des deux premières années d'activité sera exonéré d'impôt sur les sociétés. Cette disposition évitera d'imposer les profits exceptionnels dégagés lors de la reprise de l'exploitation en difficulté. L'exonération ne sera définitive qu'après un délai de trois ans, ce qui garantit une relance durable de l'activité. Le régime actuel d'étalement du bénéfice en cas de reprise d'une entreprise en difficulté ne sera plus applicable dès l'entrée en vigueur du nouveau régime, le 1^{er} janvier 1989.

II. - EXONÉRATION DE TAXES DIVERSES

Sur décision des collectivités locales et des organismes consulaires, les entreprises créées entre le 1^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1993 auxquelles s'applique l'exonération d'impôt sur les bénéfices sont exonérées de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe professionnelle, de taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie et de taxe pour frais de chambre de métiers. Ces exonérations peuvent être accordées pour les deux années qui suivent la création de l'entreprise.

III. - PLAFONNEMENT DU DROIT D'APPORT

Les apports en numéraire réalisés lors de la constitution des sociétés sont soumis au droit d'apport de 1%. Ce droit représente souvent une charge importante pour les sociétés nouvelles. Il constitue un obstacle aux créations d'entreprises. Son montant sera plafonné à celui du droit fixe d'enregistrement, actuellement de 430 F. Le coût de cette

mesure est évalué à 17 millions de francs en 1989.

ALLÈGÈMENT LÉGER DES TAXES SUR LES SALAIRES

La taxe sur les salaires est due par les employeurs qui sont assujettis à la TVA sur moins de 90% de leur chiffre d'affaires, notamment les associations, les hôpitaux, les organismes sociaux, certaines professions libérales et les institutions financières. Elle est assise sur le montant des rémunérations brutes annuelles et calculée selon le barème suivant : - 4,25% jusqu'à 32 800 F ; - 8,50% entre 32 800 F et 65 600 F ; - 13,60% au-delà de 65 600 F. Ce barème n'a pas été actualisé, de sorte que l'accroissement nominal des rémunérations s'est traduit pour les employeurs par une augmentation du poids relatif de la taxe. Pour la première fois depuis dix ans, les limites d'application des taux de 8,50% et 13,60% seront réévaluées chaque année comme le barème de l'impôt sur le revenu. L'indexation s'appliquera pour la première fois aux rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 1989. Le coût de ces mesures sera en 1989 de 450 millions de francs.

Mesures diverses

RÉDUCTION DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION APPLICABLE AU SUPERCARBURANT SANS PLOMB

Afin de favoriser le développement du supercarburant sans plomb sur le marché national, il est proposé de réduire le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour le supercarburant d'une teneur en plomb n'excédant pas 0,013 gramme par litre. Il s'agit ainsi d'un ramené de 302,85 F à 268,11 F par hectolitre, à compter du 1^{er} juillet 1989, soit une baisse de 34,71 centimes par litre. Le coût de la mesure en 1989 sera de 20 millions de francs.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS PUBLICS

	Emplois 1988	Emplois 1989	Variations 88/89 (%)
Agriculture	29 963	29 982	+ 0,3
Industrie	11 943	12 037	+ 0,8
Commerce et finances	181 621	179 758	- 0,7
Éducation nationale	1 008 828	1 021 195	+ 1,2
Intérieur (hors appelés)	154 718	154 242	- 0,3
Justice	50 693	51 198	+ 0,9
Recherche et technologie (hors établissements publics de recherche)	309	309	0
Affaires étrangères et coopération	11 898	11 980	+ 0,6
Service du Premier ministre	2 397	2 387	- 0,4
Solidarité nationale, santé, travail, emploi	24 413	24 133	- 1,1
Équipement, logement, transports et mer	127 287	125 982	- 1,1
Divers	15 895	15 697	- 0,7
Total pour le budget général	1 619 287	1 628 688	+ 0,6
Budget autonome des ports et établissements publics	438 276	434 161	- 0,9
Autres budgets annexes	877	864	- 1,5
Défense (hors appelés)	440 560	434 743	- 1,3
Total général (hors établissements de recherche)	2 498 920	2 498 348	0

LE CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES

	1988 (loi de finances initiale)	1989 (projet de loi de finances)
ÉNERGIE		
E.D.F.	-	-
G.D.F.	-	-
C.D.F.	7 089	7 191
TRANSPORTS		
S.N.C.F.	21 461	21 757
R.A.T.P.	4 367	3 983
C.G.M.	-	-
Air France	-	-
Aéroport de Paris	-	-
S.N.C.M.	467	N.D.
DOTATIONS EN CAPITAL		
A L'INDUSTRIE (non réparti)	15 000	4 100
Total (hors charges de retraites)	48 384	37 831
CHARGES DE RETRAITES		
S.N.C.F.	12 100	13 340
C.D.F.	6 745	6 700
SEITA	432	420
Total général	67 661	57 491

Compétitivité des entreprises

BAISSE DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené à 39% pour les sociétés bénéficiaires réinvesties dans l'entreprise.

Le taux de 42% est maintenu pour les bénéfices distribués. Un choix idéologique avait été fait lors de la préparation de la loi de finances pour 1986. Pour la première fois, le taux de l'impôt sur les sociétés avait été, à cette occasion, ramené à 45% pour les bénéfices non distribués.

Ce dispositif s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1989.

À l'instar de la solution retenue lors de la précédente diminution de 45% à 42% du taux de l'impôt sur les sociétés, cet allègement sera répercuté sur l'acompte exigible le 20 novembre 1988. Celui-ci sera réduit d'un montant égal à 1,5% du bénéfice de référence.

Le coût de cette mesure sera de 3,9 milliards de francs.

Le choix du gouvernement en faveur des bénéfices réinvestis, donc non distribués, sera contesté par les chefs d'entreprise qui jugent indispensable une augmentation des dividendes versés proportionnelle à celle des résultats.

Mobilité financière et développement

I. - ALLÈGÈMENT DES DROITS DE MUTATION SUR LA CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Afin de faciliter la transmission des entreprises, il est proposé de réduire les taxes applicables aux actes de cession et aux conventions conclues à compter du 1^{er} octobre 1988. Les collectivités locales sont également associées à cet effet.

En conséquence : - l'impôt d'État de 13,80% est ramené à 11,80% ; - la taxe départementale de 1,60% à 1,40% ;

II. - EXONÉRATION DU DROIT D'ENREGISTREMENT EN CAS D'INCORPORATION DE RÉSERVES AU CAPITAL

L'exonération de droit d'apport de 1% prévue jusqu'au 31 décembre 1988 en cas d'augmentation de capital réalisée au moyen de l'incorporation de bénéfices, de réserves ou de provisions est définitivement reconduite.

Le coût de cette mesure pour 1989 est de 370 millions de francs.

III. - SUPPRESSION DE LA TAXE SUR LES ENCOURS DE CRÉDITS

Cette taxe instituée en 1979 s'applique aux encours de crédits de toute nature non libérés en devises, effectivement accordés à leur clientèle par les professionnels du commerce des valeurs et de l'argent à un taux variant de 1% à 1,5%. Cette taxe qui n'existe pas dans les autres États membres de la CEE, ni aux États-Unis et au Japon pénalise nos banques et établissements financiers par rapport à leurs concurrents étrangers et pèse sur le coût du crédit. En contrepartie, les banques ne sont engagées à réduire le coût des crédits de trésorerie aux PME.

Le coût de cette mesure pour 1989 est de 1,48 milliard de francs.

IV. - RÉDUCTION DE LA TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCES

Les conventions d'assurances sont soumises à une taxe dont la

taux varie selon la nature des risques couverts par la convention.

Les taxes pratiquées en France sont plus élevées que dans la plupart des États de la Communauté ; de plus, une telle taxation n'existe ni au Royaume-Uni ni en Espagne.

C'est pourquoi, dans la perspective d'une libre prestation de service de l'assurance dommages à compter du 1^{er} juillet 1990, il est nécessaire d'alléger la taxe portant sur les risques industriels.

En conséquence :

• les risques relatifs aux marchandises transportées et à la responsabilité civile des transports terrestres, taxés actuellement à 9%, seront exonérés.

• les taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances relatives aux risques d'incendie des biens professionnels ou couvrant les pertes d'exploitation en résultant seront ramenés de 18%, 15% et 8,75% à 7%, taux unique.

Le coût de ces mesures pour 1989 est de l'ordre de 800 MF.

IV. - ALLÈGÈMENT DES DROITS D'ENREGISTREMENT SUR LES VENTES PUBLIQUES DE MEUBLES

Les ventes aux enchères publiques de meubles sont soumises à un droit d'enregistrement et à des taxes locales additionnelles qui représentent au total une charge de 7%, soit 4,20% pour l'État, 1,60% pour les départements et 1,20% pour les communes. Afin de renforcer notre position concurrentielle, cette taxation sera réduite à 2%.

L'abaissement de la charge globale sera réparti entre l'État et les collectivités locales.

Le coût de cette mesure sera, en 1989, de l'ordre de 190 MF à la charge de l'État et de 117 MF à la charge des collectivités locales.

هكذا من الأصل

Économie

Le projet de loi de finances pour 1989
Dépenses : sensible accélération

Les dépenses publiques progressent de 4,5 % dans le projet de budget pour 1989, atteignant 1 164 milliards de francs contre 1 113,8 milliards de francs dans la loi de finances initiale pour 1988, chiffre qui regroupe les dépenses définitives de l'Etat et celles inscrites aux comptes d'affectation spéciale. Il y a un an, à la même époque, MM. Balladur et Juppé avaient annoncé des dépenses de 1 082 milliards de francs qui n'incorporaient que le solde - très faible - puisqu'il ne dépassait pas 100 millions de francs - des dépenses d'affectation spéciale, comprenant notamment le nouveau compte de privatisations. La différence n'est pas mince puisque, si l'on reprend le chiffre des dépenses initiales de

1988 (1 082 milliards de francs) et qu'on prend en compte les seuls soldes des comptes d'affectation spéciale pour 1989, la progression de la dépense n'est plus, entre 1988 et 1989, de 4,5 %, mais de 6,5 %. Cette différence de présentation et pour tout dire la façon de cataloguer le compte de privatisations va sans nul doute alimenter bien des polémiques. Celles-ci ne sont pas sans importance puisque, dans la version Bérégovoy, les dépenses publiques progressent moins vite en 1989 que le PIB en valeur (+ 5,1 %), alors que si l'on reprend les chiffres Balladur d'il y a un an elles augmentent nettement plus vite. Affaire à suivre donc.

Compte tenu des prêts du Trésor (3,5 milliards de francs) qui s'ajoutent à 1 164 milliards de francs de dépenses définitives, on arrive officiellement à un total de charges de 1 167,7 milliards de francs, en progression de 4,7 % par rapport à la loi de finances initiale de 1988. Le déficit est ainsi ramené de 115 milliards de francs en 1988 à 100,3 milliards en 1989.

La plupart des catégories de dépenses augmentent plus vite que le PIB en valeur (+ 5,1 %). La dette publique (117,3 milliards de francs) contre 104,2 milliards de francs) progresse de 12,7 %. Les dépenses civiles de fonctionnement (salaires notamment) et d'intervention économique et sociale augmentent de 5,2 %, les dépenses

civiles en capital de 16,8 %. Seul le budget militaire progresse moins vite que le PIB en valeur, avec + 4,2 %, grâce à une progression très faible des dépenses ordinaires (+ 1,1 %), qui compensent et au-delà la forte poussée des crédits d'équipement (+ 7,9 %).

Les priorités du budget 1989 sont concentrées sur l'éducation (+ 5,5 % avec + 11 milliards de francs), la solidarité (création d'un revenu minimum d'insertion coûtant 6 milliards de francs en 1989 puis 8 milliards par an ensuite), la formation professionnelle et l'emploi (+ 11,3 %), la recherche (+ 7,3 %, soit 3 milliards de plus) et la culture (+ 12,5 %).

LES SECTEURS PRIORITAIRES

ÉDUCATION NATIONALE :

12 400 emplois nouveaux. En augmentation de 5,5 %, le budget de l'éducation nationale s'élève à 209 milliards de francs, permettant notamment la création de 12 400 emplois nouveaux.

L'enseignement scolaire bénéficie de 8,9 milliards de francs, de mesures nouvelles (+ 5,1 %) et de la création de 11 861 emplois. Par ailleurs, 486 millions de francs, dont 300 millions de francs à titre de provision, sont consacrés à la revalorisation de la condition enseignante. En outre, sont notamment réservés 20 millions de francs pour les actions en faveur d'une seconde langue vivante et 197 millions de francs pour l'insertion professionnelle des jeunes. Enfin, la création d'un fonds d'aide à l'innovation, doté de 170 millions de francs, permettra d'encourager les projets et les initiatives des établissements scolaires et des écoles.

L'augmentation des dépenses en faveur de l'enseignement supérieur (+ 9,1 %) est destinée à permettre d'assurer l'accueil d'un nombre croissant d'étudiants : 650 créations d'emplois d'enseignement, augmentation des dotations de fonctionnement (+ 14 %) et des crédits d'heures complémentaires (230 millions de francs).

L'amélioration des conditions de vie des étudiants est marquée par une augmentation de + 13,3 % pour les bourses et de + 9,4 % pour les œuvres universitaires.

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE :

22 200 emplois pour la formation professionnelle. Pour 1989, les crédits destinés à la formation professionnelle et à l'emploi représentent 87 milliards de francs. Ils correspondent à une progression de + 22 % pour la formation professionnelle (34,8 milliards de francs) et de + 5,2 % pour l'emploi (52,2 milliards de francs).

Les priorités retenues au titre de la formation professionnelle concernent, d'une part, la formation et l'insertion professionnelle des adultes (15,73 milliards de francs, soit + 45,4 %), et en particulier des chômeurs de longue durée, et, d'autre part, les jeunes, qui bénéficient notamment de programmes consolidés (8,32 milliards de francs).

Les actions en faveur de l'emploi se caractérisent par la création de dépenses d'indemnisation du chômage (9,68 milliards de francs, soit + 19,8 %). Par ailleurs, 9,77 milliards de francs sont destinés à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, avec en particulier une augmentation de + 6,3 % des crédits de l'ANPE.

Le plan pour l'emploi présenté lors du conseil des ministres du 14 septembre complète la politique

gouvernementale menée dans ce secteur en introduisant :

• La réforme des contributions sociales, en vue d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre et d'encourager la première embauche ;

• Une nouvelle politique qualitative de la formation professionnelle, afin d'augmenter les chances de retour à l'emploi ;

• RECHERCHE : rattrapez le retard

Le budget civil de recherche et de développement technologique (BCRD) augmente de 7,6 %, s'établissant à 42,2 milliards de francs.

Ces moyens exceptionnels, destinés à rattraper le retard pris par le BCRD de 1986 à 1988 (- 3,7 % en valeur sur la période), doivent permettre notamment le développement de la recherche publique : 913 emplois sont créés sur l'ensemble du BCRD, dont 597 chercheurs et 316 ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA), ou emplois équivalents.

Le niveau des allocations de recherche est porté de 5 126 F à 7 000 F au 1^{er} octobre 1988, ce qui représente un coût supplémentaire de 176 millions de francs en 1989.

Les moyens des organismes augmentent de plus de 1,2 milliard de francs, soit une hausse de 6,4 %.

• Hors dépenses de personnel, la hausse s'établit à 4,3 %. Un effort (+ 5,7 % en moyenne) est effectué en faveur des soutiens de programmes, c'est-à-dire des moyens de fonctionnement courants de laboratoires, et en faveur des matériels lourds (+ 6,4 % en moyenne).

• CULTURE ET COMMUNICATION : poursuite des grands travaux.

En progression de 12,5 %, le budget du ministère s'élève à 9,92 milliards de francs.

Priorité est accordée aux enseignements artistiques, avec un quadruplement des mesures nouvelles (+ 140 millions de francs) et à la mise en valeur du patrimoine (+ 23,7 %).

Outre l'achèvement des opérations en cours de réalisation, le budget des grands travaux (+ 630 %) permet le lancement de nouvelles opérations, telles que la seconde tranche des travaux du Grand Louvre et du parc de la Villette.

L'augmentation de 5 % des ressources allouées au service public de l'audiovisuel est notamment destinée à assurer l'amélioration des programmes des sociétés.

Ces actions en faveur d'une politique de qualité sont principalement financées par le produit de la redevance télévision (6,78 milliards de francs) qui augmente de 5,3 % pour la couleur (533 F) et de 3 % pour le noir et blanc (543 F).

Par ailleurs, les aides à la production audiovisuelle financées par le compte de soutien sont accrues de 28 %.

Pour l'organisation des cérémonies du bicentenaire de la Révolution et de la déclaration des droits de l'homme, la mission créée à cet effet disposera d'une enveloppe budgétaire de 100 millions de francs dont 15 millions de francs en 1989.

LES MISSIONS DE L'ETAT

LOGEMENT ET EQUIPEMENT :

une diminution des aides à la personne. Sur un crédit global de 56,15 milliards de francs inscrits par le budget de l'équipement, 37,71 milliards de francs sont destinés au logement sous forme d'aides à la personne (18,62 milliards de francs) et d'aides à la pierre (19,09 milliards de francs).

Les aides à la personne enregistreront une légère diminution de 460 millions de francs pour s'établir à 18,62 milliards de francs (- 2,4 %). Cette évolution est liée à la modification des règles de financement de l'allocation logement. En effet, en 1989, la contribution des employeurs au financement du Fonds national d'aide au logement (FNAL) sera portée à 0,23 % (+ 0,10 %), alors que leur participation à l'effort de construction sera baissée de 0,10 point. Cette modification permettra de réduire à due concurrence le financement apporté au FNAL par l'Etat.

Au total, l'effort public en faveur du logement, qui regroupe les crédits budgétaires, les dépenses fiscales et les dépenses sociales atteindra 122,5 milliards de francs en augmentation de 4,4 %.

Le budget des routes se caractérise par l'augmentation de près de 8,2 % des autorisations de programme, qui s'élève à 7,28 milliards de francs pour 1989.

ÉVOLUTION DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES (en millions de francs)

	PRÉVU (1)	RÉALISÉ (2)
1982	- 35 486	- 38 954 (- 273)
1983	- 117 762	- 129 614 (- 324)
1984	- 225 890	- 146 184 (- 325)
1985	- 140 192	- 153 285 (- 326)
1986	- 145 342	- 141 089 (- 248)
1987	- 229 289	- 129 658 (- 227)
1988	- 114 993 (- 248)	-
1989	- 88 342 (- 171)	-

(1) Loi de finances initiale.

Par ailleurs, les crédits d'entretien routier sont majorés et les dépenses de grosses réparations sont maintenues en francs courants (797,1 millions de francs en A.P.).

• JUSTICE : améliorer le fonctionnement.

En progression de 5,5 % (dont 16,5 % pour les crédits de paiement), les crédits du budget de la justice s'élèvent à 15,62 milliards de francs.

L'administration pénitentiaire bénéficie principalement de cet effort, avec des crédits de paiement majorés de 23,44 % : la création de 680 emplois dont 20 à l'hôpital de Fresnes ; les premières ouvertures des prisons nouvelles au premier semestre 1990.

Les mesures nouvelles destinées à améliorer le fonctionnement de la justice sont notamment consacrées au développement de l'informatique (+ 51,2 millions de francs) et au renforcement des moyens de fonctionnement de l'éducation surveillée (+ 5 %).

Au total, le budget de la justice prévoit la création nette de 464 emplois.

• INTÉRIEUR : modernisation des services de police. Le budget du ministère de l'Intérieur s'élève pour 1989 à 61,86 milliards de francs (+ 2,57 %).

Les mesures nouvelles visent essentiellement à la modernisation des services de police par une extension de l'informatique et de ses applications, au développement de la formation et à l'amélioration de la présence policière (260 millions de francs).

Les concours de l'Etat aux collectivités locales atteignent 195,10 milliards de francs (+ 6,3 % ou + 6,4 % à structure constante).

La dotation globale de fonctionnement (80,07 milliards de francs) augmente de 9,18 % et la dotation

globale d'équipement (4,81 milliards de francs en AP) de 4 %.

La compensation financière des transferts de compétence passe à 49,93 milliards de francs (+ 5,2 %) du fait de la progression des dotations budgétaires (+ 7,6 %) et du produit prévisionnel des recettes fiscales transférées (+ 3,8 %).

DÉFENSE : forte augmentation des crédits d'équipement.

L'ensemble du budget de la défense s'élève en 1989 à 221,8 milliards de francs (+ 4,2 %), dont 182,4 milliards de francs (+ 4,65 %) pour l'enveloppe strictement militaire.

L'évolution du poids des dépenses ordinaires reste modérée. Elle permet néanmoins une revalorisation des salaires et des indemnités (148,5 millions de francs de mesures nouvelles pour l'indemnité pour charges militaires) et une amélioration de l'activité opérationnelle des forces (+ 250 millions de francs).

Huit mille emplois sont supprimés dont 5 817 personnels civils ou militaires d'active.

L'importante augmentation des crédits d'équipement (+ 7,9 % en crédits de paiement et + 5,7 % en autorisations de programme) permet, en application de la loi de programmation militaire, de poursuivre le programme d'équipement des forces avec un tiers des crédits au nucléaire et deux tiers aux forces conventionnelles.

DOM-TOM.

Tous ministères confondus, les principales mesures en faveur des DOM et de Mayotte contenues dans la loi de programme concernent le secteur social : formation professionnelle et allocation complémentaire aux adultes handicapés (224 millions de francs, habitat social (165,2 millions de francs en CP, soit + 61,6 %).

La Nouvelle-Calédonie bénéficie, au total, de plus de 2 milliards de francs, soit une progression de plus de 8,8 % par rapport à 1988.

L'ensemble du budget des DOM-TOM pour 1989 s'élève à 1,98 milliard de francs (+ 11,7 %).

INDUSTRIE : en légère diminution.

Les crédits de l'industrie, déjà en diminution de 12,3 % en 1988, baisseront de 0,62 % en 1989 pour s'établir à 17,44 milliards de francs.

La priorité donnée aux mesures en faveur du développement par les entreprises d'une politique d'innovation et d'amélioration de leur compétitivité se traduit notamment par la hausse sensible des crédits de l'ANVAU.

Ce budget se caractérise également par le soutien aux régions et aux secteurs menacés de désindustrialisation, aux grands organismes publics du secteur industriel (maintien en francs courants de la subvention aux Charbonnages de France, soit 6,99 milliards de francs).

En revanche, le Commissariat à l'énergie atomique, grâce à l'accroissement attendu de ses ressources propres et à l'arrivée à maturité du programme électro-nucléaire français, voit ses crédits réduits de 5,2 % et s'établir à 3,47 milliards de francs en DO + AP.

LES AUTRES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS

Agriculture et forêt.

Les crédits inscrits au budget du ministère s'élèvent à 36,23 milliards de francs (+ 3,5 %), soit environ 27 % du total des dépenses publiques dont bénéficie l'agriculture française (134 milliards de francs en 1989 contre 128 milliards de francs en 1988) : 300 millions de francs en faveur des agriculteurs en difficulté.

Les autres priorités retenues concernent l'enseignement agricole (public et privé), les crédits aux industries agro-alimentaires en vue de l'adaptation de l'appareil productif à l'ouverture du marché unique (+ 6,5 %) et la mise en œuvre des nouveaux instruments structurels de la politique agricole commune (gel des terres et extensification des productions).

ANCIENS COMBATTANTS :

ajustement des crédits de pension.

Le budget des anciens combattants, avec 26,24 milliards de francs, diminue de 2,53 % en 1989.

Cette réduction résulte de l'ajustement inévitable des crédits des pensions (- 2,5 %) du fait de la diminution régulière du nombre des ayants-droit.

La répercussion de la réduction du nombre d'anciens combattants ne s'est pas ressentie jusqu'ici en raison du rattrapage du rapport constant, décidé en 1981 selon un échancier pluriannuel qui s'est achevé le 1^{er} décembre 1987.

Par ailleurs, 4,5 millions de francs de mesures nouvelles sont prévus, notamment pour la construction de Fréjus d'une métropole nationale destinée aux morts pour la France en Indochine.

ÉCONOMIE, FINANCES, BUDGET : moderniser l'administration.

Le budget des services financiers, qui s'élève pour 1989 à 36,23 milliards de francs (+ 3,9 %), prévoit une adaptation de la structure fonctionnelle des emplois aux missions

d'une administration modernisée : 2 078 emplois sont supprimés en liaison avec les gains de productivité réalisés, tandis que les charges nouvelles des services entraînent la création de huit cent quinze emplois. L'informatisation des services est poursuivie (+ 288,1 millions de francs) et leurs moyens de fonctionnement sont accrus (+ 44,8 millions de francs).

La remise à niveau des dépenses d'intervention concerne notamment les subventions aux organisations de consommateurs (+ 8,3 millions de francs) et aux organismes du commerce extérieur (+ 31 millions de francs).

TRANSPORTS ET MER :

+ 21 % pour la sécurité routière.

Pour 1989, les crédits destinés aux transports terrestres s'élèvent à 39,49 milliards de francs (+ 3,11 %).

Le total des concours de l'Etat à la SNCF représente 33,36 milliards de francs (dont 33,33 milliards de francs en exploitation) et à la RATP 4,21 milliards (dont 3,97 milliards en exploitation).

Les crédits destinés à l'aviation civile s'élèvent à 4,96 milliards de francs (+ 14,54 %) et les autorisations de dépenses atteignent 2,71 milliards de francs (- 0,23 %). Ils permettront notamment un accroissement des effectifs consensuel à la forte hausse du trafic aérien (13,3 milliards de francs), ainsi que le développement de la formation des pilotes et de la sécurité (2,5 millions de francs).

Le budget de la mer s'établit à 5,96 milliards de francs (+ 9 %). Il se caractérise notamment par la progression des subventions d'investissement aux ports maritimes et l'augmentation d'un tiers des crédits d'équipement pour l'enseignement maritime.

La priorité donnée en 1989 à l'amélioration de la sécurité routière est principalement marquée par une augmentation de près de 21 % des crédits, qui atteignent 777,78 millions de francs.

TOURISME : la plus forte augmentation.

En augmentation de 15,6 % par rapport à 1988, les crédits destinés au secteur touristique s'élèvent à 343,55 millions de francs.

Les mesures nouvelles permettent notamment un accroissement très important des crédits consacrés à la promotion de la France touristique à l'étranger et une augmentation de 26 % des opérations de rénovation des villages de vacances, afin d'adapter leur adaptation aux nouvelles exigences de la clientèle.

1 200 000 bénéficiaires du revenu minimum d'insertion

A la faveur de la présentation de la loi de finances pour 1989, le ministre de l'économie et des finances a fait le point sur les mesures de solidarité en faveur des plus démunis.

Le versement par l'Etat d'une allocation différentielle permettra aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) de disposer de 2 000 F pour une personne seule ; 3 000 F pour un ménage ; 500 F en plus par personne à charge.

Ce droit devrait concerner, selon les données actuellement disponibles, 430 000 foyers, soit environ 1 200 000 personnes. En contrepartie de l'attribution du RMI, le bénéficiaire adhère à un contrat prévoyant les activités d'insertion qu'il s'engage à suivre et dont la nature pourra varier selon sa situation personnelle : formation, emploi à temps partiel...

La définition du contenu des actions d'insertion et la fixation du programme individuel seront confiés, à l'échelon local, à une

commission associant l'Etat, les collectivités territoriales et les associations à vocation sociale. Le financement de ces actions relève de la compétence des départements qui devront y affecter le montant des économies réalisées sur leurs dépenses d'aide sociale obligatoire, du fait de l'institution du RMI.

L'attribution effective du RMI doit commencer dans les premières semaines de 1989.

En régime permanent, le coût du RMI devrait être de l'ordre de 8 milliards de francs. Compte tenu d'une montée en charge progressive, un crédit de 6 milliards de francs est inscrit au budget de 1989.

Comme on le sait, le revenu minimum d'insertion sera financé grâce au rétablissement d'un impôt sur la fortune. Cet impôt de solidarité sur la fortune (ISF) concernera environ cent dix mille contribuables. Son rendement est évalué à 4,1 milliards de francs.

Le barème applicable en 1989 sur les revenus pour deux parts

Taux en %	Barème 1988	Taux en %	Barème 1989
0	N'exécute pas 33 120	0	N'exécute pas 34 000
5	de 33 120 à 34 640	5	de 34 000 à 35 560
9,6	de 34 640 à 41 060	9,6	de 35 560 à 42 140
14,4	de 41 060 à 44 920	14,4	de 42 140 à 46 620
19,2	de 44 920 à 53 460	19,2	de 46 620 à 56 640
24,0	de 53 460 à 64 820	24,0	de 56 640 à 68 540
28,8	de 64 820 à 78 840	28,8	de 68 540 à 83 140
33,6	de 78 840 à 95 340	33,6	de 83 140 à 100 140
38,4	de 95 340 à 114 820	38,4	de 100 140 à 120 160
43,2	de 114 820 à 137 340	43,2	de 120 160 à 144 060
48,0	de 137 340 à 163 860	48,0	de 144 060 à 174 980
52,8	de 163 860 à 194 320	52,8	de 174 980 à 210 960
56,8	au-delà de 194 320	56,8	au-delà de 210 960

ÉVOLUTION DES MASSES BUDGÉTAIRES

	Loi de finances pour 1988	Projet de budget pour 1989	Montant de la différence	Différence (en %)
OPÉRATIONS DÉFINITIVES				
Dette publique	1 104,2	1 173	+ 13,1	+ 12,7
Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention	697,2	733,7	+ 36,5	+ 5,2
Dépenses civiles en capital	68	75,5	+ 11,5	+ 16,8
Budget militaire	212,8	221,8	+ 9	+ 4,2
Dépenses des comptes d'affectation spéciale	31,6	11,7	- 19,9	- 62,9
Total des charges à caractère définitif	1 113,8	1 164	+ 50,2	+ 4,5
Recettes nettes (y compris recettes des comptes d'affectation spéciale)	1 000,5	1 067,4	+ 66,9	+ 6,7
Solde des opérations définitives	- 113,3	- 96,6	+ 16,7	+ 14,7
I - OPÉRATIONS TEMPORAIRES				
IL - SOLDE GÉNÉRAL	- 1,7	- 3,7	- 2	NS
	- 115	- 100,3	+ 14,7	NS

Économie

Un entretien avec M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement

« Les entreprises du bâtiment ne doivent pas se polariser sur le neuf »

M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a présenté à la presse, jeudi 22 septembre, le projet de budget de son ministère pour 1989. Dix-sept milliards de francs d'autorisations de programme (en baisse de 2,3 %) et

63,6 milliards de francs de dépenses ordinaires et de crédits de paiement (en progression de 4,9 % sur 1988). Sur ce total, 37,7 milliards de francs vont au logement.

« Ce n'est pas un budget merveilleux, mais c'est un budget qu'on a fait par rendre convenable », nous a dit avec une moue mi-chagrine, mi-satisfait, M. Maurice Faure. « C'est un budget coûteux pour l'Etat, poursuit-il, puisque les crédits au logement augmentent de 10,8 % mais il y a des accroissements de dépenses (environ 5 milliards de francs) qui ne me donnent pas plus de moyens que n'en avait mon prédécesseur : 3 milliards pour les PAF, qu'on paie en quatre ans au lieu de huit, 1 milliard pour le fonctionnement de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat), qui cette année, a vécu sur ses réserves, 600 millions pour le réaménagement de la dette des accédants en difficulté, 400 millions de reconduction des mesures du 8 juin pour les quartiers dégradés... » Et il faut bien réduire la progression de l'APL, qui est sans conteste « un système diabolique budgétairement parlant ».

La bataille a été chaude avec le grand argentier, comme il est de tradition entre un ministre fortement dépendant et celui qui tient les cordons de la bourse, avec une ladrière qui est un devoir. On peut dire qu'elle a été plus chaude qu'elle ne l'est habituellement, car la réforme du financement de l'accès à la propriété, pour cause d'APL submergée, d'inductible est devenue urgente. Les deux ministres d'Etat se sont accrochés à la fois sur la méthode, sur le calendrier et sur les solutions.

La tendance de M. Bérégovoy aurait été d'enclencher la réforme par loi de finances interposée, très vite. M. Faure, lui, aurait voulu qu'elle soit continuée en 1989 avec l'actuel système des PAF et qu'on ne donne l'année pour préparer la réforme.

En fait, la dotation en PAF couvrira largement les besoins du premier semestre de l'année, avant de mettre en place un nouveau système. Quel sera-t-il ? « Je ne sais pas très imaginaire dans ce domaine, c'est pourquoi j'ai créé la commission qui préside M. Jean-Michel Bloch-Lainé, dont la mission est très large. Il doit personnellement nous faire des suggestions à court terme » (voir encadré). Mais l'idée du ministre de l'économie et des finances est de verser un capital, qui serait une prime, au moment de l'accès à la propriété et de supprimer l'aide personnelle. « Je préférerais donner aux accédants une prime moins importante, mais de les laisser éligibles au moins à l'allocation-logement ». Et brusquement il se passionne : « Ce que je veux à tout prix éviter, c'est de lancer dans l'accès des gens qui n'ont pas les moyens de faire face aux mensualités qui se représentent, et qui de ce fait vont au devant de difficultés sociales et familiales souvent dramatiques. Mais puisque à ceux-là on leur réserve le locatif, il ne faut pas baisser l'aide qu'on leur donne, surtout dans les ELM neuves. Autrement, on les exacerbe. On les parquerait dans les ELM dégradées ».

Eviter l'exclusion

Les discussions sur la réforme du financement de l'accès à la propriété et sur son calendrier (au 30 juin 1989, ou pour le budget de 1990 ?), sur le 1 % patronal et la nouvelle diminution dont il est l'objet au profit de l'APL (le Monde du 22 septembre), tout cela s'est terminé par une réunion sur la politique du logement, jeudi 15 septembre, à l'Élysée, autour du chef de l'Etat, avec qui M. Maurice Faure

entretient des relations personnelles d'amitié. M. Mitterrand souhaite qu'on prépare un programme sur sept ans qui permette de réhabiliter les banlieues dégradées, les centres-villes, qu'on repense la notion de ville, qu'on fasse disparaître les îlots de crasse et d'abandon, pour y recréer la vie.

C'est un langage qui va droit au cœur du maire de Cahors, qui a pour objectif de redonner le centre des villes aux gens modestes et d'éviter toute exclusion, celle des individus comme celle des quartiers. Sur ce thème, le chef de l'Etat et son ministre de l'équipement partagent la même sensibilité. « Ce que je crois, dit encore M. Faure, c'est qu'il y a quatre priorités qui avaient été jusque-là très clairement affirmées en filigrane en a été ajoutée une cinquième qui serait le logement social. Voilà ce qui s'est passé de plus important la semaine dernière. Et c'est, en tout cas, sur cette hypothèse que je vais maintenant travailler ».

De plus, le ministre de l'équipement a obtenu la promesse d'un collectif budgétaire, en juin, avec 200 ou 300 millions de francs de plus pour l'ANAH, selon le volume de la demande. Et il compte bien sur une rallonge des crédits pour l'accès à la propriété qu'il va ouvrir à l'ancien sans travaux, c'est-à-dire dans la limite d'une proportion raisonnable du nombre des prêts (10 %, 20 %) et avec tous les garde-fous nécessaires sur le prix des logements.

Et les entreprises du bâtiment ? Elles devront, grandes ou petites, s'intéresser davantage encore à la réhabilitation et sans doute y consacrer plus de la moitié de leur activité, sans « se polariser sur le neuf ».

Quant aux aides fiscales pour la construction locative privée, il faut bien s'en méfier : « Si vous les supprimez, vous faites 20 000 chômeurs ; il ne faut pas oublier que ces incitations ont fait passer de 5 000 à 20 000 logements la construction locative privée ».

« Bien sûr, si on veut tout faire en même temps, on prend le risque de faire mal tout ce qu'on fait. On peut faire une politique du logement social en évitant le gaspillage, mais une telle politique est impossible si on a l'œil rivé sur les économies budgétaires. A enveloppe constante, je ne pourrais pas faire grand-chose. Mais si la programmation à laquelle on ne demande de réfléchir est retenue, il est évident que sa base sera une enveloppe croissante, d'un rythme plus ou moins rapide selon la situation économique et la conjoncture mondiale. C'est la raison pour laquelle je considère que le budget de cette année est un budget de transition ».

Un bel optimisme que celui de M. Maurice Faure. Et qui laisse présager de belles empoignées avec M. Bérégovoy.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Y assistaient M. Michel Rocard, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et, outre MM. Faure et Bérégovoy, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse.

BANQUES

La polémique sur l'augmentation des tarifs

Cartes bancaires : M. Bérégovoy va saisir le Conseil de la concurrence

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé mercredi 21 septembre qu'il allait saisir le Conseil de la concurrence après la décision récente des banques d'augmenter les cotisations annuelles sur les cartes bancaires, qu'il juge « peu satisfaisante ».

« Il faut que les banques évitent toute entente bancaire que je trouve préjudiciable au libre jeu de la concurrence », a-t-il déclaré à l'occasion de la présentation du projet de budget.

Par ailleurs, les organisations de consommateurs ont dénoncé l'augmentation de 14 % à 35 %, selon les services proposés, des cotisations annuelles perçues sur les cartes bancaires, estimant qu'il s'agit d'une politique « incohérente ».

Les banques font valoir qu'aucune augmentation n'avait eu lieu depuis novembre 1985. Les tarifs précédents étaient de 135 F pour les cartes nationales, comme la Visa, par exemple, 95 F pour les cartes internationales à paiement différé et 75 F pour celles à débit immédiat du compte.

Selon la nouvelle grille de tarifs, le coût d'abonnement pour une carte internationale à paiement différé s'élèverait de 150 F à 155 F, contre 135 F auparavant. La carte nationale à paiement différé sera facturée aux particuliers de 115 F à 120 F et il faudra verser de 85 F à 95 F pour la carte à paiement immédiat.

« Cette augmentation, qui ne concerne uniquement que le coût d'achat et d'abonnement de la carte, reflète la vérité des services. En trois ans, il y a eu une augmentation du coût de la vie, notamment dans le domaine du coût de l'utilisation des cartes, mais on n'a rien fait en dessous de ce qui se pratique à l'étranger », explique M. François Riche, responsable du service communication du Crédit lyonnais.

Les banques avaient lancé récemment une mise en garde contre l'utilisation de ce moyen de paiement pour les petites sommes, comme elles l'avaient fait naguère pour les petits chèques.

« Notre première réaction est de reprendre notre sondage de rentrée, en rappels aux banques que 90 % des Français sont contre la tarification des moyens de paiement », déclare M. Hélène Dos Reis, directrice de l'Institut national de la consommation.

« On a un peu le sentiment que les banques partent en ordre dispersé pour ne pas être taxées d'entente », ajoutent les cotisations de cartes qu'elles ont largement contribué à développer. Ce n'est pas cohérent. On peut se demander maintenant si elles ne veulent pas taxer le retrait d'argent dans les distributeurs automatiques ».

M. Dos Reis note que « le taux du crédit n'a pas beaucoup baissé en trois ans ». Si les banques veulent parler de « vérité des prix, il faut aussi parler des rémunérations des dépôts à vue ».

L'Union fédérale des consommateurs (UFCV) juge, pour sa part, que « ces hausses sont complètement injustifiées par leur ampleur ». Elle ajoute : « Les banques oublient de dire que l'utilisation de la carte bancaire diminue celle des chèques ».

Selon l'UFCV, qui « demande aux banques de publier le coût exact de chaque service », il est « aberrant de rattraper d'un coup » trois ans sans augmentation après avoir fait « un forcing pour que les gens s'équipent en cartes bancaires ».

« Ce qui vient de se passer sur les cartes bancaires n'est pas satisfaisant et, en accord avec M. Neiertz [secrétaire d'Etat à la consommation], nous saisirons le Conseil de la concurrence ».

La Société générale, la Banque nationale de Paris et le Crédit lyonnais avaient annoncé, mardi 20 septembre, des hausses de 14 % à 26 %, selon les services proposés, sur les cotisations annuelles perçues sur les cartes bancaires (le Monde du 22 septembre).

« Plus sérieusement et plus gravement, il est tout à fait regrettable que le ministre du budget ne se soit pas encore rendu compte que les entreprises ne sont plus un service public mais qu'elles sont devenues de véritables entreprises ».

« Laissons les banques faire leur travail », a conclu M. Boccard, elles ont besoin par rapport à 1992 d'être concurrentielles par rapport à leurs concurrents internationaux. Nous ne sommes pas vraiment encore au niveau, donc que l'on ne nous mette pas des bâtons dans les roues ».

Judi matin, M. Charasse est allé encore plus loin, déclarant à Europe 1 : « Si les Français ont besoin d'un réseau bancaire qui soit un vrai service public, je leur offre mes perceptions ».

Selon lui, « les Français se sont rendus compte que les banques n'étaient plus un service public. Si elles ne veulent plus rendre service à la clientèle, que celle-ci en tire les conséquences ».

M. Boccard a réagi à ces déclarations dans le journal de fin de soirée sur la même chaîne en estimant qu'il est « assez piquant de constater que le ministre des impôts se permet d'accuser les banques et les banques de prendre leur blé aux Français ».

La Commission de Bruxelles veut protéger les utilisateurs

BRUXELLES de notre correspondant

La Commission européenne voudrait assurer une protection minimale uniforme aux consommateurs de la CEE toujours plus nombreux qui utilisent des cartes de crédit, des cartes de banque, ainsi que toute forme de paiement électronique. Elle vient d'adresser aux banques et aux autres émetteurs de cartes une recommandation dans ce sens.

La réglementation ou, à défaut, les pratiques qui s'installent dans la CEE pour évaluer la responsabilité du consommateur en cas d'utilisation frauduleuse, de perte, de vol ou de contrefaçon, varie d'un Etat membre à l'autre. Cette situation, constate la Commission, ne peut qu'entraver le développement de systèmes de paiement internationaux.

La Commission recommande aux banques de donner à leurs clients la possibilité de les avertir vingt-quatre heures sur vingt-quatre de la perte ou du vol de leur carte. La responsabilité disparaît une fois cette notification

effectuée. Cependant, si elle n'a pas été faite, cette même responsabilité devrait, sauf négligence extrême, être limitée à 150 ECU, soit 1 050 F.

« Les banques ont récemment fait savoir qu'elles n'étaient pas favorables à cette initiative de la Commission. Selon elles, il est prématuré de vouloir réglementer l'utilisation de ces nouveaux modes de paiement, alors que les progrès techniques, particulièrement rapides dans ce secteur, sont susceptibles de modifier très vite les données du problème ».

La Commission a tenu compte de ces arguments en adoptant une recommandation plutôt qu'une directive qui aurait rendu obligatoire pour les établissements financiers la mise en œuvre de règles minimales qu'elle préconise. Pour éviter que ceux-ci n'en profitent, elle précise toutefois que, si dans un délai d'un an ils ne se sont conformés à la recommandation, elle réexaminera le dossier et proposera, le cas échéant, une formule plus contraignante.

PHILIPPE LEMAITRE.

La commission Bloch-Lainé

La commission que préside M. Jean-Michel Bloch-Lainé, ancien directeur de la construction et actuel président de la banque Worms, est enfin constituée. Elle est composée de quatre membres : M. Jean Anciant, député socialiste de l'Oise, maire de Creil, M. Yvette Chasseigne, ancienne présidente de l'UAP (Union des assurances de Paris), M. Michel Clouet, directeur de la Compagnie bancaire et directeur général de Cortal, et M. Jean-Paul Lacaze, directeur général de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat). Le rapporteur en est M. Patrice Lanco, déjà rapporteur du groupe Evaluation des aides publiques en faveur de l'accès à la propriété que préside M. Pierre Durif au Commissariat général du Plan.

Le mandat confié à cette commission dans l'idée d'améliorer l'efficacité économique et sociale des actions de l'Etat en matière d'habitat, en harmonie avec une politique de la ville et dans la

perspective européenne, a quatre volets : le constat sur le fonctionnement du marché et les mécanismes d'aides (avec une analyse spécifique sur la situation des plus défavorisés), l'analyse des conséquences de l'évolution du contexte économique et financier, la proposition d'un cadre précis de l'action gouvernementale pour les prochaines années et des propositions concrètes sur les modifications à apporter aux mécanismes de financement et de gestion du marché du logement.

Rapport à remettre au plus tard le 31 janvier 1989.

Par ailleurs, M. Bloch-Lainé est chargé d'une mission personnelle à court terme (fin octobre) par MM. Bérégovoy et Faure, sur « les orientations et modalités possibles d'une réforme à court terme de l'accès à la propriété ».

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ BURKINABE DES FIBRES TEXTILES (SOFITEX), BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), lance un appel d'offres international pour la fourniture d'insecticides et de pulvérisateurs :

- Lot n° 1 : 800 000 litres d'insecticides ULV ;
- Lot n° 2 : 250 000 litres d'insecticides en formulation EC ;
- Lot n° 3 : 3 500 pulvérisateurs de type ULV.

PARTICIPATION A LA CONCURRENCE

Fournisseurs et produits doivent être originaires d'un pays membre de la Banque mondiale, ou de Taïwan, ou de la Suisse.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes, contre remise d'un chèque de mille (1 000) francs français :

- SOFITEX, direction générale, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ;
- SOFITEX, direction régionale, BP 1650, Ouagadougou (Burkina Faso) ;
- CFI-DIE, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (France).

LIEU ET DATE DE LIVRAISON

- 10 mars 1989 pour sous palan Abidjan ou Lomé ;
- 31 mars 1989 pour chargé sur wagon ou camion Abidjan ou Lomé ;
- 25 avril 1989 pour rendu sur wagon ou camion à destination du Burkina Faso.

DÉPÔT ET CLOTURE DES OFFRES

Les offres, en langue française, doivent parvenir à la direction générale de la SOFITEX, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), avant le 21 OCTOBRE 1988 à 17 heures GMT.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ BURKINABE DES FIBRES TEXTILES (SOFITEX), BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), lance un appel d'offres international pour la fourniture d'engrais en deux lots :

- Lot n° 1 : 26 000 tonnes d'engrais NPKSB (complexe ou mélange) ;
- Lot n° 2 : 7 000 tonnes d'urée.

PARTICIPATION A LA CONCURRENCE

Fournisseurs et produits doivent être originaires d'un pays membre de la Banque mondiale, ou de Taïwan, ou de la Suisse.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes, contre remise d'un chèque de mille (1 000) francs français :

- SOFITEX, direction générale, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ;
- SOFITEX, direction régionale, BP 1650, Ouagadougou (Burkina Faso) ;
- CFI-DIE, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (France).

LIEU ET DATE DE LIVRAISON

- 10 mars 1989 pour sous palan Abidjan ou Lomé ;
- 31 mars 1989 pour chargé sur wagon ou camion Abidjan ou Lomé ;
- 25 avril 1989 pour rendu sur wagon ou camion à destination du Burkina Faso.

DÉPÔT ET CLOTURE DES OFFRES

Les offres, en langue française, doivent parvenir à la direction générale de la SOFITEX, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), avant le 21 OCTOBRE 1988 à 17 heures GMT.

OFFICE DES PORTS AÉRIENS DE TUNISIE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office des ports aériens de Tunisie lance un appel d'offres international pour l'acquisition et l'installation dans les aéroports internationaux de Tunisie-Carthage, Monastir, Sfax et Jerbe des équipements d'aide à la navigation aérienne suivants :

- 2 Very High Frequency Omnispace (VOR) ;
- 1 Distance Measuring Equipment (DME) ;
- 2 chaînes radio ;
- 1 radiophare.

Les fournisseurs justifiant de leur qualité de constructeurs ou leurs représentants dûment mandatés peuvent retirer les cahiers des charges au siège de l'O.P.A.T., aéroport international de Tunis-Carthage, Direction approvisionnement et gestion des stocks, bureau 223 contre le paiement de la somme de 300 dinars.

Les soumissions seront placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure ne porte que la mention « A ne pas ouvrir. Appel d'offres pour l'acquisition et l'installation d'équipements d'aide à la navigation aérienne ». Cette enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- un certificat attestant que le soumissionnaire est en règle avec la direction des impôts ;
- une attestation de solde de la Sécurité sociale valable le jour de l'ouverture des plis (pour les fournisseurs tunisiens seulement) ;
- un certificat de non-faillite ou un concordat préventif ;
- une caution bancaire provisoire de 1 % du montant global de l'offre.

L'enveloppe intérieure portera le nom du soumissionnaire et contiendra :

- les cahiers des charges détaillés et signés sur chacune de leurs pages ;
- la soumission et le détail estimatif des prix détaillés et signés.

Les offres doivent être adressées au plus tard le 14 octobre 1988 par voie postale et recommandée au nom de :

M. le président-directeur général de l'Office des ports aériens de Tunisie.

BP 60 Aéroport International de Tunis-Carthage.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée des justifications susmentionnées sera rejetée de droit.

Économie

Les négociations salariales dans le secteur public

La marge de M. Durafour est dans la durée

Les entreprises publiques gardent leur avance sur la fonction publique dans les négociations salariales de 1988. Trois rendez-vous syndicaux ont eu lieu, suivant des modalités différentes, le jeudi 22 septembre, tandis que les discussions sur les traitements des fonctionnaires ne s'ouvrent que le mardi 4 octobre. Les réunions du 22 septembre ont eu pour thème commun de ne porter, en principe, que sur les salaires de 1988 (1), alors que dans la fonction publique le ministre, M. Michel Durafour, a repris une demande de la FEN admettant par l'ensemble des fédérations (CGT, CFTC, FO, SNCF, RATP, etc.), l'idée de négocier sur les deux années 1988 et 1989.

Dans le secteur public, la situation est contrastée. A EDF, après une première prise de contact qui a eu lieu il y a une semaine entre la direction et les syndicats, il s'agit de renouer les fils du dialogue sur fond d'échec électoral en novembre. Les négociations salariales ont, en effet, échoué en mars dernier, et seule une augmentation au niveau de 0,7 % au 1^{er} avril est intervenue à titre conservatoire. Signataires de l'accord 1987, la CFTC, FO, FUMCM-CGC et la CFTC, qui agissent et négocient en commun, ont promis leur « volonté d'aboutir à un accord », mais cela suppose pour elles une remise à l'heure des comptes, le glissement des prix ayant été depuis janvier de 2,3 %. De son côté, la CGT, qui revendique « 1 000 F pour tous », a appelé à des arrêts de travail de quatre heures au minimum le 27 septembre.

Autres cas de figure à la SNCF et à la RATP, où, comme à Air Inter, des accords salariaux ont été signés pour 1988 par des syndicats minoritaires. Mais dans les autres secteurs du public, les hausses de salaire en 1988 prévues par ces accords sont de 2,2 % à la SNCF et à la RATP et de 2 % à Air Inter. Or même si l'hypothèse de glissement des prix pour 1988, qui est de 2,6 %, se vérifie, l'écart demeure sensible entre les hausses des accords et les prévisions du gouvernement. A la RATP, comme à la SNCF, les directions ne reçoivent le 22 septembre que les syndicats signataires.

C'est à la RATP que la situation semble la plus tendue. L'échéancier de l'accord prévoyait des augmentations de 1,1 % au 1^{er} avril et de 1,1 % au 1^{er} décembre. La direction risque d'être obligée — surtout après la hausse de 1 % accordée aux fonctionnaires le 1^{er} septembre — d'augmenter au 1^{er} octobre le relèvement prévu au 1^{er} décembre. Plusieurs syndicats, dont des signataires, demandent une « millange » de 2 %. A la SNCF, l'échéancier est différent — 0,3 % au 1^{er} janvier, 1 % au 1^{er} avril et 0,3 % au 1^{er} octobre — mais la direction sait que la pression syndicale risque d'être forte pour rajouter un gros « plus » à l'accord d'avril dernier.

Ouverture des discussions

C'est après ce lever de rideau, ou cette reprise de dialogue, que la fonction publique, où il n'y a pas eu d'accord salarial depuis 1985, entrera dans le jeu. En annonçant l'ouverture des discussions le 4 octobre, M. Durafour a bien précisé qu'il entendait peser sur les négociations salariales. Il souhaite que le dialogue social porte aussi sur la formation, la modernisation de l'administration, les conditions de travail et la préparation de l'échéance européenne de 1993. Mais les salaires seront traités en premier dans un chapitre à part, avec l'espoir que les négociations seront achevées avant la fin octobre.

A première vue, la marge de manœuvre de M. Durafour est très étroite puisqu'il entend à la fois faire un geste envers les fonctionnaires, dont le pouvoir d'achat en moyenne annuelle a baissé en 1987, tout en restant dans le cadre de la rigueur. Pour 1988, deux hausses ministérielles sont intervenues : l'une, décidée par le gouvernement Chirac de 1 % au 1^{er} mars, l'autre, arrêtée par le gouvernement Rocard, de 1 % au 1^{er} septembre. Si M. Durafour observe les normes du gouvernement précédent, il a déjà consommé tous ses crédits.

Les augmentations générales de 1988 représentent une hausse de la masse salariale de 1,1 % auquel s'ajoute 1 % d'effet report des accords de 1987 et de mesures catégorielles et 1,6 % de GVT positif (glissement).

Appellez le 36.69.1002 LA BOURSE EN DIRECT



Le Conseil économique et l'avenir de la Sécurité sociale

L'échec du projet Chotard

M. Yvon Chotard a quitté seul et silencieux le Conseil économique et social, mercredi 21 septembre, vers 20 h 30, après une brève visite à son président.

A l'issue de neuf heures d'un examen détaillé et d'ultimes engorgements, le projet d'avis sur la Sécurité sociale qu'il avait rédigé avait été repoussé par la section des affaires sociales par douze voix (CGT, CFTC, FO, FEN, Mutualité, M^{me} Chassagnon, représentante des entreprises publiques, et trois personnalités qualifiées : M. Andrieu, ancien président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, le docteur Benoist, ancien secrétaire d'Etat aux personnes âgées, M^{me} Simone II), contre onze (trois représentants des entreprises privées, les deux de l'agriculture, celui de l'artisanat, celui des professions libérales, celui de la CGC et celui de la CFTC, et deux personnalités qualifiées : M^{me} Evelyne Sullerot et M. Steg), tandis que s'abstenait M. Théry, représentant des associations, et M^{me} Anthoinette de Gaulle, présidente d'ATD-Quart monde.

L'ancien président de la commission sociale du CNFP n'a pu obtenir sa revanche, après son échec à la présidence du CNFP en décembre 1986. Il a connu son premier échec personnel dans une grande négociation (le refus de l'accord sur la flexibilité de l'emploi en décembre 1984 ne l'impliquait pas de la même façon). Echec d'autant plus cuisant, malgré l'échec du score, que depuis dix ans un seul rapport a été rejeté en section au Conseil économique.

M. Yvon Chotard s'était pourtant employé avec énergie à sa tâche, avec les talents qu'il avait maintes fois déployés au CNFP dans les négociations avec les syndicats : la patience, le jeu avec le temps, les silences alternant avec les « coups de gueule », servis par une silhouette massive et des expressions grognonnées, l'art de jouer des contacts personnels et des divisions entre les interlocuteurs, et de trouver des compromis sur d'autres terrains.

Mais, cette fois, le rapporteur se heurtait à plusieurs obstacles difficilement surmontables. Des oppositions à certaines des propositions essentielles de son projet, comme la transformation du système de détermination des retraites, la justification des différences de financement par des « niveaux de solidarité », et le partage établi entre les prestations contributives et non contributives. Mais, surtout, des syndicats comme FO et la CFTC n'entendaient pas passer de compromis avec un représentant aussi visible du CNFP à peu de mois de congrès décisifs. D'autant que le véritable interlocuteur, en l'occurrence, était le gouvernement : M. Chotard n'avait pas de pouvoirs. L'opposition résolue et totale de la CGT, qui avait fait feu de tout bois, rendait ces compromis encore plus difficiles.

Craquements et conflits

Dans le camp patronal même, des craquements étaient sensibles : restes des conflits de la succession de M. Gattaz, désaccords sur les concessions faites (par exemple sur les prestations familiales).

A la suite de ce rejet, M. René Teulade (Mutualité), président de la section, a remis, selon la coutume, la décision au président du CES, qui doit saisir le bureau du conseil (la réunion de celui-ci, prévue pour le mardi 27 septembre, peut être avancée). M. Mattolet devrait logiquement charger le président de la section de trouver un autre rapporteur, ou de reprendre lui-même le rapport. Un nouveau compromis trouvant une majorité (faible ?) n'est pas impossible. Certaines propositions (comme le recours à un prélèvement sur tous les revenus pour consolider le régime général) peuvent être reprises.

La balle est en fait dans le camp du gouvernement. Demanderait-il au CES d'achever sa tâche, en rendant un avis rapide en procédure d'urgence (sous quinze jours), au risque d'aboutir à un nouvel échec ou de retarder sa propre décision et ses arbitrages internes ? Ou préférerait-il clore la discussion en l'état, et garder les mains libres pour une négociation avec les partenaires sociaux ?

GUY HERZLICH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



(BNP)

Au cours du premier semestre de l'exercice, la production de nouveaux financements s'est élevée à 4,4 milliards de francs, soit une hausse de 33 % par rapport au même semestre de 1987 ; l'activité affacturage a, pour sa part, progressé très fortement.

Les encours, hors agios à l'aire, progressent de 26 % et dépassent pour la première fois les 10 milliards de francs.

En raison de la très forte concurrence rencontrée sur les marchés traditionnels du Groupe et de l'érosion des marges qui en a découlé, le résultat du semestre enregistre une baisse. Néanmoins, le bénéfice net consolidé après impôt ressort à 55,3 millions de francs sur la période.

Schlumberger

OFFRE DE RACHAT D'ACTIONS PAR ADJUDICATION A LA HOLLANDAISE

Le conseil d'administration de Schlumberger Limited a décidé le 19 septembre 1988 de faire, à partir du 20 septembre, une offre publique de rachat de 30 000 000 de ses propres actions (soit 11 % des actions émises) à un prix que le Conseil déterminera sur la base des offres reçues mais qui ne sera pas inférieure à 32,50 dollars ou supérieure à 37 dollars par action (1).

Les actionnaires désirant présenter leurs actions à l'offre devront communiquer à la Société, avant le 18 octobre 1988 aux Etats-Unis, sans prolongation frauduleuse, le prix auquel ils voudraient vendre leurs actions, accompagné d'un certificat des actions à vendre et d'un bordereau de transfert rempli conformément aux exigences de l'offre.

Schlumberger fixera le prix d'achat des 30 000 000 d'actions en tenant compte du nombre d'actions soumise et du prix demandé par les actionnaires. Les actions d'achat présentées à l'offre à un prix égal ou inférieur à celui fixé par Schlumberger seront achetées par cette dernière, le paiement intervenant aussitôt que possible après la clôture de l'offre publique. Cependant, si le nombre d'actions offertes à la vente au prix déterminé par Schlumberger dépasse 30 000 000, la Société procédera à une réduction au prorata.

Euan Baird, président-directeur général, a indiqué que les 1,6 milliard de dollars de liquidités actuelles de la Société (cash et placements à court terme moins dettes bancaires) excéderont ses besoins prévisibles et que le rachat de ses propres actions lui semblait être la meilleure utilisation possible de cet excédent. Il a également mentionné que la liquidité restante après cette opération ainsi que le cash flow dégagé par les activités courantes seraient suffisants pour répondre aux besoins futurs de la Société. Cependant, aucune recommandation n'est faite aux actionnaires dans un sens ou dans l'autre.

Les modalités détaillées de cette offre seront publiées dans un avis qui paraîtra à la Cote Officielle. En France, cette opération est centralisée par la banque Paribas, 221, 3, rue d'Amis, 75002 Paris, qui pourra fournir des renseignements complémentaires.

(1) Prix en Bourse de New-York : 32,5 dollars le 19 septembre 1988.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

société nationale elf aquitaine

RÉSULTAT D'ELF-AQUITAINE AU 1^{er} SEMESTRE 1988

Comptes consolidés
Les principaux résultats du groupe Elf-Aquitaine pour le premier semestre 1988 sont les suivants :

(En milliards de francs)	Premier semestre 1988	Premier semestre 1987	Année 1987
Chiffre d'affaires	59,6	62,4	127,3
Marge brute d'auto-financement (après charge d'exploitation courante)	9,5	7,5	15
Résultat net consolidé (part groupe)	3	2,2	4,1
Résultat net par action (en francs)	30	22	41

La diminution du chiffre d'affaires résulte de la baisse des prix du gaz et des quantités de gaz commercialisées en France ainsi que de la baisse des prix des produits pétroliers raffinés.

La marge brute d'auto-financement, en progression sensible, a permis de financer au programme d'investissement en augmentation de 50 % par rapport à celui du premier semestre 1987 ; ce programme a notamment été marqué par l'acquisition des actifs pétroliers de RTZ en mer du Nord britannique. Par ailleurs, les dépenses d'exploration ont été maintenues à un niveau élevé.

An 30 juin 1988, l'endettement du groupe est stable comparé à la situation du 31 décembre 1987.

Le bénéfice net consolidé au 30 juin 1988 établit, selon les principes comptables du groupe, sur la base des coûts de remplacement dans le secteur raffinage-distribution, un de 2 987 millions de francs contre 2 220 au 30 juin 1987. Cette progression traduit pour l'ensemble le maintien d'une situation exceptionnelle dans la chimie, l'évolution des diverses branches ayant été la suivante :

- Les bénéfices tirés des productions d'hydrocarbures ont fortement diminué par rapport au premier semestre 1987 en raison tant de la baisse des prix et des ventes de gaz en France que de l'évolution défavorable des prix du brut. L'impact de ce dernier facteur sur les résultats des filiales de mer du Nord a été contrebalancé par le fait du démarrage d'Alwyn en Grande-Bretagne et de l'effet retard des formules d'indexation sur les prix du gaz.
- Le secteur du raffinage et de la distribution a réduit ses pertes de moitié par rapport au niveau constaté au premier semestre 1987. Grâce au redressement des marges de raffinage à partir du mois de mars et à l'augmentation des quantités commercialisées, Elf France a retrouvé au deuxième trimestre un résultat proche de l'équilibre, tandis qu'au cours de la même période, le réseau étranger redevenait bénéficiaire.
- L'ensemble du secteur chimie, tant en France qu'aux Etats-Unis, a continué de bénéficier de la conjoncture exceptionnelle qui a prévalu fin 1987. Ainsi les prix élevés de l'éthylène et du styrène, la forte demande des grandes matières plastiques et des produits chlorés, la bonne marche des décolorants et le maintien d'un niveau satisfaisant des prix internationaux de la chimie ont contribué à une progression importante des résultats de la chimie en France. Les résultats de Tessalon ont bénéficié largement du redressement des prix internationaux des engrais sur le marché international.
- Le secteur de l'hygiène-santé et des bio-industries a lui aussi progressé de façon satisfaisante conformément aux prévisions.
- Enfin, les bénéfices du secteur holding, finance et siège ne sont nettement accrus grâce aux bonnes performances des filiales françaises.

Comptes SNEA maison mère
Le bénéfice de la SNEA maison mère s'élève au 30 juin 1988 à 3 182 millions de francs contre 2 041 millions de francs pour le premier semestre 1987 et 2 468 millions de francs pour l'année 1987.

Le résultat de la maison mère, composé pour l'essentiel des remontées des filiales au titre de leurs résultats 1987, a bénéficié du redressement de la chimie et de la hausse du dollar.

Les remontées des filiales à la maison mère comme en 1987 s'effectuent principalement au cours du premier semestre.

sanofi

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1988

Au cours du premier semestre 1988, le bénéfice net consolidé du groupe Sanofi (avant plus-value hors exploitation) a progressé de 25,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour un chiffre d'affaires en croissance de 12,3 % (à structure comparable).

Le bénéfice net par action (avant plus-value hors exploitation) a augmenté de 19 %.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS (en millions de FF)	1 ^{er} semestre 1988	1 ^{er} semestre 1987 révisé	Variation
Ventes	7 152	6 367	+ 12,3 %
Marge opérationnelle	796	652	+ 22,1 %
Bénéfice net consolidé avant plus-value hors exploitation	323	258	+ 25,2 %
Plus-value nette hors exploitation	211	—	NS
Bénéfice net consolidé	534	258	NS
Marge brute d'auto-financement	694	514	+ 35,0 %
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	14 031	13 344	+ 5,2 %
Bénéfice net consolidé par action avant plus-value hors exploitation (en francs)	23,06	19,36	+ 19,1 %
VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de FF)			
Santé humaine	3 896	3 589	+ 8,6 %
Bio-industries	2 743	2 348	+ 16,8 %
Pharmaco-Produits de beauté	511	430	+ 18,8 %
	7 152	6 367	+ 12,3 %

Les données du premier semestre 1987 ont été retravaillées pour tenir compte du changement de méthode de valorisation en francs français des comptes des filiales étrangères et être rendues comparables à celles du premier semestre 1988.

La progression de la marge opérationnelle est due essentiellement à l'accroissement de la croissance du chiffre d'affaires et à la contribution des frais administratifs et commerciaux.

L'amélioration des résultats a été surtout sensible dans le secteur des bio-industries qui bénéficie d'une bonne progression de ses ventes et des mesures de restructuration précédemment adoptées.

La progression favorable du bénéfice net consolidé a été acquise malgré la prise en compte d'amortissements exceptionnels de surcoûts (50 millions de francs) et la mise en place d'un nouveau plan d'investissement destiné à associer le personnel à la croissance des résultats du groupe, dès 1987 (une provision de 53 millions de francs a été enregistrée à ce titre).

L'amélioration de la situation financière a permis une nouvelle diminution des frais financiers, qui ne représentent plus que 0,4 % du chiffre d'affaires contre 1,5 % précédemment.

Une plus-value nette hors exploitation de 211 millions de francs a été réalisée lors de la cession d'un immeuble de bureaux à Paris.

L'évolution des ventes depuis le mois de juillet s'inscrit dans la tendance observée lors du premier semestre.

Dans ces conditions, le second semestre devrait continuer pour l'année la progression des résultats constatée au cours des six premiers mois.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

La privatisation d'Elf n'est « pas urgente » déclare M. Pecqueur

Elf-Aquitaine a enregistré, au premier semestre, une hausse de 35 % de son résultat net par rapport à 1987, à 3 milliards de francs. M. Michel Pecqueur, le PDG du groupe pétrolier, s'est félicité de la bonne tenue des bénéfices malgré la chute des cours du brut. Il l'explique par les mesures de rationalisation mises en œuvre mais aussi par la diversification opérée vers l'aval. Les deux tiers des résultats proviennent désormais de la chimie et de la pharmacie.

Atchem (chimie) devrait ainsi voir ses profits croître de 35 % sur l'ensemble de 1988 et dépasser 2 milliards. Texas Gulf et la chimie américaine devraient, pour la première fois, dégager une marge conséquente. Enfin, Sanofi (pharmacie) table sur un gain d'au moins 25 % ses résultats sur l'ensemble de 1988 (607 millions de francs en 1987). M. Pecqueur s'est refusé à chiffrer la perspective globale d'Elf pour 1988 - les incertitudes sur les prix du brut sont trop grandes - annon-

çant toutefois une hausse par rapport à 1987.

A propos d'une éventuelle privatisation d'Elf (contrôlée par l'ERAP à 50 %), M. Pecqueur a estimé qu'il n'y avait « pas d'urgence ». Il a conduit jusqu'ici une politique d'acquisitions (6,5 milliards de francs dans l'exploration et la production de pétrole depuis le 1^{er} janvier 1986 et 3,5 milliards dans l'aval), tout en réduisant son endettement. Une marge de manœuvre est encore disponible mais « il faut d'abord bien se poser la question un jour ou l'autre ».

Londres : OPA sur Gold Fields de 30 milliards de francs

La direction du groupe minier britannique Consolidated Gold Fields a rejeté mercredi 21 septembre l'OPA lancée en début de journée par le holding luxembourgeois Minorco, filiale des groupes sud-africains Anglo American et De Beers, pour un montant de 2,9 milliards de livres (30 milliards de francs).

Cette tentative de reprise, dont le montant figure parmi les plus élevés jamais enregistrés à la Bourse de Londres, a fait l'effet d'une bombe parmi les opérateurs. Minorco, actionnaire à 28,9 % de Gold Fields, proposait de racheter les 71,1 % restants et d'absorber ensuite cette société. Une fusion entre Minorco et Gold Fields déboucherait sur la constitution d'un des premiers groupes mondiaux dans le domaine des ressources naturelles où indiquent les initiateurs de l'OPA.

Minorco a par ailleurs précisé qu'en cas de succès de son offre elle céderait les intérêts de Gold Fields en Afrique du Sud. Elle s'adresserait également à l'investissement passif - de 49,3 % de Gold Fields dans le premier producteur d'or américain Newmont Mining Corporation.

En cas de réussite, les dirigeants de Minorco ont prévu de financer cette OPA par une augmentation de capital.

Assurance : les AG (Belgique) prêtent à se dégrader du groupe britannique Sun Life

Les AG (Assurances générales), numéro deux du secteur en Belgique, ont annoncé être parvenues à un accord avec le groupe britannique d'assurance Sun Life, qui leur permettrait de céder à une société du groupe Lazard, en 1989, la participation de 7,5 % qu'elles détenaient depuis peu dans Sun Life. Les AG avaient, en effet, tout au long de cet été, ramassé des titres Sun Life en Bourse, tout en indiquant qu'il ne s'agissait que d'un placement. Il n'était cependant pas exclu que le groupe britannique fasse l'objet d'une compétition, surtout depuis l'annonce, la semaine dernière (le Monde du 13 septembre) de son alliance avec le groupe nationalisé français UAP. L'accord AG-Sun Life éloigne cette menace.

Rolls-Royce reçoit une commande de 10 milliards de francs. La compagnie aérienne American Airlines, basée à Dallas (Texas), a passé commande au motoriste britannique de moteurs RB211 pour équiper les cinquante Boeing 757 qu'elle avait acquis au printemps. Le montant du contrat est évalué à plus de 1 milliard de livres (10 milliards de francs), y compris les pièces détachées. Les livraisons commenceront l'an prochain. (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPTES AU 30 JUIN 1988

Le Conseil d'Administration, réuni le 20 septembre, a pris connaissance des comptes de la société au 30 juin 1988, après l'absorption de Siminco avec effet au 1^{er} janvier 1988.

(en millions de francs)	30/06/87	30/06/88	%
Nouveaux contrats de crédit-bail	240,0	273,0	+ 13,7
Produits d'exploitation	388,6	412,2	+ 6,0
- dont produits de crédit-bail	290,8	299,0	+ 2,8
- dont recettes locatives	95,8	111,2	+ 16,0
Charges d'exploitation	250,6	268,0	+ 6,9
- amortissements et provisions			
Résultat d'exploitation	137,9	144,2	+ 4,5
Bénéfice net (après éléments exceptionnels)	130,0	147,1	+ 13,2

Les comptes reconstitués (Unibail + Siminco) au 30 juin 1987 et les comptes d'Unibail au 30 juin 1988 ne sont pas parfaitement comparables car les méthodes comptables des deux sociétés n'étaient pas totalement homogènes.

UNIBAIL
Union du Crédit-Bail Immobilier
108, rue de Richelieu - 75002 Paris - Tél. : (1) 40-15-21-21.

COSMOS OBLIGATIONS

La Banque ARJIL, avec le concours de grands investisseurs, ouvre le conseil d'administration de la Sicav COSMOS OBLIGATIONS dont le capital atteignait 202 millions de francs le 15 septembre.

COSMOS OBLIGATIONS intervient sur le marché obligataire en utilisant des techniques de couvertures modulées en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et d'arbitrages entre marchés.

Le conseil d'administration est présidé par :

- M. Alain MARCHETEAU, directeur financier de la Compagnie nationale AIR FRANCE.

Les autres administrateurs sont :

- M. Yves VILLEGHE, vice-président de la Sicav ;

- AÉROPORT DE PARIS, représenté par M. Jacques AMILHAT ;

- AIR FRANCE, représentée par M. Alain GIRARDEAU-MONTAUD ;

- CEA, représenté par M. Bernard CELLIE ;

- GAN, représenté par M. Daniel FRUCHARD ;

- GORP, représenté par M. François de COLLONGUE ;

- HACHETTE, représentée par M. Claude NOBLE ;

- MATRA SA, représentée par M. Philippe PECOUT ;

- OFFICE D'ANNONCES, représenté par M. Bernard CIAVALDINI ;

- Banque ARJIL, représentée par M^{me} Catherine SININGE ;

- M. Jean-Paul BRICOUT, directeur de la Banque ARJIL.

Le secrétaire du conseil est confié à M. Dominique BEURDELEY.

La direction générale et la gestion du portefeuille sont assurées par MM. Jean-Paul BRICOUT et Xavier de MEAUX.

Les souscriptions sont reçues à :

- Banque ARJIL, 138, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris ;

- BIF, 26, rue Lafitte, 75008 PARIS.

NEW-YORK, 21 septembre

Peu de variations

La Bourse de New-York était hésitante, mercredi, dans un marché calme, où le volume des affaires n'a même pas atteint 128 millions de titres échangés. Après avoir fluctué tout au long de la séance dans une marge très étroite, l'indice Dow Jones a fini la séance en hausse de 3,02 points, à 2 090,30. En fin de journée, on dénombrait un peu plus de baisses que de hausses : 702 contre 679.

L'annonce aux États-Unis d'une augmentation des prix de 0,4 % en août, inchangée par rapport à juillet, n'a pas réussi à faire « bouger » le marché. Ce chiffre est, en effet, conforme aux prévisions, déclaraient les analystes.

Sur le marché obligataire, la prudence était également de rigueur. Les taux d'intérêt n'ont pratiquement pas bougé, ce qui, en fin de compte, a permis au marché de se terminer sur un score positif. Les taux sur les bons du Trésor à trente ans ont fini la séance à 9,01 %, contre 9,04 % la veille.

Seul un net recul des taux d'intérêt pourrait sortir Wall Street de sa torpeur, estiment les milieux financiers. Parmi les hausses, on remarquait UAL, Kellogg et Penney. En revanche, Atlantic Richfield et Goodyear cédaient du terrain.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	50 7/8	50 1/2
A.T.T.	25 1/2	25 1/2
Boeing	29 3/4	29 3/4
Chemical Bank	23 3/4	23 3/4
Deere & Co	81	81 1/2
Du Pont de Nemours	44 1/2	44 1/2
Eastman	45 1/8	45
Exxon	45 1/8	45
Ford	45 3/4	45
General Motors	74 3/8	73 3/4
Goodyear	81	81 1/2
IBM	167 1/2	167 1/2
ITT	46 7/8	46 3/4
McDonald	44 1/4	43 3/8
Merck	44 1/4	44
Pfizer	34 7/8	33 3/4
Schering	45 3/4	45 3/4
Texas	45 3/4	45 3/4
U.S. Corp. de pétrole	22 1/2	22 1/2
U.S. Steel	27 5/8	27 5/8
Westinghouse	81 1/8	81 1/8
Xerox Corp.	84 1/8	84 3/4

LONDRES, 21 septembre

Fermé

Séance ferme, mercredi, au Stock Exchange, durant laquelle l'indice FT a progressé de près de 1 % pour clore à 1 442,8, 390,5 millions de livres ont été échangés, contre 274,1 millions la veille, dans un marché relativement actif. L'ouverture de Wall Street a contribué, en partie, à cette tendance, mais les investisseurs ont été en outre encouragés par l'annonce en cours de la journée d'une OPA de 2,9 milliards de livres (30 milliards de francs), lancée par le groupe minier Minorco sur Consolidated Gold Fields, qui a stimulé l'activité. L'ensemble des valeurs minières ont également fortement progressé. Le conglomerat Lend Lease s'est apprécié à la suite de la prise de participation de 3,79 % de l'homme d'affaires américain Arthur Edelstein, tandis que la compagnie English China a gagné plusieurs pence suite à des rumeurs d'achats d'actions par le néerlandais Interley. L'ensemble des secteurs a terminé en hausse. Le groupe d'assurances Sun Life a fait exception à ce mouvement. Après l'annonce du belge AG d'un accord avec l'UAP sur une reprise éventuelle de ses parts, cette dernière a été cotée en baisse. Cette décision a été vue avec une certaine perspective de baisse boursière pour le contrôle de Sun Life.

Enfin, quelques résultats trimestriels ont été présentés. La banque d'affaires Kleinwort Benson a vu son bénéfice impossible baisser de 29 %, alors que celui de la Bank of Scotland a progressé de 56 %.

FAITS ET RÉSULTATS

Marchés sur indice boursier : premières transactions à la crie le 13 octobre. - Les premières transactions sur un marché organisé à la crie à la Bourse de Paris, concernant un contrat à terme sur l'indice boursier CAC 40, débuteront le 13 octobre. Le même jour commenceront les transactions sur le même indice au comptant. Le marché de contrat à terme d'indice sera réservé, dans un premier temps, aux adhérents de la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) - organe de contrôle du MATIF - et aux établissements financiers et bancaires intervenant pour leur compte propre. L'appel à l'épargne publique (par le biais des SICAV, FCP...) est donc toujours impossible sur ce marché, lancé le 18 août dernier dans le cadre d'opération de gré à gré.

Air et Feu sur le second marché le 13 octobre. - La société Air et Feu, un des leaders français de mobilier de bureau métallique, sera introduite, le 13 octobre, au second marché de la Bourse de Nantes. Air et Feu, qui emploie trois cent soixante-dix personnes, dont le siège social est à Argenteuil (Val-de-Seine) et l'usine à Châteauneuf-Gontier (Mayenne), mettra 103 000 actions sur le marché, soit 10,2 % de son capital, au prix d'offre minimal compris entre 100 F et 120 F. Air et Feu a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 138,8 millions de francs, contre 115,3 millions de francs en 1986. Le chiffre d'affaires prévisionnel pour 1988 est de 160 millions de francs. Le résultat net (après impôts) était de 17,7 millions de

PARIS, 21 septembre

Satisfaction

C'est avec une certaine satisfaction que les boursiers ont suivi la journée de mercredi, qui s'est traduite par une progression sensible de l'indice instantané. Après trois séances de calme plat, un mouvement de reprise semble se concrétiser. Ainsi, l'indice instantané, qui avait débuté sur une avance de 0,4 %, s'est relevé rapidement à 1,69 %. « Nous voilà repartis pour une petite étape de hausse », affirmait un gérant de portefeuilles, allant même jusqu'à prédire qu'octobre ne sera pas si mauvais que ça. Le terme boursier de septembre, qui s'achève jeudi, sera sans doute le septième mois de l'année à se terminer sur un score positif. L'ensemble des marchés a été de plus de 5 %.

A l'origine de la hausse de mercredi, sans doute de nombreux achats d'investisseurs étrangers, notamment anglo-saxons. A la suite de nombreuses recommandations d'achats de courtiers britanniques, les opérateurs s'intéressaient à Bompain et Suez.

Parmi les plus fortes progressions de la journée figuraient les Docks de France, la Compagnie bancaire, Schneider et toujours Perrier. De gros volumes de transactions étaient encore observés sur ces titres. Ainsi près de 50 000 titres avaient été changés de mains. De multiples rumeurs circulent pour expliquer cet engouement sur cette valeur, allant du pur achat spéculatif à une éventuelle OPA. A la veille de l'assemblée générale de LVMH qui transformera les actions et la société, les volumes d'achats ont nettement diminué sur ce titre. Toutefois, près de 19 000 actions étaient échangées. Les baisses étaient emmenées par le Comptoir des entrepreneurs, le BNP et aussi par des firmes pétrolières (BP France et Raffinage). Mais a indiqué posséder 0,7 % de la Compagnie de Prestation. Enfin, la même firme s'observait sur le MATIF où le contrat de septembre gagnait 0,5 %.

TOKYO, 22 sept.

Baisse de 1 %

Toujours préoccupée par l'état de santé de l'empereur Hiro-Hito, la Bourse de Tokyo a baissé jeudi de 1,03 %, soit 284,35 points, à 27 428,31 yens.

A la veille d'un jour férié, les opérateurs ont donc préféré décaler quelques bénéfices, encouragés dans cette voie par l'approche de la fin de l'exercice fiscal. En fait, les investisseurs n'ont pas eu de très bonnes raisons d'adopter une attitude aussi prudente. C'est, en effet, une situation sans précédent, indiquent les intervenants. Les titres des secteurs de la communication, de la pharmacie, du matériel électrique et de l'immobilier ont notamment cédé du terrain. En revanche, les titres du papier et la cellulose ont, à nouveau, été fermes.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Asahi	1 380	1 380
Daikin	1 380	1 380
Daiichi	1 440	1 430
Fujitsu	3 100	3 120
Hitachi	1 180	1 180
Mitsubishi Electric	2 670	2 650
Mitsubishi Heavy	948	930
Sanyo Corp.	870	870
Toshiba Motors	2 630	2 630

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours
AGF SA	229	229	La Compagnie Electra	200	210
Amal et Amal	225	225	La 1 ^{re} ligne du métro	280	280
Ayrol	251	252	Loire Investissement	251	250
B.A.C.	440	435	Lyonnais	244	244
B.C.M.	430	430	Méditerranée	128 60	121 50
S. Danachy & Assoc.	543	541	Méditerranée Invest.	450	455
B.P.	545	545	Méditerranée	117	117
Borcia	380	380	MEDIAN	350	350
Boulogne Technologies	899	900	MEDIAN	250	253
Boulogne	1050	1050	MEDIAN	750	750
Chânes de Lyon	1555	1555	MEDIAN	315	315
Cabasse	705	710	MEDIAN	420	420
Conf.	670	670	MEDIAN	410	410
C.A.I.-d.e.R. (C.C.I.)	250	250	MEDIAN	410	410
C.A.T.C.	126 50	126 50	MEDIAN	410	410
C.D.M.E.	1088	1088	MEDIAN	410	410
C. Ely. Elect.	291	291	MEDIAN	410	410
C.E.L.I.D.	770	770	MEDIAN	410	410
C.E.S.E.R.	1468	1468	MEDIAN	410	410
C.E.L. International	770	770	MEDIAN	410	410
C.E.S.E.R.	615	615	MEDIAN	410	410
C.N.I.M.	358	358	MEDIAN	410	410
Compagnie	240	245	MEDIAN	410	410
Condom	872	872	MEDIAN	410	410
Crestis	475	475	MEDIAN	410	410
Dalco	182	184	MEDIAN	410	410
Daphin	980	980	MEDIAN	410	410
Dewand	852	858	MEDIAN	410	410
Dewand	520	520	MEDIAN	410	410
Dewand	1080	1080	MEDIAN	410	410
Dewand	112	116 50	MEDIAN	410	410
Dewand	25	25	MEDIAN	410	410
Dewand	250	250	MEDIAN	410	410
Dewand	550	550	MEDIAN	410	410
Dewand	220	220	MEDIAN	410	410
Dewand	108	112 50	MEDIAN	410	410
Dewand	173	180	MEDIAN	410	410
Dewand	288	288	MEDIAN	410	410

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 21 septembre 1988

Nombre de contrats : 14 673.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
		denier	denier	denier	denier
Accor	440	54	59	-	8
CGE	320	14,50	25,50	-	-
Elf-Aquitaine	320	15	32	4,50	9
Lafarge-Caplin	1 480	32	190	11	50
Michelin	180	9	22	0,45	7,40
Mill	1 355	136	190	9	50
Paribas	360	75	32	-	2,10
Pengent	1 280	55	125	5	44
Saint-Gobain	520	15	30	-	15
Société générale	480	30,50	53	-	13
Thomson-CSF	180	8	19	1	7,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 sept. 1988

Nombre de contrats : 52 742.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	106,60	105,65	105
Précédent	106,10	105,05	104,35

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
102	3,63	3,35	0,10	0,51

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3750 F =

Le dollar était en très légère

hausse, jeudi 22 septembre, sur le

marché des changes, clôturant à

134,37 yens, contre 134,18 yens la

veille. A Paris, la tendance se

confirmait dans un marché calme.

La devise américaine s'échangeait

à 6,3750 F, contre 6,3705 F mer-

credi au fixing.

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

20 sept. 21 sept.

Valeurs françaises : 127

Valeurs étrangères : 117,2

(S&P, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 364,7

(S&P, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 365,75

1 390,81

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Marchés financiers

BOURSE DU 21 SEPTEMBRE

[illegible]

Comptant (addition)

SICAV (addition)

21/9

VALEURS	% du total	% du capital	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
du total										Frais incl.	Frais incl.		Frais incl.	Frais incl.		Frais incl.	Frais incl.
Obligations																	
Exp. 10.10.77	128.80	2.341	Compagnie d'Ét.	141.10	141	Laurel Vellus	655	645	Tanaka-Anglais	188		France Régions	3211.48	3211.48	Preval	801.52	594
5.00.70 75/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	Top Effort	358		France-Auvergne	227.74	227.74	Preval	232.20	251
5.00.70 75/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.M.A.	818		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	100.20	1.033	C.I.C. France	146	147.80	Louis Vellus	1795	1790	U.S.A.P.	320		France-Spagna	22.46	22.46	Preval	828.82	629
12.25.80 10/101	1																

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Un point de vue de M. Shimon Pérès. 3 Nouvelle visite de M. Chevardnadze à Washington. 4 La répression en Birmanie. 6 Les mères françaises d'enfants algériens cessent leur mouvement de protestation.	7 La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 8 La campagne pour les élections cantonales. 10 La publication du rapport parlementaire sur la Rafale.	14 M. Jospin veut réformer l'inspection générale de l'éducation nationale. — Un projet de loi accorde aux avocats le droit d'installation d'un cabinet secondaire. SPORTS 12-13 Les Jeux olympiques.	26 Cinéma : Trois Sœurs, de Margarethe von Trotta ; la Commissaire, d'Alexandre Askoldov. 27 Arts : à Lugano, l'avant-garde russe de 1910 à 1930. — Musique : le quatuor Barney Wilen au Sunset.	32 à 35 Le projet de loi de finances pour 1989. 36 Un entretien avec M. Maurice Faure. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 30 Campus 30 Cartes 30 Loterie nationale, Tactoc 30 Météorologie 29 Mots croisés 29 Radio-Télévision 29 Spectacles 28	En direct de la Bourse Bourse Le mini-journal de la rédaction Le marché de l'art sur minitel ARTLINE 36-15 tapez LEMONDE LES JEUX OLYMPIQUES EN DIRECT 24 H SUR 24 36-15 tapez LM

La reprise en main de l'UDF par M. Giscard d'Estaing

L'ancien président de la République met ses hommes en place

En prenant, le 30 juin dernier, les clés de la maison UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing s'était immédiatement assigné ce double objectif : « affirmer le positionnement de l'UDF au centre, maintenir l'unité de l'UDF ». Mieux valait en effet ne point tarder. Pour l'une comme pour l'autre de ces priorités, M. Giscard d'Estaing a eu depuis lors pas mal de fil à retordre et, à ce jour, personne n'oserait vraiment parier sur ses chances personnelles de réussite.

Arriver l'UDF au centre : M. Giscard d'Estaing a donné lui-même l'impression sur ce point de beaucoup flouter. Désormais, ne pas se laisser déborder par un CDS passant soudainement à l'âge adulte, l'ancien président de la République a paru, dans un premier temps, vouloir entraîner l'UDF dans la pratique délicate du jeu de l'ouverture en allant jusqu'à avancer l'idée, jugée bien vite saugrenue, d'un gouvernement paritaire socialiste-centriste. Le changement de cap se produisit dès la présentation du deuxième gouvernement Rocard. Se réfugiant sous la bannière bien légère de l'URC, revenant aux bonnes vieilles règles de la bipolarisation, M. Giscard d'Estaing souleva avant l'été le rassemblement de toutes les troupes de l'opposition pour entreprendre la course à l'alternance. Un coup au centre, un coup à droite : cette partie de Yo-Yo politique était encore marquée à la rentrée par une trêve de durcissement de M. Giscard d'Estaing à l'égard de M. François Mitterrand. Cette navigation à vue a provoqué quelques remous à l'UDF.

Depuis quelques jours, le président de l'UDF semble procéder à de nouvelles corrections de tir, traduisant un net retour vers le centre. « L'UDF est le mouvement de l'équilibre et de la raison », écrit-il dans la première livraison de la nouvelle lettre d'informations de l'UDF. « Qui n'aperçoit pas, sans nous, la gauche serait bien plus à gauche et la droite serait tentée d'être bien plus à droite. » Mais surtout, pour la première fois, M. Giscard d'Estaing s'exprime sans ambiguïté sur les rapports de l'opposition avec le Front national. « Sans aucun compromis avec les valeurs extrémistes », écrit-il encore, « l'UDF maintiendra son cap libéral et centriste. » Cette tardive résolution a dû soulager ceux qui,

comme M^{me} Simone Veil, trouvaient que M. Giscard d'Estaing était décemment fort peu discret sur le sujet. Cette résolution s'est d'ailleurs traduite dans les faits, mercredi 21 septembre, par la décision officielle du bureau politique de l'UDF de « demander publiquement et solennellement » l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi interdisant la fusion des listes entre les deux tours des élections municipales, signée par l'ensemble des parlementaires de l'UDF. « Il est nécessaire que le Parlement et le gouvernement s'expriment franchement sur ce sujet », indique le communiqué final. Le pays jugera qui souhaite la clarté et le refus des ambiguïtés.

Une telle initiative n'est évidemment pas dépourvue d'arrière-pensées tactiques. En poussant cette proposition de loi sous la cosignature de MM. Jean-Claude Gaudin et Patrick Devedjian, il prive M. Raymond Barre des dividendes de sa propre démarche. C'est aussi une façon de mettre les socialistes un peu plus au pied du mur communiste. « Si le gouvernement et sa majorité refusent ce débat, préconise le même communiqué, le bureau politique proposera aux instances de l'UDF d'appliquer elle-même les mesures prévues par ce texte en concertation avec le RPR, en excluant toute opération de fusion entre les deux tours de listes n'appartenant pas à l'opposition parlementaire. » C'est enfin un moyen pour M. Giscard d'Estaing, à partir d'une démarche qu'il savait par avance acceptée par les centristes et les libéraux, de réaffirmer comme le fédérateur indispensable de l'UDF.

Réflexion stratégique

Car pour maintenir l'unité de cette UDF — seconde priorité —, M. Giscard d'Estaing ne néglige rien. Une équipe rapprochée est désormais constituée auprès de lui, formée essentiellement de quatre hommes : M. Jean-Philippe Lachenaud, qui a conservé son poste de délégué général, M. Alain Lamassoure, promu au poste de porte-parole, M. Olivier Revoy, un proche de M. Michel d'Ornano, ancien chef de cabinet de M. Pierre Méhaignerie, et le « revenant » M. Michel Pinton, secrétaire général de l'UDF entre 1978 et 1983 qui vient d'être « réactivé » pour engager « une réflexion stratégique ».

À l'heure de cette semaine, M. Giscard d'Estaing a fait parvenir aux responsables de chacune des composantes une ébauche d'organigramme. Est préconisée la mise en place de sept commissions dont quatre seraient communes avec le RPR : économie (responsable : M. Michel d'Ornano), affaires sociales (M. Pierre Méhaignerie), Europe (M. Alain Madelin), éducation (M. François Bayrou).

Auxquelles s'ajouteraient trois autres : désocialisation (M. André Rossinot), défense (M. Philippe Mellet), institutions (M. François Léotard). M. Giscard d'Estaing songe également à la création d'un poste de vice-président qui coifferait dix délégués nationaux. Certains noms sont déjà avancés : MM. Didier Barthez (affaires étrangères), Charles Millon (entreprises), Pierre Lequiller (affaires de l'étranger), Bernard Bosson (affaires étrangères), Philippe de Villiers (Culture), Pierre-André Willer (DOM-TOM), André Santini (Régions). Hervé de Charette (idéas). Un dossier étudié, un savant cocktail entre centristes, libéraux, giscardiens, barrestes plus ou moins repêchés sur lequel les dirigeants des composantes refusent pour l'heure de clairement se prononcer. Au CDS comme au PR on suit patiemment que met le doigt dans l'engrenage de cette réorganisation reviendrait, qu'ils le veuillent ou non, à sacrifier leur autonomie au profit de M. Giscard d'Estaing.

DANIEL CARTON.

Plusieurs barbituriques au tableau B

Les médicaments à base de séobarbital (Immacol et Bioactal) passent du tableau A des substances vénéneuses au tableau B (stupéfiants) à partir du 1^{er} octobre. Cette mesure décidée par arrêté du ministre de la santé et publiée au Journal officiel du 15 septembre vise à rendre plus difficile l'obtention sur ordonnance de ce type de barbituriques (les médecins devront utiliser un carnet à souches), prescrits généralement aux personnes âgées, mais détournés de leur usage depuis quelques années par les toxicomanes, ceux du Forum des halles notamment.

Drogues du pauvre, surmommées « koukou » ou « chécos », ces médicaments hypnotiques sont vendus à la pièce par les trafiquants qui utilisent des ordonnances volées ou falsifiées et il ne se passe pas un jour sans que des jeunes utilisateurs, dans le coma, soient transportés à l'hôpital. L'Hôtel-Dieu pour sa part en reçoit une vingtaine par jour.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 septembre

+0 44 %

Résistant à l'ouverture, jeudi 22 septembre, l'indicateur instantané s'est orienté à la hausse, dans le courant de la matinée, enregistrant une légère progression de 0,44 %. Parmi les principales hausses, notons BP France (+ 6,7 %), Europe 1 (+ 6,2 %), Imetal (+ 4,4 %), UFB Loochail (+ 4,3 %), Source Perrier (+ 3,3 %). Sont en baisse Roussel Uclaf (- 2,8 %), Hachette (- 2,4 %), Canal Plus (- 2,3 %), Promodis (- 2 %).

A B C D E F G

Les réunions monétaires de Berlin

Le Japon devrait lancer une initiative sur la dette du tiers-monde

BERLIN de notre envoyé spécial

Les réunions monétaires de Berlin se sont ouvertes jeudi 22 septembre dans un climat d'incertitude, qui, si l'on peut dire, n'était pas prévu il y a encore quelques semaines. Les prévisions du Fonds monétaire sur la situation économique étaient uniformes au beau fixe. L'accélération de la croissance, attestée par les données statistiques contre toute attente après le krach boursier de l'automne, faisait augurer une conjoncture très favorable pour l'année entière, et au moins pour les premiers mois de 1989.

Les derniers chiffres disponibles font aujourd'hui état dans la plupart des pays d'un ralentissement plus ou moins marqué. Celui-ci s'est d'abord manifesté au Japon, mais il semble bien qu'aux États-Unis, en Allemagne, en France et dans d'autres pays le même inflexionisme se dessine.

Rien de dramatique encore ; on n'est même pas sûr qu'il s'agisse d'un mouvement de fond, mais c'est un fait qu'il est devenu, en l'espace de quelques semaines, la préoccupation principale, non seulement bien sûr des hauts fonctionnaires internationaux du Fonds monétaire international, mais aussi des ministres de l'économie et des finances qui vont,

d'ici à la fin de la semaine, arriver à Berlin pour préparer l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, laquelle aura lieu du 26 au 29 septembre.

D'ores et déjà, il apparaît qu'une bonne partie des réflexions et des entretiens des ministres porteront sur les informations et les prévisions qu'ils ont sur le rythme attendu de l'activité dans leurs pays respectifs. L'instabilité financière sera-t-elle désormais accompagnée de sautes d'humeur aussi difficilement prévisibles de la conjoncture ?

Une initiative japonaise pourrait bien dominer la discussion sur l'autre thème dominant des réunions monétaires, à savoir le lancinant problème de la dette. Tokyo aurait fait savoir au Fonds monétaire que le Japon serait disposé à augmenter très sensiblement ses concours financiers aux pays les plus endettés, et notamment aux plus pauvres.

L'idée serait la suivante : chaque fois que le Fonds, à travers diverses procédures, consentirait un prêt de 100 millions de dollars, le Japon, à travers des modalités non encore précisées, avancerait la même somme. Ce serait là un moyen élégant de « recyclage » des crédits décaissés par la balance des paiements nipponne.

PAUL FABRA.

Les suites de l'accident de l'Airbus A-320

Air France veut renforcer le contrôle de ses pilotes

Après avoir lu le rapport de l'inspecteur général du personnel navigant, M. René Pioger, consacré à la chute de l'Airbus A-320, le 26 juin dernier, le président et le directeur général d'Air France ont décidé, le 22 septembre, de changer le directeur des opérations aériennes, M. Henri Petit, qui est nommé chargé de mission auprès du directeur général adjoint (affaires techniques) pour prévenir les conséquences du grand marché européen de 1993 sur le personnel navigant. M. Petit est remplacé par M. Alain André, qui a reçu mission, en liaison avec M. René Pioger, de préparer une réforme de la direction des opérations aériennes en concertation avec les syndicats.

M. Jacques Friedmann, président d'Air France, administrateur ainsi méthodiquement ses thérapies pour remettre d'aplomb Air France, profondément traumatisée par la catastrophe d'Habsheim et les trois morts qui s'étaient ensuivies.

Routine

et confiance excessive

Le 14 septembre, il avait licencié M. Michel Asseline, le commandant de bord de l'avion, considéré comme responsable de l'accident pour n'avoir pas respecté les consignes de sécurité en vigueur à Air France. Aujourd'hui, M. Friedmann, attaqué à la structure même d'Air France. En effet, on pouvait se demander, au lendemain de la chute de l'appareil, par quelle aberration un cadre confirmé de la compagnie avait pu voler à 10 mètres du sol, avec cent trente personnes à son bord.

La réponse est contenue dans le rapport de M. Pioger, qui est revenu sur les deux reproches formulés à l'égard d'Air France. Tout d'abord, on a constaté que les minima de survol d'Air France (30 mètres)

n'étaient pas cohérents avec ceux édictés par la direction de l'aviation civile (50 mètres). La réglementation d'Air France a donc été appliquée dans des conditions anormales qui n'ont pas permis un contrôle effectif de l'administration. D'autre part, si le vol de l'Airbus a été normalement préparé par les services compétents, l'équipage n'a pas reçu les instructions finales au cours du briefing — la réunion précédant tout vol — en français et en anglais. La routine et la confiance excessive faite au commandant de bord expliquent ces manquements.

La mission qui est impartie à M. André est complexe. Il s'agit pour lui de revoir sa direction afin que ne se reproduisent plus ces biais dont les conséquences se sont révélées catastrophiques. Avant de proposer dans les trois semaines des réformes, il devra répondre à un certain nombre de questions : comment faire pour que les pilotes suivent psychologiquement l'évolution technologique et les besoins opérationnels de la compagnie ? Comment sélectionner et former les pilotes-cadres sachant qu'il ne s'agit pas pour eux de savoir seulement jouer des manettes et du manche, mais aussi diriger des hommes ? Comment organiser la direction des opérations aériennes qui est le seul lien entre les postes de pilotage et le reste de la compagnie ?

Les décisions du président et du directeur général d'Air France devraient améliorer le climat parmi les pilotes, dont beaucoup estimaient que la responsabilité de l'accident ne devait pas exclusivement porter sur les épaules de leur camarade licencié.

ALAIN FAUJAS.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1988 a été tiré à 511 617 exemplaires

Sur le vif

Escrocs

Vous avez vu, hier, à la télé — c'était d'une force ! — le maître des impôts accuser les banquiers de nous piquer notre blé. Il a raison, n'empêche. Augmenter le tarif de la Carte bleue... Non, mais le rêve ! Ils vont quand même pas nous refaire le coup des chèques. D'abord, ils font un forcing pas possible : tous à vos chèques ! Prière de s'en servir. On obéit, en bons moutons prêts à la tonte. Ensuite, prière de ralentir. On en signe trop. Ils croient sous le boulot. Enfin, prière de casquer. Si on n'avait pas que ça, ils auraient eu le culot de nous les facturer.

Et puis, non, à la réflexion, les chèques, ça leur casse les pieds. Faut les enregistrer, les classer, les archiver, les manipuler. C'est la barbe, quoi ! Alors, ils se sont dit : y a qu'à les obliger à prendre des cartes de crédit, ces cons-là. Dire que moi, ils ont même réussi à me fourguer une carte Préludent ! C'est plus chic, c'est plus smart qu'une vulgaire carte Visa. Ça en jette dans les aéroports, les Hilton, et les boîtes de nuit. A peine ils me l'ont refilée, qu'ils roupissent. J'ai pas encore assez casqué.

On en parlait ce matin avec mon amie Josée, devant la machine à café du premier. Elle essayait de m'expliquer :

— Si tu prends les commissions d'interchange, soit moins de 1 % sur un versement de 50 F., ça finit par leur coûter...

— Nous y voilà ! Pour les petites sommes, bye-bye les chèques. Terminé, les cartes de crédit. Par ici l'argent liquide. Et bonjour les pickpockets. Tiens, c'est justement là-dessus qu'ils font leur pub, à l'American Express. Ils doivent se frotter les mains, là, aujourd'hui. Merci, la France !

— Et encore, ça c'est rien. Comme nos comptes sont pas résumés, tu vas voir la ruse dans les succursales parisiennes des grandes banques européennes d'ici trois ans.

— Remarque, ça va vider les nôtres, et c'est pas plus mal. Elles se sentiront plus obligées de nous faire payer les heures de queue en attendant des parcmètres devant leurs guichets.

CLAUDE SARRAUTE.

Mgr Lorenzo Antonetti nouveau nonce apostolique à Paris

La nomination par le pape de Mgr Lorenzo Antonetti comme nonce apostolique à Paris devait être rendue publique, au Vatican, le vendredi 23 septembre. Mgr Antonetti succède à Mgr Angelo Felici, nonce à Paris de 1979 au 1^{er} juillet 1988, date à laquelle, devenu cardinal, il a été nommé préfet de la congrégation romaine pour la cause des saints.

[Mgr Lorenzo Antonetti est né le 31 juillet 1922 à Romagnolo-Sesia, près de Novare (Italie). Ce piémontais a été ordonné prêtre en 1945. Formé à l'Académie de diplomatie pontificale, il a exercé différentes fonctions d'ambassadeur et de conseiller dans plusieurs postes diplomatiques, au Liban, au Venezuela, en France (1965-1967) et aux États-Unis. Il a succédé en 1969 à 1963 à la secrétairerie d'Etat. Après avoir été consacré archevêque titulaire de Roselle le 12 mai 1968, il est devenu nonce apostolique au Nicaragua et au Honduras, puis nonce apostolique au Zaïre en 1973. Depuis 1977, Mgr Antonetti était au Vatican secrétaire de l'administration du Saint-Siège.]

● URSS : un chef d'orchestre du Bolchoï passe à l'Ouest. — Un des huit chefs d'orchestre du Bolchoï, M. Ruben Vartanyan, a obtenu l'asile politique aux États-Unis après avoir fait défection en Bolivie, s'en-on indiqué, mercredi 21 septembre, au département d'Etat américain. — (UPI).

● RFA : la Fraction armée rouge revendique l'attentat de Bonn. — Le groupe terroriste ouest-allemand Fraction armée rouge (RAF) a revendiqué, mercredi 21 septembre, dans une lettre reçue par le bureau de l'AFP à Bonn, l'attentat perpétré la veille à Bonn contre le secrétaire d'Etat aux finances, M. Hans Tietmeyer (le Monde daté du 21 septembre). Trois ou quatre coups de feu avaient été tirés sur la voiture de M. Tietmeyer qui n'avait pas été blessé. — (AFP).

● La TAT dément l'accusation d'une erreur de l'équipage du Nancy-Paris. — La compagnie aérienne TAT a démenti formellement, le 22 septembre, les informations parues dans l'Événement du jeudi à propos de l'accident du 4 mars 1988 qui avait provoqué le mort de vingt-trois personnes près de Melun. L'hebdomadaire affirmait que le pilote avait coupé le circuit électrique de l'avion pour descendre à un ami passager l'affliction du système de secours et qu'il avait oublié de revenir sur le circuit normal. Selon la compagnie, « ces affirmations sont fausses et mensongères ».

A Mulhouse

La sortie du film de Martin Scorsese aura lieu après la visite du pape

Mulhouse. — La société Garmont a décidé de reporter la sortie à Mulhouse (Haut-Rhin) et à Metz (Moselle) du film controversé de Martin Scorsese, La Dernière tentation de Christ, après la visite que le pape doit effectuer dans ces villes, s'en-on appris mercredi de sources officielles.

Lundi soir, le maire de Mulhouse, M. Joseph Kliff, avait annoncé son intention de signer un arrêté municipal reportant la sortie du film au 12 octobre, si aucun accord n'intervenait, « afin d'éviter des troubles de l'ordre public ».

● Grève au Journal du Centre. — Le quotidien de Nevers le Journal du Centre ne paraît pas depuis trois jours. Le 20 septembre, la rédaction, à l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ), majoritaire parmi les journalistes, a été mise en grève pour protester contre le licenciement d'un employé de rédaction demandé au comité d'entreprise par la direction. Le SNJ-CGT et FO ont demandé, après une réunion du comité d'entreprise qui a été interrompue, que la Commission nationale de conciliation prévue par la convention collective des journalistes intervienne. Pour la direction du Journal du Centre (groupe Centre-France), « ce mouvement, s'il devait se poursuivre, risque d'handicaper les résultats annuels de l'entreprise ». Le quotidien n'a pas connu de grève depuis deux décennies.

(Publicité)

Mini-copieur personnel tout papier chez Duriez

• Canon FCT avec réduction et agrandissement (optom) • Alimentation automatique du papier • Plateau fine • Livré avec cartouches de 3000 copies noires • Prix Duriez 7981 F ht ; 9465 F tt. • Autres modèles : nouveaux copieurs portatifs • Panasonic • Tout papier • 6 kg • Prix Duriez 3364 F ht ; 3990 F tt. • Canon FC3 • Tout papier • 12,7 kg • Prix Duriez 3895 F ht ; 4619 F tt. • 3, rue La Boétie (8^e) et toujours H2-H32, bd St-Germain, 6^e (Odéon)

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN
exceptionnellement
soldés à
30% 50%
et à
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

exemples :
GHOM sole 160 x 106
48.000 F - 20.000 F
NAIN laine et soie
185 x 115
36.000 F - 15.000 F
NAMEDAN laine
205 x 125
6.000 F - 3.000 F
CHIRAZ laine 300 x 200
24.000 F - 12.000 F

Le nouveau « look » des costumes et chemises grandes griffes, à LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
Centre commercial Valézy 2 — détaxe à l'exportation